

- 22° installateurs sanitair en verwarming;
- 23° lassers;
- 24° andere metaalarbeiders: metaalconstructeurs, machinebandwerkers, monteurs;
- 25° elektriciens en herstellere van elektrische apparatuur;
- 26° elektromechaniciens;
- 27° timmerman in de bouw;
- 28° schrijnwerker-meubelmaker;
- 29° zagere en bedienere van houtbewerkingsmachines;
- 30° schildere en behangere;
- 31° metselaars en tegelzettere;
- 32° dakdekkere;
- 33° bakkerre;
- 34° slagere;
- 35° bouwmaschinebestuurdere;
- 36° koks en keukenpersoneel;
- 37° restaurantpersoneel;
- 38° professioneel poetspersoneel.

Art. 2. - Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Eupen, 17 mei 2019.

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/42658]

6 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut des receveurs régionaux et le mode de prélèvement des contributions aux frais de la recette régionale

Le Gouvernement wallon,

Vu loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-23 et L1124-47, remplacés par le décret du 30 avril 2019, et l'article L1124-37;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1979 fixant les conditions et modalités de nomination des receveurs régionaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2010 fixant l'échelle de traitements des receveurs régionaux en exécution de l'article 1124-37 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1979 relatif au programme de l'examen de recrutement en qualité de receveur régional;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1979 arrêtant le règlement d'ordre relatif à l'examen de recrutement de receveur régional;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Province de Liège du 20 janvier 1966 portant statut des receveurs régionaux de la Province de Liège;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Province de Hainaut du 1^{er} mars 1982 fixant le statut administratif des receveurs régionaux de la Province de Hainaut;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Province de Namur du 30 décembre 2004 fixant le statut administratif des receveurs régionaux de la Province de Namur;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Province du Brabant wallon du 10 juin 2005 relatif au statut des receveurs régionaux en Brabant wallon;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Province de Luxembourg du 10 juin 2005 fixant le statut administratif des receveurs régionaux de la Province de Luxembourg;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2018;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 20 décembre 2018;

Vu le rapport du 11 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 1^{er} février 2019;

Vu l'avis de la Fédération des centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 1^{er} février 2019;

Vu le protocole n° 760 du Comité Secteur XVI, établi le 23 avril 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 6 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Fédération des receveurs régionaux, donné le 18 janvier 2019;

Considérant l'avis des gouverneurs wallons, donné les 16 et 23 janvier 2019;
 Considérant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, l'article 43, remplacé par le décret du 30 avril 2019, et l'article 46, remplacé par le décret du 18 avril 2013 et modifié par le décret du 30 avril 2019;
 Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;
 Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° le gouverneur : le gouverneur de la province qui nomme le receveur régional;
- 2° le Ministre : le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions;
- 3° le Collège des gouverneurs wallons : l'organe institué par l'article L1124-23, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- 4° le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- 5° l'administration locale : l'administration communale ou le centre public d'action sociale qui fait appel à un receveur régional pour effectuer ses recettes et dépenses et tenir sa comptabilité.

TITRE II. — Statut administratif des receveurs régionaux

CHAPITRE I^{er}. — Qualité de receveur régional

Art. 2. La qualité de receveur régional est reconnue à toute personne nommée en tant que tel par le gouverneur.

Le receveur régional exerce les missions qui lui sont confiées par les lois, les décrets et leurs arrêtés d'exécution, ainsi que par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

CHAPITRE II. — Droits et devoirs

Art. 3. § 1^{er}. Le receveur régional remplit ses fonctions avec loyauté, conscience et intégrité.

Il respecte les lois et règlements en vigueur, les procédures et directives imposées par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

Il respecte les instruments de travail qui sont mis à sa disposition, les utilise à des fins professionnelles et selon les règles fixées par le gouverneur, le commissaire d'arrondissement délégué ou les représentants de l'administration locale au profit de laquelle il exerce ses fonctions.

§ 2. Dans l'exercice de ses fonctions, le receveur régional traite toute personne avec laquelle il est amené à entrer en contact avec compréhension et sans aucune discrimination.

§ 3. Le receveur régional évite, en dehors de l'exercice de ses fonctions, tout comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans son service.

§ 4. Le receveur régional ne peut pas solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de ses fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

§ 5. Le receveur régional exerce ses missions indépendamment de toute influence extérieure et il n'obéit à aucun intérêt personnel.

§ 6. Le receveur régional se tient au courant de façon permanente de l'évolution des réglementations pertinentes dans sa pratique professionnelle, ainsi que de l'actualité politique, économique et financière aux niveaux international, belge, régional et local.

Art. 4. § 1^{er}. Le receveur régional jouit de la liberté d'expression à l'égard des faits dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Il lui est uniquement interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de la Région, de la province ou de l'administration locale, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen et, notamment, au droit au respect de la vie privée; cette interdiction vaut également pour les faits qui ont trait à la préparation de toutes les décisions aussi longtemps qu'une décision finale n'a pas été prise.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent également au receveur régional qui a cessé ses fonctions.

§ 2. Le receveur régional a le droit d'être informé sur tous les aspects utiles à l'exercice de ses missions.

§ 3. Le receveur régional a le droit de consulter son dossier personnel et d'en obtenir une copie gratuite.

§ 4. Le receveur régional a le droit d'être traité avec dignité tant par le gouverneur et le commissaire d'arrondissement délégué, que par les représentants et préposés de l'administration locale.

CHAPITRE III. — Recrutement et entrée en service

Section 1. — Déclaration de vacances et mobilité

Art. 5. Après que l'administration locale a notifié au gouverneur son souhait de faire appel à un receveur régional, le gouverneur examine prioritairement si un receveur régional déjà en service au sein de la province peut être affecté à cette administration locale, eu égard à sa charge de travail.

Art. 6. A défaut de pouvoir désigner un receveur régional déjà en service au sein de sa province, le gouverneur peut déclarer vacant l'emploi de receveur régional.

L'emploi est pourvu :

1° soit, par la désignation d'un receveur régional déjà en service auprès du gouverneur d'une autre province, eu égard à la charge de travail limitée confiée à la recette régionale dans la province concernée, pour autant que la résidence administrative liée à l'emploi à pourvoir ne se trouve pas à une distance de plus de septante-cinq kilomètres du domicile du receveur régional désigné;

2° soit, par le recrutement du lauréat le mieux classé dans la réserve de recrutement.

Le choix entre les deux modes de recrutement prévus à l'alinéa 2 fait l'objet d'une délibération au sein du Collège des gouverneurs wallons.

Le recours au recrutement visé à l'alinéa 2, 2°, est soumis à l'accord du Gouvernement, sur la demande motivée du Collège des gouverneurs wallons.

Art. 7. Dans le cas visé à l'article 6, alinéa 2, 2°, le gouverneur admet au stage le lauréat le mieux classé dans la réserve de recrutement et qui remplit les conditions prévues à l'article 8. Cette décision est notifiée au lauréat par envoi recommandé.

Le lauréat est tenu de faire savoir s'il accepte ou refuse la désignation dans un délai d'un mois à dater de la notification de la décision. A défaut de réponse, le lauréat est censé avoir refusé l'emploi.

En cas de refus du lauréat classé en ordre utile, le gouverneur désigne celui qui le succède dans le classement et qui remplit les conditions prévues à l'article 8.

Le lauréat ayant refusé deux fois un emploi à pourvoir est rayé de la réserve de recrutement, sauf si le refus est motivé par le fait que la résidence administrative liée à l'emploi à pourvoir se trouve à une distance de plus de septante-cinq kilomètres du domicile du lauréat.

A défaut de lauréat, le gouverneur soumet au Collège des gouverneurs wallons la question de l'organisation d'un concours en vue de constituer une réserve de recrutement de candidats à la fonction de receveur régional.

Section 2. — Conditions d'admission

Art. 8. Nul ne peut être nommé receveur régional s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° satisfaire aux lois sur la milice;
- 4° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 5° justifier de la possession de l'aptitude physique exigée pour la fonction;
- 6° être porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau A au sein de la fonction publique wallonne;
- 7° être lauréat du concours visé à l'article 11;
- 8° avoir satisfait au stage visé à l'article 14.

Sont dispensés de la condition prévue à l'alinéa 1^{er}, 6°, les candidats qui comptent, aux conditions cumulatives suivantes, une ancienneté de sept ans au moins dans un niveau A ou B, en tant stagiaires, nommés ou contractuels, ou dans un niveau équivalent :

1° dans un ministère ou un organisme public dépendant de l'Etat, des communautés ou des régions, ainsi que dans des services ou dans un organisme public de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune, ou dans l'administration d'une province, d'une commune, d'un CPAS ou d'une intercommunale, ou, moyennant une décision d'admissibilité prise par le Collège des gouverneurs wallons, dans un service public comparable à un de ceux énumérés ci-avant, d'un Etat de l'Union européenne;

2° sans interruption consécutive à une peine disciplinaire encourue par le receveur régional, à un licenciement pour inaptitude professionnelle dans le cadre de l'évaluation du receveur régional ou à un licenciement pour motif grave;

- 3° être détenteur d'un diplôme de niveau B au minimum;
- 4° être titulaire d'un certificat en sciences administratives totalisant 450 heures de formation.

Section 3. — Concours et réserve

Art. 9. § 1^{er}. Le Collège des gouverneurs wallons organise le concours en vue de la constitution de la réserve de recrutement visée à l'article 12.

§ 2. Il annonce la tenue du concours par voie d'avis, publié au *Moniteur belge* et diffusé sur les sites Intranet et Internet des services des gouverneurs et du Gouvernement.

L'avis indique les conditions de nomination visées à l'article 8, la procédure de participation au concours et la date de clôture des inscriptions. Il indique également que le concours vise à constituer une réserve de recrutement en vue d'exercer la fonction de receveur régional sur tout le territoire de la Région.

§ 3. Les candidats adressent leur demande de participation au Collège des gouverneurs wallons par envoi recommandé à l'adresse mentionnée dans l'avis visé au paragraphe 2.

Sous peine d'irrecevabilité, le candidat :

1° remplit les conditions de nomination visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, au jour de la date limite du dépôt des demandes de participation;

2° annexe à sa demande de participation une copie de son diplôme ou la preuve qu'il remplit les conditions prévues par l'article 8, alinéa 2.

§ 4. A la clôture des inscriptions, le Collège des gouverneurs wallons s'assure que les candidats remplissent les conditions prévues au paragraphe 3.

Art. 10. § 1^{er}. Le Collège des gouverneurs wallons institue un jury chargé d'évaluer les candidats au cours des épreuves visées à l'article 11, § 1^{er}.

Le jury est composé :

1° du directeur financier d'une province ou commune wallonne ayant une ancienneté de service d'au moins cinq ans;

2° d'un commissaire d'arrondissement;

3° de deux receveurs régionaux en fonction dans deux provinces différentes, autres que celle du commissaire d'arrondissement visé au 2°, et ayant une ancienneté de service d'au moins cinq ans;

4° d'un professeur de l'enseignement supérieur, en activité ou retraité, chargé ou ayant été chargé d'un cours dans une des matières sur lesquelles portent les épreuves du concours.

Le jury est présidé par le commissaire d'arrondissement visé à l'alinéa 2, 2°.

§ 2. Aucun membre du jury ne peut émettre d'appréciation ou participer à la délibération lorsque le candidat est, soit son conjoint, soit un parent ou un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

§ 3. Le règlement d'ordre relatif au fonctionnement du jury et au déroulement et à la correction des épreuves est arrêté par le Collège des gouverneurs wallons.

Art. 11. § 1^{er}. Le concours est divisé en trois épreuves :

1° une épreuve écrite de réflexion évaluée sur 50 points comportant la rédaction d'une note et d'un sommaire critique sur un sujet d'ordre général, pouvant intégrer des aspects économiques;

2° une épreuve écrite théorique évaluée sur 100 points, comportant des questions ouvertes permettant d'apprécier les connaissances minimales requises des candidats dans les matières suivantes :

a) le droit constitutionnel, évaluée sur 10 points;

b) le droit administratif, évaluée sur 10 points;

c) le droit civil, évaluée sur 5 points;

d) le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, évaluée sur 10 points;

e) la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, évaluée sur 10 points;

f) la fiscalité locale, évaluée sur 10 points;

g) la comptabilité communale et les finances communales, évaluée sur 15 points;

h) la comptabilité des CPAS, évaluée sur 15 points;

i) le droit des marchés publics, évaluée sur 15 points;

3° une épreuve orale, évaluée sur 50 points, permettant d'évaluer le candidat, notamment, sur sa vision stratégique de la mission de receveur régional et sur la maîtrise des compétences nécessaires à l'exercice de cette dernière en matière de gestion des ressources humaines, de management et d'organisation du contrôle interne.

§ 2. L'examen est réussi si la somme des points obtenus par le candidat pour les trois épreuves s'élève au moins à 120 points et s'il a obtenu au moins 50 % à chacune des épreuves et en chacune des matières.

§ 3. Le contenu concret des épreuves reprises au paragraphe 1^{er} est déterminé par le jury et approuvé par le Collège des gouverneurs wallons.

Art. 12. A l'issue des épreuves visées à l'article 11, les candidats qui ont réussi le concours sont classés par le Collège des gouverneurs wallons et sont engagés dans l'ordre de classement.

Ces candidats constituent la réserve de recrutement de candidats à la fonction de receveur régional.

Les lauréats sont classés dans la réserve de recrutement sur la base des points cumulés obtenus aux trois épreuves. En cas d'égalité de points, le lauréat ayant obtenu le meilleur score à l'épreuve écrite théorique visée à l'article 11, § 1^{er}, 2°, est classé premier.

Le classement ou le non-classement est motivé et notifié aux candidats.

Tout candidat peut, dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président du Collège des gouverneurs wallons. Le Collège des gouverneurs wallons statue sur la réclamation, dans le mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée du Collège des gouverneurs wallons sur les observations ou la réclamation est notifiée au candidat qui a fait valoir ses observations ou qui a introduit une réclamation.

Art. 13. La réserve de recrutement est valable durant trois ans à compter de la date du procès-verbal désignant les lauréats. Ce délai est prorogeable une fois pour un délai de deux ans sur décision du Collège des gouverneurs wallons.

Si une nouvelle réserve de recrutement est constituée alors qu'une réserve plus ancienne n'a pas expiré, les lauréats de la réserve la plus ancienne ont priorité sur ceux de la réserve la plus récente.

CHAPITRE IV. — Stage

Art. 14. § 1^{er}. Le stage a une durée de douze mois.

Il peut être prolongé pour une période maximale de six mois, sur décision motivée du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué, dans les conditions prévues à l'article 19.

§ 2. Pour le calcul de la durée du stage, toutes les périodes pendant lesquelles le receveur régional stagiaire se trouve dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Toutefois, à l'exception des périodes de congés annuels, des congés de circonstances et des congés pour cas de force majeure, les périodes au cours desquelles le receveur régional stagiaire se trouve en congé durant au moins quarante jours suspendent la durée du stage.

Art. 15. § 1^{er}. Le gouverneur nomme en qualité de receveur régional stagiaire le lauréat désigné conformément à l'article 6, alinéa 2, 2°.

§ 2. Sous réserve de l'alinéa 2, la nomination en qualité de stagiaire produit ses effets immédiatement.

Elle produit toutefois ses effets :

1° à l'expiration de toute période d'indisponibilité du stagiaire, pour autant qu'elle résulte de l'exécution d'obligations légales;

2° à l'expiration d'une période de trois mois au plus demandée par un lauréat pour liquider une activité indépendante à titre principal;

3° à l'expiration de toute période d'indisponibilité du stagiaire résultant d'un cas de force majeure, pour autant qu'elle ne soit pas supérieure à six mois.

§ 3. Sauf lorsqu'il y est dérogé, les dispositions du présent arrêté s'appliquent au receveur régional stagiaire.

Art. 16. § 1^{er}. Pendant la durée du stage, le receveur régional stagiaire est accompagné dans les aspects pratiques de sa fonction par un fonctionnaire encadrant.

§ 2. Le gouverneur désigne à la fonction de fonctionnaire encadrant visée au paragraphe 1^{er}, le commissaire d'arrondissement de sa province.

Art. 17. § 1^{er}. Les critères d'évaluation du receveur régional stagiaire lui sont notifiés au début du stage. Ceux-ci sont des critères d'appréciation des performances et des critères d'appréciation des aptitudes.

Les critères d'appréciation des performances sont les suivants :

1° la qualité du travail : qualité et degré d'achèvement du travail, sans considérer le rendement quantitatif, degré de soin, d'exactitude et de précision;

2° la quantité du travail : masse de travail accomplie dans un laps de temps déterminé sans considérer la qualité du travail, afin d'apprécier la capacité d'effectuer la totalité des tâches de sa fonction;

3° la polyvalence : capacité d'effectuer des travaux différents et d'occuper d'autres positions que celles qui sont confiées au stagiaire;

4° la disponibilité : réaction de l'intéressé aux contraintes qui résultent des circonstances particulières ou d'un changement dans l'environnement de travail;

5° la créativité ou l'initiative : capacité du stagiaire à imaginer et à promouvoir des idées nouvelles comme aptitude à réagir face à des événements imprévus;

6° l'esprit d'équipe et la sociabilité : capacité du stagiaire à travailler en groupe en vue de réaliser un objectif commun et de contribuer au maintien d'un environnement agréable;

7° le sens de la solidarité : capacité à aider ses collègues.

Les critères d'appréciation des aptitudes sont les suivants :

1° l'insertion professionnelle : connaissance du milieu, des institutions et administrations de la région et des pouvoirs locaux, des objectifs du service;

2° l'apprentissage du métier : maîtrise de la réglementation et des techniques comptables, connaissance du contexte, contacts;

3° l'adéquation à la fonction : avoir un comportement et des capacités relationnelles adéquats pour exercer la fonction;

4° l'aptitude à évoluer.

§ 2. Le stagiaire satisfait au stage si la majorité des critères d'évaluation sont positifs.

Art. 18. § 1^{er}. A l'issue de la période de stage, le fonctionnaire encadrant procède à l'évaluation du receveur régional stagiaire et établit un rapport de stage motivé dans lequel il conclut à l'aptitude ou non, de ce dernier, à exercer la fonction.

L'administration locale pour laquelle le receveur régional stagiaire a effectué les recettes et dépenses ou géré la comptabilité est associée à l'élaboration du rapport et peut émettre un avis, sauf si elle décline cette faculté.

§ 2. Le fonctionnaire encadrant joint à son rapport un avis favorable ou défavorable à la nomination à titre définitif.

§ 3. Le rapport de stage ainsi que ses annexes, est communiqué au gouverneur au plus tard dans le mois qui suit la fin du stage.

Art. 19. § 1^{er}. En cas d'avis défavorable du fonctionnaire encadrant, le receveur régional est convoqué par le gouverneur dans le mois qui suit la communication du rapport, pour y être entendu en ses explications.

Le receveur régional stagiaire peut être assisté lors de cette audition de la personne de son choix.

§ 2. Si le gouverneur considère, au regard des prestations accomplies pendant le stage, du rapport et de l'avis du fonctionnaire encadrant et des explications fournies par le receveur régional stagiaire, que le receveur régional stagiaire ne rassemble pas suffisamment les aptitudes et qualités requises pour exercer la fonction de receveur régional, il notifie sans délai au receveur régional stagiaire une proposition motivée de prolongation de stage pour une durée de six mois ou une proposition de licenciement.

Le stage peut être prolongé uniquement à une seule reprise par application de l'alinéa 1^{er}.

La notification de la proposition visée à l'alinéa 1^{er} est réalisée par envoi recommandé et mentionne l'existence et les formes du recours.

§ 3. Le receveur régional peut introduire un recours dans les quinze jours qui suivent la notification de la proposition visée au paragraphe 2 auprès du Collège des gouverneurs wallons. A défaut, le gouverneur adopte la décision.

Le receveur régional notifie son recours au gouverneur par envoi recommandé.

Le gouverneur communique le recours, la proposition de décision et l'ensemble des pièces utiles au Collège des gouverneurs wallons dans les quinze jours qui suivent la réception du recours.

Le Collège des gouverneurs wallons statue sur le recours. Il rend un avis sur la proposition du gouverneur en suivant les modalités prévues aux articles 175 à 176, après avoir entendu le receveur régional ainsi que son conseil éventuel.

§ 4. Après avoir pris connaissance de l'avis du Collège des gouverneurs wallons, le gouverneur adopte une décision définitive tendant à la nomination, au licenciement du receveur régional stagiaire ou à la prolongation du stage lorsque celle-ci est possible. Le cas échéant, il indique les raisons pour lesquelles il s'écarte de l'avis du Collège des gouverneurs wallons.

Le gouverneur notifie sa décision au receveur régional stagiaire par envoi recommandé dans le mois qui suit l'adoption de l'avis.

§ 5. Le licenciement est précédé d'un préavis de trois mois prenant cours le premier jour du mois suivant la notification de la décision de licenciement du gouverneur au receveur régional stagiaire.

Art. 20. § 1^{er}. Au cours du stage, le gouverneur peut licencier le receveur régional stagiaire pour motif grave, sans préavis ni indemnité.

§ 2. Dans les quinze jours de la prise de connaissance suffisante des faits par le gouverneur, le receveur régional stagiaire est convoqué pour une audition.

A partir de la convocation, il a accès au dossier et peut être assisté par la personne de son choix.

Le gouverneur notifie au receveur régional stagiaire une proposition de licenciement pour motif grave dans les quinze jours de l'audition. A défaut, le gouverneur est réputé avoir renoncé à adopter une mesure de licenciement pour motif grave pour les faits considérés.

La notification de la proposition visée à l'alinéa 1^{er} est réalisée par envoi recommandé et mentionne l'existence et les formes du recours.

§ 3. Le receveur régional stagiaire peut introduire un recours dans les quinze jours qui suivent la notification de la proposition visée au paragraphe 2 auprès du Collège des gouverneurs wallons. A défaut, le gouverneur adopte la décision.

Le receveur régional stagiaire notifie son recours au gouverneur par envoi recommandé.

Le gouverneur communique le recours, la proposition de décision et l'ensemble des pièces utiles au Collège des gouverneurs wallons dans les quinze jours qui suivent la réception du recours.

Le Collège des gouverneurs wallons statue sur le recours. Il rend un avis sur la proposition du gouverneur en suivant les modalités prévues aux articles 175 à 176, après avoir entendu le receveur régional stagiaire ainsi que son conseil éventuel.

§ 4. Après avoir pris connaissance de l'avis du Collège des gouverneurs wallons, le gouverneur peut adopter une décision de licenciement définitive. Le cas échéant, il indique les raisons pour lesquelles il s'écarte de l'avis du Collège des gouverneurs wallons.

Le gouverneur notifie sa décision au receveur régional stagiaire par envoi recommandé dans les quinze jours qui suivent l'adoption de l'avis.

§ 5. Le gouverneur peut décider de suspendre provisoirement le receveur régional stagiaire de ses fonctions durant le temps de la procédure visée aux paragraphes 2 à 4.

Art. 21. Au cours du stage, le receveur régional stagiaire peut cesser volontairement ses fonctions moyennant un préavis d'un mois prenant cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la décision est notifiée au gouverneur par envoi recommandé. Le préavis peut être réduit de commun accord.

CHAPITRE V. — *Nomination à titre définitif et serment*

Art. 22. § 1^{er}. Le gouverneur procède à la nomination à titre définitif du receveur régional, après vérification des conditions reprises à l'article 8.

§ 2. La nomination produit ses effets le jour de l'admission au stage.

Art. 23. La qualité de receveur régional est sanctionnée par le serment prêté dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative devant le Gouverneur compétent.

CHAPITRE VI. — *Missions*

Section 1. — Affectation et contrôle des prestations

Art. 24. Le gouverneur exerce l'autorité hiérarchique sur le receveur régional. Le gouverneur peut déléguer une partie de ses pouvoirs au commissaire d'arrondissement.

Art. 25. Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué désigne les administrations locales pour lesquelles le receveur régional effectue les recettes et dépenses et gère la comptabilité.

Le service du receveur régional est organisé de telle manière que ce dernier puisse assurer, au moins une fois par semaine, pendant les heures de service ordinaires, une présence effective dans chacune des administrations locales qu'il dessert.

Section 2. — Missions de remplacement d'un directeur financier

Art. 26. § 1^{er}. Une administration locale peut faire appel temporairement à un receveur régional dans les cas visés à l'article L1124-21, § 3, du Code.

§ 2. Dans les trente jours de la demande, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué désigne un ou plusieurs receveurs régionaux pour assurer temporairement les missions de directeur financier parmi les receveurs régionaux en service, dans la mesure où la charge de travail des receveurs régionaux de la province le permet.

Le ou les receveurs régionaux susceptibles d'assurer le remplacement sont désignés sur base volontaire.

A défaut de pouvoir confier toutes les missions du directeur financier absent ou démissionnaire aux receveurs régionaux en service, le gouverneur peut demander aux gouverneurs des autres provinces qu'un ou plusieurs receveurs régionaux en service dans leur province soient désignés pour assurer le remplacement. La demande est mise à l'ordre du jour d'une réunion du Collège des gouverneurs wallons.

Si dans les trente jours de la demande, le gouverneur n'est pas parvenu à désigner un ou plusieurs receveurs régionaux pour assurer le remplacement, il en informe immédiatement l'administration locale concernée par envoi recommandé.

§ 3. Au moment de l'installation du ou des receveurs régionaux désignés en remplacement, ainsi qu'au moment de la cessation de leurs fonctions, il est procédé, pour l'administration locale concernée, à l'établissement du compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué de la province dans laquelle se situe l'administration locale concernée.

Le compte de fin de gestion est établi conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Sous réserve de l'alinéa 1^{er}, le receveur régional, appelé à assurer le remplacement auprès d'une administration locale située dans une autre province, est affecté à cette mission par le gouverneur qui l'a nommé ou le commissaire d'arrondissement délégué, après avoir été entendu, et demeure sous l'autorité de ces derniers.

Section 3. — Missions de remplacement en cas d'absence d'un receveur régional

Art. 27. § 1^{er}. Le receveur régional chargé d'assurer le remplacement d'un receveur régional absent en application de l'article L1124-24 du Code est désigné parmi les receveurs régionaux en service, dans la mesure où la charge de travail des receveurs régionaux de la province le permet.

A défaut de pouvoir confier toutes les missions du receveur régional absent aux receveurs régionaux en service, le gouverneur peut demander aux gouverneurs des autres provinces qu'un ou plusieurs receveurs régionaux en service dans leur province soient désignés pour assurer le remplacement. La demande est mise à l'ordre du jour d'une réunion du Collège des gouverneurs wallons.

Sous réserve de l'article L1124-24, alinéa 2, du Code, le receveur régional, appelé à assurer le remplacement auprès d'une administration locale située dans une autre province, est affecté à cette mission par le gouverneur qui l'a nommé ou le commissaire d'arrondissement délégué, après avoir été entendu, et demeure sous l'autorité de ces derniers.

Le compte de fin de gestion est établi conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 2. Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué désigne le ou les receveurs régionaux remplaçants sur base volontaire.

Si aucun receveur régional ne s'est porté volontaire, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué peut désigner d'office un ou plusieurs receveurs régionaux en tenant compte de leurs compétences, de leur expérience et du lieu où ils exercent leurs fonctions. Il ne peut cependant pas désigner d'office un receveur régional dont le domicile se situe à une distance de plus de septante-cinq kilomètres du lieu où le remplacement doit être assuré.

Section 4. — Missions d'appui

Art. 28. § 1^{er}. Le Collège des gouverneurs wallons peut, moyennant l'accord préalable du Ministre, dispenser partiellement un ou plusieurs receveurs régionaux nommés à titre définitif d'exercer les missions de directeur financier auprès des administrations locales, afin de leur confier des missions d'appui, telles que :

1° concevoir, mettre en œuvre et coordonner des programmes de formations susceptibles d'améliorer la qualité des prestations des receveurs régionaux;

2° vérifier les encaisses d'un ou plusieurs receveurs régionaux, et établir pour chacun d'eux un rapport préliminaire qu'il transmet au gouverneur avant que celui-ci n'entame la vérification trimestrielle des encaisses des receveurs régionaux;

3° effectuer des recherches et établir des notes de synthèse, à propos de problématiques d'ordre juridique, économique, sociales, politiques, etc., auxquelles les receveurs régionaux sont confrontés ou sont susceptibles de l'être;

4° répondre à des questions ponctuelles que lui soumet un receveur régional sur une difficulté qu'il rencontre dans la gestion des recettes et dépenses dont il a la charge;

5° mettre à disposition des receveurs régionaux la documentation utile à leur pratique professionnelle;

6° s'informer sur les évolutions juridiques, économiques, sociales et technologiques susceptibles d'impacter ou d'améliorer les prestations des receveurs régionaux;

7° mettre en œuvre et coordonner l'implémentation de nouveaux outils technologiques et leur mise à jour;

8° assurer la fonction d'accompagnant d'un ou plusieurs receveurs régionaux stagiaires;

9° exercer une mission de remplacement temporaire.

Le receveur régional visé à l'alinéa 1^{er} est désigné comme receveur régional relais.

§ 2. Le Collège des gouverneurs wallons détermine le nombre de points à attribuer pour l'exercice de missions d'appui qu'il liste.

Pour les missions qui ne figurent pas dans la liste, il invite les gouverneurs à appliquer la liste par analogie ou il établit des critères sur base desquels les gouverneurs peuvent déterminer le nombre de points auquel correspondent les missions d'appui confiées au receveur régional.

Le nombre de points reflète le volume de travail requis pour exercer chaque mission d'appui durant une année civile. Le nombre de points doit correspondre à la charge de travail qu'implique l'accomplissement des recettes et dépenses d'une commune comptant un nombre d'habitants égal au nombre de points précité.

CHAPITRE VII. — Evaluation et licenciement pour inaptitude professionnelle

Art. 29. § 1^{er}. L'évaluation du receveur régional a pour but d'apprécier sa contribution au bon fonctionnement de la recette régionale et la qualité de ses prestations pour le compte de la recette régionale ou pour le compte des administrations locales.

§ 2. L'évaluation du receveur régional prend en considération :

1° tous les éléments relatifs à sa manière de servir : ses relations avec les autres membres de la recette régionale, ses relations avec les représentants et préposés des administrations locales dont il effectue les recettes et dépenses et gère la comptabilité, les autres services et les usagers, son organisation, ses méthodes et ses efforts de formation, la qualité et la quantité du travail;

2° la participation du receveur régional à l'atteinte des objectifs de qualité des services rendus aux administrations locales, fixés par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué;

3° l'atteinte des objectifs personnels préalablement fixés par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

§ 3. Les objectifs visés au paragraphe 2 sont fixés lors d'un entretien de planification, de manière spécifique, mesurable et sont axés sur le résultat et inscrits dans le temps.

Art. 30. La méthodologie de l'évaluation est adoptée par le Collège des gouverneurs wallons.

Art. 31. § 1^{er}. Le dossier individuel du receveur régional contient tout élément probant et une fiche individuelle relatant les faits ou circonstances, favorables et défavorables, susceptibles de servir d'élément d'appréciation. Ces faits ou constatations peuvent avoir trait uniquement à l'exercice de la fonction et sont visés par le receveur régional qui note éventuellement ses observations.

Tout fait ou toute constatation que le receveur régional estime susceptible de servir d'élément d'appréciation est noté à sa demande sur sa fiche individuelle par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué qui indique ses observations éventuelles.

§ 2. Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué invite chaque administration locale auprès de laquelle le receveur régional est affecté à émettre un avis sur les prestations, les compétences, la conduite de l'intéressé et tout autre fait susceptible d'influencer son évaluation.

L'avis doit être réceptionné par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué et versé dans le dossier individuel du receveur régional au plus tard quinze jours avant l'entretien visé à l'article 32. A défaut, le l'administration locale concernée est réputée avoir renoncé à la faculté d'émettre un avis.

Art. 32. § 1^{er}. L'évaluation est attribuée par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué à l'issue d'un entretien, tous les deux ans entre le 15 septembre et le 15 décembre et deux ans après l'entretien de planification visé à l'article 29, § 3.

§ 2. Le receveur régional se voit attribuer une évaluation « excellente », « favorable », « réservée » ou « défavorable ».

§ 3. La nomination à titre définitif emporte première évaluation favorable du receveur régional.

§ 4. Le receveur régional qui, pour quelque raison que ce soit, est absent ou n'exerce pas sa fonction, conserve sa dernière évaluation jusqu'à ce qu'il reprenne sa fonction.

Si la durée de l'absence le justifie, un entretien de planification a lieu dès la reprise de ses fonctions.

Un an après la reprise de ses fonctions, il peut demander que son évaluation soit révisée.

Art. 33. Dans les quinze jours de l'entretien d'évaluation, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué notifie la proposition d'évaluation.

Dans les quinze jours de la notification, le receveur régional signe et retourne cette proposition, accompagnée de ses remarques éventuelles. A défaut de ce faire, il est censé accepter l'évaluation qui devient définitive.

Art. 34. Les observations qui sont faites par le receveur régional sont examinées par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué notifie au receveur régional sa décision dans les quinze jours de la réception des observations.

La notification de l'évaluation mentionne l'existence et les formes du recours.

Art. 35. Le receveur régional qui fait l'objet d'une évaluation réservée ou défavorable peut introduire un recours dans les quinze jours qui suivent la notification de l'évaluation.

Le receveur régional notifie son recours au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué par envoi recommandé.

Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué communique le recours, l'évaluation et l'ensemble des pièces utiles au Collège des gouverneurs wallons dans les quinze jours qui suivent la réception du recours.

Le Collège des gouverneurs wallons statue sur le recours, en suivant les modalités prévues aux articles 175 à 176, après avoir entendu le receveur régional ainsi que son conseil éventuel.

Le Collège des gouverneurs wallons rend un avis favorable ou une décision d'annulation.

L'avis favorable est communiqué au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué pour décision.

La décision motivée annulant de plein droit l'évaluation attribuée est transmise au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué afin qu'il soit procédé à une nouvelle évaluation, après une période de quatre mois à dater de sa réception.

Lors de la seconde évaluation, le receveur régional peut se faire assister par une personne de son choix.

Cette seconde évaluation n'est pas susceptible de recours devant le Collège des gouverneurs wallons.

Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué notifie au receveur régional l'évaluation attribuée.

Art. 36. Lorsque l'évaluation attribuée est défavorable ou réservée, une évaluation intermédiaire a lieu six mois après son attribution.

Art. 37. § 1^{er}. Après deux évaluations défavorables successives définitivement attribuées, le gouverneur peut notifier au receveur régional une proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle, par envoi recommandé.

La notification de la proposition mentionne l'existence et les formes du recours.

§ 2. Le receveur régional peut introduire un recours dans les quinze jours qui suivent la notification de la proposition visée au paragraphe 1^{er}. A défaut, le gouverneur adopte la décision.

Le receveur régional notifie son recours au gouverneur.

Le gouverneur communique le recours, la proposition de décision et l'ensemble des pièces utiles au Collège des gouverneurs wallons dans les quinze jours qui suivent la réception du recours.

Le Collège des gouverneurs wallons statue sur le recours. Il rend un avis sur la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle en suivant les modalités prévues aux articles 175 à 176, après avoir entendu le receveur régional ainsi que son conseil éventuel.

§ 3. Après avoir pris connaissance de l'avis du Collège des gouverneurs wallons, le gouverneur peut décider du licenciement pour inaptitude professionnelle. Le cas échéant, il indique les raisons pour lesquelles il s'écarte de l'avis du Collège des gouverneurs wallons.

Le gouverneur notifie le licenciement pour inaptitude professionnelle par envoi recommandé dans le mois qui suit l'adoption de l'avis. A défaut, il est réputé avoir renoncé au licenciement.

§ 4. Sauf en cas de faute grave, une allocation de départ est accordée au receveur régional licencié pour inaptitude professionnelle. Cette allocation est égale :

1° au dernier traitement annuel d'activité s'il compte au moins vingt années de service en qualité de receveur régional;

2° aux deux tiers du dernier traitement annuel d'activité s'il compte au moins dix ans et moins de vingt ans de service en qualité de receveur régional;

3° à la moitié du dernier traitement annuel d'activité s'il compte moins de dix ans de service en qualité de receveur régional.

CHAPITRE VIII. — *Résidence administrative*

Art. 38. § 1^{er}. Le gouverneur fixe le siège des fonctions du receveur régional, dans le respect du paragraphe 2.

§ 2. La résidence administrative du receveur régional est établie au lieu où son service est établi.

S'il exécute habituellement ses activités professionnelles en plusieurs endroits, elle est établie au lieu où se situent les bureaux de l'administration locale pour laquelle il exécute la plus grande partie de ses prestations.

A défaut de pouvoir déterminer l'administration locale pour laquelle il exécute la plus grande partie de ses prestations, elle est établie au lieu où se situent les bureaux de l'administration locale qui compte le plus grand nombre d'habitants.

CHAPITRE IX. — *Formation*

Art. 39. § 1^{er}. Le receveur régional peut suivre des formations qui présentent un intérêt pour l'exercice de ses fonctions.

Lors de l'entretien de planification visé à l'article 29, § 3, le receveur régional et le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué conviennent d'un plan de formations que le receveur régional met en œuvre au cours du cycle d'évaluation.

Le plan de formation contient une liste de formations que le receveur régional s'engage à suivre et une liste de compétences qu'il s'engage à acquérir ou à améliorer par le biais de formations. Il peut limiter le nombre et la durée totale des formations que le receveur régional peut suivre.

Le plan de formations est conforme aux directives établies par le Collège des gouverneurs wallons, notamment concernant le volume minimal et le volume maximal d'heures de formation à suivre.

§ 2. Le receveur régional peut participer à toute formation agréée par le Collège des gouverneurs wallons qui respecte les objectifs, conditions et limites fixés dans son plan de formations.

Le receveur régional peut participer à toute formation non agréée par le Collège des gouverneurs wallons, pour autant que le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué constate qu'elle est compatible avec les objectifs, conditions et limites fixés dans le plan de formations.

§ 3. En dehors des objectifs, conditions et limites fixés dans le plan de formations, le receveur régional peut participer à des formations qui présentent un intérêt pour l'exercice de ses fonctions, moyennant l'accord du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué.

§ 4. La participation à une formation peut toujours être refusée par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué si l'absence du receveur régional est incompatible avec l'intérêt du service.

Art. 40. Le receveur régional qui suit une formation visée à l'article 39, § 2, obtient une dispense de service ou un congé de formation. La dispense ou le congé est assimilé à une période d'activité de service, avec maintien de tous les droits du receveur régional.

Art. 41. § 1^{er}. Le receveur régional peut obtenir un congé de formation pour suivre les formations visées à l'article 39, § 3. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé est octroyé par le gouverneur ou par le commissaire d'arrondissement délégué, en veillant à ce que ces congés soient répartis de manière équilibrée sur les périodes prestées par le receveur auprès des différentes administrations recourant à ses services.

Le congé ne peut être accordé plus d'une fois pour une même formation.

§ 2. La durée du congé est égale au nombre d'heures de la formation, déduction faite de celles dont le receveur régional est dispensé.

Pour une formation n'exigeant pas de présence régulière, le nombre d'heures de la formation est égal au nombre d'heures ou de leçons du programme d'études.

§ 3. Le congé pour une formation organisée en année scolaire est pris entre le début de l'année scolaire et la fin de la première ou, éventuellement, de la seconde session d'examens.

Le congé pour une formation qui n'est pas organisée en année scolaire est pris entre le début et la fin de la formation.

Le congé pour une formation qui ne requiert pas une présence régulière est pris entre le début et la fin des travaux imposés. Si cette formation est suivie de la participation à un examen, la période est prolongée jusqu'à la fin de la première ou, éventuellement, de la seconde session d'examens.

§ 4. Compte tenu des besoins du service et du nombre d'heures ou de leçons de la formation, une répartition planifiée du congé peut être imposée par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

La répartition ne peut pas porter atteinte au droit du receveur régional d'utiliser son congé en totalité, ni à son droit de l'utiliser pour se rendre à la formation, pour y assister, pour rejoindre son lieu de travail après la formation et pour participer aux examens.

Art. 42. § 1^{er}. Au plus tard la veille du début de toute formation, prévue ou non au plan de formations, le receveur régional remet au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué une attestation d'inscription.

Dans le mois de la fin de la formation, le receveur régional remet au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué une attestation d'assiduité confirmant qu'il a suivi l'intégralité de la formation. A défaut d'avoir pu suivre l'intégralité de la formation, le receveur régional en donne les motifs.

§ 2. Le receveur régional notifie au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué sa décision d'abandonner la formation.

Art. 43. Le receveur régional est placé en position de non-activité s'il s'avère que :

- 1° il n'a pas suivi ou participé à une partie de la formation sans raison légitime;
- 2° il a abandonné la formation sans en avoir informé le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'intéressé est placé en position de non-activité pour la période qui s'étend respectivement du moment où il a cessé de suivre ou de participer à la formation ou du moment où il a abandonné la formation, jusqu'au moment où il reprend le service.

En outre, le droit du receveur régional de bénéficier de congés de formation est suspendu durant la partie restante de l'année académique en cours.

CHAPITRE X. — Positions administratives et congés

Section 1. — Positions administratives

Art. 44. Le receveur régional se trouve, à tout moment, dans une des positions administratives suivantes :

- 1° activité de service;
- 2° non-activité;
- 3° disponibilité.

Art. 45. Pour la détermination de sa position administrative, le receveur régional est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant, soit de plein droit, soit sur décision du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué, dans une autre position administrative.

Sauf disposition contraire, le receveur régional qui est dans la position d'activité de service a droit au traitement.

Art. 46. Le receveur régional qui s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé se trouve de plein droit en non-activité.

Le receveur régional qui ne donne pas suite à l'invitation à reprendre le travail visé à l'article 113 se trouve de plein droit en non-activité.

Sauf disposition contraire, le receveur régional qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement.

Art. 47. Le receveur régional ne peut pas être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 48. Aux conditions fixées aux articles 139 à 150, le receveur régional peut être mis en position de disponibilité :

- 1° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 2° pour maladie n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie;
- 3° pour convenances personnelles.

Art. 49. Le receveur régional ne peut pas être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Section 2. — Congés

Sous-section 1. — Dispositions générales

Art. 50. La présente section est applicable aux receveurs régionaux nommés à titre définitif.

Elle est également applicable aux stagiaires, à l'exception :

- 1° du congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 59;
- 2° de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service visée aux articles 141 à 143;
- 3° de la mise en disponibilité pour convenances personnelles visée aux articles 149 à 150.

Art. 51. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par jours ouvrables les jours où le receveur régional est tenu de travailler en vertu de son régime normal de travail.

Art. 52. § 1^{er}. Le receveur régional peut s'absenter de son service uniquement s'il a obtenu au préalable un congé ou une dispense de service.

Par dispense de service, il y a lieu d'entendre l'autorisation accordée au receveur régional de s'absenter pendant les heures de service pour une durée déterminée avec maintien de tous ses droits.

§ 2. Sauf disposition contraire, l'octroi d'un congé ou d'une dispense de service est décidé par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué. Celui-ci tient compte des observations éventuellement formulées par les responsables des administrations locales visées à l'alinéa 2.

Le receveur régional informe le responsable des administrations locales ayant recours à ses services qui pourraient être affectées par son absence de sa demande, au moment de solliciter le congé ou la dispense de service, afin de lui permettre de faire valoir ses observations.

Le receveur régional informe le responsable des administrations locales ayant recours à ses services de la décision visée au premier alinéa.

Art. 53. Hormis le congé de maternité, de paternité ou celui d'accueil en vue de l'adoption, les congés peuvent être refusés par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué lorsque l'intérêt du service le requiert.

Sous-section 2. — Congé annuel de vacances et jours fériés

Art. 54. § 1^{er}. Le receveur régional a droit à un congé annuel de vacances dont la durée est fixée comme suit selon l'âge :

- 1° moins de quarante-cinq ans : vingt-sept jours ouvrables;
- 2° de quarante-cinq à quarante-neuf ans : vingt-huit jours ouvrables;
- 3° de cinquante à cinquante-cinq ans : vingt-neuf jours ouvrables;

4° de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans : trente jours ouvrables.

§ 2. Le receveur régional jouit d'un congé annuel de vacances supplémentaire dont la durée est fixée comme suit selon l'âge :

- 1° à soixante ans : un jour ouvrable;
- 2° à soixante et un ans : deux jours ouvrables;
- 3° à soixante-deux ans : trois jours ouvrables;
- 4° à soixante-trois ans : quatre jours ouvrables;
- 5° à soixante-quatre ans : cinq jours ouvrables.

Art. 55. Le congé annuel de vacances est assimilé à une période d'activité de service. Il est pris au choix du receveur régional dans les limites des nécessités du service.

Si le congé est fractionné et si le receveur régional le demande, ce congé comporte une période continue d'au moins deux semaines.

La moitié au maximum des jours de congé annuel de vacances, augmentée le cas échéant du nombre de jours de vacances annuelles afférents à la période au cours de laquelle le receveur régional a exercé sa fonction dans le cadre de prestations réduites pour raisons médicales, peut être reportée jusqu'au 31 décembre de l'année suivante. Si les nécessités de service l'exigent, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué peut autoriser le report d'un nombre de jours de congé annuel plus élevé sans toutefois dépasser le nombre de jours de congé annuel dont bénéficie le receveur régional.

Art. 56. § 1^{er}. Toute période d'activité de service donne droit au congé annuel de vacances.

Le congé annuel de vacances est toutefois réduit à due concurrence lorsqu'un receveur régional entre en service dans le courant de l'année, démissionne de ses fonctions, ou a obtenu au cours de l'année l'un des congés ou a été absent pour l'une des causes suivantes :

- 1° les congés visés aux articles 59 et 133;
- 2° le congé pour mission visé à l'article 134;
- 3° le congé pour interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou maladie grave;
- 4° les absences pendant lesquelles il est placé dans la position administrative de non-activité ou de disponibilité;
- 5° les congés pour prestations réduites à l'exception des congés pour prestations réduites pour raisons médicales.

Si le nombre de jours de congé ainsi calculé augmenté des jours de congé de compensation et de récupération visés à l'article 57 ne forme pas un nombre entier, il est arrondi au demi-jour supérieur.

§ 2. Si, pour des raisons indépendantes de sa volonté, le receveur régional n'a pas pu prendre tout ou partie de son congé annuel de vacances avant la cessation définitive de ses fonctions, il bénéficie d'une allocation compensatoire dont le montant est égal à son dernier traitement d'activité afférent aux jours de congé non pris.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est celui qui est dû pour des prestations complètes.

§ 3. Le congé annuel de vacances est suspendu dès que le receveur régional obtient un congé de maladie ou est placé en disponibilité pour maladie.

§ 4. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, n'est pas applicable au congé annuel de vacances supplémentaire visé à l'article 54, § 2.

Art. 57. Le receveur régional est en congé les jours énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés ainsi que le 27 septembre, le 2 novembre, le 15 novembre et le 26 décembre.

Lorsqu'un des jours visés à l'alinéa 1^{er} coïncide avec un jour où il ne travaille pas en vertu du régime de travail qui lui est applicable, il obtient un congé de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Le receveur régional qui en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités du service est obligé de travailler l'un des jours visés à l'alinéa 1^{er} obtient un congé de récupération qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Les congés visés aux alinéas 1^{er} à 3 sont assimilés à une période d'activité de service.

Toutefois, si le receveur régional est en congé un des jours visés à l'alinéa 1^{er} pour un autre motif ou s'il est en non-activité ou en disponibilité, sa position administrative reste fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

Sous-section 3. — Congés de circonstances

Art. 58. Pour l'application du présent article, sont assimilés :

- 1° au conjoint : la personne de même sexe ou non qui cohabite avec le receveur régional;
- 2° au mariage : l'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale par deux personnes de même sexe ou non qui cohabitent en tant que couple.

Des congés de circonstances sont accordés dans les limites fixées ci-après :

- 1° le mariage du receveur régional : quatre jours ouvrables;
- 2° le mariage d'un enfant du receveur régional : deux jours ouvrables;
- 3° le mariage :
 - a) d'un enfant du conjoint du receveur régional;
 - b) d'un frère ou d'une sœur;
 - c) d'un beau-frère ou d'une belle-sœur;
 - d) du père ou de la mère;
 - e) du beau-père ou de la belle-mère;

f) du mari de la mère ou de la femme du père;

g) d'un petit-fils ou d'une petite-fille;

h) d'un grand-père ou d'une grand-mère du receveur régional : un jour ouvrable;

4° le décès du conjoint du receveur régional : cinq jours ouvrables;

5° le décès :

a) d'un parent ou allié au premier degré du receveur régional;

b) d'un parent ou allié au premier degré de la personne de l'un ou l'autre sexe qui cohabite avec le receveur régional : quatre jours ouvrables;

6° le décès d'un parent ou allié du receveur régional au-delà du premier degré, habitant sous le même toit que le receveur régional : deux jours ouvrables;

7° le décès du beau-frère ou de la belle-sœur du conjoint du receveur régional, habitant sous le même toit que le receveur régional : deux jours ouvrables;

8° le décès d'un parent ou allié du receveur régional, au deuxième ou troisième degré, n'habitant pas sous le même toit que le receveur régional : un jour ouvrable;

9° le décès du beau-frère ou de la belle-sœur du conjoint du receveur régional, n'habitant pas sous le même toit que le receveur régional : un jour ouvrable;

10° la communion solennelle ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du receveur régional ou de son conjoint : un jour ouvrable;

11° la participation à la fête de la jeunesse laïque d'un enfant du receveur régional ou de son conjoint : un jour ouvrable;

12° l'ordination ou l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du receveur régional ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur du receveur régional : un jour ouvrable;

13° la participation à un jury de cour d'assises, la convocation comme témoin devant une juridiction ou la comparution personnelle ordonnée par une juridiction : la durée nécessaire;

14° l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire ou de témoin d'un bureau de vote, d'un bureau de dépouillement ou d'un bureau principal : le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours ouvrables.

Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

Sous-section 4. — Congés pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi

Art. 59. Le receveur régional obtient un congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public ou dans l'enseignement subventionné.

Ce congé est accordé pour une période qui correspond à la durée du stage ou de la période d'essai.

Ce congé n'est pas rémunéré et est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Le congé qui dépasse les limites prévues est converti de plein droit en disponibilité pour convenances personnelles.

Sous-section 5. — Congés exceptionnels

Art. 60. § 1^{er}. Le receveur régional obtient des congés exceptionnels pour cas de force majeure :

1° en cas de maladie, d'accident ou d'hospitalisation survenu à une des personnes suivantes habitant sous le même toit que lui : le conjoint, la personne de l'un ou de l'autre sexe avec laquelle il cohabite, l'enfant, un parent ou un allié de la personne avec laquelle il cohabite, un parent, un allié, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle;

2° en cas de maladie, d'accident ou d'hospitalisation survenu à une des personnes suivantes n'habitant pas sous le même toit que lui : un parent ou un allié au premier degré;

3° en cas de dommages matériels graves à ses biens, tels que dégâts causés à l'habitation par un incendie ou une catastrophe naturelle;

4° en cas d'autres événements déterminés d'un commun accord entre le receveur régional et le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué qui sont considérés comme raisons impérieuses.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, un certificat médical témoigne de la nécessité de la présence du receveur régional.

§ 2. La durée des congés visés au paragraphe 1^{er} ne peut pas excéder dix jours ouvrables par an, dont les quatre premiers sont rémunérés. Pour le surplus, les congés sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Sous-section 6. — Congés à but philanthropique

Art. 61. Le receveur régional obtient des congés pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages et de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger par une association, une institution publique ou une institution privée, dont la mission est de prendre en charge le sort d'handicapés et de malades et qui, à cette fin, reçoit des subventions des pouvoirs publics.

La demande de congé est appuyée d'une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour de vacances est placé sous sa responsabilité.

La durée de ces congés ne peut pas excéder cinq jours ouvrables par an; ils sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Art. 62. Le receveur régional obtient un congé de quatre jours ouvrables au plus par an pour don de moelle osseuse. Ce congé prend cours le jour où la moelle osseuse est prélevée à l'établissement de soins; il est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 63. Le receveur régional obtient un congé pour don d'organes ou de tissus. Ce congé est accordé pour une période correspondant à la durée de l'hospitalisation et de la convalescence éventuellement requise ainsi qu'à la durée des examens médicaux préalables. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 64. § 1^{er}. Le receveur régional obtient un congé pour don de sang, de plaquettes ou de plasma sanguin.

Le congé est d'une durée d'un jour pour don de sang et d'un demi jour pour don de plasma sanguin ou de plaquettes.

§ 2. Pour le don de sang, le congé est accordé le jour du don.

Pour le don de plasma sanguin ou de plaquettes, le congé est accordé le jour du don en début ou en fin de journée.

Le congé est toutefois accordé pour le lendemain du jour du don de sang ou de plaquettes lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

- 1° le don a lieu après les heures normales de service;
- 2° le lendemain est un jour ouvrable pour le receveur régional.

Sous-section 7. — Pauses d'allaitement

Art. 65. Le receveur régional qui preste quatre heures ou plus par journée de travail a le droit de recevoir une dispense de service afin, en dehors de son lieu de travail, de nourrir son ou ses enfants au lait maternel ou de tirer son lait jusqu'à neuf mois après la naissance.

Cette période peut être prolongée de deux mois maximum lorsque des circonstances médicales le justifient.

Art. 66. La pause d'allaitement peut durer une demi-heure maximum. Toutefois, lorsque le receveur régional preste à temps plein, il a droit à deux pauses à prendre pendant ce même jour. Ces deux pauses peuvent être cumulées en une seule pause d'une heure.

Le moment de la pause est à convenir entre le receveur régional et le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

Art. 67. Le receveur régional avertit le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué deux mois avant de faire usage de ce droit. Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué peut réduire ce délai.

Le receveur régional fournit la preuve de l'allaitement par une attestation d'un centre de consultation pour nourrissons ou par un certificat médical. Cette preuve doit être fournie chaque mois.

Sous-section 8. — Protection de la maternité

Art. 68. Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 69. La rémunération due pour la période pendant laquelle le receveur régional se trouve en congé de maternité ne peut pas couvrir plus de quinze semaines, ou dix-neuf semaines en cas de grossesse multiple.

La rémunération due pour la prolongation du repos postnatal accordé en application de l'article 73, ne peut pas couvrir plus de vingt-quatre semaines.

La rémunération due pour la prolongation du congé postnatal accordée en application de l'article 72, alinéa 4, ne peut pas couvrir plus d'une semaine.

Art. 70. Les périodes d'absence pour maladie due à la grossesse qui se situent pendant les cinq semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative du receveur régional.

Le présent article est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie due à la grossesse se situent pendant les sept semaines qui, en cas de naissances multiples, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement.

Art. 71. Lorsque le receveur régional a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période le receveur régional se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 69, la rémunération est due.

Art. 72. A la demande du receveur régional, le congé de maternité est, en application de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971, prolongé après la neuvième semaine, d'une période dont la durée est égale à la durée de la période au cours de laquelle il a continué à travailler à partir de la sixième semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est attendue. En cas de naissance prématurée, cette période est réduite à concurrence des jours pendant lesquelles il a travaillé pendant la période de sept jours qui précède l'accouchement.

Sont assimilés à des jours ouvrables qui peuvent être reportés jusqu'après le congé postnatal :

- 1° le congé annuel de vacances;
- 2° les jours fériés et assimilés;
- 3° les congés de circonstances;
- 4° les congés exceptionnels pour cas de force majeure;
- 5° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
- 6° les absences pour maladie à l'exclusion des absences pour maladie visées à l'article 70.

En cas de naissance multiple, à la demande du receveur régional, la période d'interruption de travail après la neuvième semaine, éventuellement prolongée conformément aux dispositions de l'alinéa 2, est prolongée au maximum d'une période de deux semaines.

À la demande du receveur régional, la période d'interruption de travail est prolongée après la neuvième semaine, d'une période d'une semaine, lorsqu'il a été absent pour cause de maladie due à la grossesse pendant l'ensemble de la période à partir de la sixième semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue.

Art. 73. Dans les cas où, après les sept premiers jours à compter de la naissance, le nouveau-né reste dans l'établissement hospitalier, le congé de repos postnatal peut, à la demande de l'intéressé, être prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle son enfant est resté hospitalisé après les sept premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut pas dépasser vingt-quatre semaines. A cet effet, le receveur régional remet au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué :

1° à la fin de la période de congé postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les sept premiers jours à compter de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation;

2° le cas échéant, à la fin de la période de prolongation qui résulte des dispositions prévues dans le présent alinéa, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

Art. 74. Lorsque le receveur régional peut prolonger la période d'interruption de travail après la neuvième semaine d'au moins deux semaines, les deux dernières semaines de congé de maternité postnatal peuvent être converties, à sa demande, en jours de repos postnatal.

Au plus tard quatre semaines avant la fin du congé de maternité postnatal obligatoire, le receveur régional informe par écrit le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué de la conversion qu'il souhaite.

Ces jours de congé de repos postnatal sont pris dans les huit semaines à compter de la fin du congé de maternité postnatal obligatoire.

Ces jours sont assimilés à une période d'activité de service.

Art. 75. En période de grossesse ou d'allaitement, le receveur régional ne peut pas effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail qui donne droit à l'indemnité pour l'exercice de fonctions supplémentaires visée à l'article 188.

Art. 76. Le receveur régional en activité de service obtient à sa demande, le congé nécessaire pour lui permettre de se rendre et de subir les examens médicaux prénatals qui ne peuvent pas avoir lieu en dehors des heures de service. La demande est appuyée de toute preuve utile.

Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 77. Le receveur régional qui est dispensé de travail, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public, est en congé pour la durée nécessaire. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 78. Les articles 68 à 70 ne s'appliquent pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181^{ème} jour de gestation.

Sous-section 9. — Congé de paternité

Art. 79. § 1^{er}. Si la mère de l'enfant est hospitalisée ou décède, le receveur régional qui est le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité de substitution en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas d'hospitalisation de la mère, le receveur régional qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de paternité de substitution aux conditions suivantes :

1° le nouveau-né a quitté l'hôpital;

2° l'hospitalisation de la mère a une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité de substitution ne peut pas débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

Le receveur régional qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité de substitution en informe par écrit le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 3. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité de substitution est au plus égale à la durée du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

Le receveur régional qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité de substitution en informe par écrit le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué dans les quinze jours du décès de la mère.

Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité de substitution et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 4. Le congé de paternité de substitution est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 80. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 79, le receveur régional obtient, à sa demande, un congé de paternité d'une durée de quinze jours ouvrables en cas d'accouchement de son épouse ou de la personne avec laquelle il vit en couple au moment de l'évènement. Ce congé est pris dans les quatre mois de la naissance ou le cas échéant, de l'expiration du congé de paternité de substitution.

Le receveur régional féminin obtient à sa demande un congé d'une durée de quinze jours en cas d'accouchement de son épouse ou de la femme avec laquelle elle vit en couple au moment de l'évènement. Ce congé doit être pris dans les quatre mois de la naissance.

Les congés visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont assimilés à une période d'activité de service.

§ 2. Le receveur régional obtient, à sa demande, un congé de paternité d'une durée de quinze jours ouvrables pour accueillir un enfant dans le cadre d'une adoption. Ce congé est pris dans les quatre mois qui suivent l'inscription de l'enfant dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence comme faisant partie de son ménage.

Sous-section 10. — Congé d'accueil en vue de l'adoption

Art. 81. Le receveur régional obtient un congé d'accueil lorsqu'un enfant de moins de dix ans est accueilli dans son foyer en vue de son adoption.

L'accueil se prouve par une inscription aux registres de la population.

Le congé est de six semaines au plus pour un enfant accueilli de moins de trois ans et de quatre semaines au plus dans les autres cas.

Pour l'application du présent article, la situation qui résulte d'une décision judiciaire de placement d'un mineur dans une famille d'accueil et la tutelle officieuse sont assimilées à l'adoption.

La durée maximale du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant est handicapé et remplit les conditions pour bénéficier d'allocations familiales majorées en raison du handicap.

Art. 82. Le congé d'accueil est assimilé à une période d'activité de service.

Ce congé ne peut pas être cumulé avec le congé prévu à l'article 80, § 2.

Sous-section 11. — Congé parental

Art. 83. § 1^{er}. Le receveur régional en activité de service obtient, lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, un congé parental qui peut être pris :

1° soit, pendant une période de quatre mois dans le cadre de l'interruption complète de la carrière professionnelle visée à l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales; à la demande du receveur régional, cette période peut être fractionnée par mois;

2° soit, pendant une période de huit mois dans le cadre de l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle visée à l'article 102 de la même loi; à la demande du receveur régional, cette période peut être fractionnée en périodes de deux mois ou en un multiple de ce chiffre;

3° soit, pendant une période de vingt mois dans le cadre de l'interruption à raison d'un cinquième de la carrière professionnelle visée à l'article 102 de la même loi; à la demande du receveur régional, cette période peut être fractionnée en périodes de cinq mois ou un multiple de ce chiffre.

Le receveur régional a la possibilité dans le cadre de l'exercice de son droit au congé parental de faire usage des différentes modalités prévues à l'alinéa 1^{er}. Lors d'un changement de forme, il convient de tenir compte du principe qu'un mois de l'interruption complète de la carrière professionnelle est équivalent à deux mois de l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle et à cinq mois de l'interruption à raison d'un cinquième de la carrière professionnelle.

Le receveur régional a droit au congé parental :

1° en raison de la naissance de son enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire;

2° dans le cadre de l'adoption d'un enfant, pendant une période qui court de l'inscription de l'enfant comme faisant partie de son ménage au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où le receveur régional a sa résidence et, au plus tard, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire;

3° lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de soixante-six pour cent ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins quatre points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son vingt et unième anniversaire.

La condition du douzième et vingt et unième anniversaire, visées respectivement à l'alinéa 3, 1° et 3°, est satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental.

§ 2. Le congé parental visé par le présent article n'est pas rémunéré; il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

§ 3. Sous réserve des dispositions du présent article, le congé parental est, pour le surplus, soumis aux dispositions encadrant l'octroi des interruptions de carrière.

Art. 84. Un congé parental de trois mois au maximum est accordé au receveur régional en activité de service, après la naissance, l'adoption ou le placement d'un enfant dans une famille d'accueil dans le cadre de la politique d'accueil. Ce congé à temps plein est pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de douze ans. A la demande du receveur régional, le congé est fractionné par mois.

Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de soixante-six pour cent ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins quatre points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le congé parental de trois mois est accordé jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de vingt et un ans.

Art. 85. Le receveur régional introduit sa demande auprès du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué au moins deux mois et au plus trois mois avant le début du congé sollicité.

Sous-section 12. — Congés pour motifs impérieux d'ordre familial

Art. 86. Le receveur régional a droit à un congé pour motifs impérieux d'ordre familial pour une période maximale de quinze jours ouvrables par an.

Outre le congé prévu à l'alinéa 1^{er}, le receveur régional a droit à un congé pour motifs impérieux d'ordre familial pour une période maximale de trente jours ouvrables par an pour :

1° l'hospitalisation d'une personne habitant sous le même toit que le receveur régional ou d'un parent, d'un allié au premier degré ou d'un parent ou allié de la personne de l'un ou de l'autre sexe avec laquelle le receveur régional cohabite n'habitait pas sous le même toit que lui;

2° la garde, pendant les périodes de vacances scolaires, des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de quinze ans;

3° l'accueil, pendant les périodes de vacances scolaires, des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de vingt-cinq ans, lorsqu'ils sont atteints d'une incapacité physique ou mentale de soixante-six pour cent au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins quatre points sont octroyés dans le pilier I de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales;

4° l'accueil, pendant les périodes de vacances scolaires, des enfants qui se trouvent sous le statut de la minorité prolongée.

Art. 87. Le congé pour motifs impérieux d'ordre familial n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à des périodes d'activité de service.

Art. 88. La durée maximale du congé pour motifs impérieux d'ordre familial est réduite à due concurrence conformément à l'article 56, § 1^{er}.

Art. 89. Pour l'ensemble de la carrière du receveur régional, ces congés ne peuvent pas excéder 540 jours ouvrables.

Sous-section 13. — Congé de maladie et contrôle des absences pour maladie

Art. 90. Au sens de la présente sous-section, l'on entend par :

1° le service de contrôle : le service de contrôle médical choisi par le Gouvernement conformément à l'article 413 du Code de la Fonction publique wallonne et auquel est soumis tout receveur régional absent pour maladie;

2° le médecin contrôleur : tout médecin agissant pour le compte du service de contrôle;

3° l'absence : toute absence pour maladie;

4° le jour ouvrable : tout jour où le receveur régional est tenu de travailler;

5° le médecin traitant : tout médecin, habituel ou non, choisi par le receveur régional et tout médecin désigné par le médecin traitant pour le remplacer;

6° le lieu de séjour : la résidence habituelle ou temporaire du receveur régional, un établissement de soins ou tout autre endroit où il peut être trouvé pendant son absence.

Art. 91. Pour l'ensemble de sa carrière, le receveur régional qui, par suite de maladie ou d'infirmité, est empêché d'exercer normalement ses fonctions, peut obtenir des congés de maladie à concurrence de vingt et un jours ouvrables par douze mois d'ancienneté de service. S'il n'est pas en service depuis trente-six mois, son traitement lui est néanmoins garanti pendant soixante-trois jours ouvrables.

Pour le receveur régional invalide de guerre, le nombre de jours fixé à l'alinéa 1^{er} est porté respectivement à trente-deux et à nonante-six.

Le congé de maladie est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 92. § 1^{er}. Les vingt-et-un et trente-deux jours visés à l'article 91 sont réduits au prorata des prestations non effectuées pendant la période de douze mois considérée, lorsqu'au cours de ladite période le receveur régional :

1° a obtenu un ou des congés énumérés à l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 3°;

2° a été absent pour maladie, à l'exclusion des congés visés à l'article 96;

3° a été placé en non-activité en application de l'article 46.

§ 2. Si le nombre de jours de congé de maladie ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité immédiatement supérieure.

§ 3. Seuls les jours ouvrables compris dans la période d'absence pour maladie sont comptabilisés.

Art. 93. Le congé de maladie ne met pas fin aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou maladie grave.

Le receveur régional continue à percevoir le traitement dû en raison des prestations réduites.

Art. 94. Le congé de maladie suspend le congé pour motifs impérieux d'ordre familial.

Art. 95. Pour l'application de l'article 91 sont également pris en considération l'ensemble des services effectifs que le receveur régional a accomplis, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, en faisant partie d'un autre service public ou d'un établissement d'enseignement créé reconnu ou subventionné par l'Etat ou une communauté, un centre psycho-médico-social, un service d'orientation professionnelle ou un institut médico-pédagogique.

Art. 96. Sous réserve de l'article 99 et par dérogation à l'article 91, le receveur régional bénéficie d'un congé accordé sans limites de temps lorsque sa maladie est provoquée par un accident du travail, par un accident survenu sur le chemin du travail ou par une maladie professionnelle.

En outre, les jours de congé accordés suite à un accident du travail, à un accident survenu sur le chemin du travail ou à une maladie professionnelle, même après la date de consolidation, ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que le receveur régional peut encore obtenir en vertu de l'article 91.

Art. 97. Ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que le receveur régional peut encore obtenir en vertu de l'article 91, les jours de congé de maladie qui sont la conséquence d'un harcèlement moral ou sexuel ou de faits de violence au travail, pour autant que le harcèlement ou les faits de violence soient reconnus par le gouverneur ou constatés par une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Art. 98. Les jours de congé de maladie accordés à la suite d'un accident causé par la faute d'un tiers et autre qu'un accident visé à l'article 96 ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que le receveur régional peut encore obtenir en vertu de l'article 91, à concurrence du pourcentage de responsabilité imputé au tiers et qui sert de fondement à la subrogation légale du gouverneur en tant qu'autorité employeuse.

Art. 99. Le receveur régional ne peut pas être déclaré définitivement inapte pour maladie avant qu'il n'ait épuisé la somme de congés à laquelle lui donne droit l'article 91.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable au receveur régional qui, après avoir accompli une mission auprès d'un gouvernement étranger, d'une administration publique étrangère ou d'un organisme international, a été, à ce titre, mis la retraite pour cause d'invalidité et bénéficie d'une pension.

Art. 100. Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué communique au receveur régional, dans le mois qui suit celui de son anniversaire, le solde à la date de son anniversaire des jours de congé de maladie auxquels lui donne droit l'article 91.

Art. 101. Toute absence est susceptible de faire l'objet d'un contrôle en application des articles 104 à 108.

Art. 102. § 1^{er}. Le receveur régional qui se sent dans l'incapacité d'effectuer son travail en informe ou en fait informer le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué, ou la personne désignée par ceux-ci, ainsi que le responsable de chacune des administrations locales pour lesquelles il exerce ses fonctions, aussitôt que possible et en tout cas avant l'heure à laquelle il était censé prendre ses fonctions. Il précise ou fait préciser son lieu de séjour.

§ 2. Dès le premier jour d'absence, à moins qu'il ne prévienne que son absence ne dure pas plus d'un jour, le receveur régional se fait également examiner à ses frais par son médecin traitant, lequel remplit immédiatement un certificat médical.

Le médecin traitant mentionne sur le certificat médical les raisons de l'absence et sa durée prévisible, exprimée en jours calendrier. Il indique également si le receveur régional est ou n'est pas autorisé à sortir.

Le receveur régional informe ou fait informer de la durée prévisible de son absence le service ou la personne qui lui est indiqué. Il envoie ou fait envoyer immédiatement au service de contrôle le certificat médical et en indiquant son lieu de séjour.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, au-delà de la troisième absence d'un jour dans l'année civile, pour toute nouvelle absence dont le receveur régional prévoit qu'elle ne durera pas plus d'un jour, il se fait examiner, le jour même et à ses frais, par un médecin, lequel remplit un certificat médical comportant les mentions visées au paragraphe 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les personnes souffrant d'une affection reconnue comme maladie grave et de longue durée par le service médical de contrôle, au-delà de la douzième absence d'un jour dans l'année civile, pour toute nouvelle absence dont le receveur régional prévoit qu'elle ne durera pas plus d'un jour, il se fait examiner, le jour même et à ses frais, par un médecin, lequel remplit un certificat médical comportant les mentions visées au paragraphe 2.

§ 4. Les paragraphes 1^{er} et 2, et les articles 104 à 108 sont applicables au receveur régional qui se sent dans l'incapacité de reprendre le travail à la date fixée par le médecin, même si le receveur régional prévoit que son absence ne se prolongera pas de plus d'un jour.

Art. 103. Le receveur régional qui se sent dans l'incapacité de poursuivre son travail en cours d'activité journalière en informe, avant de s'absenter, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué, ou la personne désignée par ceux-ci, ainsi que, le cas échéant, le représentant de l'administration locale au sein de laquelle il exerce ses fonctions.

Au-delà de la troisième absence en cours d'activité journalière dans l'année civile, le receveur régional se fait examiner, le jour même et à ses frais, par un médecin même s'il prévoit que son absence ne durera pas plus d'un jour. Le médecin remplit un certificat médical comportant les mentions visées à l'article 102, § 2.

Pour les personnes souffrant d'une affection reconnue comme maladie grave et de longue durée par le service médical de contrôle, au-delà de la douzième absence en cours d'activité journalière dans l'année civile, le receveur régional se fait examiner, le jour même et à ses frais, par un médecin même s'il prévoit que son absence ne durera pas plus d'un jour. Le médecin remplit un certificat médical comportant les mentions visées à l'article 102, § 2.

Art. 104. Les contrôles des absences pour raison de maladie sont réalisés à la demande du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué, ou à la demande de la personne désignée par ceux-ci.

Les contrôles sont effectués entre 8 heures et 20 heures. Un contrôle commencé avant 20 heures peut être poursuivi après 20 heures. Le médecin contrôleur, qui ne doit pas annoncer sa visite, justifie spontanément de son identité et de sa qualité auprès du receveur régional.

Art. 105. L'examen a lieu à l'endroit fixé par le service de contrôle ou le médecin contrôleur, sauf dans les cas visés à l'alinéa 2, où il a lieu au lieu de séjour.

Le receveur régional que son médecin traitant n'a pas autorisé à sortir reste présent à son lieu de séjour pendant son absence, sauf cas de force majeure.

Le médecin contrôleur qui ne peut pas trouver ou examiner le receveur régional à son lieu de séjour laisse un avis de passage indiquant les lieu, jour et heure où il est tenu de se présenter pour se faire examiner. Dans ce cas, le receveur régional est indemnisé pour ses frais de déplacement selon les règles applicables en matière de frais de parcours.

Le receveur régional notifie préalablement au service de contrôle tout changement de lieu de séjour pendant son absence. Le transfert du lieu de séjour à l'étranger pendant l'absence est subordonné à la décision du service de contrôle, après avis du médecin traitant.

Art. 106. Si le médecin contrôleur constate que le receveur régional est dans l'incapacité d'effectuer son travail, l'absence du receveur régional est justifiée pour la durée fixée par le médecin contrôleur. Si le médecin contrôleur constate que le receveur régional n'est pas ou n'est plus dans l'incapacité d'effectuer son travail, le receveur régional reprend le travail le premier jour ouvrable qui suit le contrôle, sauf contestation de ces constatations.

Le médecin contrôleur communique immédiatement ses constatations par écrit au receveur régional. Il l'invite à les viser s'il modifie la durée prévisible de l'absence fixée par le médecin traitant ou s'il constate que le receveur régional n'est pas ou n'est plus dans l'incapacité d'effectuer son travail.

Art. 107. Le receveur régional ne peut pas reprendre le travail avant la date fixée sans certificat médical qui l'y autorise.

Art. 108. En cas de contestation des constatations du médecin contrôleur, la procédure d'arbitrage prévue à l'article 31, § 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est d'application.

Sous-section 14. — Congé pour prestations réduites pour raisons médicales

Art. 109. Le receveur régional peut demander d'exercer sa fonction dans le cadre de prestations réduites pour raisons médicales :

1° en vue de se réadapter au rythme de travail normal, après une absence ininterrompue pour maladie d'au moins trente jours;

2° lorsque, suite à une inaptitude médicale de longue durée, il est empêché de travailler à temps plein après une absence ininterrompue pour maladie d'au moins trente jours.

L'appréciation de la situation médicale du receveur régional et l'octroi de prestations réduites pour raisons médicales sont assurés par un médecin de l'administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Art. 110. § 1^{er}. Le receveur régional visé à l'article 109, alinéa 1^{er}, 1^o, peut reprendre ses fonctions à concurrence de cinquante pour cent, soixante pour cent ou quatre-vingt pour cent de ses prestations normales pour une période de maximum trois mois.

Les prestations réduites peuvent être accordées pour une période d'un mois. Des prolongations peuvent être accordées, tout au plus, pour une période équivalente, si l'administration de l'Expertise médicale estime lors d'un nouvel examen que l'état de santé de l'intéressé le justifie. Les dispositions de l'article 112 sont applicables.

§ 2. Le receveur régional visé à l'article 109, alinéa 1^{er}, 2^o, peut reprendre ses fonctions à concurrence de cinquante pour cent, soixante pour cent ou quatre-vingt pour cent de ses prestations normales pour une période de maximum douze mois, à moins que le médecin de l'administration de l'Expertise médicale estime que le nouvel examen doit avoir lieu plus tôt.

Des prolongations peuvent être accordées pour tout au plus douze mois, si l'administration de l'Expertise médicale estime lors d'un nouvel examen que l'état de santé du receveur régional le justifie. Les dispositions de l'article 112 sont applicables.

§ 3. À chaque examen, le médecin de l'administration de l'Expertise médicale juge si le receveur régional est apte à prêter cinquante pour cent, soixante pour cent ou quatre-vingt pour cent de ses prestations normales.

Au cours d'une période de prestations réduites pour raisons médicales, le receveur régional visé au paragraphe 2 peut demander un nouvel examen médical auprès de l'administration de l'Expertise médicale en vue d'adapter son régime de travail.

§ 4. Les prestations réduites visées au paragraphe 1^{er} s'effectuent tous les jours, à moins que le médecin de l'administration de l'Expertise médicale en décide autrement.

Les prestations réduites visées au paragraphe 2 s'effectuent selon une répartition des prestations sur la semaine, conformément à l'avis du médecin de l'administration de l'Expertise médicale.

Art. 111. § 1^{er}. Sont considérées comme congé les absences du receveur régional lorsqu'il effectue des prestations réduites en application de la présente sous-section. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. Le receveur régional visé à l'article 109, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, bénéficie de son traitement complet pour les trois premiers mois des prestations réduites pour raisons médicales.

Le receveur régional visé à l'article 109, alinéa 1^{er}, 2^o, bénéficie à partir du quatrième mois du traitement dû pour les prestations réduites, augmenté de soixante pour cent du traitement qui aurait été dû pour les prestations non fournies.

§ 3. Le congé pour prestations réduites pour raisons médicales est suspendu dès que le receveur régional obtient ou est absent pour l'une des causes suivantes :

- 1^o un congé de maternité;
- 2^o un congé de paternité;
- 3^o un congé d'accueil en vue de l'adoption;
- 4^o un congé parental;
- 5^o un congé pour interruption de la carrière professionnelle.

L'autorisation d'effectuer des prestations réduites pour raisons médicales est temporairement interrompue lors d'une absence pour maladie, pour un accident du travail, pour un accident sur le chemin du travail et pour une maladie professionnelle.

Art. 112. § 1^{er}. Le receveur régional qui désire bénéficier des prestations réduites pour raisons médicales a obtenu l'avis du médecin de l'administration de l'Expertise médicale au moins cinq jours ouvrables avant le début des prestations réduites.

Le receveur régional visé à l'article 109, alinéa 1^{er}, 1^o, produit un certificat médical et un plan de réintégration établis par son médecin traitant. Dans le plan de réintégration, le médecin traitant mentionne la date probable de reprise intégrale du travail.

Le receveur régional visé à l'article 109, alinéa 1^{er}, 2^o, produit un rapport médical circonstancié, établi par un médecin spécialiste.

§ 2. Le médecin de l'administration de l'Expertise médicale se prononce sur l'aptitude médicale du receveur régional à reprendre ses fonctions à concurrence de cinquante pour cent, soixante pour cent ou quatre-vingt pour cent de ses prestations normales. Il remet aussi rapidement que possible, le cas échéant, après avoir consulté le médecin traitant visé au paragraphe 1^{er}, ses constatations écrites au receveur régional.

§ 3. Après la remise des constatations par le médecin de l'administration de l'Expertise médicale dans le cadre d'une demande de prestations réduites pour raisons médicales visées à l'article 109, le receveur régional peut désigner un médecin-arbitre de commun accord avec l'administration de l'Expertise médicale, dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise des constatations en vue de régler le litige médical. Si aucun accord ne peut être conclu dans les deux jours ouvrables, le receveur régional peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin-arbitre qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toute autre constatation demeure couverte par le secret professionnel.

Les frais de cette procédure ainsi que les éventuels frais de déplacement du receveur régional sont à charge de la partie qui n'obtient pas gain de cause.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance de celui qui a délivré le certificat médical et du médecin de l'administration de l'Expertise médicale. L'administration de l'Expertise médicale et le receveur régional en sont immédiatement avertis par envoi recommandé par le médecin-arbitre.

Art. 113. Si l'administration de l'Expertise médicale estime qu'un receveur régional absent pour cause de maladie est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de cinquante pour cent, soixante pour cent ou quatre-vingt pour cent de ses prestations normales, il en informe le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué qui invite le receveur régional à reprendre le travail.

Sous-section 15. — Dispense de service pour examen de médecine préventive

Art. 114. Le receveur régional en activité de service obtient à sa demande une dispense de service en vue de subir un examen de dépistage du cancer, du glaucome, du diabète, du sida, des maladies cardio-vasculaires et de l'ostéoporose.

La dispense est accordée pour la durée de l'examen, y compris le temps de s'y rendre et d'en revenir avec un maximum d'un demi jour par examen et par année civile.

Le receveur régional se ménage toute preuve utile de la réalité de l'examen.

Sous-section 16. — Congé de prophylaxie

Art. 115. Les affections donnant lieu à un congé de prophylaxie sont mentionnées à l'article 239, paragraphe 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

La durée du congé de prophylaxie est fixée comme suit :

1° la diphtérie : 7 jours en l'absence de germes chez l'intéressé;

2° l'encéphalite épidémique : 17 jours;

3° la fièvre typhoïde et paratyphoïde : 12 jours;

4° la méningite cérébro-spinale : 9 jours;

5° la morve : 12 jours;

6° la poliomyélite : 17 jours;

7° la scarlatine : 10 jours;

8° la variole : 18 jours.

Art. 116. § 1^{er}. Le receveur régional menacé par une maladie professionnelle ou par une grave maladie contagieuse et qui, suivant les règles de santé publique, est amené à cesser temporairement d'exercer ses fonctions est mis d'office en congé pour la durée nécessaire.

§ 2. Le certificat médical mentionne la nature exacte de l'affection et indique s'il y a lieu d'éloigner le receveur régional de son service.

Art. 117. Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Sous-section 17. — Congé pour interruption de la carrière professionnelle

Art. 118. Le receveur régional peut interrompre sa carrière de manière complète pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelable pour un mois, pour donner des soins palliatifs à une personne en vertu de l'article 100bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales.

Par soins palliatifs, on entend toute forme d'assistance, notamment médicale, sociale, administrative et psychologique, ainsi que les soins, donnés à des personnes souffrant d'une maladie incurable et se trouvant en phase terminale.

Le receveur régional qui veut interrompre sa carrière pour ce motif en informe le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué. Il joint à cette communication le formulaire de demande dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi ainsi qu'une attestation délivrée par le médecin traitant de la personne en nécessité de soins palliatifs laissant apparaître que le receveur régional a déclaré qu'il est disposé à donner des soins palliatifs, sans que l'identité du patient soit mentionnée.

L'interruption prend cours le premier jour de la semaine qui suit celle au cours de laquelle la communication précitée a été faite.

Art. 119. Le receveur régional peut interrompre sa carrière de manière complète, en vertu de l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave, par périodes consécutives ou non d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les périodes pendant lesquelles le receveur régional interrompt sa carrière de manière complète ne peuvent pas au total excéder douze mois par patient au cours de la carrière.

Pour l'application du présent article, est considéré comme membre du ménage, toute personne qui cohabite avec le receveur régional et comme membre de la famille, tant les parents que les alliés.

Par maladie grave, il y a lieu d'entendre toute maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle celui-ci est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

Le receveur régional qui veut interrompre sa carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille qui souffre d'une maladie grave, en informe le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué. Il joint à cette communication une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou du membre de la famille gravement malade et établissant que le receveur régional s'est déclaré disposé à assister ou à donner des soins à la personne gravement malade.

L'interruption prend cours le premier jour de la semaine qui suit celle au cours de laquelle la communication précitée a été faite.

En cas de maladie grave d'un enfant âgé de seize ans au plus dont le receveur régional supporte exclusivement ou principalement la charge au sens de l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1971 instituant les prestations familiales garanties, les périodes maximales de l'interruption complète et de l'interruption partielle de la carrière professionnelle sont portées respectivement à vingt-quatre mois et à quarante-huit mois lorsque ce receveur régional est isolé.

Les périodes d'interruption de la carrière professionnelle peuvent seulement être prises par périodes d'un mois minimum et de trois mois maximum, consécutives ou non.

Est isolé au sens du présent article, le receveur régional qui habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

En cas d'application de l'alinéa 7, le receveur régional isolé fournit en outre la preuve de la composition de son ménage au moyen d'une attestation délivrée par l'autorité communale et dont il ressort que le receveur régional, au moment de la demande, habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

Pour chaque prolongation d'une période d'interruption complète de la carrière, le receveur régional suit à nouveau la même procédure et introduit les attestations requises en vertu du présent arrêté.

Art. 120. Si le receveur régional n'a pas droit aux allocations d'interruption à la suite d'une décision du directeur du bureau du chômage ou s'il y renonce, l'interruption de la carrière professionnelle est convertie en non-activité.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux receveurs régionaux qui renoncent aux allocations d'interruption parce que celles-ci ne sont pas compatibles avec le bénéfice d'une pension. Il ne s'applique pas non plus aux receveurs régionaux qui ont perdu le droit aux allocations d'interruption parce qu'ils ont dépassé le délai de douze mois d'activité indépendante.

Art. 121. Le congé pour interruption de la carrière n'est pas rémunéré; il est assimilé pour le surplus à de l'activité de service.

Art. 122. Au cours d'une période d'interruption partielle de la carrière, le receveur régional ne peut pas obtenir un congé pour motifs impérieux d'ordre familial.

Art. 123. A sa demande, le receveur régional peut reprendre sa fonction avant l'échéance de la période d'interruption moyennant un préavis de deux mois communiqué par envoi recommandé au gouverneur, à moins que celui-ci n'accepte un délai plus court.

Sous-section 18. — Congés de citoyenneté

Art. 124. Le receveur régional a droit, dans les cas et selon les modalités fixées aux articles 125 à 132, à un congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

Art. 125. Par congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée, il faut entendre :

1° soit une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire du receveur régional;

2° soit un congé politique facultatif accordé à la demande du receveur régional;

3° soit un congé politique d'office auquel le receveur régional ne peut pas renoncer.

Art. 126. A la demande des receveurs régionaux et dans les limites fixées ci-après, une dispense de service de la durée mentionnée est accordée pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal, lorsque le receveur régional n'est ni bourgmestre, ni échevin : deux jours par mois;

2° membre d'un conseil de l'action sociale autre que le président : deux jours par mois;

3° membre du Parlement de la Communauté germanophone, autre que le président : deux jours par mois;

4° conseiller provincial lorsque le receveur régional n'est pas membre du collège provincial : deux jours par mois;

5° membre de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française ou de la Commission communautaire flamande autre que le président : un demi-jour par mois.

La dispense de service se prend à la convenance du receveur régional. Elle ne peut pas être reportée d'un mois à l'autre sauf lorsqu'elle est accordée pour l'exercice d'un mandat de conseiller provincial.

Art. 127. A la demande des receveurs régionaux et dans les limites fixées ci-après, un congé politique facultatif de la durée mentionnée est accordé pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal, lorsque le receveur régional n'est ni bourgmestre ni échevin, d'une commune comptant :

a) jusqu'à 80.000 habitants : deux jours par mois;

b) plus de 80.000 habitants : quatre jours par mois;

2° membre d'un conseil de l'action sociale, lorsque le receveur régional n'est ni président ni membre du bureau permanent, d'une commune comptant :

a) jusqu'à 80.000 habitants : deux jours par mois;

b) plus de 80.000 habitants : quatre jours par mois;

3° échevin ou président du conseil de l'action sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30.000 habitants : quatre jours par mois;

b) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

c) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

4° bourgmestre d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

b) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

5° membre du bureau permanent d'un conseil de l'action sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 10.000 habitants : deux jours par mois;

b) de 10.001 à 20.000 habitants : trois jours par mois;

c) plus de 20.000 habitants : cinq jours par mois;

6° conseiller provincial lorsque le receveur régional n'est pas membre du collège provincial : quatre jours par mois;

7° membre du Parlement de la Communauté germanophone, autre que le président : deux jours par mois.

Art. 128. Les receveurs régionaux sont mis en congé politique d'office durant la durée mentionnée pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° bourgmestre d'une commune comptant :

- a) jusqu'à 20.000 habitants : trois jours par mois;
- b) de 20.001 à 30.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;
- c) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;
- d) plus de 50.000 habitants : à temps plein;

2° échevin dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 20.000 habitants : deux jours par mois;
- b) de 20.001 à 30.000 habitants : quatre jours par mois;
- c) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;
- d) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;
- e) plus de 80.000 habitants : à temps plein;

3° président du conseil de l'action sociale dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 20.000 habitants : deux jours par mois;
- b) de 20.001 à 30.000 habitants : quatre jours par mois;
- c) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;
- d) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;
- e) plus de 80.000 habitants : à temps plein;

4° membre d'un collège provincial : à temps plein;

5° président du Parlement de la Communauté germanophone : à temps plein;

6° président de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française ou de la Commission communautaire flamande : à temps plein;

7° membre d'une des Chambres législatives, du Parlement européen, d'un Parlement de Communauté autre que celui de la Communauté germanophone : à temps plein;

8° Ministre ou secrétaire d'Etat fédéral, communautaire, régional ou membre de la Commission des Communautés européennes : à temps plein;

9° membre du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale : à temps plein;

10° membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale : à temps plein.

Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment qui suit l'élection ou la désignation au mandat politique visé.

Art. 129. Les receveurs régionaux qui disposent de congés politiques d'office dans le cadre du présent arrêté arrêtent en début de mois le calendrier de leurs jours de congés politiques en question.

En ce qui concerne les dispenses de service et les congés politiques facultatifs, ceux-ci peuvent être pris, après en avoir avisé le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué, avec un minimum d'une heure, sans pour autant que la somme de ceux-ci ne dépasse le total mensuel des dispenses de service et des congés politiques facultatifs autorisés.

Art. 130. Pour l'application des articles 127 et 128, le nombre d'habitants est déterminé conformément à l'article L1121-3 du Code.

Art. 131. Les périodes couvertes par un congé politique facultatif ou un congé politique d'office ne sont pas rémunérées. Elles sont assimilées pour le surplus à des périodes d'activité de service.

Art. 132. § 1^{er}. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

§ 2. Après leur réintégration, les receveurs régionaux ne peuvent pas cumuler leur traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un mandat politique visé aux articles 126 à 128 et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Art. 133. § 1^{er}. Le receveur régional obtient un congé pour lui permettre de présenter sa candidature aux élections au Parlement européen, aux chambres législatives fédérales, aux Parlements de Communauté et de Région, aux conseils provinciaux ou aux conseils communaux.

§ 2. Le congé est accordé pour une période correspondant à la durée de la campagne électorale à laquelle l'intéressé participe en qualité de candidat.

Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Le congé qui dépasse les limites prévues est converti de plein droit en disponibilité pour convenances personnelles.

Sous-section 19. — Congés pour missions

Art. 134. § 1^{er}. Un receveur régional peut accepter l'exercice d'une mission lui confiée par le gouverneur ou avec l'accord de celui-ci :

1° auprès d'un ministère, d'un organisme d'intérêt public ou d'une personne morale de droit public qui dépend ou qui est sous la tutelle de l'autorité fédérale, d'une région, d'une communauté, de la Commission communautaire française, la Commission communautaire commune;

2° auprès d'un gouvernement étranger, d'une administration publique étrangère, d'une institution européenne ou d'une institution internationale.

§ 2. Le receveur régional désigné pour exercer un mandat dans un service public belge est mis d'office en mission pour la durée du mandat.

§ 3. Si la mission dont il est chargé l'empêche en fait ou en droit de s'acquitter des fonctions qui lui sont confiées, il obtient les congés nécessaires à l'exécution d'une telle mission.

Ces congés sont accordés par le gouverneur ou par le commissaire d'arrondissement délégué pour deux ans au moins. Ils sont renouvelables pour une durée de deux ans au moins.

§ 4. Le congé pour mission n'est pas rémunéré. Pour le surplus, il est assimilé à une période d'activité de service.

Il est toutefois rémunéré lorsque le receveur régional est désigné en qualité d'expert national :

1° en vertu de la décision C (2006) 2033 de la Commission du 1^{er} juin 2006 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés auprès des services de la Commission;

2° dans le cadre du programme européen « Institution Building » institué par le Règlement (CE) n° 622/98 du Conseil du 16 mars 1998 relatif à l'assistance en faveur des Etats candidats dans le cadre de la stratégie de pré-adhésion et, en particulier, à l'établissement de partenariats pour l'adhésion.

§ 5. Le caractère d'intérêt général est reconnu de plein droit aux missions visées au paragraphe 1^{er}.

Toutefois, toute mission auprès d'un gouvernement étranger, d'une institution européenne ou d'une institution internationale perd de plein droit son caractère d'intérêt général à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le receveur régional a atteint une ancienneté de service suffisante pour pouvoir prétendre à l'obtention d'une pension immédiate ou différée à charge du gouvernement étranger ou de l'organisme européen ou international au profit duquel la mission est accomplie.

Le receveur régional en congé pour mission internationale peut bénéficier d'une indemnité aux conditions et aux taux déterminés par le gouverneur.

Le montant de cette indemnité ne peut être supérieure au traitement dont le receveur régional aurait bénéficié s'il était resté en service.

L'indemnité est déterminée en tenant compte, d'une part, des rétributions accordées au receveur régional pour l'exécution de sa mission et, d'autre part, du coût de la vie dans le pays où le receveur régional exécute sa mission, du rang social correspondant à cette mission et des charges familiales accrues inhérentes à l'éloignement du foyer.

L'indemnité ne peut être octroyée au receveur régional en mission qui soit en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires soit en raison de l'exécution de sa mission, jouit d'avantages au moins équivalents au traitement dont il aurait bénéficié s'il était resté en service.

§ 6. Le receveur régional obtient les augmentations de traitement au moment où il les obtiendrait ou les aurait obtenues s'il était resté effectivement en service.

§ 7. Moyennant un préavis de trois mois au moins et de six mois au plus, le gouverneur et le receveur régional peuvent à tout instant mettre fin en cours d'exercice à la mission.

§ 8. Le receveur régional dont la mission vient à expiration ou est interrompue par décision du gouverneur, par décision de l'institution au profit de laquelle la mission est exercée ou par décision propre se remet à la disposition du gouverneur.

Si, sans motif valable, il refuse ou néglige de le faire, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

§ 9. Dès que cesse sa mission, le gouverneur attribue au receveur régional des tâches, similaires ou non à celles qu'il effectuait avant le début de sa mission.

Sous-section 20. — Congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel, d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale de la politique ou d'une cellule de politique générale des membres du Gouvernement fédéral ou au sein d'un cabinet d'un mandataire local

Art. 135. Le receveur régional peut obtenir un congé à la condition que l'autorité auprès de laquelle le receveur régional accomplit ses services s'engage au remboursement de la charge budgétaire totale pour exercer une fonction :

1° dans le cabinet d'un président ou d'un membre d'un Gouvernement d'une région ou communauté, du Collège réuni de la commission communautaire commune ou du Collège de la commission communautaire française;

2° dans le cabinet d'un Ministre ou d'un secrétaire d'Etat fédéral;

3° dans un secrétariat, la cellule de coordination générale de la politique, une cellule de politique générale d'un membre du Gouvernement fédéral;

4° auprès d'un mandataire provincial, communal ou d'un centre public d'action sociale.

Art. 136. Le congé est rémunéré.

La Région réclame à l'institution auprès de laquelle le receveur régional est en congé la charge budgétaire totale, si et dans la mesure où elle pourrait le faire si le congé avait été octroyé à un de ses agents par application de l'article 486 du Code de la Fonction publique wallonne. Cette charge budgétaire n'est, dans tous les cas, pas répercutée sur les administrations locales ayant recours aux services des receveurs régionaux en application de l'article L1124-47 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 137. Le congé est assimilé à de l'activité de service.

Art. 138. A la fin de son affectation et à moins qu'il ne soit détaché à nouveau, le receveur régional obtient un jour de congé par mois d'activité dans le cabinet, avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables.

Le receveur régional dont le congé vient à expiration se remet à la disposition du gouverneur.

Le gouverneur attribue au receveur régional des tâches, similaires ou non à celles qu'il effectuait avant le début de sa mission.

Si, sans motif valable, le receveur régional refuse ou néglige de se remettre à la disposition du gouverneur, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

Section 3. — Disponibilité

Sous-section 1. — Dispositions générales

Art. 139. Le receveur régional en disponibilité est tenu de notifier au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué une adresse en Belgique où peuvent lui être notifiées les décisions qui le concernent.

Art. 140. Le receveur régional en disponibilité reste à la disposition du gouverneur et, s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises, il peut être rappelé en activité de service aux conditions fixées par la présente section.

Il remet à la disposition du gouverneur dans le mois à compter de l'envoi par lequel le gouverneur l'a enjoint de reprendre ses fonctions. Le gouverneur lui attribue des tâches, similaires ou non à celles qu'il effectuait avant le début de son absence.

Si, sans motif valable, le receveur régional refuse de le faire, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

Sous-section 2. — Disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Art. 141. § 1^{er}. Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué peut placer un receveur régional en position de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service si la mesure est jugée indispensable pour le bon fonctionnement du service.

§ 2. La mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est précédée d'une proposition établie par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

La proposition est notifiée au receveur régional par envoi recommandé. Cette notification mentionne l'existence et les formes du recours.

§ 3. Le receveur régional peut exercer un recours dans les quinze jours qui suivent la notification de la proposition visée au paragraphe 2. A défaut, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué adopte la décision de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Le receveur régional notifie son recours au gouverneur ou au commissaire d'arrondissement délégué par envoi recommandé.

Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué communique le recours, la proposition de décision et l'ensemble des pièces utiles au Collège des gouverneurs wallons dans les quinze jours qui suivent la réception du recours.

Le Collège des gouverneurs wallons statue sur le recours. Il rend un avis sur la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi en suivant les modalités prévues aux articles 175 à 176, après avoir entendu le receveur régional ainsi que son conseil éventuel.

§ 4. Après avoir pris connaissance de l'avis du Collège des gouverneurs wallons, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué peut décider de placer le receveur régional en disponibilité par retrait d'emploi. Le cas échéant, il indique les raisons pour lesquelles il s'écarte de l'avis du Collège des gouverneurs wallons.

Le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué notifie à l'intéressé la décision de mise en disponibilité par retrait d'emploi par envoi recommandé dans le mois qui suit l'adoption de l'avis. A défaut, il est réputé avoir renoncé à la mesure.

Art. 142. Le receveur régional en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service jouit d'un traitement d'attente égal à son dernier traitement d'activité.

Art. 143. La durée de la disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service avec jouissance d'un traitement d'attente ne peut pas dépasser, en une ou plusieurs fois, la durée des services admissibles pour le calcul de la pension de retraite de l'intéressé.

Toutefois, les services militaires accomplis avant l'entrée en fonction ne sont pas pris en considération et les services militaires admissibles sont comptés uniquement pour leur durée simple.

Sous-section 3. — Disponibilité pour maladie

Art. 144. § 1^{er}. Le receveur régional qui est absent pour maladie après avoir atteint le nombre de jours de congé accordés en vertu de l'article 91 se trouve de plein droit en disponibilité pour maladie. Il conserve ses anciennetés administrative et pécuniaire.

§ 2. Le receveur régional en disponibilité pour maladie est soumis au contrôle médical prévu par les articles 104 à 108.

Art. 145. Le receveur régional en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente égal à soixante pour cent de son dernier traitement d'activité.

Toutefois, le montant de ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension que l'intéressé obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite anticipée pour cause d'inaptitude physique.

Art. 146. Le receveur régional en disponibilité pour maladie qui bénéficie d'un traitement d'attente est convoqué devant la commission des pensions dans les trois mois qui suivent le jour où il a été mis en disponibilité. Par la suite, il est convoqué dans l'année qui suit la date de chaque décision définitive de la commission des pensions.

Si, sans motif légitime, le receveur régional ne comparait pas devant la commission des pensions à l'époque fixée par l'alinéa 1^{er}, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution.

Art. 147. Le receveur régional a droit à un traitement d'attente mensuel égal au montant de son dernier traitement d'activité si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie grave et de longue durée par la commission des pensions. Ce droit produit ses effets uniquement à partir du moment où le receveur régional a été mis en disponibilité pour une période ininterrompue de trois mois au moins.

Ce droit entraîne une révision de la situation du receveur régional avec effet pécuniaire au jour où sa disponibilité a débuté.

Art. 148. La disponibilité pour maladie ne met pas fin aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle.

Sous-section 4. — Disponibilité pour convenances personnelles

Art. 149. Le receveur régional peut, à sa demande, être placé en disponibilité pour convenances personnelles.

Le gouverneur notifie sa décision à l'intéressé dans le mois de la réception de la demande.

La disponibilité pour convenances personnelles est accordée pour une période de trois mois au moins et de cinq ans au plus. Chaque période de disponibilité pour convenances personnelles est suivie d'une période d'activité de service de six mois au moins. Le total des périodes de disponibilité pour convenances personnelles ne peut pas excéder cinq ans pour toute la carrière.

Art. 150. Le receveur régional mis en disponibilité pour convenances personnelles ne reçoit aucun traitement d'attente.

Il ne peut se prévaloir de maladies ou d'infirmités contractées pendant sa période de disponibilité.

Le receveur régional dont l'absence excède la période pour laquelle la disponibilité pour convenances personnelles a été accordée est considéré comme démissionnaire.

CHAPITRE XI. — Régime disciplinaire

Section 1. — Sanctions et poursuites disciplinaires

Art. 151. Le gouverneur peut infliger une sanction disciplinaire au receveur régional pour les motifs suivants :

- 1° manquement aux devoirs professionnels;
- 2° agissements qui compromettent la dignité de la fonction
- 3° infractions aux interdictions et incompatibilités
- 4° commission d'une infraction pénale.

Art. 152. Le receveur régional est passible des sanctions suivantes :

- 1° l'avertissement;
- 2° la réprimande;
- 3° la retenue de traitement;
- 4° la suspension;
- 5° la démission d'office;
- 6° la révocation.

Art. 153. La retenue de traitement ne peut excéder trois mois de traitement.

Elle peut s'élever au maximum à vingt pour cent du traitement brut.

Art. 154. La peine de la suspension est prononcée pour une période de trois mois au plus.

La peine de la suspension entraîne, pendant sa durée, la privation du traitement, sauf la partie du traitement net égal au montant du revenu d'intégration tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

En cas de prestations à temps partiel, ce montant est réduit proportionnellement à la durée des prestations.

Art. 155. Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée sans que le receveur régional ait été entendu en ses moyens de défense sur tous les faits mis à sa charge.

Pendant le cours de la procédure, le receveur régional peut se faire assister par un défenseur de son choix.

Art. 156. Préalablement à l'audition, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué constitue un dossier disciplinaire contenant toutes les pièces relatives aux faits mis à sa charge.

Art. 157. Au moins quinze jours avant sa comparution, le receveur régional est convoqué pour l'audition, soit par envoi recommandé, soit par la remise de la convocation contre accusé de réception.

La convocation doit mentionner :

- 1° tous les faits mis à charge;
- 2° le fait qu'une sanction disciplinaire est envisagée et qu'un dossier disciplinaire est constitué;
- 3° le lieu, le jour et l'heure de l'audition;
- 4° le droit de l'intéressé de se faire assister par un défenseur de son choix;
- 5° le lieu où et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté;
- 6° le droit de demander l'audition de témoins.

Art. 158. A partir de la convocation à comparaître devant le gouverneur jusqu'à la veille de la comparution, le receveur régional et son défenseur peuvent consulter le dossier disciplinaire et communiquer par écrit, s'ils le souhaitent, les moyens de défense au gouverneur.

Art. 159. Il est dressé procès-verbal de l'audition, qui reproduit fidèlement les déclarations de la personne entendue.

Si le procès-verbal est dressé à l'issue de l'audition, il en est donné lecture immédiatement et l'intéressé est invité à le signer.

Si le procès-verbal est dressé après l'audition, il est communiqué à l'intéressé dans les huit jours de l'audition avec invitation à le signer.

En tout cas, au moment de la signature, l'intéressé peut formuler des réserves, s'il refuse de signer, il en est fait mention.

Si l'intéressé a renoncé par écrit à être entendu ou ne s'est pas présenté à l'audition, le gouverneur établit, selon le cas, un procès-verbal de renonciation ou de non-comparution.

Le procès-verbal de l'audition, de renonciation ou de non-comparution comprend l'énumération de tous les actes de procédure requis par le présent chapitre et mentionne si chacun d'eux a été accompli.

Art. 160. Le gouverneur peut décider d'office ou sur requête de l'intéressé ou de son défenseur d'entendre des témoins.

En ce cas, l'audition des témoins a lieu en présence de l'intéressé.

Art. 161. Le gouverneur se prononce sur la sanction disciplinaire à infliger, dans les deux mois de la clôture du procès-verbal de la dernière audition, de renonciation ou de non-comparution.

Si aucune décision n'est prise dans le délai susvisé, il est réputé renoncer aux poursuites pour les faits mis à charge du receveur régional.

Art. 162. La décision infligeant la sanction disciplinaire est motivée en la forme.

Elle est notifiée sans tarder au receveur régional, soit par envoi recommandé, soit par la remise contre accusé de réception.

A défaut de notification de la décision dans le délai de quinze jours, elle est réputée rapportée. Des poursuites disciplinaires pour les mêmes faits ne peuvent être engagées.

La notification de la décision fait mention des voies et des délais de recours.

Art. 163. Sans préjudice de leur exécution, les sanctions disciplinaires de l'avertissement, de la réprimande et de la retenue de traitement, sont radiées d'office du dossier individuel du receveur régional après une période dont la durée est fixée à :

1° 1 an pour l'avertissement;

2° 18 mois pour la réprimande;

3° 3 ans pour la retenue de traitement.

Sans préjudice de leur exécution, la sanction disciplinaire de la suspension peut, à la demande du receveur régional, être radiée par le gouverneur qui l'a infligée après un délai de quatre ans.

Le gouverneur peut refuser la radiation uniquement si de nouveaux éléments, susceptibles de justifier un tel refus, sont apparus.

Les délais visés aux alinéas 1^{er} et 2 prennent cours à la date à laquelle la sanction disciplinaire a été prononcée.

Art. 164. § 1^{er}. Lorsqu'un receveur régional fait l'objet de poursuites pénales ou disciplinaires et que sa présence est incompatible avec l'intérêt du service, il peut être suspendu préventivement à titre de mesure d'ordre par le gouverneur.

§ 2. Le gouverneur peut décider que la suspension préventive comportera une retenue de traitement et privation des titres à l'avancement.

La retenue de traitement n'excède pas la moitié du dernier traitement d'activité du receveur régional.

Le receveur régional a droit au moins à un traitement net égal au montant du revenu d'intégration tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. En cas de prestations à temps partiel, ce montant est réduit proportionnellement à la durée des prestations.

Art. 165. § 1^{er}. La suspension préventive est prononcée pour un terme de quatre mois au plus.

Le gouverneur peut proroger ce terme pour des périodes de quatre mois au plus pendant la durée de la procédure pénale, moyennant le respect de la procédure visée à l'article 166.

§ 2. Si aucune sanction disciplinaire n'est infligée dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, tous les effets de la suspension préventive sont supprimés.

Art. 166. Avant de pouvoir prononcer une suspension préventive, il appartient au gouverneur d'entendre le receveur régional conformément à la procédure visée aux articles 155 à 162, le délai de quinze jours visé à l'article 157 étant toutefois réduit à cinq jours.

En cas d'extrême urgence, le gouverneur peut prononcer immédiatement la suspension préventive, à charge d'entendre l'intéressé tout de suite après la décision, conformément à la procédure visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 167. La décision prononçant la suspension préventive est notifiée sans tarder à l'intéressé, soit par envoi recommandé, soit par remise contre accusé de réception.

A défaut de notification de la décision dans un délai de dix jours ouvrables, elle est réputée rapportée.

Le gouverneur ne peut prononcer une suspension préventive pour les mêmes faits.

Art. 168. Si une suspension préventive avec maintien du traitement complet précède la sanction disciplinaire, celle-ci entre en vigueur le jour où elle est prononcée.

Si, à la suite d'une suspension préventive avec retenue de traitement et privation des titres à l'avancement, la sanction disciplinaire de l'avertissement ou de la réprimande est infligée, celle-ci entre en vigueur le jour où elle est prononcée. La suspension préventive est réputée rapportée et le gouverneur rembourse le traitement retenu au receveur régional.

Si, à la suite d'une suspension préventive avec retenue de traitement et privation des titres à l'avancement, la sanction disciplinaire de la retenue de traitement, de la suspension, de la démission d'office ou de la révocation est infligée, la sanction disciplinaire peut produire ses effets au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de la suspension préventive. Le montant du traitement, retenu pendant la suspension préventive, est déduit du montant de la perte de traitement liée à la sanction disciplinaire. Si le montant du traitement retenu est plus important que le montant de la perte de traitement liée à la sanction disciplinaire, le gouverneur rembourse la différence au receveur régional.

Art. 169. Le gouverneur ne peut plus intenter de poursuites disciplinaires après l'expiration d'un délai de six mois après la date à laquelle il a constaté les faits répréhensibles ou en a pris connaissance.

En cas de poursuites pénales pour les mêmes faits, ce délai prend cours le jour où l'autorité judiciaire informe le gouverneur qu'une décision définitive est intervenue ou que la procédure pénale n'est pas poursuivie.

Si la décision de l'autorité disciplinaire est annulée par le Conseil d'Etat, le gouverneur peut reprendre les poursuites disciplinaires à partir de la notification de l'arrêt du Conseil d'Etat, pendant la partie du délai visé à l'alinéa 1^{er} qui restait à courir lorsque les poursuites ont été intentées.

Section 2. — Recours contre la décision de sanction

Art. 170. Le receveur régional peut introduire un recours en réformation auprès du Collège des gouverneurs wallons contre la décision de sanction.

Le recours doit être introduit auprès du gouverneur par pli recommandé dans un délai de trente jours prenant cours à dater de la notification de la décision du gouverneur.

Le gouverneur communique le recours, sa décision et l'ensemble des pièces du dossier disciplinaire au Collège des gouverneurs wallons dans les quinze jours qui suivent la réception du recours introduit par le receveur régional.

Le Collège des gouverneurs wallons entend le receveur régional et les éventuels témoins. Les articles 155 à 162 sont applicables *mutatis mutandis*.

Le Collège des gouverneurs wallons statue à la majorité et à huis clos. Le gouverneur qui a adopté la décision disciplinaire ne prend pas part à la délibération ni au vote. En cas d'égalité, la décision est réputée être favorable au receveur régional.

CHAPITRE XII. — *Cessation des fonctions.*

Art. 171. Nul ne peut perdre la qualité de receveur régional avant l'âge normal de la retraite, sauf dans les cas prévus par la législation relative aux pensions et par le présent arrêté.

Art. 172. Perd d'office et sans préavis la qualité de receveur régional :

1° le receveur régional dont la nomination n'est pas régulière, à condition que, sauf fraude ou dol, cette irrégularité ait été constatée par le gouverneur dans le délai imparti pour introduire un recours en annulation devant le Conseil d'Etat ou, si un tel recours a été introduit, pendant la procédure;

2° le receveur régional qui ne satisfait plus à la condition d'être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques ou qui ne satisfait plus aux lois sur la milice;

3° le receveur régional dont l'inaptitude physique définitive a été dûment constatée;

4° le receveur régional qui, sans motif valable, abandonne son poste et reste absent pendant plus de dix jours;

5° le receveur régional qui se trouve dans un cas où l'application des lois civiles et des lois pénales a pour effet la cessation des fonctions;

6° le receveur régional démis pour raisons disciplinaires ou révoqué.

Art. 173. Entraînent également la cessation des fonctions :

1° la démission volontaire;

2° la mise à la retraite;

3° le licenciement pour inaptitude professionnelle définitivement constatée.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, le receveur régional peut abandonner son service trois mois au plus tôt après avoir notifié sa démission volontaire au gouverneur. Ce délai peut être réduit de commun accord.

Art. 174. Le maintien en activité au-delà de l'âge légal de la retraite peut être autorisé par le gouverneur, sur demande du receveur régional. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, par périodes d'une durée maximale d'une année, sans que la durée totale du maintien en activité puisse excéder deux ans.

CHAPITRE XIII. — *Recours devant le Collège des gouverneurs wallons*

Art. 175. Le Collège des gouverneurs wallons statue sur les recours du receveur régional contre :

1° la proposition de licenciement prise au terme du stage;

2° l'évaluation réservée ou défavorable;

3° la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle;

4° la décision de sanction disciplinaire;

5° la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Art. 176. § 1^{er}. Le Collège des gouverneurs wallons statue sur le recours dans le mois qui suit la transmission du recours, de la proposition ou de la décision, et des pièces utiles par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué.

§ 2. Le président du Collège des gouverneurs wallons ajoute le recours à l'ordre du jour de la réunion la plus proche. Au besoin, il convoque une réunion extraordinaire.

Si une audition du receveur régional est organisée, le Collège des gouverneurs wallons veille à convoquer celui-ci au moins sept jours avant la date de l'audition.

Le Collège des gouverneurs wallons statue à la majorité et à huis clos. Le gouverneur qui a adopté la décision entreprise ne prend pas part à la délibération ni au vote. En cas d'égalité, la décision est réputée être favorable au receveur régional.

Le Collège des gouverneurs wallons notifie sa décision ou son avis au gouverneur qui a adopté la décision entreprise, dans les sept jours calendrier qui suivent la réunion.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas en cas de recours dirigé contre une décision de sanction disciplinaire.

§ 4. Sous réserve de dérogations prévues dans le présent arrêté, il est fait application des règles de fonctionnement et de délibération du Collège des gouverneurs wallons fixées par le Gouvernement.

TITRE III. — Statut pécuniaire**CHAPITRE I^{er}. — Traitement***Section 1. — Traitement, indemnités et ancienneté pécuniaire*

Art. 177. § 1^{er}. La rémunération d'un receveur régional comprend :

- 1° le traitement;
- 2° le pécule de vacances;
- 3° l'allocation de fin d'année;
- 4° l'allocation de bilinguisme;
- 5° l'allocation pour l'exercice de fonctions supplémentaires.

§ 2. Le receveur régional a également droit aux remboursements de certains frais, sous la forme des indemnités suivantes :

- 1° l'indemnité pour frais de parcours et de déplacement sur le chemin du travail;
- 2° l'indemnité pour frais de séjour.

Art. 178. Le traitement annuel du receveur régional est fixé dans l'échelle de traitement figurant à l'annexe I du présent arrêté.

L'échelle comprend :

- 1° un traitement minimal;
- 2° des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires telles que fixées à l'annexe I;
- 3° un traitement maximal.

Art. 179. L'ancienneté pécuniaire est constituée de la somme des services admissibles pour la fixation du traitement.

Les dispositions des articles 238 à 242 du Code de la Fonction publique wallonne relatives à l'ancienneté pécuniaire sont applicables mutatis mutandis aux receveurs régionaux.

Art. 180. La position de non-activité suspend l'octroi des augmentations intercalaires.

Section 2. — Calcul et paiement du traitement

Art. 181. Le traitement mensuel est égal à 1/12^e du traitement.

Le traitement du mois au cours duquel le receveur régional est admis à la retraite ou décède est dû en entier.

Art. 182. Le traitement mensuel est payé à terme échu, au plus tard le dernier jour ouvrable du mois.

Art. 183. § 1^{er}. Le traitement du mois qui n'est pas dû intégralement est fractionné en trentièmes.

Lorsque le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables.

Lorsque le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

§ 2. Lorsque le mois comprend deux périodes que différencient le montant du traitement ou l'imputation budgétaire de celui-ci :

- 1° le nombre de trentièmes dus pour la première période est déterminé conformément au paragraphe 1^{er};
- 2° le nombre total de trentièmes dus pour le mois est déterminé conformément au paragraphe 1^{er};
- 3° le nombre de trentièmes dus pour la seconde période est égal à la différence entre le nombre total de trentièmes dus pour le mois et le nombre de trentièmes dus pour la première période.

Concernant le 2°, le nombre total est toujours égal à trente si le mois est payable intégralement.

Art. 184. Le traitement mensuel est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. Le traitement est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

CHAPITRE II. — Pécule de vacances

Art. 185. Les dispositions des articles 261 à 263 et 265 à 272 du Code de la Fonction publique wallonne relatives au pécule de vacances sont applicables mutatis mutandis aux receveurs régionaux.

CHAPITRE III. — Allocation de fin d'année

Art. 186. Les dispositions des articles 273 à 282 du Code de la Fonction publique wallonne relatives à l'allocation de fin d'année sont applicables mutatis mutandis aux receveurs régionaux.

CHAPITRE IV. — Allocation de bilinguisme

Art. 187. Une allocation est octroyée aux receveurs régionaux qui prouvent la connaissance du français et de l'allemand et qui sont affectés auprès d'une administration locale située en région de langue allemande ou située dans une commune francophone offrant des facilités linguistiques pour les germanophones.

La connaissance des langues visées à l'alinéa 1^{er} est prouvée de la manière prévue à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale.

Le montant de l'allocation est fixé et payé de la manière prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale.

CHAPITRE V. — *Définition de la charge de travail normale et allocation pour l'exercice de fonctions supplémentaires dans le cadre d'un remplacement*

Art. 188. § 1^{er}. La charge de travail du receveur régional est calculée, par année civile, sur base d'un système de points, fixé comme suit :

1° pour chaque commune dont il a la charge, le receveur régional reçoit mensuellement un nombre de points égal au chiffre de la population réelle de la commune;

2° pour chaque centre public d'aide sociale dont il a la charge, le receveur régional reçoit mensuellement un nombre de points égal au chiffre de la population réelle du ressort territorial du centre public d'action sociale concerné, divisé par deux.

Le chiffre de la population réelle est celui publié en dernier lieu.

§ 2. Pour les communes, il est tenu compte du reclassement éventuel.

§ 3. Le receveur régional reçoit :

1° 1 000 points supplémentaires par mois s'il est affecté auprès de deux administrations locales;

2° 2 500 points supplémentaires par mois s'il est affecté auprès de trois administrations locales;

3° 4 000 points supplémentaires par mois s'il est affecté auprès de quatre administrations locales;

4° 5 000 points supplémentaires par mois s'il est affecté auprès de cinq administrations locales ou plus.

§ 4. Le receveur régional qui assume des missions d'appui, visées à l'article 28, reçoit un nombre de points supplémentaires correspondant au total des points attribués pour les missions qu'il assume, conformément au l'article 28, § 2.

§ 5. Lorsque plusieurs receveurs régionaux sont en charge d'une même administration locale, les points sont répartis entre eux au prorata de leurs prestations pour l'administration concernée.

§ 6. Lorsque la mission du receveur régional n'est pas accomplie durant un mois complet, le nombre de points attribués pour ce mois est calculé au prorata du nombre de jours durant lesquels il a assumé cette mission durant le mois considéré.

§ 7. Le receveur régional qui assume une mission visée aux articles 26 et 27 reçoit un nombre de points supplémentaires pour cette mission, calculé conformément aux dispositions du présent article.

Les administrations locales auprès desquelles il assume une mission de remplacement sont prises en compte pour déterminer le nombre de points supplémentaires auxquels il a droit en application du paragraphe 3.

Art. 189. § 1^{er}. La charge de travail normale d'un receveur régional est de 13 000 points par mois. Elle ne peut, en tous les cas, être inférieure à 12 000 points, ni supérieure à 14 000 points par mois.

Moyennant l'accord préalable du Ministre, le gouverneur peut, à l'égard d'un receveur régional, réduire le seuil minimal de 12 000 points ou augmenter le seuil maximal de 14 000 points prévus à l'alinéa 1^{er}. Le gouverneur est tenu de justifier cette demande.

§ 2. Le seuil maximal visé au paragraphe 1^{er} peut être dépassé lorsque le receveur régional assume les missions suivantes :

1° soit, une mission visée à l'article 26;

2° soit, une ou plusieurs missions visées à l'article 27, à concurrence de maximum 52 000 points sur une année civile.

Au cours d'une année civile, le receveur régional ne peut pas cumuler l'exercice de missions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et de missions visées à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Art. 190. § 1^{er}. Le receveur régional dont la charge de travail mensuelle excède le seuil maximal visé à l'article 189, § 1^{er}, en raison de l'accomplissement d'une mission de remplacement visée aux articles 26 et 27, bénéficie d'une allocation pour l'exercice de fonctions supplémentaires, durant les mois considérés.

L'allocation est due pour autant que le receveur régional ait exercé la mission de remplacement visée à l'article 26 ou à l'article 27 pendant une période minimale et ininterrompue d'un mois.

L'allocation est égale à 1/12^e du traitement annuel du receveur régional du mois au cours duquel les prestations supplémentaires ont été effectuées, divisé par 13 000 et multiplié par le nombre de points attribués à la mission de remplacement visée à l'article 26 ou à l'article 27 en dépassement du seuil maximal visé à l'article 189, § 1^{er}.

Lorsque l'allocation est due pour l'exercice de missions de remplacement au sens de l'article 26, l'allocation ne peut toutefois pas excéder vingt-cinq pourcents du douzième du traitement annuel du receveur régional pour le mois considéré.

§ 2. L'allocation est payée au plus tard le 1^{er} jour du mois qui suit celui pour lequel elle est due.

CHAPITRE VI. — *Indemnité pour frais de parcours et de déplacement sur le chemin du travail*

Art. 191. § 1^{er}. Les dispositions des articles 519 à 538 du Code de la Fonction publique wallonne relatives aux frais de parcours sont applicables mutatis mutandis aux receveurs régionaux.

§ 2. Les dispositions des articles 546 à 559 du Code de la Fonction publique wallonne relatives aux frais de déplacement sur le chemin du travail sont applicables mutatis mutandis aux receveurs régionaux.

CHAPITRE VII. — *Indemnité pour frais de séjour*

Art. 192. § 1^{er}. Une indemnité pour frais de séjour d'un montant annuel de 849,66 euros est accordée au receveur régional. Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. Il est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Cette indemnité forfaitaire est payée mensuellement et à terme échu. Elle se décompte par trentièmes lorsqu'elle n'est pas due pour le mois entier. Elle ne peut être accordée pour des périodes correspondant à des interruptions de service excédant quatorze jours ouvrables, étant entendu que les congés annuels ne sont pas assimilés à ces interruptions.

L'indemnité pour frais de séjour subit les variations dans la même mesure que le traitement.

TITRE IV. — *Mode de prélèvement de la contribution des administrations locales dans les frais de la recette régionale*

Art. 193. La Région notifie à l'administration locale qui fait appel à un receveur régional le montant de la contribution dont elle est redevable pour l'année civile précédente, par envoi recommandé.

L'administration locale s'acquitte de la contribution dans les six mois suivant l'envoi recommandé.

A défaut de paiement, le Ministre ou son délégué est autorisé à retenir ces sommes sur toute dotation à laquelle l'administration locale peut prétendre, notamment les dotations visées à l'article L1332-2 du Code.

Art. 194. La récupération de la contribution peut se faire par voie d'avances mensuelles imputées aux administrations locales qui font appel à un receveur régional. Ces avances mensuelles sont calculées sur la base du traitement mathématique moyen du receveur régional, y compris les cotisations.

Ce traitement moyen est réparti entre les administrations locales qui font appel à un receveur régional de la même manière que celle prévue à l'article 193.

TITRE V. — *Dispositions finales*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition abrogatoire*

Art. 195. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 2 avril 1979 fixant les conditions et modalités de nomination des receveurs régionaux, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1997;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2010 fixant l'échelle de traitements des receveurs régionaux en exécution de l'article 1124-37 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014;

3° l'arrêté ministériel du 16 juillet 1979 relatif au programme de l'examen de recrutement en qualité de receveur régional;

4° l'arrêté ministériel du 16 juillet 1979 arrêtant le règlement d'ordre relatif à l'examen de recrutement de receveur régional;

5° l'arrêté du Gouverneur de la Province de Liège du 20 janvier 1966 portant statut des receveurs régionaux de la Province de Liège;

6° l'arrêté du Gouverneur de la Province de Hainaut du 1^{er} mars 1982 fixant le statut administratif des receveurs régionaux de la Province de Hainaut;

7° l'arrêté du Gouverneur de la Province de Namur du 30 décembre 2004 fixant le statut administratif des receveurs régionaux de la Province de Namur;

8° l'arrêté du Gouverneur de la Province de Luxembourg du 10 juin 2005 fixant le statut administratif des receveurs régionaux de la Province de Luxembourg;

9° l'arrêté du Gouverneur de la Province du Brabant wallon du 10 juin 2005 relatif au statut des receveurs régionaux en Brabant wallon.

CHAPITRE II. — *Maintien des droits acquis*

Art. 196. Le receveur régional nommé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conserve le bénéfice des avantages autres que le traitement annuel, auxquels il a droit en application des arrêtés visés à l'article 195, 5° à 9°, à moins que le présent arrêté lui donne droit à un avantage de même nature au moins égal à celui dont il bénéficiait avant son entrée en vigueur.

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur et exécutoire*

Art. 197. Le présent arrêté, à l'exception des articles 188 à 194 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour calculer le décompte de la contribution due par les administrations locales ayant fait appel à un receveur régional au cours de l'année civile 2019, entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 198. L'article 2 du décret du 30 avril 2019 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux receveurs régionaux entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 199. L'article 6 du décret du 30 avril 2019 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux receveurs régionaux entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 200. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Annexe I

Echelle de traitements en base annuelle à l'indice 138,01, en exécution de l'article L1124-37 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation

RECEVEURS REGIONAUX	
	20/1 x 742,85 1/1 x 743
0	37.050,00
1	37.792,85
2	38.535,70
3	39.278,55
4	40.021,40
5	40.764,25
6	41.507,10
7	42.249,95
8	42.992,80
9	43.735,65
10	44.478,50
11	45.221,35
12	45.964,20
13	46.707,05
14	47.449,90
15	48.192,75
16	48.935,60
17	49.678,45
18	50.421,30
19	51.164,15
20	51.907,00
21	52.650,00
22	52.650,00

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/42658]

6. JUNI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Statuts der Regionaleinnehmer und des Verfahrens zur Erhebung von Beiträgen zu den Kosten der regionalen Einnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Artikel L1124-23 und L1124-47, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2019 und Artikel L1124-37;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. April 1979 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Ernennung der Bezirkseinnehmer;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. September 2010 zur Festsetzung der Gehaltstabelle der Regionaleinnehmer in Anwendung von Artikel 1124-37 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 16. Juli 1979 über das Programm der Anwerbungsprüfung als Bezirkseinnehmer;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 16. Juli 1979 zur Festlegung der Prüfungsordnung der Anwerbungsprüfung als Bezirkseinnehmer;

Aufgrund des Erlasses des Gouverneurs der Provinz Lüttich vom 20. Januar 1966 zur Festlegung des Statuts der Bezirkseinnehmer der Provinz Lüttich;

Aufgrund des Erlasses des Gouverneurs der Provinz Hennegau vom 1. März 1982 zur Festlegung des Verwaltungsstatuts der Bezirkseinnehmer der Provinz Hennegau;

Aufgrund des Erlasses des Gouverneurs der Provinz Namur vom 30. Dezember 2004 zur Festlegung des Verwaltungsstatuts der Bezirkseinnehmer der Provinz Namur;

Aufgrund des Erlasses des Gouverneurs der Provinz Wallonisch-Brabant vom 10. Juni 2005 zur Festlegung des Statuts der Bezirkseinnehmer der Provinz Wallonisch-Brabant;

Aufgrund des Erlasses des Gouverneurs der Provinz Luxemburg vom 10. Juni 2005 zur Festlegung des Verwaltungsstatuts der Bezirkseinnehmer der Provinz Luxemburg;

Aufgrund der am 17. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Dezember 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Dezember 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 11. Dezember 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 1. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie (Union des villes et communes de Wallonie);

Aufgrund der am 1. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Verbands der öffentlichen Sozialhilfzentren der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ("Fédération des centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie");

Aufgrund des am 23. April 2019 aufgestellten Protokolls Nr. 760 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 6. Mai 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84, § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 18. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Verbands der Regionaleinnehmer;

In Erwägung der am 16. und am 23. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahmen der wallonischen Gouverneure;

In Erwägung des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Artikel 43, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2019, und Artikel 46, ersetzt durch das Dekret vom 18. April 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2019;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gouverneur: der Provinzgouverneur, der den Regionaleinnehmer ernennt;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören;

3° Kollegium der wallonischen Gouverneure: das in Anwendung des Artikels L1124-23 Paragraph 1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung eingerichtete Organ;

4° Kodex: der Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung;

5° lokale Verwaltung: die Gemeindeverwaltung oder das öffentliche soziale Sozialhilfzentrum, das einen Regionaleinnehmer zur Tätigkeit seiner Einnahmen und Ausgaben und zur Führung seiner Konten heranzieht.

TITEL II — *Verwaltungsstatut der Regionaleinnehmer*

KAPITEL I — *Eigenschaft als Regionaleinnehmer*

Art. 2 - Die Eigenschaft als Regionaleinnehmer wird jeder Person zuerkannt, die vom Gouverneur als solcher ernannt wurde.

Der Regionaleinnehmer führt die ihm durch Gesetze, Dekrete und deren Ausführungserlasse sowie durch den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar übertragenen Aufgaben aus.

KAPITEL II — *Rechte und Pflichten*

Art. 3 - § 1 - Der Regionaleinnehmer erfüllt seine Aufgaben mit Loyalität, Gewissenhaftigkeit und Integrität.

Er befolgt die geltenden Gesetze und Verordnungen, die Verfahren und Richtlinien des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars.

Er achtet die ihm zur Verfügung gestellten Arbeitsinstrumente, verwendet sie zu beruflichen Zwecken und nach den Regeln, die der Gouverneur, der stellvertretende Bezirkskommissar oder die Vertreter der örtlichen Verwaltung, für deren Rechnung er seine Aufgaben wahrnimmt, festlegen.

§ 2. Bei der Ausübung seiner Aufgaben behandelt der Regionaleinnehmer jede Person, mit der er in Kontakt tritt, mit Verständnis und ohne jegliche Diskriminierung.

§ 3. Außerhalb der Ausübung seines Amtes vermeidet der Regionaleinnehmer Verhaltensweisen, die das Vertrauen der Öffentlichkeit in seinen Dienst beeinträchtigen könnten.

§ 4. Es ist dem Regionaleinnehmer untersagt, direkt oder über eine Mittelsperson Spenden, Zuwendungen oder irgendwelche Vorteile selbst außerhalb, aber aufgrund seines Amtes zu erbitten, zu fordern oder anzunehmen.

§ 5. Der Regionaleinnehmer nimmt seine Aufgaben unabhängig von jedem äußeren Einfluss wahr und er geht keinem persönlichen Interesse nach.

§ 6. Der Regionaleinnehmer informiert sich in seiner Berufsausübung über die Entwicklung der einschlägigen Vorschriften sowie über politische, wirtschaftliche und finanzielle Neuerungen auf internationaler, belgischer, regionaler und lokaler Ebene.

Art. 4 - § 1. Der Regionaleinnehmer hat das Recht, sich zu Informationen, die er in Ausübung seines Amtes erhalten hat, frei zu äußern.

Es ist ihm lediglich verboten, Fakten im Zusammenhang mit der nationalen Sicherheit, dem Schutz der öffentlichen Ordnung, den finanziellen Interessen der Region, der Vorbeugung und Ahndung von Delikten, der ärztlichen Schweigepflicht, den Rechten und Freiheiten der Bürger und insbesondere dem Recht auf Wahrung des Privatlebens bekannt zu machen; dieses Verbot gilt ebenfalls für Fakten in Bezug auf die Vorbereitung aller Beschlüsse, solange noch kein endgültiger Beschluss getroffen worden ist.

Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 gelten ebenfalls für den Regionaleinnehmer, der aus dem Amt geschieden ist.

§ 2. Der Regionaleinnehmer hat das Recht, über alle Aspekte informiert zu werden, die für die Erfüllung seiner Aufgaben relevant sind.

§ 3. Der Regionaleinnehmer hat das Recht, seine Personalakte einzusehen und eine kostenlose Kopie davon zu erhalten.

§ 4. Der Regionaleinnehmer hat das Recht, sowohl vom Gouverneur als auch vom beauftragten Bezirkskommissar sowie von Vertretern und Mitarbeitern der lokalen Verwaltung mit Würde behandelt zu werden.

KAPITEL III — *Anwerbung und Dienstantritt*

Abschnitt 1 — Offenerklärung der Stellen und Mobilität

Art. 5 - Nachdem die lokale Verwaltung dem Gouverneur mitgeteilt hat, dass sie einen Regionaleinnehmer in Anspruch nehmen möchte, prüft der Gouverneur vorrangig, ob ein bereits in der Provinz im Dienst befindlicher Regionaleinnehmer dieser lokalen Verwaltung unter Berücksichtigung seiner Arbeitsbelastung zugewiesen werden kann.

Art. 6 - Falls der Gouverneur keinen in seiner Provinz bereits im Dienst befindlichen Regionaleinnehmer bestimmen kann, kann er die Stelle eines Regionaleinnehmers für offen erklären.

Besetzt wird die Stelle:

1° entweder durch die Bestellung eines beim Gouverneur einer anderen Provinz bereits im Dienst befindlichen Regionaleinnehmers unter Berücksichtigung der begrenzten Arbeitsbelastung der regionalen Einnahmenverwaltung in der betroffenen Provinz, vorausgesetzt, der mit der zu besetzenden Stelle verbundene Amtssitz befindet sich nicht in einer Entfernung von mehr als fünfundsiebzig Kilometern von dem Wohnsitz des bestellten Regionaleinnehmers;

2° oder durch die Anwerbung des in der Anwerbungsreserve bestplatzierten erfolgreichen Prüfungsteilnehmers.

Über die Wahl zwischen den beiden in Absatz 2 vorgesehenen Anwerbungsverfahren wird innerhalb des Kollegiums der wallonischen Gouverneure beraten.

Das Zurückgreifen auf eine Anwerbung nach Absatz 2 Ziffer 2 wird der Regierung auf begründeten Antrag des Kollegiums der wallonischen Gouverneure zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 7 - Im in Artikel 6 Absatz 2 Ziffer 2 erwähnten Fall wird der in der Anwerbungsreserve bestplatzierte und die in Artikel 8 vorgesehenen Bedingungen erfüllende erfolgreiche Prüfungsteilnehmer vom Gouverneur zur Probe zugelassen. Dieser Beschluss wird dem erfolgreichen Prüfungsteilnehmer per Einschreiben notifiziert.

Der erfolgreiche Prüfungsteilnehmer ist verpflichtet, innerhalb von einem Monat nach Notifizierung des Beschlusses darüber Bescheid zu geben, ob er die Bestellung annimmt oder ablehnt. Liegt keine Antwort vor, so wird davon ausgegangen, dass der erfolgreiche Prüfungsteilnehmer die Stelle abgelehnt hat.

Im Falle einer Ablehnung durch den günstig eingestuften erfolgreichen Prüfungsteilnehmer bestimmt der Gouverneur denjenigen, der ihm in der Rangliste folgt und die Bedingungen in Artikel 8 erfüllt.

Der erfolgreiche Prüfungsteilnehmer, der zwei Mal eine zu besetzende Stelle abgelehnt hat, wird aus der Anwerbungsreserve gestrichen, es sei denn, die Ablehnung wird damit begründet, dass sich der Amtssitz, der mit der zu besetzenden Stelle verbunden ist, in einer Entfernung von mehr als fünfundsiebzig Kilometern vom Wohnsitz des erfolgreichen Prüfungsteilnehmers befindet.

Steht kein erfolgreicher Prüfungsteilnehmer zur Verfügung, unterbreitet der Gouverneur dem Kollegium der wallonischen Gouverneure die Frage der Organisation einer Prüfung im Wettbewerbsverfahren mit dem Zweck, eine Anwerbungsreserve mit Kandidaten für das Amt eines Regionaleinnehmers zu bilden.

Abschnitt 2 — Zulassungsbedingungen

Art. 8 - Zum Regionaleinnehmer darf keiner ernannt werden, wenn er nicht die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats der Europäischen Union besitzen;

2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° den Milizgesetzen genügen;

4° einen Lebenswandel haben, der mit den Anforderungen des Amtes übereinstimmt;

5° die körperliche Eignung nachweisen, die für das Amt erforderlich ist;

6° Inhaber eines Diploms sein, das Zugang zu den Stellen der Stufe A innerhalb des wallonischen öffentlichen Dienstes gibt;

7° die Prüfung im Wettbewerbsverfahren nach Artikel 11 bestanden haben;

8° die Probezeit nach Artikel 14 erfolgreich absolviert haben.

Von der in Absatz 1 Ziffer 6 vorgesehenen Bedingung sind die Kandidaten befreit, die bei Erfüllung der folgenden kumulativen Bedingungen ein Dienstalter von mindestens sieben Jahren in der Stufe A oder B oder in einer gleichwertigen Stufe entweder als ernannte, vertragliche oder auf Probe befindliche Personalmitglieder aufweisen:

1° aufgebaut in einem Ministerium oder einer von dem Staat, den Gemeinschaften oder Regionen abhängigen öffentlichen Einrichtung sowie in Dienststellen oder in einer öffentlichen Einrichtung der Französischen Gemeinschaftskommission, der Flämischen Gemeinschaftskommission oder der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission oder in der Verwaltung einer Provinz, einer Gemeinde, eines ÖSHZ oder einer Interkommunale oder, unter Vorbehalt einer vom Kollegium der wallonischen Gouverneure getroffenen Annehmbarkeitsentscheidung, in einem öffentlichen Dienst eines Mitgliedstaats der Europäischen Union, der mit einem derjenigen vergleichbar ist, die vorstehend aufgeführt sind;

2° keine Unterbrechung infolge einer gegen den Regionaleinnehmer verhängten Disziplinarstrafe, einer Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit im Rahmen der Bewertung des Regionaleinnehmers oder einer Entlassung aus schwerwiegenden Gründen;

3° zumindest Inhaber eines Diploms der Stufe B;

4° Inhaber eines Zeugnisses in Verwaltungswissenschaften, das insgesamt 450 Ausbildungsstunden entspricht.

Abschnitt 3 — Prüfung im Wettbewerbsverfahren und Reserve

Art. 9 - § 1. Das Kollegium der wallonischen Gouverneure organisiert die Prüfung im Wettbewerbsverfahren zur Bildung der in Artikel 12 genannten Anwerbungsreserve.

§ 2. Es kündigt die Abhaltung der Prüfung im Wege einer Bekanntmachung an, die im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und auf den Intranet- und Internetseiten der Gouverneure und der Regierung verbreitet wird.

In der Bekanntmachung werden die in Artikel 8 aufgeführten Ernennungsbedingungen, das Vorgehen zur Teilnahme an der Prüfung im Wettbewerbsverfahren und der Tag des Anmeldeschlusses angegeben. Sie enthält ebenfalls den Hinweis, dass die Prüfung darauf abzielt, eine Anwerbungsreserve zwecks der Ausübung des Amtes eines Regionaleinnehmers auf dem gesamten Gebiet der Region zu bilden.

§ 3. Die Kandidaten richten ihren Antrag auf Teilnahme per Einschreiben an das Kollegium der wallonischen Gouverneure unter der in der Bekanntmachung nach § 2 erwähnten Adresse.

Zur Vermeidung der Unzulässigkeit:

1° erfüllt der Kandidat am Tag des letzten Termins für die Einreichung der Anträge auf Teilnahme die Ernennungsbedingungen nach Artikel 8 Absatz 1 Ziffern 1 bis 6;

2° fügt der Kandidat seinem Antrag auf Teilnahme eine Kopie seines Diploms oder den Nachweis bei, dass er die in Artikel 8 Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

§ 4. Beim Anmeldeschluss vergewissert sich das Kollegium der wallonischen Gouverneure, dass die Kandidaten die in § 3 vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Art. 10 - § 1. Das Kollegium der wallonischen Gouverneure setzt einen Prüfungsausschuss ein, der mit der Bewertung der Kandidaten bei den in Artikel 11 § 1 genannten Prüfungen beauftragt wird.

Der Prüfungsausschuss umfasst:

1° den Finanzdirektor einer wallonischen Provinz oder Gemeinde mit einem allgemeinen Dienstalter von mindestens fünf Jahren;

2° einen Bezirkskommissar;

3° zwei Regionaleinnehmer, die in zwei unterschiedlichen und anderen Provinzen als derjenigen des in Ziffer 2 genannten Bezirkskommissars amtieren und ein allgemeines Dienstalter von mindestens fünf Jahren aufweisen;

4° einen berufstätigen oder pensionierten Hochschullehrer, der mit einem Unterricht in einem der Fachbereiche beauftragt ist oder war, auf die sich die Prüfungen des Wettbewerbsverfahrens beziehen.

Der Prüfungsausschuss steht unter dem Vorsitz des in Absatz 2 Ziffer 2 genannten Bezirkskommissars.

§ 2. Kein Mitglied des Prüfungsausschusses darf eine Beurteilung abgeben oder an den Beratungen teilnehmen, wenn der Kandidat entweder sein Ehepartner oder ein Verwandter oder Verschwägerter bis zum vierten Grad einschließlich ist.

§ 3. Die Prüfungsordnung betreffend die Arbeitsweise des Prüfungsausschusses sowie den Verlauf und die Korrektur der Prüfungen wird vom Kollegium der wallonischen Gouverneure festgelegt.

Art. 11 - § 1. Die Prüfung im Wettbewerbsverfahren wird in drei Teilprüfungen eingeteilt:

1° eine schriftliche Reflexionsprüfung, bewertet auf einer Skala von 50 Punkten, die das Verfassen eines Schreibens und einer kritischen Zusammenfassung über ein allgemeines Thema umfasst und wirtschaftliche Aspekte mit einbeziehen kann;

2° eine theoretische schriftliche Prüfung, bewertet auf einer Skala von 100 Punkten, die offene Fragen umfasst, anhand deren die erforderlichen Mindestkenntnisse der Kandidaten in den folgenden Fachbereichen beurteilt werden können:

a) Verfassungsrecht (Bewertungsskala: 10 Punkte);

b) Verwaltungsrecht (Bewertungsskala: 10 Punkte);

c) Zivilrecht (Bewertungsskala: 5 Punkte);

d) Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (Bewertungsskala: 10 Punkte);

e) Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren (Bewertungsskala: 10 Punkte);

f) Lokales Steuerwesen (Bewertungsskala: 10 Punkte);

g) Gemeindebuchführung und Gemeindefinanzen (Bewertungsskala: 15 Punkte);

h) Buchführung der ÖSHZ (Bewertungsskala: 15 Punkte);

i) Öffentliches Vergaberecht (Bewertungsskala: 15 Punkte);

3° eine mündliche Prüfung, bewertet auf einer Skala von 50 Punkten, mit deren Hilfe der Kandidat insbesondere im Hinblick auf seine strategische Vision des Amtes eines Regionaleinnehmers und die Beherrschung der erforderlichen Kompetenzen zur Ausübung dieses Amtes im Bereich der Verwaltung der menschlichen Ressourcen, des Managements und der Organisation der internen Kontrolle bewertet werden kann.

§ 2. Bestanden ist die Prüfung, wenn die Summe der Punkte, die der Kandidat für die drei Teilprüfungen erzielt hat, mindestens 120 Punkte beträgt und wenn er mindestens 50% bei jeder der Teilprüfungen und in jedem der Fachbereiche erhalten hat.

§ 3. Der tatsächliche Inhalt der in § 1 aufgeführten Teilprüfungen wird vom Prüfungsausschuss bestimmt und vom Kollegium der wallonischen Gouverneure genehmigt.

Art. 12 - Nach Abschluss der in Artikel 11 erwähnten Teilprüfungen werden die Kandidaten, die die Prüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, vom Kollegium der wallonischen Gouverneure in eine Rangliste eingestuft und in der Reihenfolge dieser Rangliste eingestellt.

Diese Kandidaten bilden die Anwerbungsreserve mit Kandidaten für das Amt eines Regionaleinnehmers.

Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer werden in der Anwerbungsreserve nach der bei den drei Teilprüfungen kumulierten Punktzahl eingestuft. Bei gleicher Punktzahl wird der erfolgreiche Prüfungsteilnehmer, der bei der theoretischen schriftlichen Prüfung nach Artikel 11 § 1 Ziffer 2 am besten abgeschnitten hat, Erster.

Die Einstufung oder Nichteinstufung wird begründet und den Kandidaten notifiziert.

Jeder Kandidat kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Notifizierung beim Vorsitzenden des Kollegiums der wallonischen Gouverneure seine Bemerkungen vorbringen oder eine Beschwerde einreichen. Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet über die Beschwerde innerhalb von einem Monat nach deren Eingang, nachdem der Beschwerdeführer angehört wurde, falls er diesen Wunsch geäußert hat. Der Beschwerdeführer kann eine Person seiner Wahl hinzuziehen, um ihm beizustehen.

Der mit Gründen versehene Beschluss des Kollegiums der wallonischen Gouverneure über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird dem Kandidaten notifiziert, der seine Bemerkungen vorgebracht oder eine Beschwerde eingereicht hat.

Art. 13 - Die Anwerbungsreserve gilt für drei Jahre ab dem Datum des Protokolls, in dem die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer bestimmt werden. Diese Frist darf auf Beschluss des Kollegiums der wallonischen Gouverneure ein einziges Mal um weitere zwei Jahre verlängert werden.

Wird eine neue Anwerbungsreserve gebildet, obwohl eine frühere Reserve noch nicht ausgelaufen ist, so haben die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer aus der früheren Reserve vor denjenigen aus der späteren Reserve Vorrang.

KAPITEL IV — Probezeit

Art. 14 - § 1. Die Probezeit hat eine Dauer von zwölf Monaten.

Sie darf unter den in Artikel 19 vorgesehenen Bedingungen auf begründeten Beschluss des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars um einen Zeitraum von maximal sechs Monaten verlängert werden.

§ 2. Für die Berechnung der Dauer der Probezeit werden alle Zeiträume berücksichtigt, in denen sich der Regionaleinnehmer auf Probe im aktiven Dienst befindet.

Dennoch setzen die Zeiträume, in denen der Regionaleinnehmer auf Probe für mindestens vierzig Tage in Urlaub ist, die Dauer der Probezeit aus, mit Ausnahme des Jahresurlaubs, des umstandsbedingten Urlaubs und des Urlaubs wegen höherer Gewalt.

Art. 15 - § 1. Der Gouverneur ernennt als Regionaleinnehmer auf Probe den nach Artikel 6 Absatz 2 Ziffer 2 bestimmten erfolgreichen Prüfungsteilnehmer.

§ 2. Vorbehaltlich des Absatzes 2 ist die Ernennung als Personalmitglied auf Probe sofort wirksam.

Sie wird jedoch wirksam:

1° nach Ablauf jeglicher Nichtverfügbarkeitsperiode des Personalmitglieds auf Probe, sofern diese sich aus der Erfüllung von gesetzlichen Verpflichtungen ergibt;

2° nach Ablauf eines Zeitraums von höchstens drei Monaten, der von einem erfolgreichen Prüfungsteilnehmer beantragt worden ist, um eine hauptberufliche Tätigkeit als Selbständiger zu beenden;

3° nach Ablauf jeglicher Nichtverfügbarkeitsperiode des Personalmitglieds auf Probe, soweit diese auf höhere Gewalt zurückzuführen ist und sechs Monate nicht überschreitet.

§ 3. Sofern davon nicht abgewichen wird, gelten die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses für den Regionaleinnehmer auf Probe.

Art. 16 - § 1. Während der Dauer der Probezeit wird der Regionaleinnehmer auf Probe in allen praktischen Aspekten seines Amtes von einem betreuenden Beamten begleitet.

§ 2. Der Gouverneur bestellt für die Funktion eines betreuenden Beamten nach § 1 den Bezirkskommissar seiner eigenen Provinz.

Art. 17 - § 1. Die Kriterien für die Bewertung des Regionaleinnehmers auf Probe werden diesem am Anfang der Probezeit notifiziert. Bei diesen Kriterien handelt es sich um Kriterien zur Beurteilung der Leistungen und um Kriterien zur Beurteilung der Fähigkeiten.

Die Kriterien zur Beurteilung der Leistungen sind folgende:

1° Qualität der Arbeit: Qualität und Stand der Vollendung der Arbeit ohne Berücksichtigung der quantitativen Leistungsfähigkeit, Maß an Sorgfalt, Korrektheit und Präzision;

2° Menge Arbeit: Menge der Arbeit, die in einem bestimmten Zeitraum verrichtet wird, ohne Berücksichtigung der Arbeitsqualität, Fähigkeit des Bewerteten, alle Aufgaben im Zusammenhang mit seiner Funktion zu erfüllen;

3° Vielseitigkeit: Fähigkeit, andere Arbeiten zu verrichten und andere Posten zu bekleiden als jene, die dem Personalmitglied auf Probe zugeteilt werden;

4° Verfügbarkeit: Reaktion des Betroffenen auf die Beanspruchungen, die sich aus besonderen Umständen oder einer Änderung im Arbeitsumfeld ergeben;

5° Kreativität bzw. Unternehmungsgeist: Fähigkeit des Personalmitglieds auf Probe, neue Ideen zu entwickeln und voranzutreiben, sowie Fähigkeit, auf unvorhergesehene Ereignisse zu reagieren;

6° Teamgeist und Umgänglichkeit: Fähigkeit des Personalmitglieds auf Probe, in einer Gruppe zu arbeiten, um ein gemeinsames Ziel zu erreichen und an der Erhaltung eines angenehmen Arbeitsklimas mitzuwirken;

7° Sinn für Solidarität: Fähigkeit, seinen Kollegen zu helfen.

Die Kriterien zur Beurteilung der Fähigkeiten sind folgende:

1° Berufliche Eingliederung: Kenntnis der Umgebung, der Einrichtungen und Verwaltungen der Region und der lokalen Behörden, Kenntnis der Ziele des Dienstes;

2° Erlernen des Berufs: Beherrschung der Buchführungsvorschriften und -techniken, Kenntnis der Zusammenhänge, Kontakte;

3° Eignung für die Funktion: ein Verhalten und relationale Fähigkeiten aufweisen, die zur Ausübung der Funktion geeignet sind;

4° Fähigkeit, sich weiter zu entwickeln.

§ 2. Das Personalmitglied auf Probe hat die Probezeit erfolgreich absolviert, wenn die Mehrheit der Bewertungskriterien positiv ausfallen.

Art. 18 - § 1. Nach Ablauf der Probezeit nimmt der betreuende Beamte die Bewertung des Regionaleinnehmers auf Probe vor und erstellt einen begründeten Bericht über die Probezeit, in dem er zu der Schlussfolgerung gelangt, dass der betreffende Direktor geeignet ist, das Amt auszuüben oder nicht.

Die lokale Verwaltung, für die der Regionaleinnehmer auf Probe die Einnahmen und Ausgaben abgewickelt oder die Buchhaltung geführt hat, wird an der Erstellung des Berichts beteiligt und kann eine Stellungnahme abgeben, es sei denn, sie lehnt diese Möglichkeit ab.

§ 2. Der betreuende Beamte fügt seinem Bericht eine günstige oder ungünstige Stellungnahme über die endgültige Ernennung bei.

§ 3. Der Probezeitbericht sowie seine Anhänge werden dem Gouverneur spätestens innerhalb von einem Monat nach dem Ende der Probezeit übermittelt.

Art. 19 - § 1. Im Falle einer ungünstigen Stellungnahme des betreuenden Beamten wird der Regionaleinnehmer vom Gouverneur innerhalb von einem Monat nach der Übermittlung des Berichts zur Anhörung seiner Erklärungen vorgeladen.

Dem Regionaleinnehmer auf Probe kann bei dieser Anhörung die Person seiner Wahl beistehen.

§ 2. Ist der Gouverneur angesichts der während der Probezeit erbrachten Leistungen, des Berichts und der Stellungnahme des betreuenden Beamten sowie der vom Regionaleinnehmer auf Probe abgegebenen Erklärungen der Meinung, dass der Regionaleinnehmer auf Probe nicht in ausreichendem Maße über die erforderlichen Fähigkeiten und Eigenschaften zur Ausübung des Amtes eines Regionaleinnehmers verfügt, so notifiziert er unverzüglich dem Regionaleinnehmer auf Probe einen begründeten Vorschlag zur Verlängerung der Probezeit um weitere sechs Monate oder einen Entlassungsvorschlag.

Die Probezeit darf in Anwendung von Absatz 1 nur ein einziges Mal verlängert werden.

Die Notifizierung des in Absatz 1 genannten Vorschlags erfolgt per Einschreiben und enthält einen Hinweis auf das Bestehen und die Formen der Berufung.

§ 3. Der Regionaleinnehmer kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Notifizierung des in § 2 erwähnten Vorschlags bei dem Kollegium der wallonischen Gouverneure Beschwerde einreichen. Ist dies nicht der Fall, so erlässt der Gouverneur den Beschluss.

Der Regionaleinnehmer notifiziert seine Beschwerde per Einschreiben an den Gouverneur.

Der Gouverneur leitet die Beschwerde, den Beschlussvorschlag und sämtliche relevante Unterlagen innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Beschwerde an das Kollegium der wallonischen Gouverneure weiter.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet über die Beschwerde. Nach Anhörung des Regionaleinnehmers sowie seines eventuellen Beistands gibt das Kollegium unter Beachtung der in den Artikeln 175 bis 176 vorgesehenen Modalitäten eine Stellungnahme über den Vorschlag des Gouverneurs ab.

§ 4. Nachdem der Gouverneur die Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure zur Kenntnis genommen hat, erlässt er einen endgültigen Beschluss zur Ernennung, zur Entlassung des Regionaleinnehmers auf Probe oder zur Verlängerung der Probezeit, falls diese möglich ist. Gegebenenfalls gibt er die Gründe für seine Abweichung von der Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure an.

Der Gouverneur notifiziert dem Regionaleinnehmer seinen Beschluss per Einschreiben innerhalb von einem Monat nach der Verabschiedung der Stellungnahme.

§ 5. Der Entlassung geht eine dreimonatige Kündigungsfrist voraus, die ab dem ersten Tag des Monats nach der Notifizierung des Entlassungsbeschlusses des Gouverneurs an den Regionaleinnehmer auf Probe läuft.

Art. 20 - § 1. Während der Probezeit kann der Gouverneur den Regionaleinnehmer aus schwerwiegenden Gründen ohne Kündigungsfrist und Entschädigung entlassen.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem sich der Gouverneur eine hinreichende Information über den Sachverhalt verschaffen hat, wird der Regionaleinnehmer auf Probe zur Anhörung vorgeladen.

Vom Zeitpunkt der Vorladung an darf er die Akte einsehen und ihm kann die Person seiner Wahl Beistand leisten.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Anhörung notifiziert der Gouverneur dem Regionaleinnehmer auf Probe einen Vorschlag zur Entlassung aus schwerwiegenden Gründen. Ist dies nicht der Fall, so wird davon ausgegangen, dass der Gouverneur für den in Erwägung gezogenen Sachverhalt auf eine Entlassung aus schwerwiegenden Gründen verzichtet hat.

Die Notifizierung des in Absatz 1 genannten Vorschlags erfolgt per Einschreiben und enthält einen Hinweis auf das Bestehen und die Formen der Berufung.

§ 3. Der Regionaleinnehmer auf Probe kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Notifizierung des in § 2 genannten Vorschlags bei dem Kollegium der wallonischen Gouverneure Beschwerde einreichen. Ist dies nicht der Fall, so erlässt der Gouverneur den Beschluss.

Der Regionaleinnehmer auf Probe notifiziert seine Beschwerde per Einschreiben an den Gouverneur.

Der Gouverneur leitet die Beschwerde, den Beschlussvorschlag und sämtliche relevante Unterlagen innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Beschwerde an das Kollegium der wallonischen Gouverneure weiter.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet über die Beschwerde. Nach Anhörung des Regionaleinnehmers auf Probe sowie seines eventuellen Beistands gibt das Kollegium unter Beachtung der in den Artikeln 175 bis 176 vorgesehenen Modalitäten eine Stellungnahme über den Vorschlag des Gouverneurs ab.

§ 4. Nachdem der Gouverneur die Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure zur Kenntnis genommen hat, kann er einen endgültigen Entlassungsbeschluss erlassen. Gegebenenfalls gibt er die Gründe für seine Abweichung von der Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure an.

Der Gouverneur notifiziert dem Regionaleinnehmer auf Probe seinen Beschluss per Einschreiben innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Verabschiedung der Stellungnahme.

§ 5. Der Gouverneur kann beschließen, während der Dauer des in den §§ 2 bis 4 erwähnten Verfahrens den Regionaleinnehmer auf Probe seines Amtes einstweilig zu entheben.

Art. 21 - Im Laufe der Probezeit kann der Regionaleinnehmer auf Probe seinen Dienst freiwillig beenden, wobei eine einmonatige Kündigungsfrist zu beachten ist, die ab dem ersten Tag des Monats nach demjenigen läuft, in dem die Entscheidung dem Gouverneur per Einschreiben notifiziert wird. Die Kündigungsfrist kann im Einvernehmen verringert werden.

KAPITEL V — Endgültige Ernennung und Eidesleistung

Art. 22 - § 1. Der Gouverneur nimmt die endgültige Ernennung des Regionaleinnehmers vor, nachdem er die in Artikel 8 aufgeführten Bedingungen geprüft hat.

§ 2. Die Ernennung wird am Tag der Zulassung zur Probezeit wirksam.

Art. 23 - Die Eigenschaft als Regionaleinnehmer wird durch den Eid besiegelt, der nach dem Wortlaut des Artikels 2 des Dekrets vom 20. Juli 1831 über den Eid bei der Einsetzung der repräsentativen konstitutionellen Monarchie vor dem zuständigen Gouverneur geleistet wird.

KAPITEL VI — Aufträge

Abschnitt 1 — Dienstort und Kontrolle der Leistungen

Art. 24 - Der Gouverneur übt die hierarchische Dienstaufsicht über den Regionaleinnehmer aus. Der Gouverneur kann einen Teil seiner Befugnisse dem Bezirkskommissar übertragen.

Art. 25 - Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar bestimmt die lokalen Verwaltungen, für die der Regionaleinnehmer die Einnahmen und Ausgaben abwickelt und die Buchhaltung führt.

Der Dienst des Regionaleinnehmers ist so gestaltet, dass dieser während der normalen Dienstzeit mindestens ein Mal in der Woche in jeder der lokalen Verwaltung, für die er tätig ist, tatsächlich anwesend sein kann.

Abschnitt 2 — Auftrag, an die Stelle eines Finanzdirektors zu treten

Art. 26 - § 1. Eine lokale Verwaltung kann in den in Artikel L1124-21 § 3 des Kodex genannten Fällen die Dienste eines Regionaleinnehmers zeitweilig in Anspruch nehmen.

§ 2. Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Antrag bestellt der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar unter den im Dienst befindlichen Regionaleinnehmern einen oder mehrere Regionaleinnehmer zur zeitweiligen Wahrnehmung der Aufgaben eines Finanzdirektors, soweit die Arbeitsbelastung der Regionaleinnehmer der Provinz dies ermöglicht.

Der oder die für die Stellvertretung in Frage kommende(n) Regionaleinnehmer werden auf freiwilliger Basis bestellt.

Falls nicht alle Aufgaben des abwesenden bzw. zurücktretenden Finanzdirektors den im Dienst befindlichen Regionaleinnehmern übertragen werden können, darf der Gouverneur bei den Gouverneuren der anderen Provinzen den Antrag stellen, einen oder mehrere in ihrer jeweiligen Provinz im Dienst befindlichen Regionaleinnehmer zu bestellen, um die Stellvertretung wahrzunehmen. Der Antrag wird auf die Tagesordnung einer Sitzung des Kollegiums der wallonischen Gouverneure gesetzt.

Wenn es innerhalb von dreißig Tagen nach dem Antrag dem Gouverneur nicht gelungen ist, einen oder mehrere Regionaleinnehmer zur Wahrnehmung der Stellvertretung zu bestellen, setzt er die betroffene lokale Verwaltung per Einschreiben unverzüglich davon in Kenntnis.

§ 3. Zum Zeitpunkt der Einsetzung des oder der zur Stellvertretung bestellten Regionaleinnehmer(s) sowie zum Zeitpunkt seiner/ihrer Amtsbeendigung werden für die betroffene lokale Verwaltung unter der Aufsicht des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars der Provinz, in der sich die betroffene lokale Verwaltung befindet, die Endabrechnung der Geschäftsführung erstellt und der Kassenbestand und die Buchführungsunterlagen übergeben.

Die Endabrechnung der Geschäftsführung wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Einführung der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung in Ausführung von Artikel L1315-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung erstellt.

Vorbehaltlich des Absatzes 1 bekommt der Regionaleinnehmer, der die Stellvertretung bei einer lokalen Verwaltung in einer anderen Provinz wahrnehmen soll, nach dessen Anhörung diesen Auftrag vom Gouverneur, der ihn ernannt hat, oder vom beauftragten Bezirkskommissar zugewiesen, wobei er weiterhin der Dienstaufsicht Letzterer untersteht.

Abschnitt 3 — Auftrag, bei Abwesenheit eines Regionaleinnehmers an seine Stelle zu treten

Art. 27 - § 1. Der Regionaleinnehmer, der in Anwendung von Artikel L1124-24 des Kodex mit der Stellvertretung eines abwesenden Regionaleinnehmers beauftragt ist, wird unter den im Dienst befindlichen Regionaleinnehmern bestellt, soweit die Arbeitsbelastung der Regionaleinnehmer der Provinz dies ermöglicht.

Falls nicht alle Aufgaben des abwesenden Regionaleinnehmers den im Dienst befindlichen Regionaleinnehmern übertragen werden können, darf der Gouverneur bei den Gouverneuren der anderen Provinzen den Antrag stellen, einen oder mehrere in ihrer jeweiligen Provinz im Dienst befindlichen Regionaleinnehmer zu bestellen, um die Stellvertretung wahrzunehmen. Der Antrag wird auf die Tagesordnung einer Sitzung des Kollegiums der wallonischen Gouverneure gesetzt.

Vorbehaltlich des Artikels L1124-24 Absatz 2 des Kodex bekommt der Regionaleinnehmer, der die Stellvertretung bei einer lokalen Verwaltung in einer anderen Provinz wahrnehmen soll, nach dessen Anhörung diesen Auftrag vom Gouverneur, der ihn ernannt hat, oder vom beauftragten Bezirkskommissar zugewiesen, wobei er weiterhin der Dienstaufsicht Letzterer untersteht.

Die Endabrechnung der Geschäftsführung wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Einführung der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung in Ausführung von Artikel L1315-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung erstellt.

§ 2. Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar bestellt den bzw. die stellvertretenden Regionaleinnehmer auf freiwilliger Basis.

Wenn sich kein Regionaleinnehmer freiwillig gemeldet hat, kann der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar einen bzw. mehrere Regionaleinnehmer unter Berücksichtigung ihrer Kompetenzen, ihrer Erfahrung und des Orts, in dem sie ihr Amt ausüben, von Amts wegen bestellen. Er darf jedoch keinen Regionaleinnehmer von Amts wegen bestellen, dessen Wohnsitz sich in einer Entfernung von mehr als fünfundsiebzig Kilometern von dem Ort befindet, wo für die Stellvertretung gesorgt werden muss.

Abschnitt 4 — Unterstützungsauftrag

Art. 28 - § 1. Das Kollegium der wallonischen Gouverneure kann vorbehaltlich der vorherigen Zustimmung des Ministers einen oder mehrere endgültig ernannten Regionaleinnehmer von der Wahrnehmung der Aufgaben eines Finanzdirektors bei einer lokalen Verwaltung teilweise befreien, um sie mit Unterstützungsaufträgen zu betrauen, wie z.B.:

1° Ausbildungsprogramme, die die Qualität der von den Regionaleinnehmern erbrachten Leistungen verbessern können, entwerfen, umsetzen und koordinieren;

2° die Kassenbestände eines oder mehrerer Regionaleinnehmer überprüfen und für jeden von ihnen einen vorbereitenden Bericht erstellen, den er dem Gouverneur übermittelt, bevor dieser die vierteljährliche Überprüfung der Kassenbestände der Regionaleinnehmer unternimmt;

3° Recherchen durchführen und Zusammenfassungen erstellen über Fragen rechtlicher, wirtschaftlicher, sozialer, politischer und sonstiger Art, mit denen die Regionaleinnehmer konfrontiert sind oder sein können;

4° auf spezifische Fragen antworten, die ihm von einem Regionaleinnehmer über ein Problem unterbreitet werden, das bei der Verwaltung der Einnahmen und Ausgaben, für die er zuständig ist, auftaucht;

5° den Regionaleinnehmern die für ihre Berufspraxis relevante Dokumentation zur Verfügung stellen;

6° sich über die rechtlichen, wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und technologischen Entwicklungen informieren, die die von den Regionaleinnehmern erbrachten Leistungen beeinflussen oder verbessern können;

7° die Implementierung neuer technologischer Hilfsmittel und ihre Aktualisierung durchführen und koordinieren;

8° als Begleiter eines oder mehrerer Regionaleinnehmer auf Probe fungieren;

9° den Auftrag einer vorübergehenden Stellvertretung ausführen.

Der Regionaleinnehmer nach Absatz 1 wird als Relais-Regionaleinnehmer bezeichnet.

§ 2. Das Kollegium der wallonischen Gouverneure bestimmt die Anzahl Punkte, die für die Ausführung von Unterstützungsaufträgen, die von ihm aufgelistet werden, zu vergeben sind.

Für die Aufträge, die nicht in der Liste aufgenommen sind, fordert das Kollegium die Gouverneure auf, die Liste analog anzuwenden, oder legt Kriterien fest, anhand deren die Gouverneure die Anzahl Punkte für die Unterstützungsaufträge ermitteln können, die der Regionaleinnehmer auszuführen hat.

Die Anzahl Punkte spiegelt das Arbeitsvolumen wider, das erforderlich ist, um jeden Unterstützungsauftrag während eines Kalenderjahres auszuführen. Die Anzahl Punkte muss der Arbeitslast entsprechen, die die Abwicklung der Einnahmen und Ausgaben einer Gemeinde mit der gleichen Einwohnerzahl wie die vorgenannte Anzahl Punkte voraussetzt.

KAPITEL VII — Bewertung und Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit

Art. 29 - § 1. Ziel der Bewertung des Regionaleinnehmers ist es, seinen Beitrag zum reibungslosen Funktionieren des regionalen Einnahmewesens und die Qualität der von ihm für die regionale Einnahmenverwaltung oder die lokalen Verwaltungen erbrachten Leistungen zu beurteilen.

§ 2. Bei der Bewertung des Regionaleinnehmers werden folgende Elemente berücksichtigt:

1° alle Elemente im Zusammenhang mit seiner Art, den Dienst zu verrichten: seine Beziehungen zu den anderen Personalmitgliedern der regionalen Einnahmenverwaltung, seine Beziehungen zu den Vertretern und Bediensteten der lokalen Verwaltungen, deren Einnahmen und Ausgaben er abwickelt und deren Buchhaltung er führt, den anderen Dienststellen und den Benutzern, seine Organisation, seine Methoden und seine Bemühungen, sich zu bilden, die Qualität und Menge der Arbeit;

2° Mitwirkung des Regionaleinnehmers an der Erreichung der vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar festgelegten Qualitätsziele für zugunsten der lokalen Verwaltungen erbrachte Dienstleistungen;

3° Erreichung der vorab vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar festgelegten persönlichen Ziele.

§ 3. Die in § 2 erwähnten Ziele werden auf spezifische und messbare Art während eines Planungsgesprächs festgesetzt, sind ergebnisbezogen und in eine zeitliche Planung eingebunden.

Art. 30 - Die Methodologie der Bewertung wird vom Kollegium der wallonischen Gouverneure verabschiedet.

Art. 31 - § 1. Die Personalakte des Regionaleinnehmers enthält jede beweiskräftige Angabe und ein persönliches Merkblatt, auf dem die positiven oder negativen Tatsachen oder Umstände, die als Beurteilungselement dienen können, festgehalten werden. Diese Tatsachen oder Feststellungen dürfen nur die Ausübung des Amtes betreffen und werden vom Regionaleinnehmer mit einem Sichtvermerk versehen, wobei dieser eventuell seine Bemerkungen einträgt.

Jegliche Tatsache oder Feststellung, von der der Regionaleinnehmer meint, dass sie als Beurteilungselement dienen kann, wird auf seine Bitte vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar auf seinem persönlichen Merkblatt verzeichnet, wobei dieser seine etwaigen Bemerkungen einträgt.

§ 2. Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar fordert jede lokale Verwaltung auf, bei der der Regionaleinnehmer einen Posten zugewiesen bekommt, eine Stellungnahme über die Leistungen, die Kompetenzen, das Verhalten des Betroffenen und jede andere Tatsache, die seine Bewertung beeinflussen kann, abzugeben.

Die Stellungnahme muss spätestens fünfzehn Tage vor dem in Artikel 32 genannten Gespräch vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar empfangen und in die Personalakte des Regionaleinnehmers aufgenommen werden. Ist dies nicht der Fall, so wird davon ausgegangen, dass die betroffene lokale Verwaltung sich der Möglichkeit begeben hat, eine Stellungnahme abzugeben.

Art. 32 - § 1. Die Bewertung wird nach einem Gespräch alle zwei Jahre zwischen dem 15. September und dem 15. Dezember und zwei Jahre nach dem in Artikel 29 § 3 erwähnten Planungsgespräch vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar vergeben.

§ 2. Dem Regionaleinnehmer wird eine Bewertung mit dem Vermerk "ausgezeichnet", "positiv", "vorbehaltlich" oder "negativ" vergeben.

§ 3. Die endgültige Ernennung setzt eine erste günstige Bewertung des Regionaleinnehmers voraus.

§ 4. Der Regionaleinnehmer, der aus irgendeinem Grund abwesend ist oder sein Amt nicht ausübt, behält seine letztere Bewertung, bis er sein Amt wieder aufnimmt.

Wenn es durch die Dauer der Abwesenheit gerechtfertigt ist, findet ein Planungsgespräch sofort bei der Wiederaufnahme seines Dienstes statt.

Ein Jahr nach der Wiederaufnahme seines Dienstes kann er eine Überprüfung seiner Bewertung beantragen.

Art. 33 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Bewertungsgespräch notifiziert der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar den Bewertungsvorschlag.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Notifizierung unterschreibt der Regionaleinnehmer diesen Vorschlag und schickt ihn zusammen mit seinen etwaigen Bemerkungen zurück. Ist dies nicht der Fall, so wird davon ausgegangen, dass er die Bewertung annimmt, die dann endgültig wird.

Art. 34 - Die vom Regionaleinnehmer formulierten Bemerkungen werden vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar untersucht.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Bemerkungen notifiziert der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar dem Regionaleinnehmer seinen Beschluss.

In der Notifizierung der Bewertung werden das Bestehen und die Form der Berufung angegeben.

Art. 35 - Der Regionaleinnehmer, der Gegenstand einer vorbehaltlichen oder negativen Bewertung gewesen ist, kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach Notifizierung der Bewertung eine Beschwerde einreichen.

Der Regionaleinnehmer notifiziert seine Beschwerde per Einschreibesendung an den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar.

Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar leitet die Beschwerde, die Bewertung und sämtliche relevante Unterlagen innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Beschwerde an das Kollegium der wallonischen Gouverneure weiter.

Nach Anhörung des Regionaleinnehmers sowie seines eventuellen Beistands befindet das Kollegium der wallonischen Gouverneure über die Beschwerde unter Beachtung der in den Artikeln 175 bis 176 vorgesehenen Modalitäten.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure gibt eine günstige Stellungnahme ab oder fasst einen Nichtigkeitsbeschluss.

Die günstige Stellungnahme wird dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar zur Beschlussfassung übermittelt.

Der mit Gründen versehene Beschluss zur Nichtigkeitserklärung von Rechts wegen der vergebenen Bewertung wird dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar zugeleitet, damit nach Ablauf eines Zeitraums von vier Monaten ab seinem Eingang eine neue Bewertung vorgenommen wird.

Bei der zweiten Bewertung kann der Regionaleinnehmer eine Person seiner Wahl hinzuziehen, um ihm beizustehen.

Gegen diese zweite Bewertung kann keine Beschwerde beim Kollegium der wallonischen Gouverneure eingereicht werden.

Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar notifiziert dem Regionaleinnehmer die vergebene Bewertung.

Art. 36 - Wenn die vergebene Bewertung negativ oder eingeschränkt negativ ist, findet eine Zwischenbewertung sechs Monate nach deren Vergabe statt.

Art. 37 - § 1. Nach zwei aufeinanderfolgenden, endgültig vergebenen negativen Bewertungen kann der Gouverneur per Einschreibesendung dem Regionaleinnehmer einen Entlassungsvorschlag wegen Berufsuntauglichkeit notifizieren.

In der Notifizierung des Vorschlags werden das Bestehen und die Form der Berufung angegeben.

§ 2. Der Regionaleinnehmer kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Notifizierung des in § 1 erwähnten Vorschlags eine Beschwerde einreichen. Ist dies nicht der Fall, so erlässt der Gouverneur den Beschluss.

Der Regionaleinnehmer notifiziert seine Beschwerde dem Gouverneur.

Der Gouverneur leitet die Beschwerde, den Beschlussvorschlag und sämtliche relevante Unterlagen innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Beschwerde an das Kollegium der wallonischen Gouverneure weiter.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet über die Beschwerde. Nach Anhörung des Regionaleinnehmers sowie seines eventuellen Beistands gibt das Kollegium unter Beachtung der in den Artikeln 175 bis 176 vorgesehenen Modalitäten eine Stellungnahme über den Entlassungsvorschlag wegen Berufsuntauglichkeit ab.

§ 3. Nachdem der Gouverneur die Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure zur Kenntnis genommen hat, kann er die Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit beschließen. Gegebenenfalls gibt er die Gründe für seine Abweichung von der Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure an.

Der Gouverneur notifiziert die Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit per Einschreibesendung innerhalb von einem Monat nach der Verabschiedung der Stellungnahme. Ist dies nicht der Fall, so wird davon ausgegangen, dass er auf die Entlassung verzichtet hat.

§ 4. Außer im Falle eines schwerwiegenden Fehlers wird dem wegen Berufsuntauglichkeit entlassenen Regionaleinnehmer eine Abgangsentschädigung gewährt. Diese Entschädigung entspricht:

- 1° dem letzten jährlichen Dienstgehalt, wenn er mindestens zwanzig Dienstjahre als Regionaleinnehmer aufweist;
- 2° den Zweidritteln des letzten jährlichen Dienstgehalts, wenn er mindestens zehn Dienstjahre und weniger als zwanzig Dienstjahre als Regionaleinnehmer aufweist;
- 3° der Hälfte des letzten jährlichen Dienstgehalts, wenn er weniger als zehn Dienstjahre als Regionaleinnehmer aufweist.

KAPITEL VIII — *Amtssitz*

Art. 38 - § 1. Der Gouverneur legt unter Einhaltung von § 2 den Sitz des Amtes eines Regionaleinnehmers fest.

§ 2. Der Amtssitz des Regionaleinnehmers liegt an dem Ort, wo seine Dienststelle gelegen ist.

Wenn er seine beruflichen Aktivitäten gewohnheitsmäßig an mehreren Orten ausübt, dann liegt der Amtssitz an dem Ort, wo sich die Büroräume der lokalen Verwaltung befinden, für die er den größten Teil seiner Leistungen erbringt.

Kann die lokale Verwaltung, für die er den größten Teil seiner Leistungen erbringt, nicht bestimmt werden, so liegt der Amtssitz am Ort, wo sich die Büroräume der lokalen Verwaltung mit der größten Einwohnerzahl befinden.

KAPITEL IX — *Ausbildung*

Art. 39 - § 1. Der Regionaleinnehmer kann an Ausbildungen teilnehmen, die für die Ausübung seines Amtes von Interesse sind.

Bei dem in Artikel 29 § 3 erwähnten Planungsgespräch einigen sich der Regionaleinnehmer und der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar auf einen Ausbildungsplan, der im Laufe des Bewertungszyklus vom Regionaleinnehmer umgesetzt wird.

Der Ausbildungsplan enthält eine Liste mit Ausbildungen, die zu absolvieren der Regionaleinnehmer sich verpflichtet, und eine Liste mit Kompetenzen, die über Ausbildungen zu erwerben oder zu verbessern er sich verpflichtet. Dieser Plan kann die Anzahl und die Gesamtdauer der Ausbildungen, die der Regionaleinnehmer absolvieren kann, beschränken.

Der Ausbildungsplan entspricht den vom Kollegium der wallonischen Gouverneure erstellten Richtlinien, insbesondere was die für die Ausbildung zu absolvierende Mindest- und Höchststundenzahl betrifft.

§ 2. Der Regionaleinnehmer kann an jeder vom Kollegium der wallonischen Gouverneure zugelassenen Ausbildung teilnehmen, die die in seinem Ausbildungsplan festgelegten Ziele, Bedingungen und Beschränkungen einhält.

Der Regionaleinnehmer kann an jeder vom Kollegium der wallonischen Gouverneure nicht zugelassenen Ausbildung teilnehmen, sofern der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar feststellt, dass sie mit den im Ausbildungsplan festgelegten Zielen, Bedingungen und Beschränkungen vereinbar ist.

§ 3. Außer den im Ausbildungsplan festgelegten Zielen, Bedingungen und Beschränkungen kann der Regionaleinnehmer mit der Zustimmung des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars an Ausbildungen teilnehmen, die für die Ausübung seines Amtes von Interesse sind.

§ 4. Die Teilnahme an einer Ausbildung kann immer dann vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar verweigert werden, wenn die Abwesenheit des Regionaleinnehmers mit dem Interesse des Dienstes unvereinbar ist.

Art. 40 - Der Regionaleinnehmer, der eine in Artikel 39 § 2 erwähnte Ausbildung absolviert, erhält eine Dienstbefreiung oder einen Ausbildungsurlaub. Die Dienstbefreiung oder der Urlaub wird einem Zeitraum aktiven Dienstes mit Aufrechterhaltung der gesamten Rechte des Regionaleinnehmers gleichgestellt.

Art. 41 - § 1. Der Regionaleinnehmer kann einen Ausbildungsurlaub erhalten, um die in Artikel 39 § 3 erwähnten Ausbildungen zu absolvieren. Dieser Urlaub wird einem Zeitraum aktiven Dienstes gleichgestellt.

Der Urlaub wird vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar gewährt, wobei darauf geachtet wird, dass dieser Urlaub ausgewogen über die vom Regionaleinnehmer bei den verschiedenen Verwaltungen, die seine Dienste in Anspruch nehmen, geleisteten Perioden verteilt wird.

Der Urlaub darf nicht mehr als ein Mal für die gleiche Ausbildung gewährt werden.

§ 2. Die Dauer des Urlaubs entspricht der Anzahl Ausbildungsstunden nach Abzug der Stunden, von denen der Regionaleinnehmer befreit ist.

Für eine Ausbildung, bei der keine regelmäßige Anwesenheit erforderlich ist, entspricht die Anzahl Ausbildungsstunden der Anzahl Stunden oder Lektionen im Lehrplan.

§ 3. Der Urlaub für eine während des Schuljahres organisierte Ausbildung wird zwischen dem Beginn des Schuljahres und dem Ende der ersten oder eventuell der zweiten Prüfungsperiode genommen.

Der Urlaub für eine Ausbildung, die nicht während eines Schuljahres organisiert wird, wird zwischen dem Beginn und dem Ende der Ausbildung genommen.

Der Urlaub für eine Ausbildung, bei der keine regelmäßige Anwesenheit erforderlich ist, wird zwischen dem Beginn und dem Ende der auferlegten Arbeiten genommen. Wenn diese Ausbildung von der Beteiligung an einer Prüfung gefolgt wird, wird die Periode bis zum Ende der ersten oder eventuell der zweiten Prüfungsperiode verlängert.

§ 4. Unter Berücksichtigung der dienstlichen Erfordernisse und der Anzahl Stunden oder Lektionen der Ausbildung kann eine geplante Verteilung der Urlaubszeit vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar auferlegt werden.

Die Verteilung kann nicht das Recht des Regionaleinnehmers, seinen gesamten Urlaub zu verwenden, oder sein Recht, ihn zu verwenden, um sich zur Ausbildung zu begeben, ihr beizuwohnen, nach der Ausbildung an seinen Arbeitsplatz zurückzukehren und an den Prüfungen teilzunehmen, beeinträchtigen.

Art. 42 - § 1. Spätestens am Tag vor dem Beginn jeglicher Ausbildung, ob im Ausbildungsplan vorgesehen oder nicht, übergibt der Regionaleinnehmer dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar eine Einschreibungsbescheinigung.

Innerhalb von einem Monat nach dem Ende der Ausbildung übergibt der Regionaleinnehmer dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar eine Regelmäßigkeitsbescheinigung, durch die bestätigt wird, dass er die Gesamtheit der Ausbildung absolviert hat. Falls er nicht die Gesamtheit der Ausbildung absolvieren konnte, gibt der Regionaleinnehmer die Gründe dafür an.

§ 2. Der Regionaleinnehmer notifiziert dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar seine Entscheidung, die Ausbildung abzubrechen.

Art. 43 - Der Regionaleinnehmer wird in den Stand der Inaktivität versetzt, wenn es sich herausstellt, dass:

- 1° er ohne berechtigten Grund einen Teil der Ausbildung nicht absolviert oder nicht daran teilgenommen hat;
- 2° er die Ausbildung abgebrochen hat, ohne den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar darüber informiert zu haben.

In den in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Fällen wird der Betroffene für den Zeitraum zwischen dem Moment, in dem er aufgehört hat, die Ausbildung zu besuchen oder daran teilzunehmen, bzw. er die Ausbildung abgebrochen hat, und dem Moment, in dem er den Dienst wieder aufnimmt, in den Stand der Inaktivität versetzt.

Zudem wird das Recht des Regionaleinnehmers auf Inanspruchnahme eines Ausbildungsurlaubs bis zum Ende des laufenden akademischen Jahres ausgesetzt.

KAPITEL X — Administrative Stände und Urlaube

Abschnitt 1 — Administrative Stände

Art. 44 - Der Regionaleinnehmer befindet sich jederzeit in einem der nachfolgenden administrativen Stände:

- 1° aktiver Dienst;
- 2° Inaktivität;
- 3° Zurdispositionstellung.

Art. 45 - Für die Bestimmung des administrativen Standes des Regionaleinnehmers wird immer davon ausgegangen, dass er sich im aktiven Dienst befindet, außer wenn er durch eine ausdrückliche Bestimmung entweder von Rechts wegen oder aufgrund eines Beschlusses des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars in einen anderen administrativen Stand versetzt worden ist.

Vorbehaltlich einer anderslautenden Bestimmung hat der im Stand des aktiven Diensts befindliche Regionaleinnehmer Anrecht auf Gehalt.

Art. 46 - Der Regionaleinnehmer, der ohne Erlaubnis vom Dienst fernbleibt oder ohne triftigen Grund seine Urlaubszeit überschreitet, befindet sich von Rechts wegen im Stand der Inaktivität.

Der Regionaleinnehmer, der der in Artikel 113 genannten Aufforderung zur Wiederaufnahme der Arbeit nicht Folge leistet, befindet sich von Rechts wegen im Stand der Nichtaktivität.

Vorbehaltlich einer anderslautenden Bestimmung hat der Regionaleinnehmer, der sich im Stand der Inaktivität befindet, kein Anrecht auf Gehalt.

Art. 47 - Der Regionaleinnehmer darf nicht in den Stand der Inaktivität versetzt oder in diesem Stand belassen werden, wenn er die zum Erlangen der Ruhestandspension erforderlichen Bedingungen erfüllt.

Art. 48 - Unter den in den Artikeln 139 bis 150 festgelegten Bedingungen kann der Regionaleinnehmer aus folgenden Gründen in den Stand der Zurdispositionstellung versetzt werden:

- 1° wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes;
- 2° wegen Krankheit, die nicht zu einer endgültigen Dienstuntauglichkeit führt, aber Abwesenheiten verursacht, deren Dauer über diejenige des Krankheitsurlaubs hinausgeht;
- 3° aus persönlichen Gründen.

Art. 49 - Der Regionaleinnehmer darf nicht in den Stand der Zurdispositionstellung versetzt oder in diesem Stand belassen werden, wenn er die zum Erlangen der Ruhestandspension erforderlichen Bedingungen erfüllt.

Abschnitt 2 — Urlaub

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 50 - Der vorliegende Abschnitt ist auf die Regionaleinnehmer anwendbar, die endgültig ernannt sind.

Er gilt ebenfalls für die Regionaleinnehmer auf Probe, mit Ausnahme:

- 1° des in Artikel 59 erwähnten Urlaubs wegen Absolvierung eines Praktikums oder einer Probezeit;
- 2° der in den Artikeln 141 bis 143 erwähnten Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes;
- 3° der in den Artikeln 149 bis 150 erwähnten Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen.

Art. 51 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter Werktagen die Tage, an denen der Regionaleinnehmer aufgrund seiner normalen Arbeitszeitregelung arbeiten muss.

Art. 52 - § 1. Der Regionaleinnehmer darf seinen Dienst nur verlassen, wenn er vorher einen Urlaub oder eine Dienstbefreiung erhalten hat.

Unter Dienstbefreiung versteht man die einem Regionaleinnehmer erteilte Genehmigung, seinen Arbeitsplatz im Laufe der Dienstzeiten für eine bestimmte Dauer und mit Aufrechterhaltung seiner gesamten Rechte zu verlassen.

§ 2. Vorbehaltlich einer anderslautenden Bestimmung wird die Gewährung eines Urlaubs oder einer Dienstbefreiung vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar beschlossen. Dieser berücksichtigt die von den in Absatz 2 erwähnten lokalen Verwaltungen eventuell formulierten Bemerkungen.

Der Regionaleinnehmer informiert bei seinem Urlaubs- oder Dienstbefreiungsantrag den Verantwortlichen bei den lokalen Verwaltungen, die seine Dienste in Anspruch nehmen und auf die seine Abwesenheit sich auswirken könnte, über diesen Antrag, damit dieser seine Bemerkungen vorbringen kann.

Der Regionaleinnehmer informiert den Verantwortlichen bei den lokalen Verwaltungen, die seine Dienste in Anspruch nehmen, über den in Absatz 1 erwähnten Beschluss.

Art. 53 - Mit Ausnahme vom Mutterschafts- oder Vaterschaftsurlaub oder von einem Urlaub zur Aufnahme eines Kindes im Zusammenhang mit seiner Adoption kann ein Urlaub vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar verweigert werden, wenn das Interesse des Dienstes dies erfordert.

Unterabschnitt 2 — Jahresurlaub und Feiertage

Art. 54 - § 1. Der Regionaleinnehmer hat Anrecht auf einen Jahresurlaub, dessen Dauer je nach Alter wie folgt festgelegt wird:

- 1° unter fünfundvierzig Jahren: siebenundzwanzig Werktage;
- 2° von fünfundvierzig bis neunundvierzig Jahren: achtundzwanzig Werktage;
- 3° von fünfzig bis fünfundfünfzig Jahren: neunundzwanzig Werktage;
- 4° von fünfundfünfzig bis neunundfünfzig Jahren: dreißig Werktage.

§ 2. Der Regionaleinnehmer hat Anrecht auf einen zusätzlichen Jahresurlaub, dessen Dauer je nach Alter wie folgt festgelegt wird:

- 1° mit sechzig Jahren: ein Werktag;
- 2° mit einundsechzig Jahren: zwei Werktage;
- 3° mit zweiundsechzig Jahren: drei Werktage;
- 4° mit dreiundsechzig Jahren: vier Werktage;
- 5° mit vierundsechzig Jahren: fünf Werktage.

Art. 55 - Der Jahresurlaub wird einem Zeitraum aktiven Dienstes gleichgestellt. Er wird vom Regionaleinnehmer nach eigener Wahl in den Grenzen der Dienstfordernisse genommen.

Wenn der Urlaub geteilt wird und der Regionaleinnehmer es beantragt, so muss dieser Urlaub eine ununterbrochene Periode von mindestens zwei Wochen umfassen.

Höchstens die Hälfte der Jahresurlaubstage zuzüglich ggf. der Anzahl jährlicher Urlaubstage der Periode, in der der Regionaleinnehmer sein Amt im Rahmen von einer Teilzeitbeschäftigung aus ärztlichen Gründen ausgeübt hat, kann bis zum 31. Dezember des nächsten Jahres verlegt werden. Aus dienstlichen Gründen kann der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar die Verlegung einer höheren Anzahl von Jahresurlaubstagen erlauben, ohne jedoch die Anzahl der Jahresurlaubstage, auf die der Regionaleinnehmer Anrecht hat, zu überschreiten.

Art. 56 - § 1. Jede Diensttätigkeitsperiode berechtigt zum Jahresurlaub.

Der Jahresurlaub wird jedoch entsprechend verringert, wenn ein Regionaleinnehmer im Laufe des Jahres sein Amt antritt, von seinem Amt zurücktritt, im Laufe des Jahres einen nachstehend aufgeführten Urlaub erhalten hat oder aus einem der folgenden Gründe abwesend war:

- 1° Urlaub im Sinne von Artikel 59 und 133;
- 2° Urlaub wegen eines Sonderauftrags nach Artikel 134;
- 3° Laufbahnunterbrechungsurlaub wegen Palliativpflege oder schwerer Krankheit;
- 4° Abwesenheiten, im Laufe deren er in den administrativen Stand der Nichtaktivität oder der Zurdispositionstellung versetzt wird;
- 5° Urlaub wegen Teilzeitbeschäftigung, mit Ausnahme des Urlaubs wegen krankheitsbedingter Teilzeitbeschäftigung.

Wenn die so berechnete Anzahl Urlaubstage zuzüglich der Ausgleichstage und Ruhetage im Sinne von Artikel 57 keine ganze Zahl bildet, wird sie auf den höheren Halbtage aufgerundet.

§ 2. Wenn der Regionaleinnehmer aus Gründen, die von seinem Willen unabhängig sind, vor seinem endgültigen Ausscheiden aus dem Amt seinen gesamten Jahresurlaub oder einen Teil davon nicht nehmen konnte, hat er Anspruch auf eine Ausgleichszulage, deren Betrag seinem letzten Dienstgehalt für die nicht genommenen Urlaubstage entspricht.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen ist das zu berücksichtigende Gehalt dasjenige, das für vollständige Dienstleistungen zu zahlen ist.

§ 3. Der Jahresurlaub wird ausgesetzt, sobald der Regionaleinnehmer einen Krankheitsurlaub erhält oder wenn er wegen Krankheit zur Disposition gestellt wird.

§ 4. § 1 Absatz 2 findet keine Anwendung auf den in Artikel 54 § 2 erwähnten zusätzlichen Jahresurlaub.

Art. 57 - Der Regionaleinnehmer hat Urlaub an den in Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 18. April 1974 zur Festlegung der Modalitäten für die Durchführung des Gesetzes vom 4. Januar 1974 über die Feiertage aufgelisteten Tagen sowie am 27. September, am 2. November, am 15. November und am 26. Dezember.

Wenn einer der in Absatz 1 erwähnten Tage mit einem Tag zusammenfällt, an dem er aufgrund der auf ihn anwendbaren Arbeitszeitregelung nicht arbeitet, erhält er einen Ausgleichstag, der unter denselben Bedingungen wie der Jahresurlaub genommen werden kann.

Der Regionaleinnehmer, der aufgrund der auf ihn anwendbaren Arbeitszeitregelung oder aus dienstlichen Gründen verpflichtet ist, an einem der in Absatz 1 erwähnten Tage zu arbeiten, erhält einen Ruhetag, der unter denselben Bedingungen wie der Jahresurlaub genommen werden kann.

Die in den Absätzen 1 bis 3 erwähnten Urlaubstage werden einem Zeitraum aktiven Dienstes gleichgestellt.

Wenn der Regionaleinnehmer an einem der in Absatz 1 erwähnten Tage aus einem anderen Grund im Urlaub ist oder wenn er im Stand der Nichtaktivität oder der Zurdispositionstellung ist, unterliegt sein administrativer Stand jedoch weiterhin den auf ihn anwendbaren Verordnungsbestimmungen.

Unterabschnitt 3 — Umstandsbedingter Urlaub

Art. 58 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses:

1° wird die Person des gleichen oder des anderen Geschlechts, die mit dem Regionaleinnehmer zusammenwohnt, dem Ehepartner gleichgestellt;

2° wird die Eintragung einer Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen von zwei Personen des gleichen oder des anderen Geschlechts, die als Paar zusammenwohnen, der Eheschließung gleichgestellt.

Ein umstandsbedingter Urlaub wird in den nachstehend festgelegten Grenzen gewährt:

- 1° Eheschließung des Regionaleinnehmers: vier Werktage;

2° Eheschließung eines Kindes des Regionaleinnehmers: zwei Werktage;

3° Eheschließung:

a) eines Kindes des Ehepartners des Regionaleinnehmers;

b) eines Bruders oder einer Schwester;

c) eines Schwagers oder einer Schwägerin;

d) des Vaters oder der Mutter;

e) des Schwiegervaters oder der Schwiegermutter;

f) des Ehemanns der Mutter oder der Ehefrau des Vaters;

g) eines Enkels oder einer Enkelin;

h) eines Großvaters oder einer Großmutter des Regionaleinnehmers: ein Werktag;

4° Tod des Ehepartners des Regionaleinnehmers: fünf Werktage;

5° Tod:

a) eines Verwandten oder Verschwägerten im ersten Grad des Regionaleinnehmers;

b) eines Verwandten oder Verschwägerten im ersten Grad der Person gleich welchen Geschlechts, die mit dem Regionaleinnehmer zusammenwohnt: vier Werktage;

6° Tod eines Verwandten oder Verschwägerten ab dem zweiten Grad des Regionaleinnehmers, der mit dem Regionaleinnehmer unter demselben Dach wohnt: zwei Werktage;

7° Tod des Schwagers oder der Schwägerin des Ehepartners des Regionaleinnehmers, der mit dem Regionaleinnehmer unter demselben Dach wohnt: zwei Werktage;

8° Tod eines Verwandten oder Verschwägerten im zweiten oder dritten Grad des Regionaleinnehmers, der nicht mit dem Regionaleinnehmer unter demselben Dach wohnt: ein Werktag;

9° Tod des Schwagers oder der Schwägerin des Ehepartners des Regionaleinnehmers, der nicht mit dem Regionaleinnehmer unter demselben Dach wohnt: ein Werktag;

10° feierliche Erstkommunion oder irgendwelches ähnliche Ereignis einer anerkannten Religion eines Kindes des Regionaleinnehmers oder seines Ehepartners: ein Werktag;

11° Teilnahme an dem Fest der „bekenntnisneutralen Jugend“ eines Kindes des Regionaleinnehmers oder seines Ehepartners: ein Werktag;

12° Priesterweihe oder Eintritt ins Kloster oder irgendwelches ähnliche Ereignis eines Kindes des Regionaleinnehmers oder seines Ehepartners, eines Bruders, einer Schwester, eines Schwagers, einer Schwägerin des Regionaleinnehmers: ein Werktag;

13° Teilnahme an einer Geschworenenbank, Vorladung als Zeuge vor ein Gericht oder persönliches Erscheinen, das von einem Gericht auferlegt wird: die notwendige Zeit;

14° Ausübung der Tätigkeiten eines Vorsitzenden, eines Beisitzers, eines Sekretärs oder eines Zeugen in einem Wahlbüro, Zählbürovorstand oder Hauptwahlvorstand: die notwendige Zeit und höchstens fünf Werktage.

Der im vorliegenden Artikel erwähnte Urlaub wird einem Zeitraum aktiven Dienstes gleichgestellt.

Unterabschnitt 4 — Urlaub wegen Absolvierung eines Praktikums oder einer Probezeit in einer anderen Stelle

Art. 59 - Der Regionaleinnehmer erhält einen Urlaub, um eine Probezeit in einer anderen Stelle eines öffentlichen Dienstes oder im subventionierten Unterrichtswesen zu absolvieren.

Dieser Urlaub wird für eine Periode gewährt, die der Dauer der Probezeit entspricht.

Dieser Urlaub wird nicht entlohnt und ist im Übrigen einem Zeitraum aktiven Dienstes gleichgestellt.

Der Urlaub, der die vorgesehenen Grenzen überschreitet, wird von Amts wegen in eine Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen umgewandelt.

Unterabschnitt 5 — Außergewöhnliche Urlaubstage

Art. 60 - § 1. Der Regionaleinnehmer erhält außergewöhnliche Urlaubstage bei höherer Gewalt:

1° im Falle einer Krankheit, eines Unfalls oder des Krankenhausaufenthalts einer der folgenden, unter demselben Dach wohnenden Personen: der Ehepartner, die Person gleich welchen Geschlechts, mit der er zusammenwohnt, das Kind, ein Verwandter oder ein Verschwägerter der Person, mit der er zusammenwohnt, ein Verwandter, ein Verschwägerter, eine Person, die zwecks ihrer Adoption oder der inoffiziellen Vormundschaft aufgenommen wird;

2° im Falle einer Krankheit, eines Unfalls oder des Krankenhausaufenthalts einer der folgenden, nicht unter demselben Dach wohnenden Personen: ein Verwandter oder ein Verschwägerter im ersten Grad;

3° im Falle von erheblichen Sachschäden an seinen Gütern, wie z.B. an seiner Wohnung durch einen Brand oder eine Naturkatastrophe verursachte Schäden;

4° im Falle von anderen in gegenseitigem Einvernehmen zwischen dem Regionaleinnehmer und dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar festgelegten Ereignissen, die als zwingende Gründe betrachtet werden.

In den in Absatz 1 Ziffer 1 und 2 erwähnten Fällen bezeugt eine ärztliche Bescheinigung das notwendige Beisein des Regionaleinnehmers.

§ 2. Die Dauer der in § 1 erwähnten Urlaubstage darf zehn Werktage pro Jahr nicht überschreiten, von denen die ersten vier entlohnt werden. Im Übrigen werden diese Urlaubstage Dienstätigkeitsperioden gleichgestellt.

Unterabschnitt 6 — Urlaubstage zu einem philanthropischen Zweck

Art. 61 - Der Regionaleinnehmer erhält Urlaubstage, um Behinderte und Kranke bei Reisen oder Ferienaufhalten zu begleiten und zu betreuen; diese Reisen werden in Belgien oder im Ausland durch eine Vereinigung, eine öffentliche oder private Einrichtung organisiert, deren Aufgabe darin besteht, für Behinderte oder Kranke zu sorgen, und die zu diesem Zweck Zuschüsse von den öffentlichen Behörden bekommt.

Der Antrag auf Urlaubstage muss durch eine Bescheinigung bekräftigt werden, durch die die Vereinigung oder die Einrichtung bestätigt, dass sie die Verantwortung für diese Reise oder diesen Ferienaufenthalt trägt.

Die Dauer dieser Urlaubstage darf fünf Tage pro Jahr nicht überschreiten; sie werden Dienststätkeitsperioden gleichgestellt.

Art. 62 - Der Regionaleinnehmer erhält einen Urlaub von höchstens vier Werktagen pro Jahr wegen Knochenmarkspende. Dieser Urlaub beginnt am Tage, an dem das Knochenmark durch die Pflegeeinrichtung entnommen wird. Er wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 63 - Der Regionaleinnehmer erhält einen Urlaub wegen Organ- oder Gewebespende. Dieser Urlaub wird für eine Periode gewährt, die der Dauer des Krankenhausaufenthalts und der gegebenenfalls erforderlichen Erholungszeit sowie der Dauer der vorherigen ärztlichen Untersuchungen entspricht. Dieser Urlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 64 - § 1. Der Regionaleinnehmer erhält einen Urlaub wegen Spende von Blut, Blutplättchen oder Blutplasma.

Der Urlaub hat eine Dauer von einem Tag für die Blutspende und einem Halbtage für die Spende von Blutplättchen oder -plasma.

§ 2. Für die Blutspende wird der Urlaub am Tage der Spende gewährt.

Für die Spende von Blutplättchen oder -plasma wird der Urlaub am Anfang oder am Ende des Tages der Spende gewährt.

Der Urlaub wird jedoch für den Tag nach der Blutspende oder der Spende von Blutplättchen gewährt, wenn die beiden folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Spende findet nach den normalen Dienststunden statt;

2° der nächste Tag ist für den Regionaleinnehmer ein Werktag.

Unterabschnitt 7 — Stillpausen

Art. 65 - Der Regionaleinnehmer, der mindestens vier Stunden pro Tag arbeitet, hat das Recht, eine Dienstbefreiung zu bekommen, um bis zu neun Monaten nach der Geburt außerhalb des Arbeitsplatzes sein Kind bzw. seine Kinder zu stillen oder die Milch abzupumpen.

Diese Periode wird unter außergewöhnlichen ärztlichen Umständen, die es rechtfertigen, um höchstens zwei Monate verlängert.

Art. 66 - Die Stillpause darf höchstens eine halbe Stunde dauern. Der Regionaleinnehmer, der vollzeitbeschäftigt ist, ist jedoch berechtigt, zwei Pausen im Laufe desselben Tages zu nehmen. Diese beiden Pausen können in einer einzigen Pause von einer Stunde zusammen genommen werden.

Der Zeitpunkt des Tages, an dem die Pause genommen werden kann, ist zwischen dem Regionaleinnehmer und dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar zu vereinbaren.

Art. 67 - Der Regionaleinnehmer muss den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar zwei Monate, bevor er dieses Recht in Anspruch nimmt, informieren. Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar kann diese Frist verkürzen.

Der Regionaleinnehmer erbringt den Beweis für das Stillen, indem er eine Bescheinigung eines Beratungszentrums für Neugeborene oder ein ärztliches Attest vorlegt. Dieser Beweis muss jeden Monat erbracht werden.

Unterabschnitt 8 — Schutz der Mutterschaft

Art. 68 - Der in Artikel 39 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit vorgesehene Mutterschaftsurlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 69 - Das Gehalt, das für die Periode zu zahlen ist, im Laufe deren der Regionaleinnehmer im Mutterschaftsurlaub ist, darf höchstens fünfzehn Wochen oder neunzehn Wochen im Falle einer Mehrfachschwangerschaft decken.

Die für die Verlängerung des in Anwendung von Artikel 73 gewährten nachgeburtlichen Urlaubs geschuldete Entlohnung darf nicht mehr als vierundzwanzig Wochen decken.

Die für die Verlängerung des in Anwendung von Artikel 72 Absatz 4 gewährten nachgeburtlichen Urlaubs geschuldete Entlohnung darf nicht mehr als eine Woche decken.

Art. 70 - Die Perioden, während deren der Regionaleinnehmer wegen durch die Schwangerschaft verursachter Krankheit abwesend ist, die im fünföchigen Zeitraum vor dem tatsächlichen Entbindungstag liegen, werden bei der Bestimmung des Verwaltungsstandes des Regionaleinnehmers in Mutterschaftsurlaub umgewandelt.

Der vorliegende Artikel findet ebenfalls Anwendung wenn die Perioden, während deren der Regionaleinnehmer wegen durch die Schwangerschaft verursachter Krankheit abwesend ist, im siebenöchigen Zeitraum vor dem siebten Tage vor dem tatsächlichen Entbindungstag liegen, wenn es sich um Mehrfachschwangerschaften handelt.

Art. 71 - Wenn der Regionaleinnehmer den vorgeburtlichen Urlaub aufgebraucht hat und die Entbindung nach dem vorgesehenen Datum stattfindet, wird der vorgeburtliche Urlaub bis zum tatsächlichen Entbindungsdatum verlängert. Im Laufe dieser Periode befindet sich der Regionaleinnehmer im Mutterschaftsurlaub.

In Abweichung von Artikel 69 ist das Gehalt zu zahlen.

Art. 72 - Auf Antrag des Regionaleinnehmers wird der Mutterschaftsurlaub in Anwendung von Artikel 39 des Gesetzes vom 16. März 1971 nach der neunten Woche um einen Zeitraum verlängert, dessen Dauer der Dauer der Periode, im Laufe deren er ab der sechsten Woche vor dem tatsächlichen Entbindungsdatum bzw. ab der achten Woche im Falle einer Mehrlingsschwangerschaft weiter gearbeitet hat, entspricht. Im Falle einer Frühgeburt wird diese Periode um die Tage, im Laufe deren er während der Periode von sieben Tagen vor der Entbindung gearbeitet hat, verringert.

Die folgenden Tage werden Werktagen gleichgestellt, die bis nach dem nachgeburtlichen Urlaub verlegt werden können:

1° der Jahresurlaub;

2° die Feiertage und gleichgestellten Tage;

3° die umstandsbedingten Urlaubstage;

4° die Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt;

5° der Urlaub aus zwingenden familiären Gründen;

6° die Abwesenheiten wegen Krankheit, mit Ausnahme der in Artikel 70 erwähnten Abwesenheiten wegen Krankheit.

Bei mehrfacher Geburt wird der ggf. in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Absatz 2 verlängerte Zeitraum der Arbeitsunterbrechung nach der 9. Woche auf Antrag des Regionaleinnehmers um höchstens einen Zeitraum von zwei Wochen verlängert.

Auf Antrag des Regionaleinnehmers wird die Periode der Arbeitsunterbrechung nach der neunten Woche um eine Woche verlängert, wenn er wegen durch die Schwangerschaft verursachter Krankheit während der gesamten Periode ab der sechsten Woche vor dem realen Datum der Entbindung oder ab der achten Woche, wenn eine Mehrlingsgeburt vorgesehen ist, abwesend gewesen ist.

Art. 73 - In den Fällen wo der Neugeborene nach den ersten sieben Tagen ab seiner Geburt im Krankenhaus bleibt, kann der nachgeburtliche Urlaub auf Antrag des Betroffenen um eine Dauer verlängert werden, die dem Zeitraum entspricht, während dessen sein Kind nach den ersten sieben Tagen im Krankenhaus geblieben ist. Die Dauer dieser Verlängerung kann vierundzwanzig Wochen nicht überschreiten. Zu diesem Zweck übermittelt der Regionaleinnehmer dem Gouverneur und dem beauftragten Bezirkskommissar:

1° am Ende des nachgeburtlichen Urlaubs, eine Bescheinigung des Krankenhauses, durch die bestätigt wird, dass der Neugeborene nach den ersten sieben Tagen ab seiner Geburt im Krankenhaus geblieben ist, mit Angabe der Dauer des Aufenthalts im Krankenhaus;

2° ggf. am Ende des Zeitraums der sich aus den im vorliegenden Absatz vorgesehenen Bestimmungen ergebenden Verlängerung, eine neue Bescheinigung des Krankenhauses zur Bestätigung, dass der Neugeborene das Krankenhaus noch immer nicht verlassen hat, mit Angabe der Dauer des Aufenthalts im Krankenhaus.

Art. 74 - Wenn der Regionaleinnehmer die Arbeitsunterbrechung nach der neunten Woche um mindestens zwei Wochen verlängern kann, können die letzten zwei Wochen des nachgeburtlichen Mutterschaftsurlaubs auf seinen Antrag in nachgeburtliche Urlaubstage umgewandelt werden.

Spätestens vier Wochen vor dem Ende des obligatorischen nachgeburtlichen Mutterschaftsurlaubs informiert der Regionaleinnehmer schriftlich den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar über diese von ihm gewünschte Umwandlung.

Diese nachgeburtlichen Urlaubstage müssen innerhalb von acht Wochen ab dem Ende des obligatorischen nachgeburtlichen Mutterschaftsurlaubs genommen werden.

Diese Tage werden einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 75 - Während der Schwangerschaft und der Stillzeit darf der Regionaleinnehmer keine zusätzliche Arbeit erledigen. Gilt als zusätzliche Arbeit im Rahmen des vorliegenden Artikels jede Arbeit, die Anspruch auf die Entschädigung für die Ausübung eines zusätzlichen Amtes nach Artikel 188 gibt.

Art. 76 - Der Regionaleinnehmer im aktiven Dienst erhält auf seinen Antrag hin den notwendigen Urlaub, damit er sich zum Arzt begeben und sich den vorgeburtlichen Untersuchungen, die nicht außerhalb der Dienststunden stattfinden können, unterziehen kann. Der Antrag ist durch Belege zu begründen.

Der Urlaub wird einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 77 - Der Regionaleinnehmer, der in Anwendung von Artikeln 42 und 43 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit und von Artikel 18 des Gesetzes vom 18. Dezember 2000 zur Festlegung bestimmter Aspekte der Arbeitszeitgestaltung im öffentlichen Bereich von der Arbeit befreit ist, wird für die notwendige Dauer beurlaubt. Dieser Urlaub wird einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 78 - Die Artikel 68 bis 70 sind nicht anwendbar im Falle einer Fehlgeburt vor dem 181. Tag der Schwangerschaft.

Unterabschnitt 9 — Vaterschaftsurlaub

Art. 79 - § 1. Wenn die Mutter des Kindes im Krankenhaus ist oder stirbt, erhält der Regionaleinnehmer, der der Vater des Kindes ist, auf seinen Antrag hin einen Ersatzvaterschaftsurlaub, um für die Aufnahme des Kindes zu sorgen.

§ 2. Im Falle des Krankenhausaufenthalts der Mutter hat der Regionaleinnehmer, der der Vater des Kindes ist, Anspruch auf einen Ersatzvaterschaftsurlaub unter den folgenden Bedingungen:

1° das Neugeborene hat das Krankenhaus verlassen;

2° der Krankenhausaufenthalt der Mutter dauert mehr als sieben Tage.

Der Ersatzvaterschaftsurlaub darf nicht vor dem siebten Tage nach dem Tag der Geburt des Kindes beginnen und endet am Zeitpunkt, an dem der Krankenhausaufenthalt der Mutter zu Ende geht oder spätestens am Ablauf des Teils des Mutterschaftsurlaubs, den die Mutter noch nicht aufgebraucht hat.

Der Regionaleinnehmer, der der Vater des Kindes ist und der den Ersatzvaterschaftsurlaub in Anspruch nehmen möchte, benachrichtigt den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar darüber schriftlich. Dieses Schreiben gibt das Datum des Anfangs des Urlaubs und seine voraussichtliche Dauer an. Der Antrag auf Urlaub wird mit einer Bescheinigung bekräftigt, die die Dauer des Krankenhausaufenthalts der Mutter über die sieben Tage nach dem Datum der Entbindung hinaus und das Datum, an dem der Neugeborene das Krankenhaus verlassen hat, angibt.

§ 3. Im Sterbefall der Mutter entspricht die Dauer des Ersatzvaterschaftsurlaubs mindestens der Dauer des Mutterschaftsurlaubs, den die Mutter noch nicht aufgebraucht hat.

Der Regionaleinnehmer, der der Vater des Kindes ist und der den Ersatzvaterschaftsurlaub in Anspruch nehmen möchte, benachrichtigt den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar darüber schriftlich binnen fünfzehn Tagen nach dem Absterben der Mutter.

Dieses Schreiben gibt das Datum des Anfangs des Ersatzvaterschaftsurlaubs und seine voraussichtliche Dauer an. Ein Auszug der Sterbeurkunde der Mutter wird unverzüglich vorgelegt.

§ 4. Der Ersatzvaterschaftsurlaub wird einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Art. 80 - § 1. Unbeschadet von Artikel 79 erhält der Regionaleinnehmer auf seinen Antrag hin einen Vaterschaftsurlaub von fünfzehn Werktagen im Falle der Entbindung der Ehefrau oder der Person, mit der er zum Zeitpunkt des Ereignisses in eheähnlicher Gemeinschaft lebt. Dieser Urlaub wird innerhalb vier Monaten nach der Geburt oder gegebenenfalls dem Ablaufdatum des ersetzenden Vaterschaftsurlaubs genommen.

Der weibliche Regionaleinnehmer erhält auf seinen Antrag hin einen Urlaub von fünfzehn Werktagen im Falle der Entbindung seiner Ehefrau oder der Frau, mit der er zum Zeitpunkt des Ereignisses in eheähnlicher Gemeinschaft lebt. Dieser Urlaub muss innerhalb von vier Monaten nach der Geburt genommen werden.

Die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Urlaubstage werden einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

§ 2. Der Regionaleinnehmer erhält auf seinen Antrag hin einen Vaterschaftsurlaub von fünfzehn Werktagen, um ein Kind im Rahmen einer Adoption aufzunehmen. Dieser Urlaub wird innerhalb vier Monaten nach der Eintragung des Kindes als seinem Haushalt angehörende Person ins Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Gemeinde, in der er wohnt, genommen.

Unterabschnitt 10 — Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption

Art. 81 - Der Regionaleinnehmer erhält einen Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption, wenn ein Kind unter zehn Jahren in seinem Haushalt im Hinblick auf seine Adoption aufgenommen wird.

Die Aufnahme wird durch die Eintragung ins Bevölkerungsregister belegt.

Der Urlaub dauert höchstens sechs Wochen für ein aufgenommenes Kind unter drei Jahren und höchstens vier Wochen in den anderen Fällen.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird die Lage, die sich aus einer richterlichen Entscheidung ergibt, durch die ein Minderjähriger einer Pflegefamilie anvertraut wird, sowie die inoffizielle Vormundschaft der Adoption gleichgestellt.

Die Höchstdauer des Aufnahmeurlaubs wird verdoppelt, wenn das Kind behindert ist und es wegen der Behinderung die Bedingungen zum Erhalt von erhöhten Familienzulagen erfüllt.

Art. 82 - Der Aufnahmeurlaub wird einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Dieser Urlaub darf nicht mit dem in Artikel 80 § 2 vorgesehenen Urlaub kumuliert werden.

Unterabschnitt 11 — Elternschaftsurlaub

Art. 83 - § 1. Der Regionaleinnehmer im aktiven Dienst erhält bei der Geburt oder Adoption eines Kindes einen Elternschaftsurlaub, der wie folgt genommen werden kann:

1° entweder während eines Zeitraums von vier Monaten im Rahmen der vollzeitigen Unterbrechung der Berufslaufbahn im Sinne von Artikel 100 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen; auf Antrag des Regionaleinnehmers kann dieser Zeitraum in Monate aufgeteilt werden;

2° oder während eines Zeitraums von acht Monaten im Rahmen der Halbzeitunterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 102 des oben genannten Gesetzes; auf Antrag des Regionaleinnehmers kann dieser Zeitraum in Perioden von zwei Monaten oder einem Vielfachen dieser Zahl aufgeteilt werden;

3° oder während eines Zeitraums von zwanzig Monaten im Rahmen einer Fünftel-Unterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 102 des oben genannten Gesetzes; auf Antrag des Regionaleinnehmers kann dieser Zeitraum in Perioden von fünf Monaten oder einem Vielfachen dieser Zahl aufgeteilt werden.

Im Rahmen der Ausübung seines Rechts auf den Elternschaftsurlaub hat der Regionaleinnehmer die Möglichkeit, von den verschiedenen Modalitäten, die in Absatz 1 vorgesehen sind, Gebrauch zu machen. Im Falle einer Änderung der Form gilt es, den Grundsatz zu berücksichtigen, dass ein Monat der gesamten Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zwei Monaten Halbzeitunterbrechung und fünf Monaten der Fünftel-Unterbrechung der beruflichen Laufbahn entspricht.

Der Regionaleinnehmer hat Anspruch auf einen Elternschaftsurlaub:

1° aufgrund der Geburt seines Kindes bis zum Zeitpunkt, an dem das Kind zwölf Jahre alt wird;

2° im Rahmen der Adoption eines Kindes innerhalb eines Zeitraums ab dem Tag der Eintragung des Kindes als seinem Haushalt angehörende Person ins Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Gemeinde, wo der Regionaleinnehmer wohnt, und spätestens bis zum Zeitpunkt, an dem das Kind zwölf Jahre alt wird;

3° wenn das Kind zu mindestens 66 % geistig oder körperlich behindert ist oder an einer Krankheit leidet, die dazu führt, dass mindestens vier Punkte in der Säule I der sozialen Gesundheitsskala im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen anerkannt werden, bis zum Zeitpunkt, an dem das Kind einundzwanzig Jahre alt wird.

Die Bedingung des zwölften oder einundzwanzigsten Geburtstags im Sinne von Absatz 3 Ziffer 1 und 3 muss spätestens während des Zeitraums des Elternschaftsurlaubs erfüllt werden.

§ 2. Der im vorliegenden Artikel erwähnte Elternschaftsurlaub wird nicht entlohnt; er wird im Übrigen einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

§ 3. Vorbehaltlich der Bestimmungen des vorliegenden Artikels unterliegt der Elternschaftsurlaub im Übrigen den Bestimmungen im Rahmen der Gewährung von Laufbahnunterbrechungen.

Art. 84 - Ein Elternschaftsurlaub von höchstens drei Monaten wird dem Regionaleinnehmer im aktiven Dienst gewährt nach der Geburt, der Adoption oder der Unterbringung eines Kindes in einer Gastfamilie im Rahmen der Kinderbetreuung. Dieser Vollzeiturlaub muss genommen werden, bevor das Kind das Alter von zwölf Jahren erreicht hat. Auf Antrag des Regionaleinnehmers wird der Urlaub in Monate aufgeteilt.

Dieser Urlaub wird nicht entlohnt. Im Übrigen wird er einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Wenn das Kind zu mindestens 66 % geistig oder körperlich behindert ist oder an einer Krankheit leidet, die dazu führt, dass mindestens vier Punkte in der Säule I der sozialen Gesundheitsskala im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen anerkannt werden, wird der Elternschaftsurlaub von drei Monaten bis zum Zeitpunkt gewährt, an dem das Kind einundzwanzig Jahre alt wird.

Art. 85 - Der Regionaleinnehmer reicht seinen Antrag mindestens zwei Monate und spätestens drei Monate vor dem Anfang des ersuchten Urlaubs bei dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar ein.

Unterabschnitt 12 — Urlaub aus zwingenden familiären Gründen

Art. 86 - Der Regionaleinnehmer hat Anspruch auf einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen für eine Höchstdauer von fünfzehn Werktagen pro Jahr.

Außer dem im ersten Absatz vorgesehenen Urlaub hat der Regionaleinnehmer Anspruch auf einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen für eine Höchstdauer von dreißig Werktagen pro Jahr in folgenden Fällen:

1° Krankenhausaufenthalt einer mit dem Regionaleinnehmer unter demselben Dach lebenden Person oder eines Verwandten bzw. eines Verschwägerten im ersten Grad, oder eines Verwandten oder Verschwägerten der Person gleich welchen Geschlechts, mit der der Regionaleinnehmer zusammenwohnt, der nicht mit ihm unter demselben Dach lebt;

2° im Laufe der Schulferien die Aufsicht über Kinder, die das Alter von fünfzehn Jahren nicht erreicht haben;

3° die Aufnahme während der Schulferien von Kindern, die das Alter von fünfundzwanzig Jahren nicht erreicht haben, wenn sie zu mindestens 66% geistig oder körperlich behindert sind oder an einer Krankheit leiden, die bewirkt, dass mindestens vier Punkte in der Säule I der sozialen Gesundheitsskala im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen anerkannt werden;

4° die Aufnahme während der Schulferien von Kindern, die dem Status der verlängerten Minderjährigkeit unterliegen.

Art. 87 - Der Urlaub aus zwingenden familiären Gründen wird nicht entlohnt. Er wird im Übrigen Dienstleistungsperioden gleichgestellt.

Art. 88 - Die Höchstdauer des Urlaubs aus zwingenden familiären Gründen wird gemäß Artikel 56 § 1 entsprechend verringert.

Art. 89 - Für die Gesamtheit der Laufbahn des Regionaleinnehmers dürfen diese Urlaubstage 540 Werktage nicht überschreiten.

Unterabschnitt 13 — Krankheitsurlaub und Kontrolle krankheitsbedingter Abwesenheiten

Art. 90 - Im Sinne des vorliegenden Unterabschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Gesundheitsdienst: der von der Regierung gemäß Artikel 413 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ausgewählte Dienst für medizinische Kontrolle, dem jeder wegen Krankheit abwesende Regionaleinnehmer untersteht;

2° Kontrollarzt: jeder Arzt, der für Rechnung des Gesundheitsdienstes handelt;

3° Abwesenheit: jede krankheitsbedingte Abwesenheit;

4° Werktag: jeder Tag, an dem der Regionaleinnehmer arbeiten soll;

5° behandelnder Arzt: jeder Arzt, ob er Hausarzt ist oder nicht, der vom Regionaleinnehmer ausgewählt wurde, und jeder Arzt, der vom behandelnden Arzt ausgewählt wurde, um ihn zu ersetzen;

6° Aufenthaltsort: der gewöhnliche oder zeitweilige Wohnort des Regionaleinnehmers, eine Pflegeeinrichtung oder jeder sonstige Ort, wo der Regionaleinnehmer während seiner Abwesenheit angetroffen werden kann.

Art. 91 - Für seine gesamte Laufbahn kann der Regionaleinnehmer, der wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit verhindert ist, seine Tätigkeiten normalerweise auszuüben, Krankheitsurlaubstage bis zu einundzwanzig Werktagen pro zwölf Monate Dienstalter erhalten. Wenn er nicht seit sechsunddreißig Monaten im Dienst ist, wird ihm sein Gehalt jedoch während dreiundsechzig Werktagen zugesichert.

Für den Regionaleinnehmer, der Kriegsinvalid ist, wird die im ersten Absatz 1 bestimmte Anzahl von Tagen auf zweiunddreißig bzw. sechsundneunzig erhöht.

Der Krankheitsurlaub wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

Art. 92 - § 1. Die in Artikel 91 erwähnten einundzwanzig bzw. zweiunddreißig Tage werden im Verhältnis zu den Leistungen, die während der betroffenen Periode von zwölf Monaten nicht erbracht worden sind, vermindert, wenn der Regionaleinnehmer im Laufe der besagten Periode:

1° einen Urlaub bzw. Urlaubstage, die in Artikel 56 § 1 Absatz 2 Ziffern 1 bis 3 angeführt sind, erhalten hat;

2° wegen Krankheit abwesend war, mit Ausnahme der in Artikel 96 erwähnten Urlaubstage;

3° in Anwendung von Artikel 46 in den Stand der Nichtaktivität versetzt worden ist.

§ 2. Wenn die so berechnete Anzahl Krankheitsurlaubstage keine ganze Zahl bildet, wird sie auf die direkte höhere Einheit aufgerundet.

§ 3. Es werden nur die Werktage angerechnet, die in die Periode der Abwesenheit wegen Krankheit fallen.

Art. 93 - Der Krankheitsurlaub beendet nicht die Regelungen in Zusammenhang mit der Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege oder schwerer Krankheit.

Der Regionaleinnehmer bezieht das aufgrund der verkürzten Leistungen zu zahlende Gehalt weiter.

Art. 94 - Der Krankheitsurlaub setzt den Urlaub aus zwingenden familiären Gründen aus.

Art. 95 - Für die Anwendung von Artikel 91 werden die gesamten Leistungen, die der Regionaleinnehmer in gleich welcher Eigenschaft und ohne freiwillige Unterbrechung als Inhaber eines Amtes mit Vollzeitbeschäftigung in einem anderen öffentlichen Dienst oder in einer Lehranstalt, einem psycho-medizinisch-sozialen Zentrum, einer Berufsberatungsstelle oder einem medizinisch-pädagogischen Institut, die vom Staat oder von einer Gemeinschaft eingerichtet, anerkannt oder subventioniert werden, geleistet hat, ebenfalls berücksichtigt.

Art. 96 - Unter Vorbehalt von Artikel 99 und in Abweichung von Artikel 91 hat der Regionaleinnehmer Anspruch auf einen Urlaub ohne Zeitbegrenzung, wenn seine Krankheit durch einen Arbeitsunfall, einen Unfall auf dem Arbeitsweg oder durch eine Berufskrankheit verursacht wird.

Die infolge eines Arbeitsunfalls, eines Unfalls auf dem Arbeitsweg oder einer Berufskrankheit gewährten Urlaubstage werden außerdem - selbst nach der Konsolidierungsdatum- nicht für die Festlegung der Anzahl Urlaubstagen, die der Regionaleinnehmer kraft Artikel 91 noch erhalten kann, berücksichtigt.

Art. 97 - Die Krankheitsurlaubstage, die die Folge einer moralischen oder sexuellen Belästigung oder einer Gewalttat am Arbeitsplatz sind, werden für die Festlegung der Anzahl Urlaubstage, die der Regionaleinnehmer kraft Artikel 91 noch erhalten kann, nicht berücksichtigt, vorausgesetzt, dass die Belästigung oder die Gewalttat von der Behörde anerkannt oder durch eine rechtskräftig gewordene richterliche Entscheidung festgestellt werden.

Art. 98 - Die Anzahl Krankheitsurlaubstage, die infolge eines nicht in Art. 96 erwähnten Unfalls, an dem ein Dritter Schuld ist, gewährt werden, werden bei der Festlegung der Anzahl Urlaubstage, die der Regionaleinnehmer kraft Art. 91 noch erhalten kann, nicht berücksichtigt, wobei der Prozentsatz der Haftung, der dem Dritten zur Last gelegt wird, und der als Grundlage für die Rechtsübertragung an die Region oder Einrichtung dient, in Rechnung gezogen wird.

Art. 99 - Der Regionaleinnehmer kann nicht endgültig für wegen Krankheit unfähig erklärt werden, bevor er die Anzahl Urlaubstage, auf die er aufgrund Artikel 91 Anspruch hat, aufgebraucht hat.

Der erste Absatz findet nicht Anwendung auf den Regionaleinnehmer, der, nachdem er einen Dienstauftrag bei einer ausländischen Regierung, einer ausländischen öffentlichen Verwaltung oder einer internationalen Einrichtung durchgeführt hat, in dieser Eigenschaft wegen Gebrechlichkeit in den Ruhestand versetzt worden ist und eine Rente bekommt.

Art. 100 - Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar teilt dem Regionaleinnehmer innerhalb des Monats nach demjenigen seines Geburtstages den Restbetrag (am Tage seines Geburtstags) der Krankheitsurlaubstage mit, die er kraft Artikel 91 noch beanspruchen kann.

Art. 101 - Jede Abwesenheit kann Gegenstand einer Kontrolle in Anwendung der Artikel 104 bis 108 sein.

Art. 102 - § 1. Der Regionaleinnehmer, der sich unfähig fühlt, seine Arbeit zu verrichten, teilt dies so bald wie möglich und auf jeden Fall vor der Uhrzeit, zu der er seine Arbeit beginnen sollte, dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar, oder der von Letzteren bestimmten Person, sowie der für jede der lokalen Behörden, für die er sein Amt ausübt, verantwortlichen Person mit, oder lässt es von einem Dritten mitteilen. Er gibt seinen Aufenthaltsort bekannt oder lässt ihn von einem Dritten bekanntgeben.

§ 2. Bereits am ersten Tag der Abwesenheit - außer wenn er erwartet, dass er nicht länger als einen Tag abwesend sein wird - unterzieht sich auch der Regionaleinnehmer auf eigene Kosten einer Untersuchung durch seinen behandelnden Arzt, der sogleich ein ärztliches Attest ausfüllt.

Im ärztlichen Attest gibt der behandelnde Arzt die Gründe für die Abwesenheit und ihre voraussichtliche Dauer in Kalendertagen an. Er erwähnt ebenfalls, ob der Regionaleinnehmer Ausgehverbot hat oder nicht.

Der Regionaleinnehmer teilt der Person oder der Dienststelle, an die er verwiesen wird, die voraussichtliche Dauer seiner Abwesenheit mit, oder lässt sie von einem Dritten mitteilen. Er schickt das ärztliche Attest unmittelbar dem Gesundheitsdienst zu, oder lässt es von einem Dritten zuschicken, und gibt seinen Aufenthaltsort bekannt.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 2 Absatz 1 unterzieht sich der Regionaleinnehmer nach der dritten eintägigen Abwesenheit innerhalb eines Kalenderjahres bei jeder weiteren Abwesenheit, für die er erwartet, dass sie nicht länger als einen Tag andauern wird, noch am selben Tag auf eigene Kosten einer Untersuchung durch einen Arzt, der ein ärztliches Attest ausfüllt, das die Angaben nach Paragraph 2 enthält.

Handelt es sich um Personen, die an einer Erkrankung leiden, die durch den medizinischen Untersuchungsdienst als schwere und langwierige Krankheit anerkannt wird, unterzieht sich der Regionaleinnehmer in Abweichung von Absatz 1 nach der zwölften eintägigen Abwesenheit innerhalb eines Kalenderjahres bei jeder weiteren Abwesenheit, für die er erwartet, dass sie nicht länger als einen Tag andauern wird, noch am selben Tag auf eigene Kosten einer Untersuchung durch einen Arzt, der ein ärztliches Attest ausfüllt, das die Angaben nach Paragraph 2 enthält.

§ 4. Die Paragraphen 1 und 2 und die Artikel 104 bis 108 finden auf den Regionaleinnehmer Anwendung, der sich unfähig fühlt, die Arbeit an dem vom Arzt bestimmten Datum wieder aufzunehmen, auch wenn der Regionaleinnehmer erwartet, dass seine Abwesenheit sich nicht länger als einen Tag fortsetzen wird.

Art. 103 - Der Regionaleinnehmer, der sich unfähig fühlt, seine Arbeit im Laufe des Arbeitstages fortzusetzen, teilt dies dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar, oder der von Letzteren bestimmten Person mit, sowie gegebenenfalls dem Vertreter der lokalen Behörde, innerhalb deren er sein Amt ausübt, bevor er seinen Arbeitsplatz verlässt.

Nachdem er seinen Arbeitsplatz zum dritten Mal im Rahmen seiner täglichen Arbeitstätigkeit verlassen hat, unterzieht sich der Regionaleinnehmer bei einem erneuten Verlassen des Arbeitsplatzes und auch wenn er erwartet, dass er nicht länger als einen Tag abwesend sein wird, auf eigene Kosten einer Untersuchung durch einen Arzt. Der Arzt füllt ein ärztliches Attest aus, das die Angaben nach Artikel 102 § 2 enthält.

Handelt es sich um Personen, die an einer Erkrankung leiden, die durch den medizinischen Untersuchungsdienst als schwere und langwierige Krankheit anerkannt wird, unterzieht sich der Regionaleinnehmer, nachdem er seinen Arbeitsplatz innerhalb eines Kalenderjahres zum zwölften Mal im Rahmen seiner täglichen Arbeitstätigkeit verlassen hat, bei jedem weiteren Verlassen noch am selben Tag auf eigene Kosten einer Untersuchung durch einen Arzt, selbst wenn er erwartet, dass seine Abwesenheit nicht länger als einen Tag andauern wird. Der Arzt füllt ein ärztliches Attest aus, das die Angaben nach Artikel 102 § 2 enthält.

Art. 104 - Die Kontrollen bei krankheitsbedingten Abwesenheiten erfolgen auf Antrag des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars, oder der von Letzteren bestimmten Person.

Die Kontrollen werden zwischen 8 und 20 Uhr durchgeführt. Eine vor 20 Uhr begonnene Kontrolle darf nach 20 Uhr weitergeführt werden. Der Kontrollarzt - der seinen Besuch nicht zu melden braucht - weist sich spontan bei dem Regionaleinnehmer aus und belegt seine Eigenschaft.

Art. 105 - Die Untersuchung findet an dem vom Gesundheitsdienst oder vom Kontrollarzt bestimmten Ort statt, außer in den in Absatz 2 erwähnten Fällen, in welchen sie am Aufenthaltsort stattfindet.

Der Regionaleinnehmer, der von seinem behandelnden Arzt Ausgehverbot bekommen hat, verlässt während der Gesamtdauer seiner Abwesenheit seinen Aufenthaltsort nicht, außer im Falle höherer Gewalt.

Der Kontrollarzt, der den Regionaleinnehmer an seinem Aufenthaltsort nicht antreffen oder untersuchen kann, hinterlässt einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs, auf dem der Ort, der Tag und die Uhrzeit angegeben werden, an denen und um die der Regionaleinnehmer zur Untersuchung antreten soll. In diesem Fall wird der Regionaleinnehmer für seine Fahrtkosten nach den geltenden Regeln in Sachen Fahrtkosten entschädigt.

Der Regionaleinnehmer setzt den Gesundheitsdienst von jeder Änderung des Aufenthaltsorts während seiner Abwesenheit vorab in Kenntnis. Die Überführung vom Aufenthaltsort ins Ausland während der Abwesenheit unterliegt dem Beschluss des Gesundheitsdienstes, nach Begutachtung des behandelnden Arztes.

Art. 106 - Wenn der Kontrollarzt feststellt, dass der Regionaleinnehmer arbeitsunfähig ist, wird die Abwesenheit des Regionaleinnehmers für die vom Kontrollarzt festgestellte Dauer gerechtfertigt. Wenn der Kontrollarzt feststellt, dass der Regionaleinnehmer nicht oder nicht mehr unfähig ist, seine Arbeit zu verrichten, nimmt der Regionaleinnehmer am ersten Werktag nach der Kontrolle die Arbeit wieder auf, außer im Falle eines Einspruchs gegen diese Feststellung.

Der Kontrollarzt teilt seine Feststellungen unverzüglich dem Regionaleinnehmer schriftlich mit. Er fordert ihn dazu auf, diese mit einem Sichtvermerk zu versehen, wenn er die vom behandelnden Arzt bestimmte voraussichtliche Dauer der Abwesenheit verändert oder wenn er feststellt, dass der Regionaleinnehmer nicht (mehr) arbeitsunfähig ist.

Art. 107 - Vor dem festgesetzten Datum darf der Regionaleinnehmer die Arbeit nicht wieder aufnehmen, ohne von einem ärztlichen Attest dazu erlaubt zu sein.

Art. 108 - Wird ein Einspruch gegen die Feststellungen des Kontrollarztes erhoben, so ist das in Artikel 31 §5 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge vorgesehene Schiedsverfahren anwendbar.

Unterabschnitt 14 — Urlaub wegen verkürzter Leistungen aus ärztlichen Gründen

Art. 109 - Der Regionaleinnehmer kann die Ausübung seines Amtes im Rahmen von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen beantragen:

1° um sich nach einer ununterbrochenen Abwesenheit von mindestens dreißig Tagen wegen Krankheit an den normalen Arbeitsrhythmus wieder anzupassen;

2° wenn er anschließend an eine langzeitige medizinische Untauglichkeit daran verhindert wird, nach einer ununterbrochenen Abwesenheit von mindestens dreißig Tagen wegen Krankheit vollzeitig zu arbeiten.

Die Beurteilung der medizinischen Lage des Regionaleinnehmers und die Gewährung von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen werden von einem Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt veranlasst.

Art. 110 - § 1. Der in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Regionaleinnehmer kann sein Amt zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen für einen Zeitraum von höchstens drei Monaten wiederaufnehmen.

Verkürzte Leistungen können für einen Zeitraum von einem Monat gewährt werden. Verlängerungen können höchstens für einen gleich langen Zeitraum gewährt werden, wenn die Verwaltung der medizinischen Expertise bei einer neuen Untersuchung der Ansicht ist, dass der Gesundheitszustand des Betroffenen dies rechtfertigt. Die Bestimmungen von Artikel 112 sind anwendbar.

§ 2. Der in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Regionaleinnehmer kann sein Amt zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen für einen Zeitraum von höchstens zwölf Monaten wiederaufnehmen, es sei denn der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise ist der Ansicht, dass die neue Untersuchung früher stattfinden muss.

Verlängerungen können höchstens für zwölf Monate gewährt werden, wenn die Verwaltung der medizinischen Expertise bei einer neuen Untersuchung der Ansicht ist, dass der Gesundheitszustand des Regionaleinnehmers dies rechtfertigt. Die Bestimmungen von Artikel 112 sind anwendbar.

§ 3. Bei jeder Untersuchung beurteilt der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise, ob der Regionaleinnehmer imstande ist, sein Amt zu 50%, 60% oder 80% der normalen Leistungen wiederaufzunehmen.

Während einer Periode der verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen kann der in § 2 genannte Regionaleinnehmer eine neue ärztliche Untersuchung bei der Verwaltung der medizinischen Expertise beantragen, um seine Arbeitszeitregelung anzupassen.

§ 4. Die in § 1 genannten verkürzten Leistungen werden jeden Tag erbracht, außer wenn der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise anders entscheidet.

Die in § 2 genannten verkürzten Leistungen finden gemäß einer Verteilung der Leistungen über die Woche statt, die dem Gutachten des Arztes der Verwaltung der medizinischen Expertise Rechnung trägt.

Art. 111 - § 1. Wenn der Regionaleinnehmer in Anwendung des vorliegenden Unterabschnitts verkürzte Leistungen erbringt, werden seine Abwesenheiten als Urlaub betrachtet. Dieser Urlaub wird einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

§ 2. Der in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannte Regionaleinnehmer erhält sein volles Gehalt für die ersten drei Monate der verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen.

Ab dem vierten Monat erhält der in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Regionaleinnehmer das für die verkürzten Leistungen geschuldete Gehalt zuzüglich 60% des Gehalts, das für die nicht erbrachten Leistungen geschuldete wäre.

§ 3. Der Urlaub wegen verkürzter Leistungen aus ärztlichen Gründen wird ausgesetzt, sobald der Regionaleinnehmer einen der folgenden Urlaube erhält oder wegen eines der folgenden Urlaube abwesend ist:

- 1° einen Mutterschaftsurlaub;
- 2° einen Vaterschaftsurlaub;
- 3° einen Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption;
- 4° einen Elternschaftsurlaub;
- 5° einen Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn.

Die Erlaubnis zur Erbringung von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen wird zeitweilig unterbrochen im Falle einer Abwesenheit wegen Krankheit, wegen eines Arbeitsunfalls, wegen eines Unfalls auf dem Arbeitswege und wegen einer Berufskrankheit.

Art. 112 - § 1. Der Regionaleinnehmer, der in den Genuss von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen gelangen möchte, muss die Stellungnahme des Arztes der Verwaltung der medizinischen Expertise mindestens fünf Werktage vor dem Anfang der verkürzten Leistungen erhalten haben.

Der in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 1 genannte Regionaleinnehmer muss ein ärztliches Attest und einen Wiederaufnahmeplan, die durch seinen behandelnden Arzt aufgestellt wurden, vorlegen. Der behandelnde Arzt gibt im Wiederaufnahmeplan das wahrscheinliche Datum der vollständigen Wiederaufnahme der Arbeit an.

Der in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Regionaleinnehmer muss einen ausführlichen ärztlichen Bericht, die durch einen Facharzt aufgestellt wurde, vorlegen.

§ 2. Der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise befindet über die medizinische Eignung des Regionaleinnehmers hinsichtlich der Wiederaufnahme seines Amtes zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen. Nachdem er sich ggf. mit dem in Paragraph 1 genannten behandelnden Arzt beraten hat, übermittelt er so schnell wie möglich dem Regionaleinnehmer seine schriftlichen Feststellungen.

§ 3. Nachdem der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise im Rahmen eines Antrags auf verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen nach Artikel 109 die Feststellungen übermittelt hat, kann der Regionaleinnehmer im Einvernehmen mit der Verwaltung der medizinischen Expertise binnen zwei Werktagen nach der Übermittlung der Feststellungen einen Schiedsarzt bestellen, um die medizinische Streitsache beizulegen. Wenn keine Vereinbarung innerhalb von zwei Werktagen getroffen wird, kann der Regionaleinnehmer einen Schiedsarzt bestellen, der den Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Juni 1999 über die Kontrollmedizin genügt und der auf der in Ausführung des vorgenannten Gesetzes festgelegten Liste steht, um den medizinischen Streitfall beizulegen.

Der Schiedsarzt führt die medizinische Untersuchung durch und befindet über die medizinische Streitsache innerhalb von drei Werktagen nach seiner Bestellung. Jede andere Feststellung bleibt vom Berufsgeheimnis gedeckt.

Die Kosten dieses Verfahrens sowie die eventuellen Fahrtkosten des Regionaleinnehmers gehen zu Lasten der unterlegenen Partei.

Der Schiedsarzt setzt denjenigen, der das ärztliche Attest ausgestellt hat, und den Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise von seinem Beschluss zur Kenntnis. Der Schiedsarzt informiert unmittelbar die Verwaltung der medizinischen Expertise und den Regionaleinnehmer darüber per Einschreibesendung.

Art. 113 - Wenn die Verwaltung der medizinischen Expertise der Ansicht ist, dass ein wegen Krankheit abwesender Regionaleinnehmer dazu im Stande ist, sein Amt zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen wiederaufzunehmen, benachrichtigt sie den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar, der den Regionaleinnehmer dazu auffordert, die Arbeit wieder aufzunehmen.

Unterabschnitt 15 — Dienstbefreiung für die ärztliche Vorsorgeuntersuchung

Art. 114 - Der Regionaleinnehmer im aktiven Dienst erhält auf seinen Antrag hin eine Dienstbefreiung, um eine Untersuchung zur Früherkennung von Krebs, grünem Star, Diabetes, Aids, kardiovaskulären Krankheiten und Osteoporose durchführen zu lassen.

Die Dienstbefreiung wird für die Dauer der Untersuchung gewährt, einschließlich der Zeit, um sich dort zu begeben und von dort zurückzukommen, mit einer Höchstdauer von einem Halbtage pro Untersuchung und pro Kalenderjahr.

Der Regionaleinnehmer muss den Beweis für die Wirklichkeit dieser Untersuchung erbringen.

Unterabschnitt 16 — Prophylaktischer Urlaub

Art. 115 - Die Krankheiten, die zu einem prophylaktischen Urlaub Anlass geben, sind in Artikel 239 § 1 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses zur Ausführung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung genannt.

Die Dauer des prophylaktischen Urlaubs wird wie folgt festgelegt:

1° Diphtherie: 7 Tage in Abwesenheit von Krankheitserregern bei dem Betroffenen;

2° A-Enzephalitis: 17 Tage;

3° Bauchtyphus und Paratyphus: 12 Tage;

4° Zerebrospinale Meningitis: 9 Tage;

5° Rotz: 12 Tage;

6° Poliomyelitis: 17 Tage;

7° Scharlach: 10 Tage;

8° Pocken: 18 Tage.

Art. 116 - § 1. Der Regionaleinnehmer, der von einer Berufskrankheit oder einer schweren ansteckenden Krankheit bedroht wird, und der nach den Regeln für die öffentliche Gesundheit die Ausübung seiner Tätigkeiten zeitweilig einstellen muss, wird von Amtes wegen für die notwendige Zeit beurlaubt.

§ 2. Das ärztliche Attest muss die genaue Art der Krankheit nennen, und angeben, ob der Regionaleinnehmer von seinem Dienst fernbleiben muss.

Art. 117 - Der Urlaub wird einer Dienstätigkeitsperiode gleichgestellt.

Unterabschnitt 17 — Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn

Art. 118 - Der Regionaleinnehmer ist berechtigt, seine Laufbahn vollzeitig für eine Dauer von einem Monat, die gegebenenfalls für einen Monat erneuerbar ist, zu unterbrechen, um bei einer Person auf der Grundlage von Artikel 100bis des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen Palliativpflege zu leisten.

Unter Palliativpflege versteht man jede Form des Beistands, insbesondere medizinischer, sozialer, administrativer und psychologischer Beistand, sowie die Pflege von Personen, die an einer unheilbaren Krankheit leiden und sich im Endstadium befinden.

Der Regionaleinnehmer, der aus diesem Grund seine Laufbahn unterbrechen möchte, informiert den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar darüber. Dieser Mitteilung werden das Antragsformular, dessen Muster und Inhalt vom Verwaltungsausschuss des Nationalen Arbeitsamtes bestimmt werden, sowie eine ärztliche Bescheinigung des behandelnden Arztes der die Palliativpflege benötigenden Person, aus der hervorgeht, dass der Regionaleinnehmer sich bereit erklärt hat, Palliativpflege zu leisten, ohne dass der Name des Patienten angegeben wird, beigefügt.

Die Unterbrechung läuft ab dem ersten Tage der Woche, die auf diejenige folgt, an der die vorerwähnte Mitteilung stattgefunden hat.

Art. 119 - Der Regionaleinnehmer ist berechtigt, seine Laufbahn auf der Grundlage von Artikel 100 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 über soziale Bestimmungen für aufeinanderfolgende oder nicht aufeinanderfolgende Perioden von mindestens einem Monat und höchstens drei Monaten vollzeitig zu unterbrechen, um einem Haushaltszugehörigen oder einem Familienangehörigen bis zum zweiten Grad, der an einer schweren Krankheit leidet, beizustehen oder ihn zu pflegen.

Die Perioden, im Laufe deren der Regionaleinnehmer seine Laufbahn vollzeitig unterbricht, können insgesamt zwölf Monate pro Patient über die gesamte Laufbahn nicht überschreiten.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels werden als Haushaltszugehörige jegliche Personen, die mit dem Regionaleinnehmer unter demselben Dach wohnen, und als Familienangehörige, die gesamten Verwandten und Verschwägerten betrachtet.

Unter schwerer Krankheit versteht man jede Krankheit oder jeden medizinischen Eingriff, die oder der vom behandelnden Arzt als schwerwiegend angesehen wird und für die oder den nach Meinung des Arztes jede Form der Hilfe oder des Beistands auf sozialer, familiärer oder geistiger Ebene notwendig ist, um eine Genesung herbeizuführen.

Der Regionaleinnehmer, der seine Laufbahn unterbrechen möchte, um einem Haushaltszugehörigen oder einem Familienangehörigen, der an einer schweren Krankheit leidet, beizustehen oder ihn zu pflegen, informiert den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar darüber. Dieser Mitteilung wird eine ärztliche Bescheinigung des behandelnden Arztes des schwerkranken Haushaltszugehörigen oder Familienangehörigen beigefügt, aus der hervorgeht, dass der Regionaleinnehmer sich bereit erklärt hat, der schwerkranken Person beizustehen oder ihn zu pflegen.

Die Unterbrechung läuft ab dem ersten Tage der Woche, die auf diejenige folgt, an der die vorerwähnte Mitteilung stattgefunden hat.

Im Falle einer schweren Krankheit eines Kindes, das höchstens 16 Jahre alt ist, und das im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes vom 20. Juli 1971 zur Einführung garantierter Familienleistungen ausschließlich oder hauptsächlich zu Lasten des Regionaleinnehmers ist, wird die maximale Dauer der vollständigen und der teilweisen Unterbrechung der Berufslaufbahn auf 24 Monate angehoben, bzw. auf 48 Monate, falls der Regionaleinnehmer alleinstehend ist.

Die Perioden der Unterbrechung der Berufslaufbahn können jeweils nur als Perioden von wenigstens einem Monaten und höchstens drei Monaten (aufeinander folgend oder nicht) in Anspruch genommen werden.

Als alleinstehend im Sinne des vorliegenden Artikels gilt ein Regionaleinnehmer, der ausschließlich und tatsächlich mit einem oder mehreren seiner Kinder lebt.

Im Falle der Anwendung von Absatz 7 erbringt der alleinstehende Regionaleinnehmer zudem den Beweis seiner Haushaltszusammensetzung anhand einer von der Gemeindebehörde ausgestellten Bescheinigung, aus der hervorgeht, dass der Regionaleinnehmer zum Zeitpunkt des Antrags ausschließlich und tatsächlich mit einem oder mehreren seiner Kinder lebt.

Bei jeder Verlängerung der Periode der Vollzeitunterbrechung der Laufbahn hat der Regionaleinnehmer erneut dasselbe Verfahren zu befolgen und die im Rahmen des vorliegenden Erlasses verlangten Bescheinigungen einzureichen.

Art. 120 - Falls der Regionaleinnehmer infolge eines Beschlusses des Direktors des Arbeitslosigkeitsbüros keinen Anspruch auf die Unterbrechungszulage hat oder auf diese verzichtet, wird die Unterbrechung der beruflichen Laufbahn in Nichtaktivität umgewandelt.

Absatz 1 findet keine Anwendung auf die Regionaleinnehmer, die auf die Unterbrechungszulagen verzichten, weil diese nicht mit dem Anspruch auf eine Rente vereinbar sind. Er findet ebenfalls keine Anwendung auf die Regionaleinnehmer, die den Anspruch auf die Unterbrechungszulagen verloren haben, weil sie die Frist von zwölf Monaten für selbstständige Tätigkeiten überschritten haben.

Art. 121 - Der Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wird nicht entlohnt; im Übrigen wird er jedoch der Diensttätigkeit gleichgestellt.

Art. 122 - Im Laufe einer Periode der Teilzeitaufbahnunterbrechung kann der Regionaleinnehmer keinen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen erhalten.

Art. 123 - Auf seinen Antrag hin kann der Regionaleinnehmer sein Amt vor dem Ablauf der Unterbrechungsperiode wieder aufnehmen, mittels einer Kündigung von zwei Monaten, die dem Gouverneur per Einschreibesendung mitgeteilt wird, außer wenn dieser eine kürzere Frist akzeptiert.

Unterabschnitt 18 — Urlaub zur Ausübung staatsbürgerlicher Rechte und zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten

Art. 124 - Der Bedienstete hat Recht auf einen politischen Urlaub zwecks der Ausübung eines politischen Mandats oder eines Amtes, das ihm gleichgestellt werden kann, und zwar in den nachstehenden Fällen und unter Einhaltung der in Artikel 125 bis 132 festgelegten Modalitäten.

Art. 125 - Unter "politischem Urlaub zwecks der Ausübung eines politischen Mandats oder eines Amtes, das ihm gleichgestellt werden kann" versteht man:

1° eine Dienstbefreiung, die keine Auswirkung auf die Verwaltungs- und Besoldungslage des Regionaleinnehmers hat;

2° einen nicht obligatorischen politischen Urlaub, der auf Antrag des Regionaleinnehmers gewährt wird;

3° einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub, auf den der Regionaleinnehmer nicht verzichten kann.

Art. 126 - Auf Antrag der Regionaleinnehmer und im nachstehend festgelegten Rahmen wird eine Dienstbefreiung mit der angegebenen Dauer zwecks der Ausübung der folgenden politischen Mandate gewährt:

1° Gemeinderatsmitglied, wenn der Regionaleinnehmer weder Bürgermeister noch Schöffe ist: zwei Tage pro Monat;

2° Mitglied eines Sozialhilferats, der nicht dessen Vorsitzender ist: zwei Tage pro Monat;

3° Mitglied des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft, mit Ausnahme des Vorsitzenden: zwei Tage pro Monat;

4° Provinzialratsmitglied, wenn der Regionaleinnehmer nicht Mitglied des Provinzialkollegiums ist: zwei Tage pro Monat;

5° Mitglied der gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission oder der Flämischen Gemeinschaftskommission, mit Ausnahme des Vorsitzenden: ein halber Tag pro Monat.

Die Dienstbefreiung lässt sich nach Belieben des Regionaleinnehmers nehmen. Sie kann nicht von einem Monat auf den folgenden übertragen werden, außer wenn sie zwecks der Ausübung eines Mandats als Provinzialratsmitglied gewährt worden ist.

Art. 127 - Auf Antrag der Regionaleinnehmer und im nachstehend festgelegten Rahmen wird ein nicht obligatorischer politischer Urlaub mit der angegebenen Dauer zwecks der Ausübung der folgenden politischen Mandate gewährt:

1° Gemeinderatsmitglied, wenn der Regionaleinnehmer weder Bürgermeister noch Schöffe einer Gemeinde ist:

- a) bis zu 80.000 Einwohnern: zwei Tage pro Monat;
- b) von mehr als 80.000 Einwohnern: vier Tage pro Monat;

2° Mitglied eines Sozialhilferats, wenn der Regionaleinnehmer weder Vorsitzender noch Mitglied des Vorstands einer Gemeinde ist:

- a) bis zu 80.000 Einwohnern: zwei Tage pro Monat;
- b) von mehr als 80.000 Einwohnern: vier Tage pro Monat;

3° Schöffe oder Vorsitzender des Sozialhilferats einer Gemeinde:

- a) bis zu 30.000 Einwohnern: vier Tage pro Monat;
- b) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;
- c) von 50.001 bis 80.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

4° Bürgermeister einer Gemeinde:

- a) bis zu 30.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;
- b) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

5° Mitglied des Vorstands eines Sozialhilferats einer Gemeinde:

- a) bis zu 10.000 Einwohnern: zwei Tage pro Monat;
- b) von 10.001 bis 20.000 Einwohnern: drei Tage pro Monat;
- c) von mehr als 20.000 Einwohnern: fünf Tage pro Monat;

6° Provinzialratsmitglied, wenn der Regionaleinnehmer nicht Mitglied des Provinzialkollegiums ist: vier Tage pro Monat;

7° Mitglied des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft, mit Ausnahme des Vorsitzenden: zwei Tage pro Monat.

Art. 128 - Die Regionaleinnehmer werden von Amts wegen in einen politischen Urlaub mit der angegebenen Dauer zwecks der Ausübung der folgenden politischen Mandate versetzt:

1° Bürgermeister einer Gemeinde:

- a) bis zu 20.000 Einwohnern: drei Tage pro Monat;
- b) von 20.001 bis 30.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;
- c) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;
- d) von mehr als 50.000 Einwohnern: vollzeitig;

2° Schöffe einer Gemeinde:

- a) bis zu 20.000 Einwohnern: zwei Tage pro Monat;
- b) von 20.001 bis 30.000 Einwohnern: vier Tage pro Monat;
- c) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;
- d) von 50.001 bis 80.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;
- e) von mehr als 80.000 Einwohnern: vollzeitig;

3° Schöffe oder Vorsitzender des Sozialhilferats einer Gemeinde:

- a) bis zu 20.000 Einwohnern: zwei Tage pro Monat;
- b) von 20.001 bis 30.000 Einwohnern: vier Tage pro Monat;
- c) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;
- d) von 50.001 bis 80.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;
- e) von mehr als 80.000 Einwohnern: vollzeitig;

4° Mitglied eines Provinzialkollegiums: vollzeitig;

5° Vorsitzender des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft: vollzeitig;

6° Vorsitzender der gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission oder der Flämischen Gemeinschaftskommission: vollzeitig;

7° Mitglied einer der gesetzgebenden Kammern, des Europäischen Parlaments, eines Gemeinschaftsparlaments, mit Ausnahme des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft: vollzeitig;

8° föderaler, gemeinschaftlicher, regionaler Minister oder Staatssekretär oder Mitglied der Kommission der Europäischen Gemeinschaften: vollzeitig;

9° Mitglied des Parlaments der Region Brüssel-Hauptstadt: vollzeitig;

10° Mitglied der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt oder Staatssekretär der Region Brüssel-Hauptstadt: vollzeitig.

Der von Amts wegen gewährte politische Urlaub beginnt am Datum der Eidesleistung, die der Wahl oder der Bezeichnung zum erwähnten politischen Mandat folgt.

Art. 129 - Die Regionaleinnehmer, die im Rahmen des vorliegenden Erlasses über einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub verfügen, legen Anfang jedes Monats die Planung ihrer betreffenden politischen Urlaubstage fest.

Was die Dienstbefreiungen und nicht obligatorischen politischen Urlaubstage betrifft, können diese, nachdem der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar in Kenntnis gesetzt wurde, mit einer Mindestdauer von einer Stunde in Anspruch genommen werden, ohne dass deren Summe die monatliche Gesamtsumme der zugelassenen Dienstbefreiungen und nicht obligatorischen politischen Urlaubstage überschreitet.

Art. 130 - Für die Anwendung der Artikel 127 und 128 wird die Anzahl Einwohner gemäß den Bestimmungen der Artikel L1121-3 des Gesetzbuches festgelegt.

Art. 131 - Die Dauer des nicht obligatorischen oder von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs wird nicht entlohnt. Sie wird jedoch Dienstperioden gleichgestellt.

Art. 132 - § 1. Der politische Urlaub endet spätestens am letzten Tag des Monats, der dem Ende des Mandats folgt.

§ 2. Nach der Wiederaufnahme ihres früheren Amtes sind die Regionaleinnehmer nicht berechtigt, ihr Gehalt mit eventuellen Vorteilen, die mit der Ausübung von in Artikel 126 bis 128 erwähnten politischen Mandaten verbunden sind und irgendeiner Vergütung zur Wiederanpassung entsprechen, zu verbinden.

Art. 133 - § 1. Der Regionaleinnehmer erhält einen Urlaub, der ihm die Möglichkeit gibt, bei Wahlen im Europäischen Parlament, in den föderalen gesetzgebenden Kammern, den Parlamenten einer Gemeinschaft oder Region, den Provinzial- und Gemeinderäten zu kandidieren.

§ 2. Der Urlaub wird für eine Periode erteilt, die der Dauer der Wahlkampagne, an der der Betroffene als Kandidat teilnimmt, entspricht.

Dieser Urlaub wird nicht entlohnt. Im Übrigen wird er einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Der Urlaub, der die vorgesehenen Grenzen überschreitet, wird von Amts wegen in eine Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen umgewandelt.

Unterabschnitt 19 — Urlaub wegen eines Dienstauftrags

Art. 134 - § 1. Ein Regionaleinnehmer kann die Ausübung eines vom Gouverneur oder mit dessen Zustimmung anvertrauten Dienstauftrags annehmen:

1° bei einem Ministerium, einer Einrichtung öffentlichen Interesses oder einer öffentlich-rechtlichen Person, die von der föderalen Behörde, der Behörde einer Region, einer Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission abhängt oder unter ihrer Aufsicht steht;

2° bei einer ausländischen Regierung, einer ausländischen öffentlichen Verwaltung, einer europäischen Einrichtung oder einer internationalen Einrichtung.

§ 2. Der Regionaleinnehmer, der bestimmt wird, um ein Mandat in einem belgischen öffentlichen Dienst auszuüben, wird während der Dauer des Mandats von Amts wegen zur Ausführung eines Dienstauftrags beurlaubt.

§ 3. Wenn der Regionaleinnehmer infolge des ihm anvertrauten Dienstauftrags nicht in der Lage ist, die Tätigkeiten, mit denen er beauftragt ist, in tatsächlicher und rechtlicher Beziehung durchzuführen, erhält der Bedienstete den Urlaub, der für die Ausführung eines solchen Dienstauftrags notwendig ist.

Dieser Urlaub wird vom Gouverneur oder vom beauftragten Bezirkskommissar für mindestens zwei Jahre gewährt. Er ist für eine Dauer von mindestens zwei Jahren erneuerbar.

§ 4. Der Urlaub zur Ausführung eines Dienstauftrags wird nicht entlohnt. Im Übrigen wird er einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Er wird jedoch entlohnt, wenn der Regionaleinnehmer als nationaler Sachverständiger bezeichnet wird:

1° aufgrund des Beschlusses der Kommission KOM(2006) 2033 vom 1. Juni 2006 über die Regelung für zur Kommission abgeordnete nationale Sachverständige;

2° im Rahmen des durch die Verordnung (EG) Nr. 622/98 des Rates vom 16. März 1998 über die Hilfe für die beitrittswilligen Staaten im Rahmen der Heranführungsstrategie, insbesondere über die Gründung von Beitrittspartnerschaften eingeführten europäischen Programms "Institution Building".

§ 5. Die Gemeinnützigkeit wird den in Paragraph 1 erwähnten Dienstaufträgen von Rechts wegen zuerkannt.

Jeglicher Dienstauftrag bei einer ausländischen Regierung, einer europäischen Einrichtung oder einer internationalen Einrichtung verliert jedoch von Rechts wegen seine Gemeinnützigkeit ab dem ersten Tage des Monats nach demjenigen, im Laufe dessen der Regionaleinnehmer ein genügendes Dienstalter erreicht hat, um Anspruch auf die Erhaltung einer sofortigen oder aufgeschobenen Rente zu Lasten der ausländischen Regierung oder der europäischen oder internationalen Einrichtung, zu deren Gunsten der Dienstauftrag ausgeführt wird, erheben zu können.

Der für die Ausführung eines internationalen Dienstauftrags im Urlaub befindliche Regionaleinnehmer kann Anspruch auf eine Vergütung haben, deren Bedingungen und deren Sätze vom Gouverneur festgelegt werden.

Der Betrag dieser Vergütung darf nicht das Gehalt überschreiten, das der Regionaleinnehmer erhalten hätte, wenn er im Dienst geblieben worden wäre.

Die Vergütung wird festgelegt unter Berücksichtigung einerseits der dem Regionaleinnehmer für die Ausführung seines Dienstauftrags erteilten Belohnungen und andererseits der Lebenskosten im Lande, in dem er seinen Dienstauftrag ausführt, der diesem Dienstauftrag entsprechenden gesellschaftlichen Stellung und der mit der Entfernung von der Wohnung verbundenen erhöhten familiären Lasten.

Die Vergütung darf dem einen Dienstauftrag ausführenden Regionaleinnehmer nicht gewährt werden, wenn er entweder aufgrund sonstiger Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen oder auf der Grundlage der Ausführung seines Dienstauftrags Anspruch auf Vorteile hat, die mindestens dem Gehalt entsprechen, das er erhalten hätte, wenn er im Dienst geblieben wäre.

§ 6. Der Regionaleinnehmer erhält die Gehaltserhöhungen zum Zeitpunkt, zu dem er diese erhalten würde oder erhalten hätte, wenn er effektiv im Dienst geblieben wäre.

§ 7. Mittels einer Kündigung von mindestens drei und höchstens sechs Monaten können der Gouverneur und der Regionaleinnehmer jederzeit die Ausführung des Dienstauftrags beenden.

§ 8. Der Regionaleinnehmer, dessen Dienstauftrag abläuft oder durch Beschluss des Gouverneurs, durch Beschluss der Einrichtung, zu deren Gunsten der Dienstauftrag ausgeführt wird, oder durch eigenen Beschluss unterbrochen wird, stellt sich dem Gouverneur wieder zur Verfügung.

Falls er sich ohne triftigen Grund weigert, diese Stelle zu besetzen, oder versäumt, es zu tun, wird er nach zehn Tagen Abwesenheit als rücktretend betrachtet.

§ 9. Sobald sein Dienstauftrag beendet ist, weist der Gouverneur den Regionaleinnehmer Aufgaben zu, die vergleichbar sind oder nicht mit denen, die er vor Beginn seines Dienstauftrags durchgeführt hat.

Unterabschnitt 20 — Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts, eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik, einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung oder innerhalb eines Kabinetts eines lokalen Mandatsträgers

Art. 135 - Unter der Bedingung, dass die Behörde, bei der der Regionaleinnehmer seine Dienste leistet, sich verpflichtet, die gesamte Haushaltsausgabe zurückzuerstatten, erhält der Regionaleinnehmer einen Urlaub zwecks der Ausübung eines Amtes:

1° in dem Kabinetts eines Präsidenten oder eines Mitglieds einer Regierung einer Region oder Gemeinschaft, des vereinigten Kollegiums der gemeinsamen Gemeinschaftskommission oder des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission;

2° in dem Kabinetts eines föderalen Ministers oder Staatssekretärs;

3° in einem Sekretariat, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik oder einer Zelle für die allgemeine Politik eines Mitglieds der föderalen Regierung.

4° bei einem Mandatsträger einer Gemeinde, einer Provinz oder eines öffentlichen Sozialhilfezentrums.

Art. 136 - Der Urlaub wird entlohnt.

Die Region verlangt von der Einrichtung, bei der der Regionaleinnehmer beurlaubt ist, die Rückerstattung der gesamten Haushaltsausgabe, falls und soweit sie dies tun könnte, sofern der Urlaub einem ihrer Bediensteten gemäß Artikel 486 des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes gewährt worden ist. Diese Haushaltsausgabe wird in keinem Fall auf die lokalen Verwaltungen abgewälzt, die die Dienste von Regionaleinnehmern gemäß Artikel L1124-47 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung in Anspruch nehmen.

Art. 137 - Der Urlaub wird einer Diensttätigkeit gleichgestellt.

Art. 138 - Am Ende seiner Zuweisung und soweit er nicht erneut entsandt wird, erhält der Regionaleinnehmer einen Urlaubstag pro Monat Tätigkeit im Kabinetts mit einer Mindestanzahl von drei Werktagen und einer Höchstanzahl von fünfzehn Werktagen.

Der Regionaleinnehmer, dessen Urlaub abläuft, stellt sich dem Gouverneur wieder zur Verfügung.

Der Gouverneur weist den Regionaleinnehmer Aufgaben zu, die vergleichbar sind oder nicht mit denen, die er vor Beginn seines Dienstauftrags durchgeführt hat.

Falls der Regionaleinnehmer sich ohne triftigen Grund weigert, sich dem Gouverneur wieder zur Verfügung zu stellen, oder versäumt, es zu tun, wird er nach zehn Tagen Abwesenheit als rücktretend betrachtet.

Abschnitt 3 — Zurdispositionstellung

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 139 - Der zur Disposition gestellte Regionaleinnehmer ist verpflichtet, dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar eine Anschrift in Belgien mitzuteilen, wo ihm die ihn betreffenden Beschlüsse zugestellt werden können.

Art. 140 - Der zur Disposition gestellte Regionaleinnehmer bleibt zur Verfügung des Gouverneurs. Wenn er die erforderliche berufliche und körperliche Eignung hat, kann er unter den im vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen wieder in die Diensttätigkeit einberufen werden.

Innerhalb eines Monats ab dem Datum des Schreibens, durch das der Gouverneur ihn angewiesen hat, sein Amt wieder aufzunehmen, stellt er sich dem Gouverneur wieder zur Verfügung. Der Gouverneur weist ihm Aufgaben zu, die vergleichbar sind oder nicht mit denen, die er vor Beginn seiner Abwesenheit durchgeführt hat.

Falls er sich ohne triftigen Grund weigert, dies zu tun, wird der Regionaleinnehmer nach zehn Tagen Abwesenheit als rücktretend betrachtet.

Unterabschnitt 2 — Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes

Art. 141 - § 1. Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar kann einen Regionaleinnehmer wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes zur Disposition stellen, wenn diese Maßnahme für ein reibungsloses Funktionieren des Dienstes als unerlässlich gewertet wird.

§ 2. Vor der Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes muss von dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar ein Vorschlag unterbreitet werden.

Der Vorschlag wird dem Regionaleinnehmer per Einschreibesendung zugestellt. In dieser Mitteilung werden die Möglichkeit und die Form der Beschwerde angegeben.

§ 3. Der Regionaleinnehmer kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Notifizierung des in Paragraph 2 erwähnten Vorschlags eine Beschwerde einlegen. Anderenfalls beschließt der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar die Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes.

Der Regionaleinnehmer stellt dem Gouverneur oder dem beauftragten Bezirkskommissar seine Beschwerde per Einschreibesendung zu.

Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar teilt dem Kollegium der wallonischen Gouverneure innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Eingang die Beschwerde, den Beschlussvorschlag und alle relevanten Dokumente mit.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet über die Beschwerde. Es gibt nach Anhörung des Regionaleinnehmers und dessen gegebenenfalls anwesenden Rechtsbeistands eine Stellungnahme zu dem Vorschlag über die Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung nach den Verfahren der Artikel 175 bis 176 ab.

§ 4. Nachdem er die Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure zur Kenntnis genommen hat, kann der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar die Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung des Regionaleinnehmers beschließen. Gegebenenfalls gibt er die Gründe an, warum er von der Stellungnahme des Kollegiums der wallonischen Gouverneure abweicht.

Der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar notifiziert dem Betreffenden den Beschluss zur Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung innerhalb eines Monats nach der Annahme der Stellungnahme per Einschreibesendung. Das Ausbleiben dieser Notifizierung gilt als Verzicht auf die Maßnahme.

Art. 142 - Der wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes zur Disposition gestellte Regionaleinnehmer hat Anspruch auf ein Wartegehalt, das seinem letzten Gehalt während der Berufstätigkeit entspricht.

Art. 143 - Die Dauer der Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes mit Anspruch auf ein Wartegehalt darf in einem oder mehreren Abschnitten die Dauer der für die Berechnung der Ruhestandspension des Betreffenden zulässigen Dienste nicht überschreiten.

Die Militärdienste oder die Dienste als Wehrdienstverweigerer, die der Regionaleinnehmer vor seinem Dienstantritt verrichtet hat, werden jedoch nicht berücksichtigt und die zulässigen Militärdienste werden nur für ihre einfache Dauer berechnet.

Unterabschnitt 3 — Zurdispositionstellung wegen Krankheit

Art. 144 - § 1. Der Regionaleinnehmer, der, nachdem er die kraft Artikel 91 gewährten Urlaubstage erreicht hat, wegen Krankheit abwesend ist, wird von Rechts wegen, wegen Krankheit zur Disposition gestellt. Er behält sein administratives Dienstalter und sein Besoldungsdienstalter.

§ 2. Der wegen Krankheit zur Disposition gestellte Regionaleinnehmer wird einer ärztlichen Kontrolle nach den Artikeln 104 bis 108 unterzogen.

Art. 145 - Der wegen Krankheit zur Disposition gestellte Regionaleinnehmer erhält ein Wartegehalt, das sechzig Prozent seines letzten Gehalts während der Berufstätigkeit entspricht.

Der Betrag dieses Wartegehalts kann jedoch auf keinen Fall niedriger sein:

1° als die Entschädigungen, die der Betroffene in der gleichen Situation erhalten würde, wenn die sozialversicherungspflichtigen Bestimmungen seit Beginn der Abwesenheit auf ihn anwendbar gewesen wären;

2° als die Rente, die er erhalten würde, wenn er am Tag der Zurdispositionstellung in den Vorruhestand wegen körperlicher Unfähigkeit versetzt worden wäre.

Art. 146 - Der wegen Krankheit zur Disposition gestellte Regionaleinnehmer, der Anspruch auf ein Wartegehalt hat, wird innerhalb von drei Monaten ab dem Datum, an dem er zur Disposition gestellt worden ist, vor die Pensionskommission vorgeladen. Danach wird er innerhalb eines Jahres nach dem Datum jedes endgültigen Beschlusses der Pensionskommission vorgeladen.

Wenn der Regionaleinnehmer ohne triftigen Grund nicht vor der Pensionskommission zum in Absatz 1 erwähnten Zeitpunkt erscheint, wird die Zahlung seines Wartegehalts von diesem Zeitpunkt an bis zu seiner Erscheinung eingestellt.

Art. 147 - Der Regionaleinnehmer hat Anspruch auf ein monatliches Wartegehalt, das dem Betrag seines letzten Gehalts während der Berufstätigkeit entspricht, wenn die Krankheit, an der er leidet, durch die Pensionskommission als schwer und von langer Dauer betrachtet wird. Dieser Anspruch wird erst ab dem Zeitpunkt wirksam, an dem der Regionaleinnehmer für einen ununterbrochenen Zeitraum von wenigstens drei Monaten zur Disposition gestellt wurde.

Dieser Anspruch führt zu einer Anpassung des Standes des Regionaleinnehmers mit Wirkung auf die Besoldung am Tage, an dem die Zurdispositionstellung begonnen hat.

Art. 148 - Die Zurdispositionstellung wegen Krankheit beendet nicht den Stand der Unterbrechung der beruflichen Laufbahn.

Unterabschnitt 4 — Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen

Art. 149 - Der Regionaleinnehmer kann auf seinen Antrag aus persönlichen Gründen zur Disposition gestellt werden.

Der Gouverneur teilt dem Betreffenden seinen Beschluss innerhalb eines Monats nach dem Eingang des Antrags mit.

Die Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen wird für eine Periode von wenigstens drei Monaten und höchstens fünf Jahren gewährt. Auf jede Periode der Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen folgt eine Diensttätigkeitsperiode von wenigstens sechs Monaten. Die Gesamtdauer der Perioden der Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen darf fünf Jahre über die gesamte Laufbahn nicht übersteigen.

Art. 150 - Der Regionaleinnehmer, der aus persönlichen Gründen zur Disposition gestellt wird, erhält kein Wartegehalt.

Er kann keine Krankheit oder Behinderung geltend machen, die er sich während des Zeitraums, wo er zur Disposition steht, zuzieht.

Der Regionaleinnehmer, dessen Abwesenheit die Periode, für die eine Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen gewährt worden ist, überschreitet, wird als rücktretend betrachtet.

KAPITEL XI — Disziplinarordnung

Abschnitt 1 — Sanktionen und disziplinarrechtliche Verfolgungen

Art. 151 - Der Gouverneur kann aus folgenden Gründen eine Disziplinarstrafe gegen den Regionaleinnehmer verhängen:

- 1° Verletzung beruflicher Pflichten;
- 2° Handlungen, die die Würde des Amtes gefährden;
- 3° Verstöße gegen Verbote und Unvereinbarkeiten;
- 4° Begehung eines strafrechtlichen Verstoßes.

Art. 152 - Gegen den Regionaleinnehmer können folgende Strafen verhängt werden:

- 1° Verwarnung;
- 2° Rüge;
- 3° Gehaltskürzung;
- 4° einstweilige Amtsenthebung;
- 5° Entlassung von Amts wegen;
- 6° Abberufung.

Art. 153 - Die Gehaltskürzung darf drei Monatsgehälter nicht überschreiten.
Sie darf sich auf höchstens zwanzig Prozent des Bruttogehalts belaufen.

Art. 154 - Die einstweilige Amtsenthebung wird für einen Zeitraum von höchstens drei Monaten verhängt.

Die einstweilige Amtsenthebung als Disziplinarstrafe führt für ihre Dauer zum Gehaltsentzug, mit Ausnahme des Teils des Nettogehalts, der dem Betrag des Eingliederungseinkommens entspricht, der gemäß dem Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung festgelegt wurde.

Bei Teilzeitleistungen wird dieser Betrag im Verhältnis zur Dauer der Leistungen gekürzt.

Art. 155 - Eine Disziplinarstrafe darf erst verhängt werden, nachdem der Regionaleinnehmer in seinen Verteidigungsmitteln über alle ihm zur Last gelegten Fakten angehört worden ist.

Während des Verfahrens darf der Regionaleinnehmer sich von einem Verteidiger seiner Wahl beistehen lassen.

Art. 156 - Vor der Anhörung legt der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar eine Disziplinarakte an, die alle Schriftstücke über die Sachverhalte, die ihm zur Last gelegt werden, enthält.

Art. 157 - Mindestens fünfzehn Werktage vor seiner Anhörung wird der Regionaleinnehmer zum Erscheinen aufgefordert, entweder per Einschreibesendung oder durch Aushändigung eines Aufforderungsschreibens gegen Empfangsbestätigung.

In der Aufforderung sind zu vermerken:

- 1° alle ihm zur Last gelegten Sachverhalte;
- 2° die Tatsache, dass eine Disziplinarstrafe in Erwägung gezogen wird und eine Disziplinarakte angelegt wurde;
- 3° Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung;
- 4° das Recht des Betroffenen, sich von einem Verteidiger seiner Wahl beistehen zu lassen;
- 5° der Ort, an dem die Disziplinarakte eingesehen werden kann, und die Frist dafür;
- 6° das Recht, die Vernehmung von Zeugen zu beantragen.

Art. 158 - Ab der Aufforderung, vor dem Gouverneur zu erscheinen, bis zum Vortag des Erscheinens können der Regionaleinnehmer und sein Verteidiger die Disziplinarakte einsehen und, wenn sie es wünschen, dem Gouverneur die Verteidigungsmittel schriftlich mitteilen.

Art. 159 - Von der Anhörung wird ein Protokoll erstellt, das die Aussagen der angehörten Person getreu wiedergibt.

Wird das Protokoll gleich am Ende der Anhörung erstellt, wird es sofort vorgelesen, und der Betreffende wird ersucht, es zu unterzeichnen.

Wird das Protokoll erst nach der Anhörung erstellt, wird es dem Betreffenden binnen acht Tagen nach der Anhörung mitgeteilt mit der Aufforderung, es zu unterzeichnen.

Auf jeden Fall kann der Betreffende bei der Unterzeichnung Vorbehalte formulieren; wenn er die Unterschrift verweigert, muss dies vermerkt werden.

Wenn der Betreffende eine Anhörung schriftlich abgelehnt hat oder wenn er zur Anhörung nicht erschienen ist, erstellt der Gouverneur, je nach Fall, ein Protokoll über die Ablehnung oder das Nichterscheinen.

Das Protokoll über die Anhörung, die Ablehnung oder das Nichterscheinen enthält die Aufzählung aller Verfahrenshandlungen, die aufgrund des vorliegenden Kapitels erforderlich sind, und erwähnt, ob jede dieser Handlungen verrichtet worden ist.

Art. 160 - Der Gouverneur kann von Amts wegen oder auf Antrag des Betroffenen oder seines Verteidigers beschließen, Zeugen anzuhören.

In diesem Fall findet die Anhörung der Zeugen in Anwesenheit des Betroffenen statt.

Art. 161 - Binnen zwei Monaten nach Abschluss des Protokolls über die letzte Anhörung, die Ablehnung oder das Nichterscheinen entscheidet der Gouverneur über die aufzuerlegende Disziplinarstrafe.

Wenn innerhalb oben erwähnter Frist keine Entscheidung fällt, ist davon auszugehen, dass er darauf verzichtet, den Regionaleinnehmer wegen den ihm zur Last gelegten Sachverhalte weiter zu verfolgen.

Art. 162 - Der Beschluss, durch den die Disziplinarstrafe auferlegt wird, ist nach der Form mit Gründen zu versehen.

Er wird dem Regionaleinnehmer unverzüglich notifiziert, entweder per Einschreibesendung oder durch Aushändigung des Beschlusses gegen Empfangsbestätigung.

Wenn die Entscheidung nicht binnen einer Frist von fünfzehn Tagen mitgeteilt wird, wird davon ausgegangen, dass sie aufgehoben ist. Es können keine disziplinarrechtlichen Verfolgungen für dieselben Fakten eingeleitet werden.

Die Beschwerdemöglichkeiten und -fristen werden in dem zugestellten Beschluss angegeben.

Art. 163 - Unbeschadet ihrer Ausführung werden die Disziplinarstrafen der Verwarnung, der Rüge und der Gehaltskürzung aus der Personalakte des Regionaleinnehmers nach Ablauf einer Frist, deren Dauer wie folgt festgelegt ist, von Amts wegen getilgt:

- 1° 1 Jahr für die Verwarnung;

2° 18 Monate für die Rüge;

3° 3 Jahre für die Gehaltskürzung.

Unbeschadet ihrer Ausführung kann die Disziplinarstrafe der einstweiligen Amtsenthebung auf Antrag des Regionaleinnehmers nach einer Frist von vier Jahren durch den Gouverneur, der sie verhängt hat, getilgt werden.

Der Gouverneur kann die Tilgung nur verweigern, wenn neue Elemente ans Licht gekommen sind, die eine solche Verweigerung rechtfertigen könnten.

Die in den Absätzen 1 und 2 festgelegten Fristen laufen ab dem Datum, an dem die Disziplinarstrafe verhängt worden ist.

Art. 164 - § 1. Wenn ein Regionaleinnehmer strafrechtlich oder disziplinarrechtlich verfolgt wird und seine Anwesenheit mit den Belangen des Dienstes unvereinbar ist, kann der Gouverneur im Rahmen einer Ordnungsmaßnahme gegen ihn eine vorbeugende einstweilige Amtsenthebung aussprechen.

§ 2. Der Gouverneur kann entscheiden, dass die vorbeugende einstweilige Amtsenthebung mit einer Gehaltskürzung und der Aberkennung des Anspruchs auf Beförderung einhergeht.

Die Gehaltskürzung übersteigt nicht die Hälfte des letzten Gehalts während der Berufstätigkeit des Regionaleinnehmers.

Der Regionaleinnehmer hat wenigstens Anrecht auf ein Nettogehalt, das dem Betrag des Eingliederungseinkommens entspricht, das gemäß dem Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung festgelegt wurde. Im Falle einer Teilzeitbeschäftigung wird dieser Betrag im Verhältnis zu der geleisteten Arbeitszeit reduziert.

Art. 165 - § 1. Die vorbeugende einstweilige Amtsenthebung wird für eine Dauer von höchstens vier Monaten ausgesprochen.

Der Gouverneur kann diese Frist unter Berücksichtigung des in Artikel 166 erwähnten Verfahrens um Zeiträume von höchstens vier Monaten verlängern, solange das Strafverfahren andauert.

§ 2. Wenn innerhalb der in Paragraph 1 erwähnten Frist keine Disziplinarstrafe auferlegt wird, verfallen alle Wirkungen der vorbeugenden einstweiligen Amtsenthebung.

Art. 166 - Bevor der Gouverneur eine vorbeugende einstweilige Amtsenthebung aussprechen kann, muss er den Regionaleinnehmer gemäß dem in den Artikeln 155 bis 162 erwähnten Verfahren anhören, wobei die in Artikel 157 festgelegte Frist von fünfzehn Tagen jedoch auf fünf Tage verringert wird.

In Fällen äußerster Dringlichkeit kann der Gouverneur die vorbeugende einstweilige Amtsenthebung sofort aussprechen, allerdings mit der Verpflichtung, den Betroffenen gemäß dem in Absatz 1 erwähnten Verfahren sofort nach dem Beschluss anzuhören.

Art. 167 - Der Beschluss, durch den die vorbeugende einstweilige Amtsenthebung ausgesprochen wird, wird dem Betroffenen unverzüglich notifiziert, entweder per Einschreibesendung oder durch Aushändigung des Beschlusses gegen Empfangsbestätigung.

In Ermangelung einer Notifikation des Beschlusses innerhalb einer Frist von zehn Werktagen gilt dieser Beschluss als widerrufen.

Es kann keine vorbeugende einstweilige Amtsenthebung für dieselben Sachverhalte von dem Gouverneur eingeleitet werden.

Art. 168 - Wenn der Disziplinarstrafe eine vorbeugende einstweilige Amtsenthebung unter Fortzahlung des gesamten Gehalts vorangeht, tritt die Disziplinarstrafe am Tag selbst, an dem sie ausgesprochen wird, in Kraft.

Wenn im Anschluss an eine vorbeugende einstweilige Amtsenthebung mit Gehaltskürzung und Aberkennung des Anspruchs auf Beförderung die Disziplinarstrafe der Verwarnung oder Rüge auferlegt wird, tritt sie am Tag selbst, an dem sie ausgesprochen wird, in Kraft. Die vorbeugende einstweilige Amtsenthebung gilt als widerrufen, und das einbehaltene Gehalt wird dem Regionaleinnehmer durch den Gouverneur zurückgezahlt.

Wenn im Anschluss an eine vorbeugende einstweilige Amtsenthebung mit Gehaltskürzung und Aberkennung des Anspruchs auf Beförderung die Disziplinarstrafe der Gehaltskürzung, der einstweiligen Amtsenthebung, der Entlassung von Amts wegen oder der Entfernung aus dem Dienst auferlegt wird, wird die Disziplinarstrafe frühestens am Tag des Inkrafttretens der vorbeugenden einstweiligen Amtsenthebung wirksam. Der während der vorbeugenden einstweiligen Amtsenthebung einbehaltene Betrag des Gehalts wird vom Betrag des mit der Disziplinarstrafe einhergehenden Gehaltsverlustes abgerechnet. Wenn der Betrag des gekürzten Gehalts über den mit der Disziplinarstrafe einhergehenden Gehaltsverlust hinausgeht, zahlt der Gouverneur dem Regionaleinnehmer die Differenz zurück.

Art. 169 - Der Gouverneur kann nach Ablauf einer sechsmonatigen Frist nach Feststellung oder Kenntnisnahme der strafbaren Handlungen keine disziplinarrechtlichen Verfolgungen mehr einleiten.

Im Falle einer Strafverfolgung wegen derselben Handlungen läuft diese Frist ab dem Tag, an dem der Gouverneur von der Gerichtsbehörde davon in Kenntnis gesetzt wird, dass ein unwiderruflicher Beschluss erfolgt ist oder das Strafverfahren nicht fortgesetzt wird.

Wird der Beschluss der Disziplinarbehörde vom Staatsrat für nichtig erklärt, kann der Gouverneur die disziplinarrechtliche Verfolgung ab der Notifizierung des Entscheids des Staatsrates während des bei Einleitung der Verfolgung noch verbleibenden Teils der in Absatz 1 erwähnten Frist wieder aufnehmen.

Abschnitt 2 — Beschwerden gegen den Sanktionsbeschluss

Art. 170 - Der Regionaleinnehmer kann vor dem Kollegium der wallonischen Gouverneure eine Abänderungsbeschwerde gegen den Sanktionsbeschluss einreichen.

Die Beschwerde ist innerhalb von 30 Kalendertagen ab der Notifizierung des Beschlusses des Gouverneurs per Einschreiben beim Gouverneur einzureichen.

Der Gouverneur teilt dem Kollegium der wallonischen Gouverneure innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Beschwerde des Regionaleinnehmers, diese Beschwerde, seinen Beschluss und alle Schriftstücke der Disziplinarakte mit.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure hört den Regionaleinnehmer und die gegebenenfalls vorhandenen Zeugen an. Die Artikel 155 bis 162 sind *mutatis mutandis* anwendbar.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet sich mehrheitlich und unter Ausschluss der Öffentlichkeit. Der Gouverneur, der die disziplinarische Maßnahme getroffen hat, nimmt weder an den Beratungen, noch an der Abstimmung teil. Bei Stimmgleichheit gilt die Entscheidung als zugunsten des Regionaleinnehmers.

KAPITEL XII — *Ausscheiden aus dem Amt*

Art. 171 - Niemand darf vor dem normalen Ruhestandsalter die Eigenschaft eines Regionaleinnehmers verlieren, es sei denn in den durch die Gesetzgebung über die Pensionen oder durch vorliegenden Erlass vorgesehenen Fällen.

Art. 172 - Die Eigenschaft eines Regionaleinnehmers verliert von Amts wegen und ohne Kündigungsfrist:

1° der Regionaleinnehmer, für den der Gouverneur innerhalb der für eine Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat geltenden Frist oder falls eine derartige Klage bereits eingereicht worden ist, während des Verfahrens festgestellt hat, dass seine Ernennung regelwidrig ist; diese Frist gilt nicht bei Betrug oder arglistiger Täuschung vonseiten des Regionaleinnehmers;

2° der Regionaleinnehmer, der die Bedingung, Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der Europäischen Union zu sein, nicht mehr erfüllt, der nicht mehr im Besitz seiner bürgerlichen und politischen Rechte ist oder der nicht mehr den Milizgesetzen genügt;

3° der Regionaleinnehmer, dessen bleibende körperliche Untauglichkeit ordnungsgemäß festgestellt worden ist;

4° der Regionaleinnehmer, der ohne zulässigen Grund seinen Posten verlässt und mehr als zehn Tage abwesend bleibt;

5° der Regionaleinnehmer, der sich in einem Fall befindet, in dem die Anwendung von bürgerlichen Gesetzen oder Strafgesetzen das Ausscheiden aus dem Amt zur Folge hat;

6° der Regionaleinnehmer, der aus disziplinären Gründen von seinem Amt befreit oder entlassen wird.

Art. 173 - Das Ausscheiden aus dem Amt haben ebenfalls zur Folge:

1° der freiwillige Rücktritt;

2° die Versetzung in den Ruhestand;

3° die Entlassung aufgrund einer endgültig festgestellten Berufsuntauglichkeit.

In dem in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Fall kann der Regionaleinnehmer seinen Dienst frühestens drei Monate, nachdem er den Gouverneur von seinem freiwilligen Rücktritt in Kenntnis gesetzt hat, aufgeben. Diese Frist kann im gegenseitigen Einvernehmen verringert werden.

Art. 174 - Die Weiterführung der Beschäftigung über das gesetzliche Rentenalter hinaus kann vom Gouverneur auf Antrag des Regionaleinnehmers genehmigt werden. Die Dauer dieser Weiterführung wird auf eine maximale Dauer von einem Jahr festgelegt. Sie kann unter den gleichen Bedingungen für Zeiträume von höchstens einem Jahr verlängert werden, sofern die Gesamtdauer der Weiterführung der Beschäftigung zwei Jahre nicht überschreitet.

KAPITEL XIII — *Beschwerde vor dem Kollegium der wallonischen Gouverneure*

Art. 175 - Das Kollegium der wallonischen Gouverneure entscheidet über die Beschwerden des Regionaleinnehmers gegen:

1° den Vorschlag zur Entlassung am Ende der Probezeit;

2° die vorbehaltliche oder negative Bewertung;

3° den Vorschlag der Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit;

4° den Beschluss zur Verhängung einer Disziplinarstrafe;

5° den Vorschlag zur Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes.

Art. 176 - § 1. Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet sich über die Beschwerde innerhalb eines Monats nach Übermittlung der Beschwerde, des Vorschlags oder der Entscheidung und der relevanten Dokumente durch den Gouverneur oder den beauftragten Bezirkskommissar.

§ 2. Der Vorsitzende des Kollegiums der wallonischen Gouverneure fügt die Beschwerde der Tagesordnung der nächstgelegenen Sitzung hinzu. Erforderlichenfalls beruft er eine Sondersitzung ein.

Wird eine Anhörung des Regionaleinnehmers organisiert, so stellt das Kollegium der wallonischen Gouverneure sicher, dass er wenigstens sieben Tage vor dem Datum der Anhörung vorgeladen wird.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure befindet sich mehrheitlich und unter Ausschluss der Öffentlichkeit. Der Gouverneur, der den angefochtenen Beschluss getroffen hat, nimmt weder an den Beratungen, noch an der Abstimmung teil. Bei Stimmgleichheit gilt die Entscheidung als zugunsten des Regionaleinnehmers.

Das Kollegium der wallonischen Gouverneure teilt dem Gouverneur, der den angefochtenen Beschluss getroffen hat, seinen Beschluss oder seine Stellungnahme innerhalb von sieben Tagen nach der Sitzung mit.

§ 3. Die Paragraphen 1 und 2 gelten nicht im Falle einer Beschwerde gegen einen Beschluss zur Verhängung einer Disziplinarstrafe.

§ 4. Vorbehaltlich der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Ausnahmen gelten die von der Regierung festgelegten Regeln für die Arbeitsweise und Beratung des Kollegiums der wallonischen Gouverneure.

TITEL III — *Besoldungsstatut*

KAPITEL I — *Gehalt*

Abschnitt 1 — Gehalt, Entschädigungen und finanzielles Dienstalter

Art. 177 - § 1. Die Besoldung eines Regionaleinnehmers umfasst:

1° das Gehalt;

2° das Urlaubsgeld;

3° die Jahresendzulage;

4° die Zweisprachigkeitszulage;

5° die Zulage für die Ausübung eines zusätzlichen Amtes.

§ 2. Der Regionaleinnehmer hat auch Anspruch auf Erstattung bestimmter Unkosten in Form der folgenden Entschädigungen:

- 1° Entschädigung für Dienstoffahrtkosten sowie für Fahrtkosten auf dem Weg zur Arbeit;
- 2° Entschädigung für Aufenthaltskosten.

Art. 178 - Das Jahresgehalt des Regionaleinnehmers wird in der Gehaltstabelle von Anhang I des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Diese Tabelle umfasst:

- 1° ein Mindestgehalt;
- 2° Zwischengehälter, die Gehaltsstufen entsprechen und sich aus den Zwischenerhöhungen gemäß Anhang I ergeben;
- 3° ein Höchstgehalt.

Art. 179 - Für die Berechnung des finanziellen Dienstalters werden alle für die Festlegung des Gehalts zulässigen Dienste zusammengezählt.

Die Bestimmungen der Artikel 238 bis 242 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes über das finanzielle Dienstalter sind mutatis mutandis auf die Regionaleinnehmer anwendbar.

Art. 180 - Der Stand der Inaktivität setzt die Gewährung der Zwischenerhöhungen aus.

Abschnitt 2 — Berechnung und Zahlung des Gehalts

Art. 181 - Das Monatsgehalt entspricht 1/12tel des Gehalts.

Wenn der Regionaleinnehmer in den Ruhestand versetzt wird oder stirbt, wird das Gehalt des laufenden Monats nicht zurückgefordert.

Art. 182 - Das Monatsgehalt wird nachträglich gezahlt, und zwar spätestens am letzten Werktag des Monats.

Art. 183 - § 1. Das Monatsgehalt, das nicht in vollem Umfang geschuldet wird, wird in Dreißigstel geteilt.

Wenn die tatsächliche Anzahl Tage, die zu bezahlen sind, fünfzehn entspricht oder darunter liegt, entspricht die Anzahl geschuldeter Dreißigstel der tatsächlichen Anzahl Tage, die zu bezahlen sind.

Wenn die tatsächliche Anzahl Tage, die zu bezahlen sind, über fünfzehn liegt, entspricht die Anzahl geschuldeter Dreißigstel der Differenz zwischen dreißig und der tatsächlichen Anzahl Tage, die nicht zu bezahlen sind.

§ 2. Wenn der Monat zwei Zeiträume umfasst, die wegen der Höhe des Gehalts bzw. dessen Verbuchungsstelle unterschieden werden:

- 1° wird die Anzahl für den ersten Zeitraum geschuldeter Dreißigstel gemäß Paragraph 1 bestimmt;
- 2° wird die Gesamtanzahl für den Monat geschuldeter Dreißigstel gemäß Paragraph 1 bestimmt;
- 3° entspricht die Anzahl für den zweiten Zeitraum geschuldeter Dreißigstel der Differenz zwischen der Gesamtanzahl für den Monat geschuldeter Dreißigstel und der Anzahl für den ersten Zeitraum geschuldeter Dreißigstel.

In Bezug auf Ziffer 2 ist die Gesamtanzahl immer gleich dreißig, wenn der Monat in vollem Umfang zu zahlen ist.

Art. 184 - Das Monatsgehalt ist an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches vorgeschriebenen Regeln. Das Gehalt ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

KAPITEL II — Urlaubsgeld

Art. 185 - Die Bestimmungen der Artikel 261 bis 263 und 265 bis 272 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes über das Urlaubsgeld sind mutatis mutandis auf die Regionaleinnehmer anwendbar.

KAPITEL III — Jahresendzulage

Art. 186 - Die Bestimmungen der Artikel 273 bis 282 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes über die Jahresendzulage sind mutatis mutandis auf die Regionaleinnehmer anwendbar.

KAPITEL IV — Zweisprachigkeitszulage

Art. 187 - Eine Zulage wird Regionaleinnehmern gewährt, die ihre Kenntnis der französischen und deutschen Sprache nachweisen und einer lokalen Verwaltung im deutschen Sprachgebiet oder in einer französischsprachigen Gemeinde, die Spracherleichterungen für deutschsprachige Personen anbietet, zugewiesen sind.

Der Nachweis über die Kenntnisse der in Absatz 1 genannten Sprachen ist auf die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntnis der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes vorgesehene Weise zu erbringen.

Der Betrag der Zulage wird festgelegt und gezahlt auf die in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntnis der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes vorgesehene Weise.

KAPITEL V — *Definition der normalen Arbeitslast und Zulage für die Ausübung eines zusätzlichen Amtes im Rahmen einer Stellvertretung*

Art. 188 - § 1. Die Arbeitslast des Regionaleinnehmers wird pro Kalenderjahr auf der Grundlage eines Punktesystems wie folgt berechnet:

1° für jede Gemeinde, für die er zuständig ist, erhält der Regionaleinnehmer monatlich eine Anzahl von Punkten in Höhe der tatsächlichen Einwohnerzahl der Gemeinde;

2° für jedes öffentliche Sozialhilfzentrum, für das er zuständig ist, erhält der Regionaleinnehmer monatlich eine Anzahl von Punkten, die der Zahl der tatsächlichen Bevölkerung innerhalb des Zuständigkeitsgebiets des betreffenden öffentlichen Sozialhilfzentrums entspricht, geteilt durch zwei.

Die tatsächliche Bevölkerungszahl ist die letzte veröffentlichte Zahl.

§ 2. Bei Gemeinden ist eine gegebenenfalls vorgenommene Neueinstufung zu berücksichtigen.

§ 3. Der Regionaleinnehmer erhält:

1° 1.000 zusätzliche Punkte pro Monat, wenn er zwei lokalen Verwaltungen zugewiesen ist;

2° 2.500 zusätzliche Punkte pro Monat, wenn er drei lokalen Verwaltungen zugewiesen ist;

3° 4.000 zusätzliche Punkte pro Monat, wenn er vier lokalen Verwaltungen zugewiesen ist;

4° 5.000 zusätzliche Punkte pro Monat, wenn er fünf lokalen Verwaltungen zugewiesen ist;

§ 4. Der Regionaleinnehmer, der Unterstützungsaufgaben gemäß Artikel 28 wahrnimmt, erhält eine zusätzliche Anzahl von Punkten, die der Gesamtzahl der Punkte entspricht, die für die von ihm wahrgenommenen Aufgaben gemäß Artikel 28 § 2 zugewiesen werden.

§ 5. Wenn mehrere Regionaleinnehmer für dieselbe lokale Verwaltung zuständig sind, werden die Punkte im Verhältnis zu ihren Leistungen für die betreffende Verwaltung auf sie verteilt.

§ 6. Wird der Auftrag des Regionaleinnehmers nicht während eines gesamten Monats durchgeführt, so wird die Anzahl der für diesen Monat gewährten Punkte im Verhältnis zu der Anzahl der Tage berechnet, an denen der Regionaleinnehmer diesen Auftrag in dem betreffenden Monat wahrgenommen hat.

§ 7. Der Regionaleinnehmer, der einen Auftrag gemäß den Artikeln 26 und 27 wahrnimmt, erhält für diesen Auftrag eine zusätzliche Anzahl von Punkten, die nach den Bestimmungen des vorliegenden Artikels berechnet werden.

Die lokalen Verwaltungen, bei denen er eine Stellvertretung wahrnimmt, werden bei der Festlegung der Anzahl der zusätzlichen Punkte berücksichtigt, auf die er gemäß Paragraph 3 Anspruch hat.

Art. 189 - § 1. Die normale Arbeitslast eines Regionaleinnehmers beträgt 13.000 Punkte pro Monat. Sie darf jedenfalls nicht weniger als 12.000 Punkte oder mehr als 14.000 Punkte pro Monat betragen.

Mit der vorherigen Zustimmung des Ministers kann der Gouverneur in Bezug auf einen Regionaleinnehmer die Mindestschwelle von 12.000 Punkten herabsetzen oder die in Absatz 1 vorgesehene Höchstschwelle von 14.000 Punkten erhöhen. Der Gouverneur ist verpflichtet, diesen Antrag zu begründen.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannte Höchstschwelle kann überschritten werden, wenn der Regionaleinnehmer die folgenden Aufgaben erfüllt:

1° einen in Artikel 26 genannte Auftrag;

2° einen oder mehrere in Artikel 27 genannte Aufträge, die im Laufe eines Kalenderjahres höchstens 52.000 Punkten entsprechen.

Während eines Kalenderjahres darf der Regionaleinnehmer Aufträge gemäß Absatz 1 Ziffer 1 und Aufträge gemäß Absatz 1 Ziffer 2 nicht gleichzeitig ausüben.

Art. 190 - § 1. Der Regionaleinnehmer, dessen monatliche Arbeitslast aufgrund einer Stellvertretung nach den Artikeln 26 und 27 die in Artikel 189 Paragraph 1 genannte Höchstschwelle überschreitet, erhält eine Zulage für die Ausübung eines zusätzlichen Amtes während der betreffenden Monate.

Die Zulage ist fällig, sofern der Regionaleinnehmer die in Artikel 26 oder Artikel 27 genannte Stellvertretung während eines Zeitraums von mindestens einem Monat ohne Unterbrechung durchgeführt hat.

Die Zulage entspricht dem 1/12. des Jahresgehalts des Regionaleinnehmers für den Monat, in dem die zusätzlichen Leistungen erbracht wurden, geteilt durch 13.000 und multipliziert mit der Anzahl der Punkte, die für die Stellvertretung gemäß Artikel 26 oder Artikel 27 über die in Artikel 189 § 1 genannte Höchstschwelle hinaus zugeteilt wurden.

Ist die Zulage jedoch für die Stellvertretung im Sinne von Artikel 26 fällig, so darf sie fünfundzwanzig Prozent eines Zwölftels des Jahresgehalts des Regionaleinnehmers für den betreffenden Monat nicht überschreiten.

§ 2. Die Zulage ist spätestens am ersten Tag des Monats zu zahlen, der auf den Monat folgt, für den sie fällig ist.

KAPITEL VI — *Entschädigungen für Dienstfahrtkosten sowie für Fahrtkosten auf dem Weg zur Arbeit*

Art. 191 - § 1. Die Bestimmungen der Artikel 519 bis 538 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes über die Dienstfahrtkosten sind mutatis mutandis auf die Regionaleinnehmer anwendbar.

§ 2. Die Bestimmungen der Artikel 546 bis 559 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes über die Fahrtkosten auf dem Weg zur Arbeit sind mutatis mutandis auf die Regionaleinnehmer anwendbar.

KAPITEL VII — *Entschädigung für Aufenthaltskosten*

Art. 192 - § 1. Dem Regionaleinnehmer wird eine Entschädigung für Aufenthaltskosten in Höhe von 849,66 Euro pro Jahr gewährt. Diese Betrag ist an die Schwankungen des Preisindex gebunden, in Übereinstimmung mit den im Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschriebenen Regeln. Er ist an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Diese pauschale Entschädigung wird monatlich und nachträglich gezahlt. Sie wird in Dreißigsteln abgerechnet, wenn sie nicht für den vollen Monat geschuldet wird. Sie darf nicht für Zeiträume gewährt werden, die einer Unterbrechung des Dienstes von mehr als vierzehn Arbeitstagen entsprechen, wobei der Jahresurlaub nicht als solche Unterbrechung gewertet wird.

Die Entschädigung für Aufenthaltskosten kann im gleichen Umfang wie das Gehalt variieren.

TITEL IV — Erhebung des Beitrags der lokalen Verwaltungen zu den Kosten der Regionaleinnahmen

Art. 193 - Die Region teilt der lokalen Verwaltung, die die Dienste eines Regionaleinnehmers in Anspruch nimmt, die Höhe des für das vorangegangene Kalenderjahr fälligen Beitrags per Einschreibesendung mit.

Die Gemeinde zahlt den Beitrag innerhalb von sechs Monaten nach der Einschreibesendung.

In Ermangelung einer Zahlung ist der Minister oder sein Beauftragter befugt, diese Beträge von allen Zuweisungen, auf die die lokale Verwaltung Anspruch hat, abzuziehen, insbesondere von den in Artikel L1332-2 des Kodex genannten Zuweisungen.

Art. 194 - Die Rückforderung des Beitrags kann in Form von monatlichen Vorschüssen erfolgen, die den lokalen Verwaltungen, die die Dienste eines Regionaleinnehmers in Anspruch nehmen, in Rechnung gestellt werden. Diese monatlichen Vorschüsse werden auf der Grundlage des durchschnittlichen mathematischen Gehalts des Regionaleinnehmers einschließlich der Beiträge berechnet.

Dieses Durchschnittsgehalt wird in der gleichen Weise wie in Artikel 193 vorgesehen auf die lokalen Verwaltungen verteilt, die die Dienste eines Regionaleinnehmers in Anspruch nehmen.

TITEL V — Schlussbestimmungen

KAPITEL I — Aufhebungsbestimmung

Art. 195 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 2. April 1979 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Ernennung der Bezirkseinknehmer, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. Januar 1997;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2010 zur Festsetzung der Gehaltstabelle der Regionaleinknehmer in Anwendung von Artikel 1124-37 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014;

3° der Ministerialerlass vom 16. Juli 1979 über das Programm der Anwerbungsprüfung als Bezirkseinknehmer;

4° der Ministerialerlass vom 16. Juli 1979 zur Festlegung der Prüfungsordnung der Anwerbungsprüfung als Bezirkseinknehmer;

5° der Erlass des Gouverneurs der Provinz Lüttich vom 20. Januar 1966 zur Festlegung des Statuts der Bezirkseinknehmer der Provinz Lüttich;

6° der Erlass des Gouverneurs der Provinz Hennegau vom 1. März 1982 zur Festlegung des Verwaltungsstatuts der Bezirkseinknehmer der Provinz Hennegau;

6° der Erlass des Gouverneurs der Provinz Namur vom 30. Dezember 2004 zur Festlegung des Verwaltungsstatuts der Bezirkseinknehmer der Provinz Namur;

7° der Erlass des Gouverneurs der Provinz Luxemburg vom 10. Juni 2005 zur Festlegung des Statuts der Bezirkseinknehmer der Provinz Luxemburg;

9° der Erlass des Gouverneurs der Provinz Wallonisch-Brabant vom 10. Juni 2005 zur Festlegung des Statuts der Bezirkseinknehmer der Provinz Wallonisch-Brabant.

KAPITEL II — Aufrechterhaltung der erworbenen Rechte

Art. 196 - Der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ernannte Regionaleinknehmer behält den Anspruch auf die anderen Vorteile als das Jahresgehalt, auf die er nach den in den Artikel 195 Ziffern 5 bis 9 genannten Erlassen Anspruch hat, es sei denn, der vorliegende Erlass verleiht ihm Anspruch auf einen Vorteil gleicher Art, der mindestens demjenigen entspricht, den er vor seinem Inkrafttreten erhielt.

KAPITEL III — Inkrafttreten und Vollstreckbarkeit

Art. 197 - Der vorliegende Erlass, mit Ausnahme der Artikel 188 bis 194, die am 1. Januar 2020 in Kraft treten, um die Abrechnung des Beitrags zu ermöglichen, den die lokalen Verwaltungen, die im Kalenderjahr 2019, die die Dienste eines Regionaleinnehmers in Anspruch genommen haben, zu entrichten haben, tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt.

Art. 198 - Artikel 2 des Dekrets vom 30. April 2019 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung in Bezug auf die Regionaleinknehmer tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt.

Art. 199 - Artikel 6 des Dekrets vom 30. April 2019 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung in Bezug auf die Regionaleinknehmer treten am 1. Januar 2020 in Kraft.

Art. 200 - Die Ministerin für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 6. Juni 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Anhang I

Tabelle der Jahresgehälter nach dem Index 138,01 in Ausführung von Artikel L1124-37 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung

REGIONALEINNEHMER	
	20/1 x 742,85 1/1 x 743
0	37.050,00
1	37.792,85
2	38.535,70
3	39.278,55
4	40.021,40
5	40.764,25
6	41.507,10
7	42.249,95
8	42.992,80
9	43.735,65
10	44.478,50
11	45.221,35
12	45.964,20
13	46.707,05
14	47.449,90
15	48.192,75
16	48.935,60
17	49.678,45
18	50.421,30
19	51.164,15
20	51.907,00
21	52.650,00
22	52.650,00

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/42658]

6 JUNI 2019. — Besluit van de Waalse Regering ter vastlegging van het statuut van gewestelijke ontvangers en de wijze van inning van de bijdragen in de kosten van de gewestelijke ontvangsten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, artikels L1124-23 en L1124-47, vervangen door het decreet van 30 april 2019, en artikel L1124-37;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1979 tot vaststelling van de voorwaarden en de wijze van benoeming van de gewestelijke ontvangers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2010 tot vastlegging van de weddeschaal van de gewestelijke ontvangers overeenkomstig artikel 1124-37 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 juli 1979 tot vaststelling van het reglement van orde betreffende vergelijkend examens voor gewestelijke ontvanger;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 juli 1979 tot vaststelling van het reglement van orde betreffende vergelijkend examens voor gewestelijke ontvanger;

Gelet op het besluit van de gouverneur van de provincie Luik van 20 januari 1966 houdende het statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Luik;

Gelet op het besluit van de gouverneur van de provincie Henegouwen van 1 maart 1982 tot vastlegging van het administratief statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Henegouwen;

Gelet op het besluit van de gouverneur van de provincie Namen van 30 december 2004 tot vastlegging van het administratief statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Namen;

Gelet op het besluit van de gouverneur van de provincie Waals-Brabant van 10 juni 2005 betreffende het statuut van de gewestelijke ontvangers in Waals-Brabant;

Gelet op het besluit van de gouverneur van de provincie Luxemburg van 10 juni 2005 tot vastlegging van het administratief statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Luxemburg;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 17 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 20 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 december 2018;

Gelet op het rapport van 11 december 2018, opgesteld in overeenstemming met artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgevonden en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Unie van de Waalse steden en gemeenten van 1 februari 2019;

Gelet op het advies van de Federatie van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van de Unie van de Waalse steden en gemeenten van 1 februari 2019;

Gelet op protocol nr. 760 van sectorcomité XVI, opgesteld op 23 april 2019;

Gelet op de vraag om advies binnen de 30 dagen, gericht aan de Raad van State, van 6 mei 2019, krachtens artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er geen advies werd meegedeeld binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Federatie van Gewestelijke Ontvangers, gegeven op 18 januari 2019;

Gelet op het advies van de Waalse gouverneurs, gegeven op 16 en 23 januari 2019;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 43, vervangen door het decreet van 30 april 2019, en artikel 46, vervangen door het decreet van 18 april 2013 en gewijzigd door het decreet van 30 april 2019;

Op voordracht van de minister van Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de gouverneur : de provinciegouverneur die de gewestelijke ontvanger aanstelt;

2° de minister : de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen;

3° het College van de Waalse gouverneurs : het orgaan opgericht krachtens artikel L1124-23, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie;

4° het Wetboek : het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

5° het lokaal bestuur : het gemeentebestuur of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat een beroep doet op een gewestelijk ontvanger om zijn inkomsten en uitgaven uit te voeren en zijn boekhouding bij te houden.

TITEL II. — *Administratief statuut van gewestelijke ontvangers*

HOODSTUK I. — *Hoedanigheid van gewestelijke ontvanger*

Art. 2. De hoedanigheid van gewestelijke ontvanger wordt toegekend aan iedereen die door de gouverneur als dusdanig benoemd wordt.

De gewestelijke ontvanger voert de opdrachten uit die hem krachtens de wetten en decreten en hun uitvoeringsbesluiten en door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris worden toevertrouwd.

HOOFDSTUK II. — *Rechten en plichten*

Art. 3. § 1. De gewestelijke ontvanger oefent zijn ambt op loyale, zorgvuldige en integere wijze uit.

Hij leeft de van kracht zijnde wetten en reglementen en de door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris opgelegde richtlijnen na.

Hij respecteert de werkinstrumenten die hem ter beschikking worden gesteld en gebruikt ze voor professionele doeleinden en volgens de regels vastgelegd door de gouverneur, de afgevaardigde arrondissementscommissaris of de vertegenwoordigers van het lokaal bestuur waar hij zijn ambt uitoefent.

§ 2. De gewestelijke ontvanger behandelt iedereen waarmee hij tijdens de uitoefening van zijn ambt in contact komt met begrip en zonder enige vorm van discriminatie.

§ 3. Buiten de uitoefening van zijn ambt vermijdt de gewestelijke ontvanger elke handelwijze die het vertrouwen van het publiek in zijn dienst kan aantasten.

§ 4. Zelfs buiten zijn ambt doch ter oorzaak ervan, mag de gewestelijke ontvanger rechtstreeks of bij tussenpersoon, geen giften, beloningen of enig voordeel vragen, eisen of aannemen.

§ 5. De gewestelijke ontvanger laat zich bij zijn opdracht niet leiden door invloeden van buitenaf of persoonlijke belangen.

§ 6. De gewestelijke ontvanger zorgt ervoor permanent op de hoogte te blijven van de evolutie van de voor zijn beroepsuitoefening relevante regelgeving en van de politieke, economische en financiële actualiteit op internationaal, Belgische, gewestelijk en lokaal niveau.

Art. 4. § 1. De gewestelijke ontvanger heeft recht op vrijheid van meningsuiting over de feiten waarvan hij op de hoogte is door de uitoefening van zijn ambt.

Het is hem enkel verboden feiten te onthullen die betrekking hebben op de nationale veiligheid, de vrijwaring van de openbare orde, de financiële belangen van het Gewest, de provincie of het lokaal bestuur, de preventie of repressie van misdadige feiten, het medisch geheim, de rechten en vrijheden van de burger en in het bijzonder het recht op eerbiediging van het privéleven; dit verbod geldt eveneens voor feiten die betrekking hebben op de voorbereiding van alle beslissingen zolang er geen definitieve beslissing is genomen.

De beschikkingen van lid 1 en 2 zijn eveneens van toepassing op gewestelijke ontvangers die hun functie niet langer uitoefenen.

§ 2. De gewestelijke ontvanger heeft het recht geïnformeerd te worden over alle aspecten die nuttig zijn voor de uitoefening van zijn opdracht.

§ 3. De gewestelijke ontvanger heeft het recht zijn persoonlijk dossier te raadplegen en er kosteloos een kopie van te verkrijgen.

§ 4. De gewestelijke ontvanger heeft het recht om zowel door de gouverneur en de afgevaardigde arrondissementscommissaris als door de vertegenwoordigers en aangestelden van het lokaal bestuur waardig behandeld te worden.

HOOFDSTUK III. — *Aanwerving en indiensttreding*

Afdeling 1. — Vacantverklaring en mobiliteit

Art. 5. Nadat het lokaal bestuur de gouverneur zijn wens om een beroep te doen op een gewestelijk ontvanger heeft laten blijken, onderzoekt de gouverneur eerst en vooral of er al een gewestelijk ontvanger binnen de provincie in dienst is die toegewezen kan worden aan dit lokaal bestuur, rekening houdend met zijn werklast.

Art. 6. Als er nog geen gewestelijk ontvanger binnen de provincie in dienst is, kan de gouverneur de betrekking van gewestelijk ontvanger vacant verklaren.

De aanwerving gebeurt :

1° ofwel door de aanstelling van een gewestelijk ontvanger die reeds in dienst is bij de gouverneur van een andere provincie, gelet op de beperkte werklast die aan de gewestelijke ontvangsten in de betreffende provincie werd toevertrouwd, op voorwaarde dat de administratieve standplaats van de te verlenen betrekking niet meer dan vijfenzeventig kilometer gelegen is van de woonplaats van de aangestelde gewestelijk ontvanger;

2° ofwel door de aanwerving van de in de wervingsreserve hoogst gerangschikte geslaagde.

De keuze voor een van de twee in lid 2 vastgelegde aanwervingswijzen wordt beslist door het College van de Waalse gouverneurs.

Indien gekozen wordt voor de wijze van aanwerving vastgelegd in lid 2, 2°, dient deze keuze goedgekeurd te worden door de Regering, op gemotiveerd verzoek van het College van de Waalse gouverneurs.

Art. 7. In de situatie vermeld in artikel 6, lid 2, 2° laat de gouverneur de in de wervingsreserve hoogst gerangschikte geslaagde die voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 8 toe tot de stage. Deze beslissing wordt deze geslaagde ter kennis gebracht per aangetekend schrijven.

De geslaagde dient mee te delen of hij de aanstelling aanvaardt of weigert, en dit binnen een maand na de kennisgeving van de beslissing. Zonder antwoord wordt de geslaagde geacht de betrekking te weigeren.

Indien de batig gerangschikte geslaagde weigert, stelt de gouverneur degene aan die na hem komt in de rangschikking en voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 8.

Geslaagden die twee keer een te verlenen betrekking weigeren, worden geschrapt uit de wervingsreserve, behalve als de weigering gebaseerd is op het feit dat de administratieve standplaats van de te verlenen betrekking op meer dan vijfenzeventig kilometer van de woonplaats van de laureaat ligt.

Indien er geen geslaagde is, legt de gouverneur aan het College van de Waalse gouverneurs de vraag voor een vergelijkend examen te organiseren om een wervingsreserve van kandidaten voor de functie van gewestelijk ontvanger aan te leggen.

Afdeling 2 — Toelatingsvoorwaarden

Art. 8. Niemand kan benoemd worden tot gewestelijk ontvanger zonder aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 4° een gedrag hebben dat beantwoordt aan de eisen van de functie;
- 5° de medische geschiktheid bezitten die vereist is voor de uit te oefenen functie;
- 6° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot betrekkingen van niveau A binnen het Waals openbaar ambt;
- 7° geslaagd zijn voor het vergelijkend examen vermeld in artikel 11;
- 8° de stage waarvan sprake in artikel 14 voltooid hebben.

Worden vrijgesteld van de voorwaarde vermeld in lid 1, 6°, kandidaten die, onder de volgende cumulatieve voorwaarden, een anciënniteit van meer dan zeven jaar in minstens niveau A of B hebben als stagiair, vastbenoemde of contractueel, of in een gelijkwaardig niveau:

1° in een ministerie of een overheidsinstelling afhankelijk van de staat, de gewesten of de gemeenschappen, of in de diensten of in een overheidsinstelling van de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, of in een provincie-, gemeente- of OCMW-bestuur of het bestuur van een intercommunale, of, middels een toelaatbaarheidsbeslissing genomen door het College van de Waalse gouverneurs, in een openbare dienst van een lidstaat van de Europese Unie die vergelijkbaar is met een van voormelde diensten;

2° zonder onderbreking ten gevolge van een door de gewestelijk ontvanger opgelopen tuchtsanctie, een ontslag omwille van beroepsongeschiktheid in het kader van de evaluatie van de gewestelijk ontvanger of ten gevolge van ontslag om dringende redenen;

3° houder zijn van een diploma van minstens niveau B;

4° houder zijn van een getuigschrift bestuurswetenschappen met een totaal van 450 uren opleiding.

Afdeling 3 — Vergelijkend examen en reserve

Art. 9. § 1. Het College van de Waalse gouverneurs organiseert het vergelijkend examen om de wervingsreserve vermeld in artikel 12 aan te leggen.

§ 2. Het kondigt het vergelijkend examen aan via aankondiging, gepubliceerd in het Belgisch staatsblad en verspreid op de intranet- en internetsites van de diensten van de gouverneurs en de Regering.

De aankondiging vermeldt de aanstellingsvoorwaarden uiteengezet in artikel 8, de procedure voor deelneming aan het examen en de afsluitingsdatum van de inschrijvingen. Ze vermeldt eveneens dat het examen tot doel heeft een wervingsreserve aan te leggen om de functie van gewestelijk ontvanger uit te oefenen op heel het grondgebied van het Gewest.

§ 3. Kandidaten richten hun aanvraag tot deelneming per aangetekend schrijven aan het College van de Waalse gouverneurs, op het adres vermeld in de aankondiging waarvan sprake in paragraaf 2.

De kandidaat moet, op straffe van onontvankelijkheid:

1° op de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag tot deelneming voldoen aan de aanstellingsvoorwaarden vermeld in artikel 8, lid 1, 1° tot 6°;

2° bij zijn aanvraag tot deelneming een afschrift van zijn diploma of het bewijs dat hij voldoet aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 8, lid 2 voegen.

§ 4. Het College van de Waalse gouverneurs vergewist zich ervan dat de kandidaten bij de afsluiting van de inschrijvingen voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in paragraaf 3.

Art. 10. § 1. Het College van de Waalse gouverneurs stelt een examencommissie aan die de kandidaten tijdens de proeven vermeld in artikel 11, § 1 moet evalueren.

De examencommissie bestaat uit :

1° de financieel directeur van een Waalse provincie of gemeente met minstens 5 jaar dienstanciënniteit;

2° een arrondissementscommissaris;

3° twee gewestelijke ontvangers in functie in twee verschillende provincies, die verschillen van de provincie van de arrondissementscommissaris vermeld in 2°, met minstens vijf jaar dienstanciënniteit;

4° een leerkracht uit het hoger onderwijs, actief of gepensioneerd, die lesgeeft of les gaf in een van de materies waarop de proeven van het examen betrekking hebben.

De examencommissie wordt voorgezeten door de arrondissementscommissaris vermeld in lid 2, 2°.

§ 2. Geen enkel lid van de examencommissie mag een oordeel vellen of deelnemen aan de beraadslaging als de kandidaat zijn echtgeno(o)t(e) of een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad is.

§ 3. Het intern reglement met betrekking tot de werking van de examencommissie en het verloop en de correctie van de proeven wordt opgesteld door het College van de Waalse gouverneurs.

Art. 11. § 1. Het examen bestaat uit drie proeven :

1° een schriftelijke denkproef, op vijftig punten, bestaande uit het opstellen van een nota en een kritische samenvatting met betrekking tot een algemeen onderwerp, dat economische aspecten kan omvatten;

2° een schriftelijke theoretische proef, op 100 punten, met open vragen die toelaten te oordelen of de kandidaten over de vereiste minimumkennis beschikken met betrekking tot de volgende domeinen :

a) grondwettelijk recht, op 10 punten;

b) bestuursrecht, op 10 punten;

c) burgerlijk recht, op 5 punten;

d) het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, op 10 punten;

e) de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, op 10 punten;

f) lokale fiscaliteit, op 10 punten;

g) gemeentelijke boekhouding en financiën, op 15 punten;

h) boekhouding van de OCMW's, op 15 punten;

i) overheidsopdrachtenrecht, op 15 punten;

3° een mondelinge proef, op 50 punten, die toelaat de kandidaat te beoordelen op onder meer zijn strategische visie op de opdracht van gewestelijk ontvanger en op de beheersing van de competenties die nodig zijn voor de uitoefening ervan op het vlak van human resources, management en organisatie van de interne controle.

§ 2. De kandidaat is geslaagd voor het examen als hij voor de drie proeven tezamen minstens 120 punten behaalde en voor elke proef en voor elk onderdeel minstens 50 % behaalde.

§ 3. De concrete inhoud van de proeven vermeld in paragraaf 1 wordt bepaald door de examencommissie en goedgekeurd door het College van de Waalse gouverneurs.

Art. 12. Na de proeven vermeld in artikel 11 worden de geslaagde kandidaten door het College van de Waalse gouverneurs gerangschikt en aangeworven in volgorde van rangschikking.

Deze kandidaten vormen de wervingsreserve van kandidaten voor de functie van gewestelijk ontvanger.

De geslaagden worden in de wervingsreserve gerangschikt op basis van de punten die ze voor de drie proeven tezamen behaalden. Bij gelijk aantal punten wordt de geslaagde die beste score behaalde voor de schriftelijke theoretische proef waarvan sprake in artikel 11, § 1, als eerste gerangschikt.

De kandidaten worden op de hoogte gebracht van de rangschikking of niet-rangschikking.

Elke kandidaat mag binnen de vijftien dagen na de kennisgeving zijn opmerkingen overmaken of een klacht indienen bij de voorzitter van het College van de Waalse gouverneurs. Het College van de Waalse gouverneurs doet binnen de maand na ontvangst uitspraak over de klacht, na de klager gehoord te hebben, indien deze dit wenst. De klager kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Het College van de Waalse gouverneurs maakt zijn gemotiveerde beslissing aangaande de opmerking of de klacht over aan de kandidaat die opmerkingen deed gelden of een klacht indiende.

Art. 13. De wervingsreserve blijft geldig gedurende drie jaar na de datum van het proces-verbaal waarin de geslaagden vastgelegd worden. Deze termijn kan op beslissing van het College van de Waalse gouverneurs een keer verlengd worden voor een termijn van twee jaar.

Indien een nieuwe wervingsreserve wordt aangelegd terwijl de vroegere wervingsreserve nog niet verstreken is, hebben de geslaagden van de oudste reserve voorrang op die van de recentere reserve.

HOOFDSTUK IV. — *Stage*

Art. 14. § 1. De stage duurt twaalf maanden.

Ze kan maximaal met zes maanden verlengd worden bij gemotiveerde beslissing van de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris, onder de voorwaarden vastgelegd in artikel 19.

§ 2. Alle periodes tijdens dewelke de stagiair-gewestelijk ontvanger zich in actieve dienst bevindt, worden in aanmerking genomen voor de berekening van de duur van de stage.

Met uitzondering van het jaarlijks verlof, omstandigheidsverloven en verloven wegens overmacht, schorsen periodes tijdens dewelke de stagiair-gewestelijk ontvanger gedurende minstens 40 dagen op verlof is de duur van de stage.

Art. 15. § 1. De gouverneur benoemt de geslaagde aangesteld in overeenstemming met artikel 6, lid 2, 2° als stagiair-gewestelijk ontvanger.

§ 2. Onder voorbehoud van lid 2 heeft de benoeming als stagiair onmiddellijk uitwerking.

Ze heeft echter uitwerking :

1° bij het verstrijken van elke periode van onbeschikbaarheid van de stagiair, mits deze het gevolg is van de uitvoering van wettelijke verplichtingen;

2° bij het verstrijken van een periode van maximaal drie maanden, die door een geslaagde werd aangevraagd om een zelfstandige activiteit in hoofdberoep uit te oefenen;

3° bij het verstrijken van elke periode van onbeschikbaarheid van de stagiair die het gevolg is van overmacht, mits deze niet langer dan zes maanden duurt.

§ 3. Behalve in geval van afwijking zijn de bepalingen van dit besluit van toepassing op de stagiair-gewestelijk ontvanger.

Art. 16. § 1. De stagiair-gewestelijk ontvanger wordt tijdens de duur van de stage door een begeleidingsambtenaar begeleid bij de praktische aspecten van zijn functie.

§ 2. De gouverneur stelt de arrondissementscommissaris van zijn provincie aan als de in paragraaf 1 bedoelde begeleidingsambtenaar.

Art. 17. § 1. De evaluatiecriteria van de stagiair-gewestelijk ontvanger worden hem aan het begin van de stage meegedeeld. Dit zijn criteria voor de beoordeling van zijn prestaties en van zijn vaardigheden.

De criteria voor de beoordeling van zijn prestaties zijn :

1° de kwaliteit van het werk: kwaliteit en niveau van afwerking van het werk, zonder het kwantitatief rendement in aanmerking te nemen, niveau van zorg, nauwkeurigheid en precisie;

2° de hoeveelheid werk: werkvolume gerealiseerd binnen een bepaalde periode, zonder de kwaliteit van het werk in aanmerking te nemen, om de capaciteit om alle taken van zijn ambt uit te voeren te beoordelen;

3° veelzijdigheid: capaciteit om verschillende taken en andere functies uit te voeren dan degene die aan de stagiair werden toevertrouwd;

4° beschikbaarheid: reactie van de kandidaat op problemen die voortvloeien uit bijzondere omstandigheden of een verandering van werkomgeving;

5° creativiteit of initiatief: capaciteit van de stagiair om nieuwe ideeën uit te werken en te promoten, als vaardigheid om te reageren op onvoorziene gebeurtenissen;

6° teamgeest en sociabiliteit: capaciteit van de stagiair om in groep te werken om een gemeenschappelijk doel te verwezenlijken en bij te dragen tot een aangename werkomgeving;

7° zin voor solidariteit: capaciteit om collega's te helpen.

De criteria voor de beoordeling van zijn vaardigheden zijn :

1° beroepsinschakeling: kennis van het milieu, de instellingen en besturen van het Gewest en de plaatselijke besturen, de doelstellingen van de dienst;

2° beheersing van het vak: kennis van de regelgeving en van boekhoudtechnieken, kennis van de context, contacten;

3° geschiktheid voor de functie: beschikken over het juiste gedrag en de juiste relationele vaardigheden om de functie uit te oefenen;

4° de mogelijkheid om te evolueren.

§ 2. De stagiair slaagt voor de stage als de meerderheid van de evaluatiecriteria positief is.

Art. 18. § 1. Na afloop van de stageperiode gaat de begeleidingsambtenaar over tot de evaluatie van de stagiair-gewestelijk ontvanger en stelt een gemotiveerd stageverslag op waarin hij concludeert dat de kandidaat al dan niet geschikt is om de functie uit te oefenen.

Het lokaal bestuur waarvoor de stagiair-gewestelijk ontvanger de inkomsten en uitgaven gedaan heeft of de boekhouding beheerd heeft, wordt betrokken bij de opstelling van het verslag en kan advies uitbrengen, behalve als het verzaakt aan deze mogelijkheid.

§ 2. De begeleidingsambtenaar voegt bij zijn verslag een gunstig of ongunstig advies betreffende de vaste benoeming.

§ 3. Het stageverslag en de bijlagen ervan moeten binnen de maand na het einde van stage overgemaakt worden aan de gouverneur.

Art. 19. § 1. In geval van ongunstig advies van de begeleidingsambtenaar wordt de gewestelijk ontvanger binnen de maand na de overmaking van het verslag uitgenodigd door de gouverneur, teneinde opheldering te verschaffen.

De stagiair-gewestelijk ontvanger mag zich tijdens deze hoorzitting laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

§ 2. Indien de gouverneur, gelet op de prestaties tijdens de stage, het verslag, het advies van de begeleidingsambtenaar en de door de stagiair-gewestelijk ontvanger verstrekte uitleg, van mening is dat de stagiair-gewestelijk ontvanger onvoldoende beschikt over de vereiste vaardigheden en kwaliteiten om de functie van gewestelijk ontvanger uit te oefenen, maakt hij de stagiair-gewestelijk ontvanger onverwijld een gemotiveerd voorstel tot verlenging van de stage met zes maanden of een voorstel tot ontslag over.

De stage kan slechts eenmaal verlengd worden in toepassing van lid 1.

De kennisgeving van het in het eerste lid vermelde voorstel gebeurt per aangetekend schrijven en vermeldt de beroepsmogelijkheden en -vormen.

§ 3. De gewestelijke ontvanger kan binnen de vijftien dagen na de kennisgeving van het voorstel vermeld in paragraaf 2 een beroep indienen bij het College van de Waalse gouverneurs. Indien hij geen beroep indient, keurt de gouverneur de beslissing goed.

De gewestelijk ontvanger stelt de gouverneur per aangetekend schrijven in kennis van zijn beroep.

De gouverneur maakt het beroep, het voorstel van beslissing en alle nuttige stukken binnen de vijftien dagen na ontvangst van het beroep over aan het College van de Waalse gouverneurs.

Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak over het beroep. Het verstrekt een advies over het voorstel van de gouverneur volgens de modaliteiten vastgelegd in artikels 175 en 176, na de gewestelijke ontvanger en desgevallend zijn raadsman gehoord te hebben.

§ 4. De gouverneur neemt een beslissing na kennis genomen te hebben van het advies van het College van de Waalse gouverneurs. Dit kan strekken tot benoeming of ontslag van de stagiair-gewestelijk ontvanger of tot verlenging van de stage indien mogelijk. Desgevallend vermeldt hij de redenen waarom hij het advies van het College van de Waalse gouverneurs niet volgt.

De gouverneur deelt zijn beslissing binnen de maand na het verstrekken van het advies per aangetekend schrijven mee aan de stagiair-gewestelijk ontvanger.

§ 5. Het ontslag wordt voorafgegaan door een opzeggingstermijn van drie maanden die begint te lopen op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing tot ontslag van de gouverneur aan de stagiair-gewestelijk ontvanger.

Art. 20. § 1. De gouverneur kan de stagiair-gewestelijk ontvanger ontslaan tijdens de stage om dringende reden, zonder opzeggingstermijn of schadevergoeding.

§ 2. De stagiair-gewestelijk ontvanger wordt binnen de vijftien dagen nadat de gouverneur voldoende kennis heeft kunnen nemen van de feiten uitgenodigd om gehoord te worden.

Hij heeft vanaf het ogenblik van de uitnodiging toegang tot het dossier en kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

De gouverneur maakt de stagiair-gewestelijk ontvanger binnen de vijftien dagen na de hoorzitting een voorstel tot ontslag om dringende reden over. Zo niet wordt de gouverneur geacht afgezien te hebben van de maatregel van ontslag om dringende reden voor de feiten in kwestie.

De kennisgeving van het in het eerste lid vermelde voorstel gebeurt per aangetekend schrijven en vermeldt de beroepsmogelijkheden en -vormen.

§ 3. De stagiair-gewestelijk ontvanger kan binnen de vijftien dagen na de kennisgeving van het voorstel vermeld in paragraaf 2 een beroep indienen bij het College van de Waalse gouverneurs. Indien hij geen beroep indient, keurt de gouverneur de beslissing goed.

De stagiair-gewestelijk ontvanger stelt de gouverneur per aangetekend schrijven in kennis van zijn beroep.

De gouverneur maakt het beroep, het voorstel van beslissing en alle nuttige stukken binnen de vijftien dagen na ontvangst van het beroep over aan het College van de Waalse gouverneurs.

Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak over het beroep. Het verstrekt een advies over het voorstel van de gouverneur volgens de modaliteiten vastgelegd in artikels 175 en 176, na de stagiair-gewestelijk ontvanger en desgevallend zijn raadsman gehoord te hebben.

§ 4. De gouverneur kan een definitieve beslissing tot ontslag nemen na kennis genomen te hebben van het advies van het College van Waalse gouverneurs. Desgevallend vermeldt hij de redenen waarom hij het advies van het College van de Waalse gouverneurs niet volgt.

De gouverneur deelt zijn beslissing binnen de vijftien dagen na het verstrekken van het advies per aangetekend schrijven mee aan de stagiair-gewestelijk ontvanger.

§ 5. De gouverneur kan beslissen de stagiair-gewestelijk ontvanger tijdelijk - voor de duur van de procedure vermeld in paragraaf 2 tot 4 - te ontheffen uit zijn functie.

Art. 21. De stagiair-gewestelijk ontvanger kan in de loop van de stage vrijwillig zijn ambt neerleggen mits een opzeggingstermijn van een maand, die begint te lopen op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de gouverneur per aangetekend schrijven in kennis werd gesteld van de beslissing. Deze opzeggingstermijn kan in onderlinge overeenstemming worden ingekort.

HOOFDSTUK V. — *Vaste benoeming en eedaflegging*

Art. 22. § 1. De gouverneur gaat na controle van de voorwaarden gesteld in artikel 8 over tot de definitieve benoeming van de gewestelijke ontvanger.

§ 2. De benoeming heeft uitwerking vanaf de dag van de toelating tot de stage.

Art. 23. De hoedanigheid van gewestelijke ontvanger wordt bekrachtigd door de eed die wordt afgelegd bij de bevoegde gouverneur, in de bewoordingen vastgelegd in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

HOOFDSTUK VI. — *Opdrachten*

Afdeling 1. — Toewijzing en controle van de prestaties

Art. 24. De gouverneur oefent het hiërarchisch gezag over de gewestelijk ontvanger uit. De gouverneur kan een deel van zijn bevoegdheden delegeren aan de arrondissementscommissaris.

Art. 25. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris duidt de lokale besturen aan waarvoor de gewestelijke ontvanger de inkomsten en uitgaven uitvoert en de boekhouding beheert.

De dienst van de gewestelijke ontvanger wordt georganiseerd op een manier die deze laatste toelaat minstens een keer per week tijdens de gewone diensturen daadwerkelijk aanwezig te zijn op elk van de lokale besturen waarvoor hij werkt.

Afdeling 2. — Opdrachten met betrekking tot de vervanging van een financieel directeur

Art. 26. § 1. Een lokaal bestuur kan tijdelijk een beroep doen op een gewestelijke ontvanger in de situaties vastgelegd in artikel L1124-21, § 3, van het Wetboek.

§ 2. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris duidt binnen de dertig dagen na het verzoek een of meerdere gewestelijke ontvangers onder de in dienst zijnde gewestelijke ontvangers aan om tijdelijk de opdracht van financieel directeur uit te oefenen, mits de werklust van de gewestelijke ontvangers van de provincie dit toelaat.

De gewestelijke ontvangers die in aanmerking komen voor de vervanging worden aangesteld op vrijwillige basis.

Indien niet alle opdrachten van de afwezig of ontslagnemende financieel directeur toevertrouwd kunnen worden aan de in dienst zijnde gewestelijke ontvangers, kan de gouverneur aan de gouverneurs van de andere provincies vragen om een of meerdere in dienst zijnde gewestelijke ontvangers in hun provincie aan te stellen om de vervanging uit te voeren. Het verzoek wordt op de agenda van een vergadering van het College van de Waalse gouverneurs gezet.

Indien de gouverneur er niet in slaagt binnen de dertig dagen na het verzoek een of meerdere gewestelijke ontvangers aan te stellen om de vervanging uit te voeren, brengt hij het lokaal bestuur in kwestie daarvan onmiddellijk op de hoogte per aangetekende brief.

§ 3. Op het ogenblik dat de ter vervanging aangestelde gewestelijke ontvangers hun opdracht aanvangen en op het einde van de vervanging wordt er voor het lokaal bestuur overgegaan tot het opstellen van de eindrekening en de overhandiging van de kas en de boekhoudstukken, onder het toezicht van de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris van de provincie waarin het lokaal bestuur in kwestie gelegen is.

De eindrekening wordt opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, ter uitvoering van artikel L1315-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Onder voorbehoud van het eerste lid wordt de gewestelijke ontvanger die ingezet wordt om een vervanging uit te voeren bij een lokaal bestuur gelegen in een andere provincie, aan deze opdracht toegewezen door de gouverneur die hem benoemd heeft of door de afgevaardigde arrondissementscommissaris, na gehoord te zijn, en blijft hij onder hun gezag staan.

Afdeling 3. — Vervangingsopdrachten bij afwezigheid van een gewestelijke ontvanger

Art. 27. § 1. De gewestelijke ontvanger verantwoordelijk voor de vervanging van een afwezige gewestelijke ontvanger wordt, in toepassing van artikel L1124-24, gekozen uit de in dienst zijnde gewestelijke ontvangers, mits de werklust van de gewestelijke ontvangers van de provincie dit toelaat.

Indien niet alle opdrachten van de afwezige gewestelijk ontvanger toevertrouwd kunnen worden aan de in dienst zijnde gewestelijke ontvangers, kan de gouverneur aan de gouverneurs van de andere provincies vragen om een of meerdere in dienst zijnde gewestelijke ontvangers in hun provincie aan te stellen om de vervanging uit te voeren. Het verzoek wordt op de agenda van een vergadering van het College van de Waalse gouverneurs gezet.

Onder voorbehoud van artikel L1124-24, lid 2, van het Wetboek, wordt de gewestelijk ontvanger die ingezet wordt om een vervanging uit te voeren bij een lokaal bestuur gelegen in een andere provincie, aan deze opdracht toegewezen door de gouverneur die hem benoemd heeft of door de afgevaardigde arrondissementscommissaris, na gehoord te zijn, en blijft hij onder hun gezag staan.

De eindrekening wordt opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, ter uitvoering van artikel L1315-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

§ 2. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris wijst de vervangende gewestelijke ontvanger(s) aan op vrijwillige basis.

Indien geen enkele gewestelijke ontvanger zich vrijwilliger stelt, kan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris ambtshalve een of meerdere gewestelijke ontvangers aanwijzen, rekening houdend met hun competenties, hun ervaring en de plaats waar ze hun functie uitoefenen. Hij kan echter geen gewestelijke ontvanger ambtshalve aanwijzen wiens woonplaats zich op meer dan vijfenzeventig kilometer bevindt van de plaats waar de vervanging uitgevoerd moet worden.

Afdeling 4. — Ondersteunende opdrachten

Art. 28. § 1. Het College van de Waalse gouverneurs kan, mits de voorafgaande toestemming van de minister, een of meerdere vastbenoemde gewestelijke ontvangers gedeeltelijk of volledig vrijstellen van het uitvoeren van de opdracht van financieel directeur bij lokale besturen om hen ondersteunende opdrachten toe te vertrouwen, zoals:

1° opleidingsprogramma's om de kwaliteit van de prestaties van de gewestelijke ontvangers te verbeteren ontwikkelen, implementeren en coördineren;

2° de kas van een of meerdere gewestelijke ontvangers controleren en voor elk van hen een voorverslag opstellen, dat hij aan de gouverneur overmaakt vooraleer deze overgaat tot de driemaandelijkse controle van de kas van de gewestelijke ontvangers;

3° onderzoek uitvoeren en synthesesnota's opstellen met betrekking tot problematieken van juridische, economische, sociale, politieke, ... aard, waarmee gewestelijke ontvangers geconfronteerd worden of kunnen worden;

4° gerichte vragen beantwoorden die hem gesteld worden door een gewestelijke ontvanger en betrekking hebben om een probleem waarmee deze laatste geconfronteerd wordt bij het beheer van de inkomsten en uitgaven waarvoor hij verantwoordelijk is;

5° gewestelijke ontvangers nuttige documentatie voor de uitoefening van hun beroep ter beschikking stellen;

6° op de hoogte blijven van juridische, economische, sociale en technologische evoluties die een impact kunnen hebben op de prestaties van gewestelijke ontvangers of deze kunnen verbeteren;

7° de implementering van nieuwe technologische tools en de update ervan uitvoeren en coördineren;

8° optreden als begeleider van een of meerdere stagiair-gewestelijke ontvangers;

9° een tijdelijke vervangingsopdracht uitvoeren.

De gewestelijke ontvanger zoals bedoeld in het eerste lid wordt aangesteld als gewestelijk ontvanger-tussenpersoon.

§ 2. Het College van de Waalse gouverneurs bepaalt het aantal punten dat toegekend wordt voor het uitvoeren van de ondersteunende opdrachten die het opsomt.

Voor opdrachten die niet in de lijst voorkomen, verzoekt het de gouverneurs de lijst naar analogie toe te passen of legt het criteria vast op basis waarvan de gouverneurs het aantal punten voor de ondersteunende opdrachten die aan de gewestelijke ontvanger worden toevertrouwd kunnen bepalen.

Het aantal punten geeft het vereiste werkvolume weer om elke ondersteunende opdracht gedurende één kalenderjaar uit te oefenen. Het aantal punten moet overeenstemmen met de werklast die het uitvoeren van de inkomsten en uitgaven van een gemeente met een inwonersaantal dat gelijk is aan het voormelde aantal punten met zich meebrengt.

HOOFDSTUK VII. — *Evaluatie en ontslag wegens beroepsongeschiktheid*

Art. 29. § 1. De evaluatie van de gewestelijke ontvanger heeft tot doel zijn bijdrage aan de goede werking van de gewestelijke ontvangsten en de kwaliteit van zijn prestaties voor rekening van de gewestelijke ontvangsten of van de lokale besturen te beoordelen.

§ 2. De evaluatie van de gewestelijke ontvanger houdt rekening met :

1° alle elementen met betrekking tot zijn functioneringswijze: zijn relatie met de andere leden van de gewestelijke ontvangst, met de vertegenwoordigers en aangestelden van de lokale besturen waarvan hij de ontvangsten en uitgaven uitvoert en de boekhouding beheert en met de andere diensten en gebruikers, zijn organisatie, zijn methodes en opleidingsinspanningen, de kwaliteit en de hoeveelheid van zijn werk;

2° de bijdrage van de gewestelijke ontvanger om de kwaliteitsdoelstellingen van de aan de lokale bestuurders verstrekte diensten zoals vastgelegd door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris te bereiken;

3° het bereiken van de op voorhand door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris vastgelegde persoonlijke doelstellingen;

§ 3. De doelstellingen waarvan sprake in paragraaf 2 worden op een specifieke en meetbare manier vastgelegd tijdens een planningsgesprek, zijn resultaatgericht en tijdsgebonden.

Art. 30. De evaluatiemethodologie wordt goedgekeurd door het College van de Waalse gouverneurs.

Art. 31. § 1. Het individueel dossier van de gewestelijke ontvanger bevat alle bewijselementen en een individuele fiche waarop de gunstige of ongunstige feiten of omstandigheden vermeld staan die kunnen dienen als beoordelingselement. Deze feiten of vaststellingen mogen enkel betrekking hebben op de uitvoering van de functie en worden goedgekeurd door de gewestelijke ontvanger die eventueel zijn opmerkingen noteert.

Elk feit of elke vaststelling waarvan de gewestelijke ontvanger van mening is dat het dienst kan doen als beoordelingselement wordt op zijn verzoek op zijn individuele fiche genoteerd door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris, die zijn eventuele opmerkingen vermeldt.

§ 2. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris verzoekt elk lokaal bestuur waaraan de gewestelijke ontvanger is toegewezen om een advies te verstrekken over de prestaties, de competenties, het gedrag van de betrokkene en elk ander feit dat zijn evaluatie kan beïnvloeden.

Het advies moet ten laatste vijftien dagen voor het gesprek vermeld in artikel 32 door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris in ontvangst genomen worden en toegevoegd aan het individueel dossier van de gewestelijke ontvanger. Anders wordt het lokaal bestuur in kwestie geacht verzaakt te hebben aan de mogelijkheid advies uit te brengen.

Art. 32. § 1. De evaluatie wordt door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris toegekend na een gesprek, en dit om de twee jaar, tussen 15 september en 15 december, en twee jaar na het planningsgesprek waarvan sprake in artikel 29, § 3.

§ 2. De gewestelijke ontvanger kan als evaluatie "uitstekend", "gunstig", "onder voorbehoud" of "ongunstig" krijgen.

§ 3. De vaste benoeming houdt de eerste gunstige evaluatie van de gewestelijke ontvanger in.

§ 4. Gewestelijke ontvangers die om welke reden dan ook afwezig zijn of hun ambt niet uitoefenen, behouden hun laatste evaluatie totdat ze hun ambt weer opnemen.

Indien de duur van de afwezigheid dit rechtvaardigt, vindt er een planningsgesprek plaats op het ogenblik van de werkhervatting.

Ze kunnen een jaar na het hervatten van hun ambt vragen de evaluatie te herzien.

Art. 33. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris deelt zijn evaluatievoorstel mee binnen de vijftien dagen na het evaluatiegesprek.

De gewestelijke ontvanger ondertekent dit voorstel en stuurt het samen met zijn eventuele opmerkingen binnen de vijftien dagen na de kennisgeving terug. Indien hij dit niet doet, wordt hij geacht de evaluatie te aanvaarden, die dan definitief wordt.

Art. 34. De opmerkingen van de gewestelijke ontvanger worden onderzocht door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris deelt zijn beslissing mee aan de gewestelijke ontvanger binnen de vijftien dagen na ontvangst van de opmerkingen.

De kennisgeving van de evaluatie moet de beroepsmogelijkheden en -vormen vermelden.

Art. 35. Gewestelijke ontvangers die een ongunstige evaluatie of een evaluatie onder voorbehoud kregen, kunnen binnen de vijftien dagen na de kennisgeving van de evaluatie een beroep indienen.

De gewestelijke ontvanger stelt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris per aangetekend schrijven in kennis van zijn beroep.

De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris maakt het beroep, de evaluatie en alle nuttige stukken binnen de vijftien dagen na ontvangst van het beroep over aan het College van de Waalse gouverneurs.

Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak over het beroep, volgens de modaliteiten vastgelegd in artikels 175 en 176, na de gewestelijke ontvanger en desgevallend zijn raadsman gehoord te hebben.

Het College van de Waalse gouverneurs verstrekt een gunstig advies of een vernietigingsbesluit.

Het gunstig advies wordt ter beslissing meegedeeld aan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

De gemotiveerde beslissing die de toegekende evaluatie van rechtswege vernietigt, wordt overgemaakt aan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris, om over te gaan tot een nieuwe evaluatie, na een periode van vier maanden te tellen vanaf de ontvangst ervan.

Bij de tweede evaluatie mag de gewestelijk ontvanger zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Er kan tegen deze tweede evaluatie geen beroep aangetekend worden bij het College van de Waalse gouverneurs.

De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris stelt de gewestelijk ontvanger in kennis van de toegekende evaluatie.

Art. 36. Als de toegekende evaluatie ongunstig of onder voorbehoud is, vindt er zes maanden na de toekenning een tussentijdse evaluatie plaats.

Art. 37. § 1. Na twee opeenvolgende definitief toegekende ongunstige evaluaties kan de gouverneur aan de gewestelijke ontvanger een voorstel tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid overmaken per aangetekend schrijven.

De kennisgeving van het voorstel moet de beroepsmogelijkheden en -vormen vermelden.

§ 3. De gewestelijk ontvanger kan binnen de vijftien dagen na de kennisgeving van het voorstel vermeld in paragraaf 1 een beroep indienen. Indien hij geen beroep indient, keurt de gouverneur de beslissing goed.

De gewestelijk ontvanger stelt de gouverneur in kennis van zijn beroep.

De gouverneur maakt het beroep, het voorstel van beslissing en alle nuttige stukken binnen de vijftien dagen na ontvangst van het beroep over aan het College van de Waalse gouverneurs.

Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak over het beroep. Het verstrekt een advies over het voorstel tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid volgens de modaliteiten vastgelegd in artikels 175 en 176, na de gewestelijke ontvanger en desgevallend zijn raadsman gehoord te hebben.

§ 3. Na kennis genomen te hebben van het advies van het College van Waalse gouverneurs, kan de gouverneur een beslissing tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid nemen. Desgevallend vermeldt hij de redenen waarom hij het advies van het College van de Waalse gouverneurs niet volgt.

De gouverneur deelt het ontslag wegens beroepsongeschiktheid per aangetekend schrijven mee binnen de maand na de goedkeuring van het advies. Zo niet wordt hij geacht te hebben afgezien van het ontslag.

§ 4. Behalve in geval van zware fout wordt een vertrekvergoeding toegekend aan een gewestelijke ontvanger die ontslagen wordt wegens beroepsongeschiktheid. Deze vergoeding is gelijk aan:

1° de laatste jaarlijkse activiteitswedde als hij minstens twintig jaar in dienst is als gewestelijke ontvanger;

2° twee derde van de laatste jaarlijkse activiteitswedde als hij minstens tien en minder dan twintig jaar in dienst is als gewestelijke ontvanger;

3° de helft van de laatste jaarlijkse activiteitswedde als hij minder dan tien jaar in dienst is als gewestelijke ontvanger;

HOOFDSTUK VIII. — *Administratieve standplaats:*

Art. 38. § 1. De gouverneur bepaalt de zetel van het ambt van de gewestelijke ontvanger, met inachtneming van paragraaf 2.

§ 2. De administratieve standplaats van de gewestelijke ontvanger wordt gevestigd op de plaats waar zijn dienst gevestigd is.

Als hij zijn beroepsactiviteiten gewoonlijk uitoefent op meerdere plaatsen, wordt ze gevestigd op de plaats waar de kantoren van het lokaal bestuur waarvoor hij het grootste deel van zijn prestaties uitvoert gelegen zijn.

Als het lokaal bestuur waarvoor hij het grootste deel van zijn prestaties uitvoert niet bepaald kan worden, wordt ze gevestigd op de plaats waar de kantoren van het lokaal bestuur met het grootste inwoneraantal gelegen zijn.

HOOFDSTUK IX. — *Opleiding*

Art. 39. § 1. De gewestelijke ontvanger mag opleidingen volgen die interessant zijn voor de uitoefening van zijn functie.

De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris komen tijdens het planningsgesprek vermeld in artikel 29, § 3, een opleidingsplan overeen, dat de gewestelijke ontvanger in de loop van de evaluatiecyclus ten uitvoer brengt.

Het opleidingsplan bevat een aantal opleidingen die de gewestelijke ontvanger belooft te zullen volgen en een lijst van vaardigheden die de gewestelijke ontvanger belooft te zullen verwerven of verbeteren door middel van opleidingen. Het kan het aantal en de totale duur van de opleidingen die de gewestelijke ontvanger mag volgen beperken.

Het opleidingsplan is conform de richtlijnen opgesteld door het College van de Waalse gouverneurs, met name voor wat het jaarlijks volume en het maximumaantal uren te volgen opleidingen betreft.

§ 2. De gewestelijke ontvanger mag deelnemen aan elke door het College van de Waalse gouverneurs erkende opleiding die de doelstellingen, voorwaarden en beperkingen vastgelegd in zijn opleidingsplan respecteert.

De gewestelijke ontvanger mag deelnemen aan elke niet door het College van de Waalse gouverneurs erkende opleiding, mits de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris vaststelt dat ze verenigbaar is met de doelstellingen, voorwaarden en beperkingen vastgelegd in het opleidingsplan.

§ 3. Naast de doelstellingen, voorwaarden en beperkingen vastgelegd in het opleidingsplan mag de gewestelijke ontvanger deelnemen aan opleidingen die interessant zijn voor de uitoefening van zijn functie, mits de toestemming van de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

§ 4. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris mag de deelname aan een opleiding steeds weigeren als de afwezigheid van de gewestelijke ontvanger onverenigbaar is met het belang van de dienst.

Art. 40. De gewestelijke ontvanger die een opleiding zoals bedoeld in artikel 39, § 2, volgt, krijgt een dienstvrijstelling of opleidingsverlof. De vrijstelling of het verlof wordt gelijkgesteld aan een periode van dienstactiviteit, en de gewestelijke ontvanger behoudt al zijn rechten.

Art. 41. § 1. De gewestelijke ontvanger kan opleidingsverlof krijgen om de opleidingen zoals bedoeld in artikel 39, § 2, te volgen. Dit verlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Het verlof wordt toegekend door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris, die erover waakt dat de verlopen evenwichtig verdeeld worden over de periodes die de ontvanger presteert in de verschillende besturen die een beroep doen op zijn diensten.

Het opleidingsverlof kan slechts eenmaal worden toegekend voor eenzelfde opleiding.

§ 2. De duur van het verlof is gelijk aan het aantal opleidingsuren, met aftrek van de uren waarvoor de gewestelijke ontvanger vrijgesteld is.

Voor een opleiding die geen regelmatige aanwezigheid vereist, is het aantal opleidingsuren gelijk aan het aantal uren of lessen van het studieprogramma.

§ 3. Verlof voor een opleiding die ingericht wordt gedurende een schooljaar moet genomen worden tussen het begin van het schooljaar en het einde van de eerste of eventueel de tweede examenperiode.

Verlof voor een opleiding die niet ingericht wordt gedurende een schooljaar moet genomen worden tussen het begin en het einde van de opleiding.

Verlof voor een opleiding die geen regelmatige aanwezigheid vereist, moet genomen worden tussen het begin en het einde van de opgelegde werken. Als deze opleiding gevolgd wordt door de deelname aan een examen wordt de periode verlengd tot het einde van de eerste of eventueel de tweede examenperiode.

§ 4. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris kan, rekening houdend met de behoeften van de dienst en het aantal uren of lessen van de opleiding, een geplande opdeling van het verlof opleggen.

De opdeling van het verlof mag het recht van de gewestelijke ontvanger om zijn verlof volledig op te nemen niet aantasten, noch het recht om het te gebruiken om zich naar zijn opleiding te begeven, om deze bij te wonen, om na de opleiding naar zijn werkplaats terug te keren en om deel te nemen aan de examens.

Art. 42. § 1. De gewestelijke ontvanger bezorgt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris ten laatste de dag voor het begin van elke opleiding, al dan niet vastgelegd in het opleidingsplan, een inschrijvingsattest.

De gewestelijke ontvanger bezorgt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris binnen de maand na het einde van de opleiding een attest van aanwezigheid, dat aantoonde dat hij de volledige opleiding gevolgd heeft. Als de gewestelijke ontvanger niet de volledige opleiding heeft kunnen volgen, moet hij de redenen hiervoor opgeven.

§ 2. De gewestelijke ontvanger deelt zijn beslissing om de opleiding stop te zetten mee aan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

Art. 43. De gewestelijke ontvanger wordt op non-actief gezet als blijkt dat hij :

- 1° zonder wettige reden een opleiding niet heeft gevolgd of niet heeft deelgenomen aan een deel van de opleiding;
- 2° de opleiding stopgezet heeft zonder dit mee te delen aan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

In de situaties vermeld in het eerste lid, 1° en 2° wordt de betrokkene op non-actief gezet voor de periode tussen het ogenblik dat hij ophield de opleiding te volgen of dat hij de opleiding stopzette tot het ogenblik waarop hij weer in dienst is getreden.

Daarnaast wordt het recht van de gewestelijke ontvanger om opleidingsverlof te genieten geschorst voor de rest van het lopende academiejaar.

HOOFDSTUK X. — *Administratieve standen en verlopen*

Afdeling 1. — Administratieve standen

Art. 44. De gewestelijke ontvanger bevindt zich steeds in een van de volgende administratieve standen :

- 1° in actieve dienst;
- 2° non-activiteit;
- 3° disponibiteit.

Art. 45. Voor het bepalen van zijn administratieve stand wordt de gewestelijke ontvanger steeds geacht in actieve dienst te zijn, behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem van rechtswege of op beslissing van de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris in een andere administratieve stand brengt.

Behoudens andersluidende beslissing heeft de gewestelijke ontvanger die zich in actieve dienst bevindt recht op een wedde.

Art. 46. De gewestelijke ontvanger die zonder toelating afwezig is of zonder geldige reden de duur van zijn verlof overschrijdt, wordt van rechtswege op non-actief gezet.

De gewestelijke ontvanger die geen gevolg geeft aan de uitnodiging om het werk te hervatten, zoals bedoeld in artikel 113, wordt van rechtswege op non-actief gezet.

Behoudens andersluidende beslissing heeft de gewestelijke ontvanger die zich in non-activiteit bevindt geen recht op een wedde.

Art. 47. De gewestelijke ontvanger kan niet in non-activiteit gesteld of gehouden worden als hij aan de voorwaarden voldoet om gepensioneerd te worden.

Art. 48. De gewestelijke ontvanger kan in disponibiliteit gesteld worden onder de voorwaarden vastgelegd in artikels 139 tot 150 :

- 1° door ambtsontheffing in het belang van de dienst;
- 2° wegens ziekte die hem niet definitief ongeschikt maakt voor de dienst, maar leidt tot afwezigheden die de duur van het ziekteverlof overschrijden;
- 3° wegens persoonlijke aangelegenheden.

Art. 49. De gewestelijke ontvanger kan niet in disponibiliteit gesteld of gehouden worden als hij aan de voorwaarden voldoet om gepensioneerd te worden.

Afdeling 2. — Verloven

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen.

Art. 50. Deze afdeling is van toepassing op vastbenoemde gewestelijke ontvangers.

Ze is eveneens van toepassing op stagiairs, met uitzondering van :

- 1° het verlof om een stage of een proefperiode te vervullen, zoals bedoeld in artikel 59;
- 2° de terbeschikkingstelling door ambtsontheffing in het belang van de dienst, zoals bedoeld in artikels 141 tot 143;
- 3° de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden, zoals bedoeld in artikels 149 en 150.

Art. 51. Voor de toepassing van dit artikel moeten als werkdagen beschouwd worden de dagen waarop de gewestelijke ontvanger dient te werken op basis van zijn normale arbeidsregeling.

Art. 52. § 1. De gewestelijke ontvanger mag enkel afwezig zijn als hij voorafgaandelijk verlof of een dienstvrijstelling heeft gekregen.

Onder dienstvrijstelling dient de toelating verstaan te worden die aan de gewestelijke ontvanger gegeven wordt om afwezig te zijn tijdens de diensturen, voor een bepaalde duur, met behoud van al zijn rechten.

§ 2. Behoudens andersluidende beslissing beslist de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris over de toekenning van een verlof of dienstvrijstelling. Deze houdt rekening met de eventueel door de verantwoordelijken van de lokale besturen geformuleerde opmerkingen vermeld in lid 2.

De gewestelijke ontvanger brengt de verantwoordelijke van de lokale besturen die een beroep doen op zijn diensten en waarop zijn afwezigheid een impact zou kunnen hebben op de hoogte van zijn aanvraag op het ogenblik dat hij het verlof of de dienstvrijstelling aanvraagt, om hem de kans te geven opmerkingen te doen gelden.

De gewestelijke ontvanger brengt de verantwoordelijken van de lokale besturen die een beroep doen op zijn diensten op de hoogte van de beslissing waarvan sprake in het eerste lid.

Art. 53. Uitgezonderd het bevallingsverlof, het vaderschapsverlof of het adoptieverlof kan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris verloven weigeren als het belang van de dienst dit vereist.

Onderafdeling 2. — Jaarlijkse vakantieverlof en feestdagen

Art. 54. § 1. De gewestelijke ontvanger heeft recht op jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur naargelang zijn leeftijd bepaald wordt als volgt :

- 1° minder dan vijfenveertig jaar: zevenentwintig werkdagen;
- 2° tussen vijfenveertig en negenveertig jaar: achtentwintig werkdagen;
- 3° tussen vijftig en vijfenvijftig jaar: negenentwintig werkdagen;
- 4° tussen vijfenvijftig en negenenvijftig jaar: dertig werkdagen;

§ 2. De gewestelijke ontvanger geniet een bijkomend jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur naargelang zijn leeftijd bepaald wordt als volgt :

- 1° op zestig jaar: een werkdag;
- 2° op eenenzestig jaar: twee werkdagen;
- 3° op tweeënzestig jaar: drie werkdagen;
- 4° op drieënzestig jaar: vier werkdagen;
- 5° op vierenzestig jaar: vijf werkdagen;

Art. 55. Het jaarlijks vakantieverlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit. De gewestelijke ontvanger beslist wanneer hij dit opneemt volgens de behoeften van de dienst.

Als het verlof opgesplitst wordt en de gewestelijke ontvanger dit vraagt, bestaat dit verlof uit een doorlopende periode van minstens twee weken.

Maximaal de helft van de jaarlijkse vakantiedagen, desgevallend verhoogd met het aantal vakantiedagen verbonden aan de periode tijdens dewelke de gewestelijke ontvanger zijn functie uitoefende in het kader van verminderde prestaties om medische redenen, kan worden opgenomen tot 31 december van het daaropvolgende jaar. Als de behoeften van de dienst dit vereisen, mag de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris toelaten dat een hoger aantal jaarlijkse vakantiedagen wordt overgedragen, zonder echter het aantal jaarlijkse vakantiedagen waarop de gewestelijke ontvanger recht heeft te overschrijden.

Art. 56. § 1. Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op jaarlijks vakantieverlof.

Het jaarlijks vakantieverlof wordt echter dienovereenkomstig verminderd als een gewestelijke ontvanger in dienst treedt in de loop van het jaar, ontslag neemt of in de loop van het jaar een van de verloven bekomen heeft of afwezig was om een van de volgende redenen :

- 1° de verloven vermeld in artikels 59 en 133;
- 2° het verlof voor opdracht vermeld in artikel 134;
- 3° het verlof voor loopbaanonderbreking voor palliatieve zorgen of ernstige ziekte;
- 4° afwezigheden tijdens dewelke hij op non-actief of disponibiliteit wordt gesteld;

5° verloven voor verminderde prestaties met uitzondering van verloven voor verminderde prestaties om medische redenen.

Als het aantal op deze manier berekende vakantiedagen, verhoogd met de dagen compensatie- en inhaalrust, zoals bedoeld in artikel 57, geen geheel getal is, wordt het afgerond tot op de hoogste halve dag.

§ 2. Indien de gewestelijke ontvanger om redenen buiten zijn wil zijn jaarlijkse vakantiedagen niet of slechts gedeeltelijk heeft kunnen opnemen voor hij definitief zijn ambt neerlegt, krijgt hij een compensatievergoeding die gelijk is aan zijn laatste activiteitswedde voor de niet-opgenomen vakantiedagen.

Voor de toepassing van deze paragraaf is de in aanmerking te nemen wedde de wedde die verschuldigd is voor voltijdse prestaties.

§ 3. Het jaarlijks vakantieverlof wordt opgeschort van zodra de gewestelijke ontvanger een ziekteverlof krijgt of op beschikbaarheid wegens ziekte wordt gesteld.

§ 4. Paragraaf 1, lid 2 is niet van toepassing op het bijkomend jaarlijks vakantieverlof waarvan sprake in artikel 54, § 2.

Art. 57. De gewestelijke ontvanger heeft vakantie op de dagen vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, evenals op 27 september, 2 november, 15 november en 26 december.

Als een van de dagen vermeld in het eerste lid samenvalt met een dag waarop hij gelet op de arbeidsregeling die op hem van toepassing is niet werkt, krijgt hij compensatieverlof dat onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof genomen kan worden.

De gewestelijke ontvanger die gelet op de arbeidsregeling die op hem van toepassing of omwille van de behoeften van de dienst verplicht is te werken op een van de dagen vermeld in het eerste lid, krijgt inhaalverlof dat onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof genomen kan worden.

De verloven vermeld in lid 1 tot 3 worden gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Als de gewestelijke ontvanger echter om een andere reden met verlof is op een van de dagen vermeld in het eerste lid of op non-actief of beschikbaarheid is gesteld, blijft zijn administratieve stand zoals vastgelegd in de reglementaire bepalingen die op hem van toepassing zijn.

Onderafdeling 3. — Omstandigheidsverlof

Art. 58. Voor de toepassing van dit artikel worden gelijkgesteld met :

1° de echtgeno(o)t(e) : de persoon van hetzelfde of het andere geslacht met wie de gewestelijke ontvanger samenwoont;

2° het huwelijk : de registratie van een verklaring van wettelijk samenwonen door twee personen van hetzelfde of een verschillend geslacht die samenwonen als koppel.

Omstandigheidsverloven worden toegekend binnen de hieronder bepaalde grenzen :

1° het huwelijk van de gewestelijke ontvanger : vier werkdagen;

2° het huwelijk van een kind van de gewestelijke ontvanger : twee werkdagen;

3° het huwelijk :

a) van een kind van de echtgeno(o)t(e) van de gewestelijke ontvanger;

b) van een broer of een zus;

c) van een halfbroer of halfzus;

d) van de vader of moeder;

e) van de schoonvader of schoonmoeder;

f) van de man van de moeder of de vrouw van de vader;

g) van een kleinzoon of kleindochter;

h) van een grootvader of grootmoeder van de gewestelijke ontvanger: een werkdag;

4° het overlijden van de echtgeno(o)t(e) van de gewestelijke ontvanger : vijf werkdagen;

5° het overlijden :

a) van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de gewestelijke ontvanger;

b) van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de persoon van hetzelfde of het andere geslacht met wie de gewestelijke ontvanger samenwoont: vier werkdagen;

6° het overlijden van een bloed- of aanverwant van de gewestelijke ontvanger buiten de eerste graad die onder hetzelfde dak woont als de gewestelijke ontvanger : twee werkdagen;

7° het overlijden van de schoonbroer of schoonzus van de echtgeno(o)t(e) van de gewestelijke ontvanger die onder hetzelfde dak woont als de gewestelijke ontvanger : twee werkdagen;

8° het overlijden van een bloed- of aanverwant van de gewestelijke ontvanger in de tweede of derde graad die niet onder hetzelfde dak woont als de gewestelijke ontvanger : een werkdag;

9° het overlijden van de schoonbroer of schoonzus van de echtgeno(o)t(e) van de gewestelijke ontvanger die niet onder hetzelfde dak woont als de gewestelijke ontvanger : een werkdag;

10° de plechtige communie of elk ander gelijkaardig evenement van een erkende eredienst van een kind van de gewestelijke ontvanger of van diens echtgeno(o)t(e) : een werkdag;

11° deelneming van een kind van de gewestelijke ontvanger of van diens echtgeno(o)t(e) aan het feest van de vrijzinnige jeugd : een werkdag;

12° de priesterwijding of intrede in het klooster of elk ander gelijkaardig evenement van een erkende eredienst van een kind van de gewestelijke ontvanger of van diens echtgeno(o)t(e), van een broer, zuster, schoonbroer of schoonzus van de gewestelijke ontvanger : een werkdag;

13° deelneming aan een assisenjury, oproeping als getuige voor een rechtscollege of persoonlijke verschijning op aanmaning van een rechtscollege : de nodige tijd;

14° de uitoefening van het ambt van voorzitter, bijzitter, secretaris of getuige in een stembureau, een telbureau of een hoofdstembureau : de nodige tijd, met een maximum van vijf werkdagen;

De verloven vermeld in dit artikel worden gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Onderafdeling 4. — Verlof voor een stage of proefperiode in een andere betrekking

Art. 59. De gewestelijke ontvanger krijgt verlof voor een stage of proefperiode in een andere betrekking van een overheidsdienst of van het gesubsidieerd onderwijs.

Dit verlof wordt toegekend voor een periode die overeenkomt met de duur van de stage of de proefperiode.

Dit verlof is onbezoldigd en voor de rest gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Verlof dat de vastgelegde grenzen overschrijdt, wordt van rechtswege omgezet in beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheden.

Onderafdeling 5. — Uitzonderlijke verloven

Art. 60. § 1. De gewestelijke ontvanger krijgt uitzonderlijk verlof wegens overmacht :

1° in geval van ziekte, ongeval of ziekenhuisopname van een van de volgende personen die onder hetzelfde dak als hij wonen : de echtgeno(o)t(e), de persoon van hetzelfde of het andere geslacht met wie hij samenwoont, het kind, een bloed- of aanverwant van de persoon met wie hij samenwoont, een bloed- of aanverwant, een met het oog op diens adoptie of de uitoefening van de officieuze voogdij samenwonen persoon;

2° in geval van ziekte, ongeval of ziekenhuisopname van een van de volgende personen die niet onder hetzelfde dak als hij wonen : een bloed- of aanverwant in de eerste graad;

3° bij ernstige materiële schade aan zijn goederen, zoals schade aan de woning veroorzaakt door een brand of een natuurramp;

4° bij andere gebeurtenissen die na onderlinge overeenstemming tussen de gewestelijk ontvanger en de afgevaardigde arrondissementscommissaris bepaald worden en als dwingende redenen beschouwd dienen te worden.

In de situaties vermeld in het eerste lid, 1° en 2° toont een medisch attest de noodzaak van de aanwezigheid van de gewestelijke ontvanger aan.

§ 2. De duur van de verloven bedoeld in paragraaf 1 mag de tien werkdagen per jaar niet overschrijden, waarvan de eerste vier bezoldigd zijn. Voor het overige worden ze gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Onderafdeling 6. — Verloven met een filantropisch doel

Art. 61. De gewestelijke ontvanger krijgt verlof om gehandicapten en zieken te begeleiden op reizen en vakantieverblijven die in België of in het buitenland georganiseerd worden door een vereniging, een overheidsinstelling of een private instelling, die als opdracht heeft gehandicapten en zieken te verzorgen en die hiervoor subsidies van de overheid krijgt.

De verlofaanvraag wordt gestaafd met een attest waarin de vereniging of instelling bevestigt dat hij verantwoordelijk is voor de reis of het vakantieverblijf.

De duur van deze verloven mag de vijf werkdagen per jaar niet overschrijden; ze worden gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 62. De gewestelijke ontvanger krijgt maximaal vier werkdagen verlof per jaar voor het afstaan van beenmerg. Dit verlof vangt aan op de dag waarop het beenmerg wordt afgenomen in de verzorgingsinstelling; het wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 63. De gewestelijke ontvanger krijgt verlof voor orgaan- of weefseldonatie. Dit verlof wordt toegekend voor een periode die overeenkomst met de duur van de ziekenhuisopname en de eventueel vereiste herstelperiode, alsook met de duur van de voorafgaande medische onderzoeken. Dit verlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 64. § 1. De gewestelijke ontvanger krijgt verlof voor bloed-, bloedplaatjes- of bloedplasmadonatie.

Het verlof bedraagt 1 dag voor bloeddonatie en een halve dag voor bloedplasma- of bloedplaatjesdonatie.

§ 2. Voor bloeddonatie wordt het verlof toegekend voor de dag van de donatie.

Voor bloedplasma- of bloedplaatjesdonatie wordt het verlof toegekend voor de dag van de donatie, aan het begin of het einde van de dag.

Het verlof wordt echter toegekend voor de dag volgend op de dag van de bloed-, bloedplaatjes- of bloedplasmadonatie als aan de twee volgende voorwaarden voldaan is:

1° de donatie vindt plaats na de normale diensturen;

2° de dag erna is een werkdag voor de gewestelijke ontvanger.

Onderafdeling 7. — Borstvoedingspauzes

Art. 65. Gewestelijke ontvangers die minstens vier uur per dag werken hebben gedurende negen maanden na de geboorte recht op een dienstvrijstelling om buiten hun werkplaats hun kind of kinderen borstvoeding te geven of af te kolven.

Deze periode kan met drie maanden verlengd worden als er medische omstandigheden zijn die dit rechtvaardigen.

Art. 66. De borstvoedingspauze mag maximaal een half uur duren. Als de gewestelijke ontvanger echter voltijds werkt, heeft ze recht op twee pauzes per dag. Ze mag deze twee pauzes in één pauze van een uur opnemen.

De gewestelijk ontvanger en de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris dienen het tijdstip van de pauze overeen te komen.

Art. 67. De gewestelijke ontvanger brengt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris twee maanden vooraleer ze gebruikt maakt van dit recht op de hoogte. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris kan deze termijn inkorten.

De gewestelijke ontvanger levert het bewijs van de borstvoeding door een attest van een consultatiebureau voor zuigelingen of door een medisch getuigschrift. Dit bewijs moet elke maand voorgelegd worden.

Onderafdeling 8. — Moederschapsbescherming

Art. 68. Het bevallingsverlof, vastgelegd in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971, wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 69. De bezoldiging over de periode gedurende welke de gewestelijke ontvanger bevallingsverlof geniet, mag niet meer dan vijftien weken of zeventien weken bij meervoudige zwangerschap bestrijken.

De bezoldiging over de verlenging van de postnatale rust toegekend in toepassing van artikel 73, mag niet meer dan vierentwintig weken bestrijken.

De bezoldiging over de verlenging van de postnatale rust toegekend in toepassing van artikel 72, lid 4, mag niet meer dan één week bestrijken.

Art. 70. De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten is aan de zwangerschap gedurende de zes weken die vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat, worden voor het bepalen van de administratieve stand van de gewestelijke ontvanger veranderd in bevallingsverlof.

Dit artikel geldt eveneens indien de periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten is aan de zwangerschap gedurende de acht weken vallen die bij meervoudige geboorte vóór de zevende dag vallen welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat.

Art. 71. Wanneer de gewestelijke ontvanger het prenataal verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum gebeurt, wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt ze zich in bevallingsverlof.

In afwijking van artikel 69 is de bezoldiging verschuldigd.

Art. 72. Op verzoek van de gewestelijke ontvanger wordt het bevallingsverlof overeenkomstig artikel 39 van de wet van 16 maart 1971, na de negende week verlengd met een periode waarvan de duur gelijk is aan de duur van de periode waarin zij is blijven werken vanaf de zesde week vóór de werkelijke bevallingsdatum of vanaf de achtste week indien er een meervoudige geboorte wordt verwacht. Bij vroegtijdige geboorte wordt die periode teruggebracht tot het aantal dagen waarin zij gewerkt heeft tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat.

Gelijkgesteld met werkdagen die tot na het postnatale verlof overgedragen kunnen worden, zijn :

1° het jaarlijks vakantieverlof;

2° feestdagen en gelijkgestelde dagen;

3° de omstandigheidsverloven;

4° het uitzonderlijk verlof wegens overmacht;

5° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;

6° de afwezigheden wegens ziekte, uitgezonderd de afwezigheden wegens ziekte bedoeld in artikel 70.

In geval van een meervoudige geboorte wordt op verzoek van de gewestelijke ontvanger de periode van werkonderbreking na de negende week, eventueel verlengd in overeenstemming met de bepalingen van lid 2, maximaal met twee weken verlengd.

Op verzoek van de gewestelijke ontvanger wordt de periode van werkonderbreking na de negende week verlengd met een week, als ze afwezig is geweest wegens ziekte te wijten aan de zwangerschap tijdens de volledige periode vanaf de zesde week voor de werkelijke bevallingsdatum of vanaf de achtste week indien er een meervoudige geboorte wordt verwacht.

Art. 73. Indien de pasgeborene na de eerste zeven dagen na de geboorte in het ziekenhuis blijft kan de postnatale rust op verzoek van de betrokkene verlengd worden voor een periode die gelijk is aan de periode tijdens dewelke haar kind in het ziekenhuis blijft na de eerste zeven dagen. De duur van deze verlenging mag maximaal vierentwintig weken bedragen. De gewestelijke ontvanger overhandigt hiertoe aan de gouverneur of aan de afgevaardigde arrondissementscommissaris

1° aan het einde van de postnatale rust een attest van het ziekenhuis dat bevestigt dat de pasgeborene gehospitaliseerd is gebleven na de eerste zeven dagen na de geboorte, met vermelding van de duur van de ziekenhuisopname;

2° desgevallend aan het einde van de verlenging op basis van de bepalingen in dit lid, een nieuw attest van het ziekenhuis dat bevestigt dat de pasgeborene het ziekenhuis nog niet verlaten heeft, met vermelding van de duur van de ziekenhuisopname.

Art. 74. Als de gewestelijke ontvanger de periode van werkonderbreking na de negende week met minstens twee weken kan verlengen, kunnen de twee laatste weken postnataal bevallingsverlof op haar verzoek omgezet worden in dagen postnatale rust.

De gewestelijk ontvanger deelt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris maximaal vier weken na het einde van het verplicht postnataal bevallingsverlof schriftelijk mee welke omzetting ze wenst.

Deze dagen postnatale rust worden opgenomen binnen de acht weken na het einde van het verplicht postnataal bevallingsverlof.

Deze dagen worden gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 75. De gewestelijk ontvanger mag geen overwerk doen tijdens de zwangerschap of borstvoedingsperiode. Voor de toepassing van dit artikel wordt elk werk dat recht geeft op een vergoeding voor het uitvoeren van bijkomende functies, vermeld in artikel 188, beschouwd als overwerk.

Art. 76. De gewestelijk ontvanger die zich in dienstactiviteit bevindt krijgt op verzoek het verlof dat zij nodig heeft om zich naar de prenatale geneeskundige onderzoeken te begeven. Dit verzoek wordt gestaafd met alle nuttige bewijzen.

Het verlof wordt gelijkgesteld met dienstanciënniteit.

Art. 77. De gewestelijke ontvanger die vrijgesteld is van werk in toepassing van artikels 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector, is met verlof voor de benodigde duur. Dit verlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 78. Artikels 68 tot 70 zijn niet van toepassing in geval van een miskraam die voordoet voor de 181e dag van de zwangerschap.

Onderafdeling 9. — Vaderschapsverlof

Art. 79. § 1. Als de moeder van het kind in het ziekenhuis opgenomen wordt of overlijdt, krijgt de gewestelijke ontvanger die de vader is van het kind op zijn verzoek een vervangend vaderschapsverlof om het kind op te vangen.

§ 2. Als de moeder in het ziekenhuis opgenomen wordt, kan de gewestelijke ontvanger die de vader is van het kind een vervangend vaderschapsverlof genieten onder de volgende voorwaarden :

- 1° de pasgeborene heeft het ziekenhuis verlaten;
- 2° de ziekenhuisopname van de moeder duurt meer dan zeven dagen.

Het vervangend vaderschapsverlof kan niet voor de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind aanvangen en eindigt op het tijdstip waarop het verblijf van de moeder in het ziekenhuis eindigt en uiterlijk op het einde van het deel van het bevallingsverlof dat de moeder nog niet opgebruikt had.

De gewestelijke ontvanger die de vader is van het kind en het vervangend vaderschapsverlof wenst te genieten brengt de gouverneur of afgevaardigde arrondissementscommissaris schriftelijk op de hoogte. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het verlof en de vermoedelijke duur ervan. De verlofaanvraag wordt gestaafd aan de hand van een attest dat de duur van de opname van de moeder in het ziekenhuis na de zeven dagen volgend op de bevallingsdatum vermeldt, evenals de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis heeft verlaten.

§ 3. In geval van overlijden van de moeder is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof dat de moeder nog niet had opgenomen.

De gewestelijke ontvanger die de vader is van het kind en het vervangend vaderschapsverlof wenst te genieten brengt de gouverneur of afgevaardigde arrondissementscommissaris schriftelijk op de hoogte binnen de vijftien dagen na het overlijden van de moeder.

Dit schrijven vermeldt de begindatum van het vervangend vaderschapsverlof en de vermoedelijke duur ervan. Er dient zo snel mogelijk een uittreksel van de overlijdensakte van de moeder te worden voorgelegd.

§ 4. Het vervangend vaderschapsverlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 80. § 1. Onverminderd artikel 79 krijgt de gewestelijke ontvanger op zijn verzoek een vaderschapsverlof van vijftien werkdagen als zijn echtgenote of de persoon met wie hij op dat ogenblik samenwoont, bevalt. Dit verlof moet opgenomen worden binnen de vier maanden na de geboorte of desgevallend na het verstrijken van het vervangend vaderschapsverlof.

De vrouwelijke gewestelijke ontvanger krijgt op haar verzoek vijftien dagen verlof als haar echtgenote of de vrouw met wie ze op dat ogenblik samenwoont, bevalt. Dit verlof moet opgenomen worden binnen de vier maanden na de bevalling.

De verlopen vermeld in lid 1 en 2 worden gelijkgesteld met dienstactiviteit.

§ 2. De gewestelijke ontvanger krijgt op zijn verzoek een vaderschapsverlof van vijftien werkdagen om een kind op te vangen in het kader van een adoptie. Dit verlof moet opgenomen worden binnen de vier maanden volgend op de inschrijving van het kind in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft, alsof het deel uitmaakt van zijn huishouden.

Onderafdeling 10. — Opvangverlof met het oog op adoptie

Art. 81. De gewestelijke ontvanger krijgt verlof voor de opvang van een kind van minder dan tien jaar in zijn gezin met het oog op adoptie

De opvang wordt bewezen door de inschrijving in de bevolkingsregisters.

Het verlof bedraagt maximaal zes weken voor een kind van minder drie jaar dat wordt opgevangen en maximum vier weken in de andere gevallen.

Voor de toepassing van dit artikel worden de situatie voortvloeiend uit een gerechtelijke beslissing tot plaatsing van een minderjarige in een opvanggezin en de officieuze voogdij met adoptie gelijkgesteld.

De maximale duur van het opvangverlof wordt verdubbeld als het kind gehandicapt is en voldoet aan de voorwaarden voor verhoogde kinderbijslag omwille van zijn handicap.

Art. 82. Het opvangverlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Dit verlof kan niet gecumuleerd worden met het verlof waarvan sprake in artikel 80, § 2.

Onderafdeling 11. — Ouderschapsverlof

Art. 83. § 1. De gewestelijke ontvanger in dienstactiviteit krijgt bij de geboorte of de adoptie van een kind ouderschapsverlof, dat kan worden opgenomen :

1° ofwel gedurende vier maanden in het kader van de volledige loopbaanonderbreking zoals bedoeld in artikel 100 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen; deze periode kan op verzoek van de gewestelijke ontvanger opgesplitst worden in maanden;

2° ofwel gedurende acht maanden in het kader van de halftijdse loopbaanonderbreking zoals bedoeld in artikel 102 van dezelfde wet; deze periode kan op verzoek van de gewestelijke ontvanger opgesplitst worden in periodes van twee maanden of in een veelvoud hiervan;

3° ofwel gedurende twintig maanden in het kader van de loopbaanonderbreking *a rato* van 1/5, zoals bedoeld in artikel 102 van dezelfde wet; deze periode kan op verzoek van de gewestelijke ontvanger opgesplitst worden in periodes van vijf maanden of in een veelvoud hiervan;

De gewestelijke ontvanger heeft de mogelijkheid om bij het opnemen van zijn ouderschapsverlof gebruik te maken van de verschillende modaliteiten bedoeld in het eerste lid. Bij een wijziging van de vorm van het ouderschapsverlof dient rekening gehouden te worden met het principe dat een maand volledige loopbaanonderbreking gelijk staat aan twee maanden halftijdse loopbaanonderbreking en aan vijf maanden loopbaanonderbreking *a rato* van een vijfde.

De gewestelijke ontvanger heeft recht op ouderschapsverlof :

- 1° naar aanleiding van de geboorte van zijn kind tot het kind twaalf jaar wordt;

2° in het kader van de adoptie van een kind, gedurende een periode die loopt vanaf de inschrijving van het kind als deel van zijn gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de gewestelijke ontvanger zijn verblijfplaats heeft, en uiterlijk tot het kind twaalf jaar wordt.

3° als het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste vier punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, tot het kind eenentwintig jaar wordt.

Aan de voorwaarde van de twaalfde en de eenentwintigste verjaardag, zoals vastgelegd in respectievelijk lid 3, 1° en 3°, moet voldaan zijn uiterlijk gedurende de periode van het ouderschapsverlof.

§ 2. Het in dit artikel bedoelde ouderschapsverlof is onbezoldigd; het wordt voor het overige gelijkgesteld met dienstactiviteit.

§ 3. Onder voorbehoud van de bepalingen van dit artikel is het ouderschapsverlof voor het overige onderworpen aan de bepalingen omtrent loopbaanonderbrekingen.

Art. 84. Na de geboorte, de adoptie of de plaatsing van een kind in een pleeggezin in het kader van het opvangbeleid wordt maximaal drie maanden ouderschapsverlof toegekend aan een gewestelijke ontvanger in dienstactiviteit. Dit voltijds verlof moet opgenomen worden voordat het kind twaalf jaar wordt. Op verzoek van de gewestelijke ontvanger wordt het verlof opgesplitst per maand.

Dit verlof is niet bezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Als het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste vier punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, wordt het ouderschapsverlof van drie maanden toegekend tot het kind eenentwintig jaar wordt.

Art. 85. De gewestelijke ontvanger dient zijn aanvraag minstens twee maanden en ten laatste drie maanden voor het begin van het aangevraagde verlof in bij de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

Onderafdeling 12. — Verloven omwille van dwingende redenen van familiaal belang

Art. 86. De gewestelijke ontvanger heeft recht op een verlof om dwingende redenen van familiaal belang van maximaal vijfenveertig werkdagen per jaar.

Naast het verlof vermeld in het eerste lid heeft de gewestelijke ontvanger recht op een verlof om dwingende redenen van familiaal belang van maximaal dertien werkdagen per jaar omwille van :

1° de ziekenhuisopname van een persoon die onder hetzelfde dak woont als de gewestelijk ontvanger of van een bloed- of aanverwant in de eerste graad of van een bloed- of aanverwant van de persoon van het ene of het andere geslacht met wie de gewestelijke ontvanger samenwoont en die niet onder hetzelfde dak als hij woont;

2° de opvang van kinderen jonger dan 15 jaar tijdens de schoolvakanties;

3° de opvang tijdens de schoolvakanties van kinderen jonger dan vijftientig jaar, als ze voor ten minste 66 % getroffen zijn door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening hebben die tot gevolg heeft dat ten minste vier punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag;

4° de opvang tijdens de schoolvakanties van kinderen die onder verlengde minderjarigheid werden geplaatst.

Art. 87. Het verlof om dwingende redenen van familiaal belang is onbezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 88. De maximumduur van het verlof om dwingende redenen van familiaal belang wordt evenredig verminderd in overeenstemming met artikel 56, § 1.

Art. 89. Deze verloven mogen over heel de loopbaan van de gewestelijke ontvanger de 540 werkdagen niet overschrijden.

Onderafdeling 13. — Ziekteverlof en controle van de afwezigheden wegens ziekte

Art. 90. In deze afdeling wordt verstaan onder :

1° de controledienst : de door de Regering gekozen medische controledienst in overeenstemming met artikel 413 van de Waalse ambtenarencode, waaraan elke gewestelijke ontvanger die afwezig wegens ziekte onderworpen is;

2° de controlearts : elke arts die voor rekening van de controledienst handelt;

3° de afwezigheid : elke afwezigheid wegens ziekte;

4° de werkdag : elke dag waarop de gewestelijke ontvanger dient te werken;

5° de behandelende arts : elke arts, al dan niet zijn gewoontelijke arts, die door de gewestelijke ontvanger gekozen wordt en elke arts die door de behandelende arts wordt aangesteld om hem te vervangen;

6° de verblijfplaats : de tijdelijke of gewoontelijke woonplaats van de gewestelijke ontvanger, een verzorgingsinstelling of elke andere plaats waar hij gedurende zijn afwezigheid kan worden aangetroffen.

Art. 91. De gewestelijke ontvanger die door ziekte of gebrekkigheid verhinderd is zijn functies normaal uit te voeren heeft gedurende zijn volledige loopbaan recht op vijftientig dagen ziekteverlof per twaalf maanden dienstanciënniteit. Als hij minder dan zesentertig maanden in dienst is, is zijn wedde echter wel gewaarborgd gedurende drieëntwintig werkdagen.

Voor gewestelijke ontvangers die oorlogsinvaliden zijn wordt het aantal in het eerste lid vastgelegde dagen respectievelijk op tweeëndertig en zesennegentig gebracht.

Het ziekteverlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 92. § 1. De in artikel 91 vermelde eenentwintig en tweeëndertig dagen worden verminderd in verhouding tot de niet-geleverde prestaties tijdens de in aanmerking genomen periode van twaalf maanden, indien de gewestelijke ontvanger in de loop van deze periode :

1° een of meerdere van de verloven bedoeld in artikel 56, § 1, lid 2, 1° tot 3° heeft gekregen;

2° afwezig is geweest wegens ziekte, met uitsluiting van de verloven vermeld in artikel 96;

3° op non-actief werd geplaatst in toepassing van artikel 46.

§ 2. Als het op deze manier berekende aantal dagen ziekteverlof geen geheel getal is, wordt het afgerond tot op de onmiddellijk hogere eenheid.

§ 3. Enkel de werkdagen die vallen binnen de periode van afwezigheid wegens ziekte worden meegeteld.

Art. 93. Het ziekteverlof maakt geen einde aan de stelsels voor loopbaanonderbreking voor palliatieve zorgen of ernstige ziekte;

De gewestelijke ontvanger blijft de hem verschuldigde wedde voor verminderde prestaties ontvangen.

Art. 94. Het ziekteverlof schorst het verlof om dwingende redenen van familiaal belang.

Art. 95. Voor de toepassing van artikel 91 worden eveneens alle daadwerkelijke diensten in aanmerking genomen die de gewestelijke ontvanger verleend heeft, ongeacht zijn hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking, als titularis van functies die volledige prestaties inhouden, door deel uit te maken van een andere overheidsdienst of een door de staat of een gemeenschap erkende opgerichte onderwijsinstelling, een psycho-medisch-sociaal centrum, een dienst voor beroepsoriëntatie of een medisch-pedagogisch instituut.

Art. 96. Onder voorbehoud van artikel 99 en in afwijking van artikel 91 geniet de gewestelijke ontvanger een verlof zonder tijdsbepanking als zijn ziekte veroorzaakt wordt door een arbeidsongeval, een ongeval op weg naar of van het werk of een beroepsziekte.

Daarnaast worden de verlofdagen toegekend naar aanleiding van een arbeidsongeval, een ongeval op weg naar of van het werk of een beroepsziekte, zelfs na de consolidatiedatum, niet meegerekend om het aantal verlofdagen te bepalen dat de gewestelijke ontvanger nog kan krijgen op grond van artikel 91.

Art. 97. Worden niet meegerekend om het aantal verlofdagen te bepalen dat de gewestelijke ontvanger nog kan krijgen op grond van artikel 91: de dagen ziekteverlof die het gevolg zijn van morele pesterijen of ongewenst seksueel gedrag of geweldfeiten op het werk, mits de pesterijen, het ongewenst seksueel gedrag of de geweldfeiten erkend worden door de gouverneur of vastgesteld worden door een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing.

Art. 98. De dagen ziekteverlof die toegekend worden naar aanleiding van een ongeval veroorzaakt door een fout van een derde en andere dan een ongeval zoals bedoeld in artikel 96 worden niet meegerekend om het aantal verlofdagen te bepalen dat de gewestelijke ontvanger nog kan krijgen op grond van artikel 91 ten belope van het aansprakelijkheidspercentage van de derde dat dient als grond voor de wettelijke indeplaatsstelling van de gouverneur als tewerkstellende autoriteit.

Art. 99. De gewestelijke ontvanger kan niet definitief arbeidsongeschikt verklaard worden wegens ziekte zolang hij het totaal aantal verlofdagen waarop artikel 91 hem recht geeft niet heeft opgenomen.

Het eerste lid is niet van toepassing op gewestelijke ontvangers die na een opdracht bij een buitenlandse regering, een buitenlandse openbaar bestuur of een internationale instelling te hebben vervuld in dit verband op pensioen werden gesteld wegens invaliditeit en een pensioen krijgen.

Art. 100. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris deelt de gewestelijke ontvanger binnen de maand na zijn verjaardag het saldo op zijn verjaardag aan dagen ziekteverlof waarop artikel 91 recht geeft mee.

Art. 101. Elke afwezigheid kan gecontroleerd worden, in toepassing van artikels 104 tot 108.

Art. 102. § 1. De gewestelijke ontvanger die zich niet in staat voelt zijn werk uit te voeren, deelt dit mee of laat dit meedelen aan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris of de door hen aangeduide persoon, evenals aan de verantwoordelijke van elk van de lokale besturen waarvoor hij zijn functies uitoefent, en dit zo snel mogelijk en in elk geval voor het tijdstip waarop hij geacht wordt zijn werk aan te vatten. Hij deelt zijn verblijfplaats mee of laat deze meedelen.

§ 2. De gewestelijke ontvanger laat zich vanaf de eerste afwezigheid, behalve als hij verwacht dat zijn afwezigheid niet langer zal duren dan een dag, eveneens op zijn kosten onderzoeken door zijn behandelende arts, die onmiddellijk een medisch getuigschrift invult.

De behandelende arts vermeldt op het medisch getuigschrift de redenen van de afwezigheid en de verwachte duur ervan, uitgedrukt in kalenderdagen. Hij vermeldt eveneens of de gewestelijke ontvanger al dan niet het huis mag verlaten.

De gewestelijke ontvanger deelt de verwachte duur van zijn afwezigheid mee of laat deze meedelen aan de hem hiertoe aangewezen dienst of persoon. Hij verstuurt het medisch getuigschrift onmiddellijk naar de controledienst, met vermelding van zijn verblijfplaats, of laat het opsturen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, eerste lid moet de gewestelijke ontvanger zich vanaf de derde afwezigheid van één dag binnen één kalenderjaar voor iedere nieuwe afwezigheid waarvan de gewestelijke ontvanger verwacht dat ze slechts één dag zal duren, dezelfde dag laten onderzoeken op zijn kosten door een arts, die een medisch getuigschrift invult dat de vermeldingen waarvan sprake in paragraaf 2 bevat.

In afwijking van het eerste lid moeten personen die aan een aandoening lijden die door de medische controledienst erkend is als ernstige en langdurige ziekte, zich vanaf de twaalfde afwezigheid van één dag binnen één kalenderjaar voor iedere nieuwe afwezigheid waarvan de gewestelijke ontvanger verwacht dat ze slechts één dag zal duren, dezelfde dag laten onderzoeken op hun kosten door een arts, die een medisch getuigschrift invult dat de vermeldingen waarvan sprake in paragraaf 2 bevat.

§ 4. Paragrafen 1 en 2 en artikels 104 tot 108 zijn van toepassing op de gewestelijke ontvanger die zich niet in staat voelt het werk te hervatten op de door de arts bepaalde datum, ook al verwacht de gewestelijke ontvanger dat zijn afwezigheid met niet meer dan een dag verlengd zal worden.

Art. 103. De gewestelijke ontvanger die zich niet in staat voelt zijn werk in de loop van de werkdag voort te zetten, deelt dit vooraleer te vertrekken mee aan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris of de door hen aangeduide persoon, evenals, desgevallend, aan de verantwoordelijke van het lokaal bestuur waar hij zijn functies uitoefent.

Na de derde afwezigheid in de loop van de werkdag binnen één kalenderjaar moet de gewestelijke ontvanger zich dezelfde dag laten onderzoeken op zijn kosten door een arts, zelfs als hij verwacht dat zijn afwezigheid slechts een dag zal duren. De arts vult een medisch getuigschrift in dat de vermeldingen waarvan sprake in artikel 102, § 2 bevat.

Gewestelijke ontvangers die aan een aandoening lijden die door de medische controledienst erkend is als ernstige en langdurige ziekte, moeten zich vanaf de twaalfde afwezigheid in de loop van de werkdag binnen één kalenderjaar dezelfde dag laten onderzoeken op hun kosten door een arts, zelfs als ze verwachten dat hun afwezigheid slechts een dag zal duren. De arts vult een medisch getuigschrift in dat de vermeldingen waarvan sprake in artikel 102, § 2 bevat.

Art. 104. De controles van de afwezigheden wegens ziekte worden uitgevoerd op vraag van de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris, of op vraag van de door hen aangewezen persoon.

De controles vinden plaats tussen 8 en 20 uur. Een controle die begonnen is voor 20 uur kan na 20 uur voortgezet worden. De controlearts, die zijn bezoek niet moet aankondigen, deelt aan de gewestelijke ontvanger spontaan zijn identiteit en hoedanigheid mee.

Art. 105. Het onderzoek vindt plaats op de door de controledienst of de controlearts vastgelegde plaats, behalve in de situaties vermeld in het tweede lid, dan vindt het plaats op de verblijfplaats.

Gewestelijke ontvangers die van hun behandelende arts het huis niet mogen verlaten, moeten aanwezig zijn op hun verblijfplaats tijdens hun afwezigheid, behalve in geval van overmacht.

Als de controlearts de gewestelijke ontvanger niet kan aantreffen of onderzoeken op zijn verblijfplaats, laat hij een aanbiedingsbericht achter waarin de plaats, de dag en het tijdstip vermeld staan waarop hij zich moet aanmelden om onderzocht te worden. In dit geval wordt de gewestelijke ontvanger vergoed voor zijn verplaatsingskosten volgens de regels van toepassing inzake reiskosten.

De gewestelijke ontvanger brengt de controledienst vooraf op de hoogte van elke verandering van verblijfplaats tijdens zijn afwezigheid. De verandering van de verblijfplaats naar het buitenland tijdens de afwezigheid is afhankelijk van de beslissing van de controledienst, na advies van de behandelende arts.

Art. 106. Als de controlearts vaststelt dat de gewestelijke ontvanger niet in staat is zijn werk uit te voeren, wordt de afwezigheid van de gewestelijke ontvanger gerechtvaardigd voor de duur bepaald door de controlearts. Als de controlearts vaststelt dat de gewestelijke ontvanger in staat is of opnieuw in staat is zijn werk uit te voeren, hervat de gewestelijke ontvanger het werk op de eerste werkdag na de controle, behoudens indien deze vaststellingen betwist worden.

De controlearts deelt zijn bevindingen onmiddellijk schriftelijk mee aan de gewestelijke ontvanger. Hij verzoekt hem deze te viseren als hij de voorziene duur van de afwezigheid bepaald door de behandelende arts wijzigt of als hij vaststelt dat de gewestelijke ontvanger in staat is of opnieuw in staat is zijn werk uit te voeren.

Art. 107. De gewestelijke ontvanger mag het werk niet hervatten voor de vastgelegde datum zonder medisch getuigschrift dat hem hiervoor de toelating geeft.

Art. 108. Indien de vaststellingen van de controlearts betwist worden, is de arbitrageprocedure vastgelegd in artikel 31, § 5 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing.

Onderafdeling 14. — Verlof voor verminderde prestaties om medische redenen

Art. 109. De gewestelijke ontvanger kan vragen zijn functie uit te oefenen in het kader van verminderde prestaties om medische redenen :

1° om zich opnieuw aan te passen aan een normaal werkritme, na een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van minstens dertig dagen;

2° als ten gevolge van een medische ongeschiktheid van lange duur hij niet voltijds kan werken na een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van minstens dertig dagen.

De beoordeling van de medische toestand van de gewestelijke ontvanger en de toekenning van verminderde prestaties om medische redenen gebeuren door een geneesheer van het bestuur Medische Expertise van de federale overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Art. 110. § 1. De gewestelijke ontvanger bedoeld in artikel 109, eerste lid, kan zijn functies hervatten a rato van vijftig percent, zestig percent of tachtig percent van zijn normale prestaties gedurende een periode van maximaal drie maanden.

Verminderde prestaties kunnen toegekend worden voor een periode van één maand. Er kunnen ten hoogste verlengingen worden toegekend voor een even lange periode, als het bestuur Medische Expertise van mening is dat een nieuw onderzoek van de gezondheidstoestand van de betrokkene dit rechtvaardigt. De bepalingen van artikel 112 zijn van toepassing.

De gewestelijke ontvanger bedoeld in artikel 109, eerste lid, 2°, kan zijn functies hervatten a rato van vijftig percent, zestig percent of tachtig percent van zijn normale prestaties gedurende een periode van maximaal twaalf maanden, tenzij de geneesheer van het bestuur Medische Expertise van mening is dat het nieuw onderzoek vroeger moet plaatsvinden.

Er kunnen ten hoogste verlengingen worden toegekend voor twaalf maanden, als het bestuur Medische Expertise van mening is dat een nieuw onderzoek van de gezondheidstoestand van de gewestelijke ontvanger dit rechtvaardigt. De bepalingen van artikel 112 zijn van toepassing.

§ 3. De geneesheer van het bestuur Medische Expertise beoordeelt bij elk onderzoek of de gewestelijke ontvanger geschikt is om vijftig percent, zestig percent of tachtig percent van zijn normale prestaties te presteren.

De gewestelijke ontvanger bedoeld in paragraaf 2 kan in de loop van een periode van verminderde prestaties om medische redenen een nieuw medisch onderzoek vragen aan het bestuur Medische Expertise om zijn arbeidsregeling aan te passen.

§ 4. De verminderde prestaties vermeld in paragraaf 1 worden elke dag geleverd, tenzij de geneesheer van het bestuur Medische Expertise anders beslist.

De verminderde prestaties vermeld in paragraaf 2 worden geleverd volgens een verdeling van de prestaties over de volledige week, in overeenstemming met het advies van de geneesheer van het bestuur Medische Expertise.

Art. 111. § 1. De afwezigheden van de gewestelijke ontvanger als hij verminderde prestaties levert in toepassing van deze onderafdeling worden beschouwd als verlof. Dit verlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

§ 2. De gewestelijke ontvanger bedoeld in artikel 19, eerste lid, 1° en 2° krijgt de eerste drie maanden van zijn verminderde prestaties om medische redenen zijn volledige wedde.

De gewestelijke ontvanger bedoeld in artikel 19, eerste lid, 2° krijgt vanaf de vierde maand de voor de verminderde prestaties verschuldigde wedde, verhoogd met zestig percent van de wedde die verschuldigd zou geweest zijn voor de niet-geleverde prestaties.

§ 3. Het verlof voor verminderde prestaties om medische redenen wordt geschorst van zodra de gewestelijke ontvanger een van de volgende verloven krijgt of afwezig is wegens een van de volgende redenen :

- 1° bevallingsverlof;
- 2° vaderschapsverlof;
- 3° opvangverlof met het oog op adoptie;
- 4° ouderschapsverlof;
- 5° verlof wegens loopbaanonderbreking.

De toelating om verminderde prestaties om medische redenen te leveren wordt tijdelijk onderbroken bij afwezigheid wegens ziekte, een arbeidsongeval, een ongeval op weg van en naar het werk en een beroepsziekte.

Art. 112. § 1. De gewestelijke ontvanger die verminderde prestaties om medische redenen wenst te genieten heeft minstens vijf werkdagen voor het begin van de verminderde prestaties het advies van de geneesheer van het bestuur Medische Expertise gekregen.

De gewestelijke ontvanger bedoeld in artikel 109, eerste lid, 1°, legt een medisch getuigschrift en een re-integratieplan, opgesteld door zijn behandelende arts, voor. De behandelende arts vermeldt in het re-integratieplan de vermoedelijke datum van volledige werkhervatting.

De gewestelijke ontvanger bedoeld in artikel 109, eerste lid, 2°, legt een uitvoerig medisch verslag voor, opgesteld door een specialist.

De geneesheer van het bestuur Medische Expertise beoordeelt de medische geschiktheid van de gewestelijke ontvanger om zijn werk te hervatten ten belope van vijftig percent, zestig percent of tachtig percent van zijn normale prestaties te presteren. Hij maakt zo snel mogelijk zijn schriftelijke bevindingen over aan de gewestelijke ontvanger, desgevallend na de behandelende arts vermeld in paragraaf 1 geraadpleegd te hebben.

§ 3. Nadat de geneesheer van het bestuur Medische Expertise zijn bevindingen in het kader van een aanvraag tot verminderde prestaties om medische redenen, zoals bedoeld in artikel 109, heeft overgemaakt, kan de gewestelijke ontvanger in onderling overleg met het bestuur Medische Expertise binnen de twee werkdagen na de overmaking van de bevindingen een arts-scheidsrechter aanstellen om het medisch geschil te beslechten. Als er geen akkoord bereikt kan worden binnen de twee werkdagen kan de gewestelijke ontvanger om het medisch geschil te beslechten een arts-scheidsrechter aanstellen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde en vermeldt staat op de lijst opgesteld in uitvoering van de voormelde wet.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en beslecht het medisch geschil binnen 3 werkdagen na zijn aanwijzing. Elke andere vaststelling valt onder het beroepsgeheim.

De kosten van deze procedure en de eventuele verplaatsingskosten van de gewestelijke ontvanger zijn ten laste van de partij die in het ongelijk wordt gesteld.

De arts-scheidsrechter brengt zijn beslissing ter kennis van de persoon die het medisch getuigschrift heeft afgeleverd en van de geneesheer van het bestuur Medische Expertise. Het bestuur Medische Expertise en de gewestelijke ontvanger worden onmiddellijk per aangetekend schrijven op de hoogte gebracht door de arts-scheidsrechter.

Art. 113. Indien het bestuur Medische Expertise van mening is dat een gewestelijke ontvanger die afwezig is wegens ziekte in staat is zijn functies te hervatten aan vijftig percent, zestig percent of tachtig percent van zijn normale prestaties, deelt het dit mee aan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris, die de gewestelijke ontvanger verzoekt het werk te hervatten.

Onderafdeling 15. — Dienstvrijstelling wegens preventief geneeskundig onderzoek

Art. 114. De gewestelijke ontvanger in dienstactiviteit krijgt op eigen aanvraag een dienstvrijstelling om een onderzoek te ondergaan voor het opsporen van kanker, glaucoom, diabetes, aids, hart- en vaataandoeningen en osteoporose.

De vrijstelling wordt toegekend voor de duur van het onderzoek, met inbegrip van de tijd om zich naar het onderzoek te begeven en ervan terug te keren, met een maximum van een halve dag per onderzoek en per kalenderjaar.

De gewestelijke ontvanger levert alle nuttige bewijzen die aantonen dat het onderzoek werkelijk heeft plaatsgevonden.

Onderafdeling 16. — Profylactisch verlof

Art. 115. De aandoeningen die aanleiding geven tot profylactisch verlof staan vermeld in artikel 239, paragraaf 1, 1° van het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

De duur van het profylactisch verlof wordt als volgt vastgelegd:

- 1° difterie : 7 dagen als de betrokkene geen kiemdrager is
- 2° epidemische encephalitis : 17 dagen;
- 3° tyfus en paratyfus : 12 dagen;
- 4° meningitis cerebrospinalis : 9 dagen;
- 5° malleus : 12 dagen;
- 6° poliomyelitis : 17 dagen;
- 7° roodvonk : 10 dagen;
- 8° pokken : 18 dagen.

Art. 116. § 1. De gewestelijke ontvanger die risico loopt op een beroepsziekte of een ernstige besmettelijke ziekte en die, overeenkomstig de regels van de volksgezondheid, tijdelijk zijn ambt moet neerleggen, wordt ambtshalve op verlof gesteld voor de noodzakelijke duur.

§ 2. Het medisch getuigschrift vermeldt de exacte aard van de aandoening en vermeldt of de gewestelijke ontvanger zich al dan niet naar zijn dienst kan begeven.

Art. 117. Het verlof wordt gelijkgesteld met dienstanciënniteit.

Onderafdeling 17. — Verlof wegens loopbaanonderbreking

Art. 118. De gewestelijke ontvanger kan zijn loopbaan voor een duur van één maand, eventueel verlengbaar met één maand, volledig onderbreken, teneinde palliatieve zorg te verstrekken aan een persoon krachtens de bepalingen van artikels 100*bis* en 102*bis* van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Onder palliatieve zorg wordt verstaan elke vorm van bijstand en inzonderheid medische, sociale, administratieve en psychologische bijstand en verzorging van personen die lijden aan een ongeneeslijke ziekte en die zich in een terminale fase bevinden.

De gewestelijke ontvanger die om deze reden zijn loopbaan wil onderbreken brengt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris hiervan op de hoogte. Hij voegt bij deze mededeling het aanvraagformulier waarvan model en inhoud bepaald worden door het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, alsmede een attest afgeleverd door de behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve zorg behoeft, waaruit blijkt dat de gewestelijke ontvanger verklaard heeft dat hij bereid is palliatieve zorgen te verstrekken, zonder dat de identiteit van de patiënt wordt vermeld.

De onderbreking neemt een aanvang op de eerste dag van de week volgend op de week waarin voornoemde mededeling gebeurde.

Art. 119. De gewestelijke ontvanger kan zijn loopbaan volledig onderbreken krachtens artikels 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid tot in de tweede graad dat aan een ernstige ziekte lijdt, per al dan niet opeenvolgende periodes van minstens één maand en maximum drie maanden.

De periodes waarin de gewestelijke ontvanger zijn loopbaan volledig onderbreekt mogen in totaal twaalf maanden per patiënt tijdens de loopbaan niet overschrijden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt als gezinslid beschouwd, elke persoon die met de gewestelijke ontvanger samenwoont en als familielid zowel de bloed- als de aanverwanten.

Onder ernstige ziekte dient elke ziekte of medische interventie te worden verstaan die als dusdanig wordt beschouwd door de behandelende geneesheer en waarvoor laatstgenoemde van mening is dat elke vorm van maatschappelijke, gezins- of mentale bijstand voor het herstel noodzakelijk is.

De gewestelijke ontvanger die zijn loopbaan wil onderbreken voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid dat aan een ernstige ziekte lijdt, brengt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris hiervan op de hoogte. Hij voegt bij deze mededeling een attest van de behandelend geneesheer van het gezins- of familielid dat ernstig ziek is en waarin gesteld wordt dat de gewestelijke ontvanger zich bereid heeft verklaard de ernstig zieke persoon bij te staan of te verzorgen.

De onderbreking neemt een aanvang op de eerste dag van de week volgend op de week waarin voornoemde mededeling gebeurde.

In geval van ernstige ziekte van een kind van maximaal zestien jaar dat uitsluitend of hoofdzakelijk ten laste is van de gewestelijke ontvanger in de zin van artikel 1 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, worden de volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking verlengd tot respectievelijk vierentwintig maanden en achtenveertig maanden als de gewestelijke ontvanger alleenstaand is.

De loopbaanonderbreking kan enkel worden opgenomen per al dan niet opeenvolgende periodes van minstens één maand en maximum drie maanden.

Wordt beschouwd als alleenstaand in de zin van dit artikel: de gewestelijke ontvanger die uitsluitend en daadwerkelijk met een of meerdere van zijn kinderen samenwoont.

Indien lid 7 van toepassing is, levert de gewestelijke ontvanger daarnaast het bewijs van zijn gezinssamenstelling via een attest afgeleverd door de gemeentelijke overheid, waaruit blijkt dat de gewestelijke ontvanger op het ogenblik van de aanvraag uitsluitend en daadwerkelijk met een of meerdere van zijn kinderen samenwoont.

Voor elke verlenging van een periode van volledige loopbaanonderbreking volgt de gewestelijke ontvanger opnieuw dezelfde procedure en dient hij opnieuw de op grond van dit artikel vereiste attesten in.

Art. 120. Indien de gewestelijke ontvanger geen recht heeft op onderbrekingsuitkeringen als gevolg van een beslissing van de directeur van het werkloosheidsbureau of afziet van deze uitkeringen, wordt de loopbaanonderbreking omgezet in non-activiteit.

Het eerste lid geldt niet voor gewestelijke ontvangers die afzien van de onderbrekingsuitkeringen omdat deze niet verenigbaar zijn met het genot van een pensioen. Het is evenmin van toepassing op gewestelijke ontvangers die het recht op onderbrekingsuitkeringen verloren hebben omdat ze de termijn van twaalf maanden zelfstandige activiteit overschreden hebben.

Art. 121. Het verlof wegens loopbaanonderbreking is onbezoldigd en wordt voor het overige gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 122. De gewestelijke ontvanger kan geen verlof om dwingende redenen van familiaal belang krijgen tijdens een periode van gedeeltelijke loopbaanonderbreking.

Art. 123. De gewestelijke ontvanger kan op zijn verzoek zijn ambt opnieuw opnemen voor het einde van de periode van loopbaanonderbreking, mits een opzeggingstermijn van twee maanden die per aangetekend schrijven meegedeeld wordt aan de gouverneur, tenzij deze een kortere termijn aanvaardt.

Onderafdeling 18. — Burgerschapsverlof

Art. 124. De gewestelijke ontvanger heeft recht op politiek verlof om een politiek mandaat of een functie die ermee gelijkgesteld kan worden uit te oefenen in de gevallen en volgens de modaliteiten vastgelegd in artikels 125 tot 132.

Art. 125. Onder politiek verlof om een politiek mandaat of een functie die ermee gelijkgesteld kan worden uit te oefenen, moet verstaan worden :

1° ofwel een dienstvrijstelling die geen enkele invloed heeft op de administratieve en geldelijke toestand van de gewestelijke ontvanger;

2° ofwel een facultatief politiek verlof toegekend op vraag van de gewestelijke ontvanger;

3° ofwel een ambtshalve politiek verlof waarvan de gewestelijke ontvanger niet kan afzien.

Art. 126. Op verzoek van de gewestelijke ontvanger wordt binnen de hierna bepaalde perken dienstvrijstelling verleend voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid, als de gewestelijke ontvanger geen burgemeester of schepen is : twee dagen per maand;

2° lid van een OCMW-raad zonder voorzitter te zijn: twee dagen per maand;

3° lid van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, zonder voorzitter te zijn: twee dagen per maand;

4° provincieraadslid als de gewestelijke ontvanger geen lid van het provinciecollege

is: twee dagen per maand;

5° lid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Vlaamse Gemeenschapscommissie zonder voorzitter te zijn: een halve dag per maand.

De dienstvrijstelling wordt opgenomen naar goeddunken van de gewestelijke ontvanger. Ze mag niet worden overgedragen naar een andere maand, behalve als ze wordt toegekend voor de uitoefening van het mandaat van provincieraadslid.

Art. 127. Op verzoek van de gewestelijke ontvanger wordt binnen de hierna bepaalde perken facultatief politiek verlof met de vermelde duur verleend voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid, als de gewestelijke ontvanger geen burgemeester of schepen is, van een gemeente met :

a) tot 80.000 inwoners : twee dagen per maand;

b) meer dan 80.000 inwoners : vier dagen per maand;

2° lid van een OCMW-raad, als de gewestelijke ontvanger geen voorzitter of lid van het permanent bureau is, van een gemeente met :

a) tot 80.000 inwoners : twee dagen per maand;

b) meer dan 80.000 inwoners : vier dagen per maand;

3° schepen of voorzitter van de OCMW-raad van een gemeente met :

a) tot 30.000 inwoners : vier dagen per maand;

b) tussen 30.001 en 50.000 inwoners : een vierde van een voltijdse betrekking;

c) tussen 50.001 en 80.000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

4° burgemeester van een gemeente met :

a) tot 30.000 inwoners : een vierde van een voltijdse betrekking;

b) tussen 30.001 en 50.000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

5° lid van het permanent bureau van een OCMW-raad van een gemeente

met :

a) tot 10.000 inwoners : twee dagen per maand;

b) tussen 10.001 en 20.000 inwoners : drie dagen per maand;

c) meer dan 20.000 inwoners : vijf dagen per maand;

6° provincieraadslid als de gewestelijke ontvanger geen lid van het provinciecollege is : vier dagen per maand;

7° lid van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, zonder voorzitter te zijn : twee dagen per maand.

Art. 128. Gewestelijke ontvangers worden ambtshalve op politiek verlof gesteld voor de vermelde duur om de volgende politieke mandaten uit te oefenen :

1° burgemeester van een gemeente met :

a) tot 20.000 inwoners : drie dagen per maand;

b) tussen 20.001 en 30.000 inwoners : een vierde van een voltijdse betrekking;

c) tussen 30.001 en 50.000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

d) meer dan 50.000 inwoners : voltijds.

2° schepen van een gemeente met :

a) tot 20.000 inwoners : twee dagen per maand;

b) tussen 20.001 en 30.000 inwoners : vier dagen per maand;

c) tussen 30.001 en 50.000 inwoners : een vierde van een voltijdse betrekking;

d) tussen 50.001 en 80.000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

e) meer dan 80.000 inwoners : voltijds;

3° voorzitter van de OCMW-raad van een gemeente met :

a) tot 20.000 inwoners : twee dagen per maand;

b) tussen 20.001 en 30.000 inwoners : vier dagen per maand;

c) tussen 30.001 en 50.000 inwoners : een vierde van een voltijdse betrekking;

d) tussen 50.001 en 80.000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

e) meer dan 80.000 inwoners : voltijds;

4° lid van een provinciecollege : voltijds;

5° voorzitter van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap : voltijds;

6° voorzitter van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Vlaamse Gemeenschapscommissie : voltijds;

7° lid van een van de Wetgevende Kamers, het Europees Parlement, een gemeenschapsparlement dat niet het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap is: voltijds;

8° federaal, gewestelijk of gemeenschapsminister of staatssecretaris of lid van de Commissie van de Europese Gemeenschappen : voltijds,

9° lid van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement : voltijds;

10° lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : voltijds.

Het ambtshalve politiek verlof vangt aan op de datum van de eedaflegging na de verkiezing tot of aanstelling in het betreffende politiek mandaat.

Art. 129. Gewestelijke ontvangers die in het kader van dit besluit beschikken over ambtshalve politiek verlof leggen de planning van hun dagen politiek verlof vast aan het begin van elke kalendermaand.

De dienstvrijstellingen en facultatieve politieke verlopen mogen opgenomen worden voor minstens één uur, na de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris op de hoogte gebracht te hebben, zonder dat het totaal van deze verlopen het maandtotaal van de toegestane dienstvrijstellingen en politieke verlopen mag overschrijden.

Art. 130. Voor de toepassing van artikels 127 en 128 wordt het aantal inwoners bepaald in overeenstemming met artikel L1121-3 van het Wetboek.

Art. 131. De periodes gedekt door een facultatief of een ambtshalve politiek verlof worden niet bezoldigd. Voor het overige worden ze gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 132. § 1. Het politiek verlof eindigt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op de maand tijdens dewelke het mandaat een einde neemt.

§ 2. Na hun herinschakeling mogen gewestelijke ontvangers hun wedde niet cumuleren met de voordelen voortvloeiend uit de uitoefening van een politiek mandaat vermeld in artikels 126 tot 128, die dienen als readaptatievergoeding.

Art. 133. § 1. De gewestelijk ontvanger krijgt verlof om hem toe te laten zijn kandidatuur voor de verkiezing van het Europees Parlement, de federale wetgevende kamers, de gemeenschaps- en gewestparlementen, de provinciale of gemeenteraden voor te dragen.

§ 2. Het verlof wordt toegekend voor een periode die overeenstemt met de duur van de verkiezingscampagne waaraan de betrokkene deelneemt als kandidaat.

Dit verlof is niet bezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Verlof dat de vastgelegde grenzen overschrijdt, wordt van rechtswege omgezet in beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheden.

Onderafdeling 19. — Verlof voor opdracht

Art. 134. § 1. Een gewestelijke ontvanger kan aanvaarden een opdracht uit te voeren die hem door de gouverneur werd toevertrouwd of waarvoor deze zijn toestemming geeft :

1° bij een ministerie, een instelling van openbaar nut of een publiekrechtelijk rechtspersoon die afhangt van of onder de voogdij staat van de federale overheid, een gewest, een gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

2° bij een buitenlandse regering, een buitenlands openbaar bestuur, een Europese instelling of een internationale instelling.

§ 2. De gewestelijke ontvanger die aangesteld is om een mandaat uit te oefenen binnen een Belgische overheidsdienst wordt ambtshalve op opdracht gesteld voor de duur van het mandaat.

§ 3. Als de opdracht waarmee hij belast is hem feitelijk of van rechtswege belet de functie die hem werd toevertrouwd uit te oefenen, krijgt hij het nodige verlof voor de uitvoering van een dergelijke opdracht.

Deze verlopen worden toegekend door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris voor minstens twee jaar. Ze kunnen hernieuwd worden voor een duur van minstens twee jaar.

§ 4. Het verlof voor opdracht is onbezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Het wordt echter wel bezoldigd als de gewestelijke ontvanger aangesteld wordt als nationaal deskundige:

1° krachtens besluit C(2006) 2033 van de Commissie van 1 juni 2006 tot vaststelling van de regeling betreffende de detachering van nationale deskundigen bij de Commissie;

2° in het kader van het Europees programma "Institution Building", ingevoerd bij verordening (EG) nr. 622/98 van de Raad van 16 maart 1998 betreffende de hulp aan de kandidaat-lidstaten in het kader van de pretoetredingsstrategie, en inzonderheid de invoering van partnerschappen voor de toetreding.

§ 5. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor de opdrachten vermeld in paragraaf 1.

Iedere opdracht bij een buitenlandse regering, een Europese instelling of een internationale instelling verliest van rechtswege haar karakter van algemeen belang vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin de gewestelijke ontvanger een dienstanciënniteit heeft bereikt die volstaat om aanspraak te kunnen maken op het bekomen van een onmiddellijk ingaand of uitgesteld pensioen ten laste van de buitenlandse regering, het buitenlands openbaar bestuur of de internationale instelling voor wie hij de opdracht vervulde.

De gewestelijke ontvanger die met verlof is voor een internationale opdracht kan een vergoeding krijgen onder de voorwaarden en tegen de tarieven vastgelegd door de gouverneur.

Het bedrag van deze vergoeding mag niet hoger zijn dan de wedde die de gewestelijke ontvanger gekregen zou hebben indien hij in dienst was gebleven.

De vergoeding wordt bepaald door enerzijds rekening te houden met de vergoeding die de gewestelijke ontvanger toegekend wordt voor de uitvoering van zijn opdracht en anderzijds met de levensduurte in het land waar de gewestelijke ontvanger zijn opdracht uitvoert, de sociale positie die met deze opdracht overeenstemt en de toegenomen gezinslast doordat hij verder van zijn gezin woont.

De vergoeding mag niet worden toegekend aan de met een opdracht belaste gewestelijke ontvanger die hetzij krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen, hetzij wegens de vervulling van zijn opdracht, voordelen geniet die ten minste gelijkwaardig zijn aan de wedde die hij zou gekregen hebben indien hij in dienst was gebleven.

§ 6. De gewestelijke ontvanger krijgt weddeverhogingen op het ogenblik dat hij ze zou krijgen of gekregen hebben als hij daadwerkelijk in dienst was gebleven.

§ 7. Mits een opzeggingstermijn van minstens drie maanden en maximaal zes maanden kunnen de gouverneur en de gewestelijke ontvanger te allen tijde een einde maken aan de uitvoering van de opdracht.

§ 8. De gewestelijke ontvanger wiens opdracht beëindigd of onderbroken wordt door een beslissing van de gouverneur, door een beslissing van de instelling waarvoor de opdracht wordt uitgevoerd of door zijn eigen beslissing stelt zich opnieuw ter beschikking van de gouverneur.

Als hij dit zonder geldige reden weigert of nalaat, wordt hij, na tien dagen afwezigheid, als ontslagnemend beschouwd.

§ 9. De gouverneur kent de gewestelijke ontvanger van zodra zijn opdracht afloopt taken toe die al dan niet gelijkaardig zijn aan de taken die hij uitvoerde voor de aanvang van zijn opdracht.

Onderafdeling 20 — Verlof voor de uitoefening van een functie op een ministerkabinet, een secretariaat, de cel algemene beleidscoördinatie of een cel algemeen beleid van de leden van de federale regering of op het kabinet van een lokaal mandataris

Art. 135. De gewestelijke ontvanger kan verlof krijgen op voorwaarde dat de autoriteit aan wie hij zijn diensten verstrekt zich ertoe verbindt de volledige budgettaire last terug te betalen, om een functie uit te oefenen :

1° op het kabinet van een voorzitter of een lid van een gewest- of gemeenschapsregering, van het Verenigd College van het Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° op het kabinet van een federaal minister of staatssecretaris;

3° op een secretariaat, bij de cel algemene beleidscoördinatie of een cel algemeen beleid van een lid van de federale regering

4° bij een provinciale of gemeentelijke mandataris of een mandataris van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 136. Het verlof is bezoldigd.

Het Gewest vordert van de instelling waarbij de gewestelijke ontvanger in verlof is de volledige budgettaire last, als en in de mate dat het dit zou kunnen doen als het verlof was toegekend aan een van zijn ambtenaren in toepassing van artikel 486 van de Waalse Ambtenarencode. In geen van deze gevallen mag deze budgettaire last verhaald worden op de lokale besturen die een beroep doen op de diensten van de gewestelijke ontvangers in toepassing van artikel L1124-47 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Art. 137. Het verlof wordt gelijkgesteld met dienstanciënniteit.

Art. 138. Op het einde van zijn toewijzing krijgt de gewestelijke ontvanger, tenzij hij opnieuw gedetacheerd wordt, een dag verlof per maand activiteit op het kabinet, met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen.

De gewestelijke ontvanger wiens verlof afloopt, stelt zich opnieuw ter beschikking van de gouverneur.

De gouverneur kent de gewestelijke ontvanger taken toe die al dan niet gelijkaardig zijn aan de taken die hij uitvoerde voor de aanvang van zijn opdracht.

Als de gewestelijke ontvanger zonder geldige reden weigert of nalaat zich opnieuw ter beschikking van de gouverneur te stellen, wordt hij, na tien dagen afwezigheid, als ontslagnemend beschouwd.

Afdeling 3. — Disponibiliteit

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen.

Art. 139. De gewestelijke ontvanger in disponibiliteit dient de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris een adres in België mee te delen waarop de beslissingen die hem aangaan hem ter kennis kunnen worden gebracht.

Art. 140. De gewestelijke ontvanger in disponibiliteit blijft ter beschikking van de gouverneur en als hij de vereiste beroepsgeschiktheid en lichamelijke geschiktheid heeft, kan hij opnieuw in dienst geroepen worden overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd in deze afdeling.

Hij stelt zich opnieuw ter beschikking van de gouverneur binnen de maand na het schrijven waarin de gouverneur hem gelast heeft zijn ambt opnieuw op te nemen. De gouverneur kent hem taken toe die al dan niet gelijkaardig zijn aan de taken die hij uitvoerde voor de aanvang van zijn afwezigheid.

Als de gewestelijke ontvanger dit zonder geldige reden weigert, wordt hij, na tien dagen afwezigheid, als ontslagnemend beschouwd.

Onderafdeling 2. — Disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst

Art. 141. § 1. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris kan een gewestelijke ontvanger in disponibiliteit plaatsen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, als de maatregel absoluut noodzakelijk geacht wordt voor de goede werking van de dienst.

§ 2. De terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst wordt voorafgegaan door een door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris opgesteld voorstel.

Het voorstel wordt per aangetekend schrijven overgemaakt aan de gewestelijke ontvanger. Deze kennisgeving moet de beroepsmogelijkheden en -vormen vermelden.

§ 3. De gewestelijke ontvanger kan binnen de vijftien dagen na de ontvangst van het voorstel waarvan sprake in paragraaf 2 beroep aantekenen. Anders keurt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris de beslissing tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst goed.

De gewestelijke ontvanger stelt de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris per aangetekend schrijven in kennis van zijn beroep.

De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris maakt het beroep, het voorstel tot beslissing en alle nuttige stukken binnen de vijftien dagen na ontvangst van het beroep over aan het College van de Waalse gouverneurs.

Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak over het beroep. Het verstrekt een advies over het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst volgens de modaliteiten vastgelegd in artikels 175 en 176, na de gewestelijk ontvanger en desgevallend zijn raadsman gehoord te hebben.

§ 4. Na kennis genomen van het advies van het College van de Waalse gouverneurs kan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris beslissen de gewestelijke ontvanger in disponibiliteit te stellen wegens ambtsontheffing. Desgevallend vermeldt hij de redenen waarom hij het advies van het College van de Waalse gouverneurs niet volgt.

De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris brengt de beslissing tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing per aangetekend schrijven ter kennis binnen de maand volgend op de goedkeuring van het advies. Zo niet wordt hij geacht te hebben afgezien van de maatregel.

Art. 142. De gewestelijke ontvanger in disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst geniet wachtgeld dat gelijk is aan zijn laatste activiteitswedde.

Art. 143. De duur van de disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst met genot van wachtgeld mag, in een of in meerdere keren, de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen van de betrokkene niet overschrijden.

De militaire dienst voor de indiensttreding wordt echter niet mee in aanmerking genomen en de in aanmerking komende militaire dienst wordt enkel meegeteld voor de gewone duur ervan.

Onderafdeling 3. — Disponibiliteit wegens ziekte

Art. 144. § 1. De gewestelijke ontvanger die wegens ziekte afwezig is, wordt na het maximaal aantal verlofdagen hem toegekend krachtens artikel 91 te hebben bereikt, van rechtswege in disponibiliteit gesteld wegens ziekte. Hij behoudt zijn administratieve en geldelijke anciënniteit.

§ 2. De gewestelijke ontvanger die in disponibiliteit wegens ziekte is gesteld, is onderworpen aan de medische controle vastgelegd in artikels 104 tot 108.

Art. 145. De gewestelijke ontvanger in disponibiliteit wegens ziekte krijgt een wachtgeld dat gelijk is aan zestig percent van zijn laatste activiteitswedde.

Het bedrag van dit wachtgeld mag evenwel in geen geval minder bedragen dan:

1° de vergoeding die de betrokkene in dezelfde situatie zou krijgen als het socialezekerheidsstelsel vanaf het begin van zijn afwezigheid op hem van toepassing was geweest;

2° het pensioen dat de betrokkene zou krijgen als hij op de datum van zijn terbeschikkingstelling in aanmerking kwam voor vervroegd pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Art. 146. De gewestelijke ontvanger in disponibiliteit wegens ziekte die een wachtgeld krijgt, wordt binnen de drie maanden volgend op de dag waarop hij in disponibiliteit wordt gesteld, opgeroepen door de pensioencommissie. Nadien wordt hij binnen het jaar volgend op de datum van elke definitieve beslissing van de pensioencommissie opgeroepen.

Indien de gewestelijke ontvanger niet op het in lid 1 bepaalde tijdstip verschijnt voor de pensioencommissie zonder geldige reden wordt de betaling van zijn wachtgeld opgeschort vanaf dat ogenblik totdat hij verschijnt.

Art. 147. De gewestelijke ontvanger heeft recht op een maandelijks wachtgeld dat gelijk is aan het bedrag van zijn laatste activiteitswedde als de aandoening waaraan hij lijdt erkend is als ernstige en langdurige ziekte door de pensioencommissie. Dit recht heeft slechts uitwerking vanaf het ogenblik waarop de gewestelijke ontvanger in disponibiliteit werd gesteld voor een ononderbroken periode van minstens drie maanden.

Dit recht brengt de herziening van de situatie van de gewestelijke ontvanger met zich mee vanaf de dag waarop zijn disponibiliteit aanving, met geldelijke gevolgen.

Art. 148. De disponibiliteit maakt geen einde aan de stelsels voor loopbaanonderbreking.

Onderafdeling 4. — Disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden

Art. 149. De gewestelijke ontvanger kan op zijn verzoek in disponibiliteit gesteld worden wegens persoonlijke aangelegenheden.

De gouverneur deelt zijn beslissing binnen de maand na de ontvangst van het verzoek mee aan de betrokkene.

De beschikbaarheid wegens disponibiliteit aangelegenheden wordt toegekend voor een periode van minstens drie maanden en maximaal vijf jaar. Elke periode van disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden wordt gevolgd door een periode van dienstactiviteit van minstens zes maanden. Het totaal van de periodes van disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden mag over heel de loopbaan niet meer dan vijf jaar bedragen.

Art. 150. De gewestelijke ontvanger die in disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden is gesteld krijgt geen wachtgeld.

Hij kan geen ziektes of gebrekkigheden opgelopen in zijn periode van disponibiliteit laten gelden.

De gewestelijke ontvanger wiens afwezigheid de periode waarvoor de disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden werd toegekend, overschrijdt, wordt als ontslagnemend beschouwd.

HOOFDSTUK XI. — *Tuchtregeling**Afdeling 1.* — Tuchtstraffen en tuchtrechtelijke vervolgingen

Art. 151. De gouverneur kan de gewestelijke ontvanger een tuchtsanctie opleggen om de volgende redenen :

- 1° tekortkoming aan de beroepsplichten;
- 2° handelingen die de waardigheid van het ambt in het gedrang brengen;
- 3° overtreding van verboden en onverenigbaarheden;
- 4° plegen van een strafbaar feit.

Art. 152. De gewestelijke ontvanger kan de volgende straffen opgelegd krijgen :

- 1° de waarschuwing;
- 2° de berisping;
- 3° de inhouding van wedde;
- 4° de schorsing;
- 5° het ontslag van ambtswege,
- 6° de afzetting.

Art. 153. De inhouding van wedde mag niet meer bedragen dan drie maanden wedde.

Er mag niet meer dan twintig percent van de brutowedde worden ingehouden.

Art. 154. De straf van schorsing wordt uitgesproken voor een periode van maximaal drie maanden.

De straf van schorsing leidt tot de inhouding van wedde tijdens de duur van de schorsing, behalve het deel van de nettowedde dat gelijk is aan het bedrag van het leefloon zoals vastgelegd krachtens de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

In geval van deeltijdse prestaties wordt dit bedrag evenredig met de duur van de prestaties verminderd.

Art. 155. Geen enkele tuchtstraf kan opgelegd worden zonder dat de gewestelijke ontvanger gehoord werd in zijn verweermiddelen met betrekking tot alle feiten die hem ten laste gelegd worden.

De gewestelijke ontvanger kan zich tijdens de procedure laten bijstaan door een verdediger naar keuze.

Art. 156. De gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris stelt voor de hoorzitting een tuchtdossier samen dat alle stukken met betrekking tot de feiten die hem ten laste gelegd worden bevat.

Art. 157. De gewestelijke ontvanger wordt minstens vijftien dagen voor zijn verschijning opgeroepen voor de hoorzitting, per aangetekend schrijven of door overhandiging van de oproeping tegen ontvangstbewijs.

De oproeping moet melding maken van :

- 1° alle ten laste gelegde feiten;
- 2° het feit dat er een tuchtsanctie wordt overwogen en dat er een tuchtdossier werd samengesteld;
- 3° de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting;
- 4° het recht van de betrokkene op bijstand en vertegenwoordiging door een verdediger naar keuze;
- 5° de plaats waar en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden ingezien.
- 6° het recht om te vragen getuigen te horen.

Art. 158. De gewestelijke ontvanger en zijn verdediger mogen het tuchtdossier inkijken en schriftelijk hun verweermiddelen meedelen aan de gouverneur, indien ze dit wensen, vanaf het ogenblik van de uitnodiging om te verschijnen voor de gouverneur tot de avond voor de verschijning.

Art. 159. Er wordt een proces-verbaal opgesteld van de hoorzitting, dat de verklaringen van de gehoorde persoon waarheidsgetrouw weergeeft.

Als het proces-verbaal opgesteld wordt na afloop van de hoorzitting, wordt het onmiddellijk voorgelezen en wordt de betrokkene verzocht het te tekenen.

Als het proces-verbaal opgesteld wordt na de hoorzitting, wordt het binnen de acht dagen na de hoorzitting overgemaakt aan de betrokkene met het verzoek het te ondertekenen.

De betrokkene kan in elk geval op het ogenblik van de ondertekening voorbehouden formuleren, als hij weigert te ondertekenen, wordt hiervan melding gemaakt.

Als de betrokkene schriftelijk afgezien heeft van het verhoor of zich niet heeft aangeboden op de hoorzitting, stelt de gouverneur al naargelang het geval een proces-verbaal van afstand of van niet-verschijning op.

Het proces-verbaal van het verhoor, van afstand of van niet-verschijning bevat de opsomming van alle in dit hoofdstuk vereiste procedurehandelingen en vermeld of ze allemaal werden uitgevoerd.

Art. 160. De gouverneur kan ambtshalve of op verzoek van de betrokkene of diens verdediger beslissen getuigen te horen.

In dit geval heeft het verhoor van de getuigen plaats in aanwezigheid van de betrokkene.

Art. 161. De gouverneur doet binnen de twee maanden na het afsluiten van het proces-verbaal van de laatste hoorzitting, van afstand of van niet-verschijnen, uitspraak over de op te leggen tuchtstraf.

Als er binnen deze termijn geen beslissing wordt genomen, wordt ervan uitgegaan dat er afgezien werd van tuchtrechtelijke vervolging voor de feiten die de gewestelijke ontvanger ten laste gelegd werden.

Art. 162. De beslissing die de tuchtstraf oplegt, wordt gemotiveerd naar de vorm.

Ze wordt onverwijld meegedeeld aan de gewestelijke ontvanger, per aangetekend schrijven of via overhandiging met ontvangstbevestiging.

Als de beslissing niet binnen de vijftien dagen meegedeeld wordt, wordt ze als overgemaakt beschouwd. Er kunnen geen tuchtrechtelijke vervolgingen voor dezelfde feiten ingesteld worden.

De kennisgeving van de beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden en -termijnen.

Art. 163. Onverminderd hun uitvoering worden de tuchtstraffen waarschuwing, berisping en inhouding van wedde ambtshalve geschrapt uit het individueel dossier van de gewestelijke ontvanger na een periode van :

1° 1 jaar voor de waarschuwing;

2° 18 maanden voor de berisping;

3° 3 jaar voor de inhouding van wedde.

Onverminderd haar uitvoering kan de tuchtstraf schorsing op verzoek van de gewestelijke ontvanger na een termijn van vier jaar geschrapt worden door de gouverneur die ze heeft opgelegd.

De gouverneur kan de schrapping enkel weigeren als er nieuwe elementen zijn opgedoken die een dergelijke weigering rechtvaardigen.

De termijnen vermeld in lid 1 en 2 beginnen te lopen op de dag waarop de tuchtstraf werd uitgesproken.

Art. 164. § 1. Als een gewestelijke ontvanger het voorwerp uitmaakt van strafrechtelijke of tuchtrechtelijke vervolging en zijn aanwezigheid is onverenigbaar met het belang van de dienst, kan hij preventief geschorst worden door de gouverneur bij wijze van ordemaatregel.

§ 2. De gouverneur kan beslissen dat de preventieve schorsing gepaard gaat met een inhouding van wedde en ontzegging van bevorderingsaanspraken.

De inhouding van wedde mag niet meer bedragen dan de helft van de laatste activiteitswedde van de gewestelijke ontvanger.

De gewestelijke ontvanger heeft minstens recht op een nettowedde die gelijk is aan het bedrag van het leefloon zoals vastgelegd krachtens de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie. In geval van deeltijdse prestaties wordt dit bedrag evenredig met de duur van de prestaties verminderd.

Art. 165. § 1. De preventieve schorsing wordt uitgesproken voor een termijn van maximaal vier maanden.

De gouverneur kan deze termijn tijdens de strafprocedure verlengen met periodes van maximaal vier maanden, mits inachtneming van de procedure vastgelegd in artikel 166.

§ 2. Als er binnen de in paragraaf 1 vermelde termijn geen tuchtstraf wordt opgelegd, worden alle gevolgen van de preventieve schorsing opgeheven.

Art. 166. Vooraleer hij een preventieve schorsing kan opleggen, moet de gouverneur de gewestelijke ontvanger horen in overeenstemming met de procedure vermeld in artikels 155 tot 162, de termijn van vijftien dagen waarvan sprake in artikel 157 wordt echter ingekort tot vijf dagen.

In geval van hoogdringendheid kan de gouverneur onmiddellijk de preventieve schorsing uitspreken, mits de betrokkene onmiddellijk na de beslissing gehoord wordt in overeenstemming met de procedure vermeld in het eerste lid.

Art. 167. De beslissing tot preventieve schorsing wordt onmiddellijk meegedeeld aan de betrokkene per aangetekend schrijven of middels overhandiging tegen ontvangstbewijs.

Als de beslissing niet binnen de tien werkdagen meegedeeld wordt, wordt ze als ingetrokken beschouwd.

De gouverneur mag geen preventieve schorsing opleggen voor dezelfde feiten.

Art. 168. Als de tuchtsanctie voorafgegaan wordt door een preventieve schorsing met behoud van wedde, treedt deze in werking op de dag dat ze wordt uitgesproken.

Als in aansluiting op een preventieve schorsing met inhouding van wedde en ontzegging van de bevorderingsaanspraken de tuchtstraf waarschuwing of berisping wordt opgelegd, treedt deze in werking op de dag dat ze wordt uitgesproken. De preventieve schorsing wordt als ingetrokken beschouwd en de gouverneur betaalt de ingehouden wedde uit aan de gewestelijke ontvanger.

Als in aansluiting op een preventieve schorsing met inhouding van wedde en ontzegging van de bevorderingsaanspraken de tuchtstraf inhouding van wedde, schorsing, ontslag van ambtswege of ontheffing wordt opgelegd, kan de tuchtstraf ten vroegste uitwerking hebben op de dag waarop de preventieve schorsing is ingegaan. Het bedrag van de tijdens de preventieve schorsing ingehouden wedde wordt in mindering gebracht van het bedrag van het weddeverlies verbonden aan de tuchtstraf. Als het bedrag van de ingehouden wedde groter is dan het bedrag van het weddeverlies verbonden aan de tuchtstraf, betaalt de gouverneur het verschil uit aan de gewestelijke ontvanger.

Art. 169. De gouverneur kan geen tuchtrechtelijke vervolging meer instellen na verloop van een termijn van zes maanden na de datum waarop hij de strafbare feiten vaststelde of er kennis van nam.

In geval van strafrechtelijke vervolging voor dezelfde feiten, begint deze termijn te lopen de dag dat de gouverneur door de gerechtelijke overheid ervan in kennis wordt gesteld dat er een definitieve beslissing uitgesproken is of dat de strafrechtelijke procedure niet voortgezet wordt.

Als de beslissing van de tuchtverheid door de Raad van State geannuleerd wordt, kan de gouverneur de tuchtrechtelijke vervolging hervatten vanaf het ogenblik van de kennisgeving van het arrest van de Raad van State, tijdens het deel van de termijn bedoeld in lid 1 die nog lopende was als de vervolging werd ingesteld.

Afdeling 2. — Beroep tegen de beslissing tot sanctie

Art. 170. De gewestelijke ontvanger kan een beroep tot herziening tegen de beslissing tot sanctie indienen bij het College van de Waalse gouverneurs.

Het beroep moet aangetekend ingediend worden bij de gouverneur binnen een termijn van dertig dagen, die begint te lopen op de datum van de kennisgeving van de beslissing van de gouverneur.

De gouverneur maakt het beroep, zijn beslissing en alle stukken van het tuchtdossier binnen de vijftien dagen na ontvangst van het door de gewestelijke ontvanger ingediende beroep over aan het College van de Waalse gouverneurs.

Het College van de Waalse gouverneurs hoort de gewestelijke ontvanger en de eventuele getuigen. Artikels 155 tot 162 zijn *mutatis mutandis* van toepassing.

Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak bij meerderheid en achter gesloten deuren. De gouverneur die de tuchtbeslissing heeft genomen, neemt geen deel aan de beraadslaging of aan de stemming. In geval van staking der stemmen wordt de beslissing geacht in het voordeel van de gewestelijke ontvanger te zijn.

HOOFDSTUK XII. — Ambtsneerlegging.

Art. 171. Niemand kan zijn hoedanigheid van gewestelijke ontvanger verliezen vóór de normale leeftijd van de pensionering, behalve in de gevallen bepaald door de pensioenwetgeving of dit besluit.

Art. 172. Verliest van ambtswege en zonder vooropzeg de hoedanigheid van gewestelijke ontvanger :

1° de gewestelijke ontvanger wiens benoeming niet regelmatig is, op voorwaarde dat, behalve in geval van bedrog of list, deze onregelmatigheid door de gouverneur vastgesteld werd binnen de termijn voor het indienen van een beroep tot vernietiging bij de Raad van State, of tijdens de procedure, wanneer een dergelijk beroep ingediend is;

2° de gewestelijke ontvanger die niet langer voldoet aan de voorwaarde een onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie te zijn, niet langer de burgerlijke en politieke rechten geniet of niet meer voldoet aan de dienstplichtwetten;

3° de gewestelijke ontvanger waarvan de definitieve lichamelijke ongeschiktheid naar behoren werd vastgesteld;

4° de gewestelijke ontvanger die zonder geldige reden zijn werkpost verlaat en meer dan tien dagen afwezig blijft;

5° de gewestelijke ontvanger die verkeert in een situatie waarin toepassing van de strafwetten en de burgerlijke wetten ambtsneerlegging ten gevolge heeft.”.

6° de gewestelijke ontvanger die ontslagen of ontzet is wegens tuchtredden.

Art. 173. Leiden eveneens tot ambtsneerlegging:

1° vrijwillig ontslag;

2° pensionering;

3° ontslag wegens definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid.

In de situatie beschreven in het eerste lid kan de gewestelijke ontvanger zijn dienst ten vroegste drie maanden nadat hij zijn vrijwillig ontslag meegedeeld heeft aan de gouverneur verlaten. Deze termijn kan in onderlinge overeenstemming worden ingekort.

Art. 174. Op verzoek van de gewestelijke ontvanger kan de gouverneur toestaan dat deze zijn dienstactiviteit voortzet na het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet wordt vastgelegd op maximaal een jaar. Ze kan volgens dezelfde modaliteiten hernieuwd worden per periodes van maximaal een jaar, zonder dat de totale duur van de voortzetting van de dienstactiviteit meer dan twee jaar mag bedragen.

HOOFDSTUK XIII. — Beroep bij het College van de Waalse gouverneurs

Art. 175. Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak over het beroep van de gewestelijke ontvanger tegen :

1° het voorstel tot ontslag na het beëindigen van de stage;

2° een evaluatie onder voorbehoud of een ongunstige evaluatie;

3° het voorstel tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid;

4° de beslissing tot tuchtsanctie;

5° het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

Art. 176. § 1. Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak binnen de maand na de overmaking van het beroep of de beslissing en de nuttige stukken door de gouverneur of de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

§ 2. De voorzitter van het College van de Waalse gouverneurs voegt het beroep toe aan de agenda van de eerstvolgende vergadering. Indien nodig roept hij een buitengewone vergadering bijeen.

Indien er een hoorzitting van de gewestelijke ontvanger georganiseerd wordt, waakt het College van de Waalse gouverneurs erover dat deze minstens zeven dagen voor de datum van de hoorzitting wordt opgeroepen.

Het College van de Waalse gouverneurs doet uitspraak bij meerderheid en achter gesloten deuren. De gouverneur die de aangevochten beslissing heeft genomen, neemt geen deel aan de beraadslaging of aan de stemming. In geval van staking der stemmen wordt de beslissing geacht in het voordeel van de gewestelijke ontvanger te zijn.

Het College van de Waalse gouverneurs deelt zijn beslissing of zijn advies binnen de zeven kalenderdagen na de vergadering mee aan de gouverneur die de aangevochten beslissing heeft genomen.

§ 3. Paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing in geval van een beroep tegen een beslissing tot tuchtsanctie.

§ 4. Onder voorbehoud van de afwijkingen vastgelegd in dit besluit, worden de door de Regering vastgelegde werkings- en beraadslagingsregels van het College van de Waalse gouverneurs toegepast.

“TITEL III. — Geldelijk statuut

HOODSTUK I. — Wedde

Afdeling 1. — Wedde, vergoedingen en geldelijke anciënniteit

Art. 177. § 1. De bezoldiging van een gewestelijke ontvanger omvat :

- 1° de wedde;
- 2° het vakantiegeld;
- 3° de eindejaarspremie ;
- 4° de tweetaligheidspremie
- 5° de toelage voor de uitoefening van een bijkomende functie.

§ 2. De gewestelijke ontvanger heeft ook recht op de terugbetaling van bepaalde kosten, onder de vorm van de volgende vergoedingen:

- 1° de vergoeding voor reiskosten en verplaatsingskosten tussen de woonplaats en de werkplaats;
- 2° de vergoeding voor verblijfkosten.

Art. 178. De jaarlijkse wedde van de gewestelijke ontvanger wordt vastgesteld in de weddeschaal bijgevoegd in bijlage 1 bij dit besluit.

De schaal omvat:

- 1° een minimumwedde;
- 2° tussenwedden die met weddetrappen van geldelijke anciënniteit overeenkomen en voortvloeien uit tussentijdse verhogingen zoals vastgelegd in bijlage I;
- 3° een maximumsalaris.

Art. 179. De geldelijke anciënniteit is samengesteld uit het geheel van de voor de vaststelling van de wedde in aanmerking komende diensten.

De bepalingen van artikels 238 tot 242 van de Waalse Ambtenarencode met betrekking tot het geldelijk statuut zijn mutatis mutandis van toepassing op gewestelijke ontvangers.

Art. 180. Bij non-activiteit wordt de toekenning van tussentijdse verhoging opgeschort.

Afdeling 2. — Berekening en uitbetaling van de wedde

Art. 181. De maandwedde is gelijk aan een twaalfde van de jaarwedde.

De wedde van de maand tijdens dewelke de gewestelijke ontvanger op pensioen gaat of overlijdt, dient volledig uitbetaald te worden.

Art. 182. De maandwedde wordt na het verlopen van de termijn betaald en uiterlijk de laatste werkdag van de maand.

Art. 183. § 1. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Als het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder bedraagt, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Als het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien bedraagt, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

§ 2. Als de maand bestaat uit twee periodes met een verschillende wedde of een verschillende budgettaire aanrekening:

- 1° wordt het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten bepaald in overeenstemming met paragraaf 1;
- 2° wordt het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten bepaald in overeenstemming met paragraaf 1;

3° het aantal voor de tweede periode verschuldigde dertigsten is gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten en het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten.

Met betrekking tot 2° is het totaal aantal steeds gelijk aan dertig als de maand volledig uitbetaald dient te worden.

Art. 184. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regels voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. De wedde wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

HOOFDSTUK II. — *Vakantiegeld*

Art. 185. De bepalingen van artikels 261 tot 263 en 265 tot 272 van de Waalse Ambtenarencode met betrekking tot het vakantiegeld zijn mutatis mutandis van toepassing op gewestelijke ontvangers.

HOOFDSTUK III. — *Eindejaarstoelage*

Art. 186. De bepalingen van artikels 273 tot 282 van de Waalse Ambtenarencode met betrekking tot de eindejaarstoelage zijn mutatis mutandis van toepassing op gewestelijke ontvangers.

HOOFDSTUK IV. — *Tweetaligheidspremie*

Art. 187. Er wordt een premie toegekend aan gewestelijke ontvangers die aantonen kennis te hebben van het Frans en het Duits en toegewezen zijn aan een lokaal bestuur gelegen in een Duitstalige zone of in een Franstalige gemeente met taalfaciliteiten voor Duitstaligen.

De in het eerste lid vermelde taalkennis wordt aangetoond op de wijze vastgelegd in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten.

Het bedrag van de premie wordt bepaald en uitbetaald op de wijze vastgelegd in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten.

HOOFDSTUK V. — *Bepaling van de normale werklast en toekenning van een toelage voor de uitoefening van een bijkomende functie*

Art. 188. § 1. De werklast van de gewestelijke ontvanger wordt per kalenderjaar berekend op basis van een puntensysteem, dat als volgt werkt :

1° de gewestelijke ontvanger krijgt voor elke gemeente waarvoor hij verantwoordelijk is maandelijks een aantal punten dat gelijk is aan het werkelijke bevolkingscijfer van de gemeente;

2° de gewestelijke ontvanger krijgt voor elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarvoor hij verantwoordelijk is maandelijks een aantal punten dat gelijk is aan het werkelijke bevolkingscijfer dat onder het territoriale werkingsgebied van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in kwestie valt, gedeeld door twee.

Het reële bevolkingscijfer is het laatst gepubliceerde bevolkingscijfer.

§ 2. Voor gemeenten dient rekening gehouden te worden met een eventuele herklassering.

§ 3. De gewestelijke ontvanger krijgt :

1° per maand 1 000 extra punten als hij toegewezen is aan twee lokale besturen;

2° per maand 2 500 extra punten als hij toegewezen is aan drie lokale besturen;

1° per maand 4 000 extra punten als hij toegewezen is aan vier lokale besturen;

2° per maand 5 000 extra punten als hij toegewezen is aan vijf of meer lokale besturen;

§ 4. De gewestelijke ontvanger die ondersteunende opdrachten zoals bedoeld in artikel 28 uitvoert, krijgt een aantal extra punten dat overeenstemt met het totaal aantal voor de opdrachten die hij op zich neemt toegekende punten, in overeenstemming met artikel 28, § 2.

§ 5. Als meerdere gewestelijke ontvangers verantwoordelijk zijn voor eenzelfde lokaal bestuur, worden de punten onder hen verdeeld a rato van hun prestaties voor het bestuur in kwestie.

§ 6. Als de opdracht van een gewestelijke ontvanger niet gedurende de volledige maand wordt uitgevoerd, wordt het aantal voor deze maand toegekende punten berekend a rato van het aantal dagen waarop hij deze opdracht in de betreffende maand heeft uitgevoerd.

§ 7. De gewestelijke ontvanger die een opdracht beschreven in artikels 26 en 27 uitvoert, krijgt een aantal extra punten voor deze opdracht, berekend in overeenstemming met de bepalingen van dit artikel.

De lokale besturen waarbij hij een vervangingsopdracht uitvoert, worden mee in overweging genomen om het aantal extra punten te bepalen waarop hij in toepassing van lid 3 recht heeft.

Art. 189. § 1. De normale werklast van een gewestelijke ontvanger bedraagt 13 000 punten per maand. Ze mag in geen geval minder dan 12 000 punten of meer dan 14 000 punten per maand bedragen.

Mits de voorafgaande toestemming van de minister kan de gouverneur ten aanzien van een gewestelijke ontvanger de minimumdrempel van 12 000 punten, vastgelegd in het eerste lid, verlagen of de maximumdrempel van 14 000 punten, vastgelegd in het eerste lid, verhogen. De gouverneur dient deze aanvraag te motiveren.

§ 2. De maximumdrempel vermeld in paragraaf 1 kan overschreden worden als de gewestelijke ontvanger de volgende opdrachten op zich neemt :

1° ofwel een opdracht omschreven in artikel 26;

2° ofwel een of meerdere opdrachten omschreven in artikel 27, ten belope van maximaal 52 000 punten per kalenderjaar.

De gewestelijke ontvanger mag in de loop van een kalenderjaar de uitvoering van de opdrachten vermeld in het eerste lid, 1° en in het eerste lid, 2° niet cumuleren.

Art. 190. § 1. De gewestelijke ontvanger wiens maandelijksse werklast de maximumdrempel vermeld in artikel 189, § 1 overschrijdt omwille van de uitvoering van een vervangingsopdracht zoals bedoeld in artikels 26 en 27 krijgt voor de maanden in kwestie een premie voor de uitoefening van bijkomende functies.

De premie is verschuldigd op voorwaarde dat de gewestelijke ontvanger de vervangingsopdracht zoals bedoeld in artikel 26 of 27 minstens gedurende een maand onafgebroken heeft uitgevoerd.

De premie bedraagt een twaalfde van de jaarlijkse wedde van de gewestelijke ontvanger van de maand tijdens de welke de extra prestaties werden geleverd, verdeeld door 13 000 en vermenigvuldigd met het aantal punten dat toegekend werd aan de vervangingsopdracht zoals bedoeld in artikel 26 of 27, wegens overschrijding van de maximumdrempel vermeld in artikel 189, § 1.

Als de premie verschuldigd is wegens het uitvoeren van vervangingsopdrachten in de zin van artikel 26 mag de premie echter niet meer bedragen dan vijftiengig procent van het twaalfde van de jaarlijkse wedde van de gewestelijke ontvanger voor de maand in kwestie.

§ 2. De premie wordt ten laatste uitbetaald op de 1e dag van de maand volgend op de maand waarvoor ze verschuldigd is.

HOOFDSTUK VI. — *Vergoeding voor reiskosten en verplaatsingskosten tussen de woonplaats en de werkplaats*

Art. 191. § 1. De bepalingen van artikels 519 tot 538 van de Waalse Ambtenarencode met betrekking tot de reiskosten zijn *mutatis mutandis* van toepassing op gewestelijke ontvangers.

De bepalingen van artikels 546 tot 559 van de Waalse Ambtenarencode met betrekking tot de verplaatsingskosten tussen de woon- en werkplaats zijn *mutatis mutandis* van toepassing op gewestelijke ontvangers.

HOOFDSTUK VII. — *Vergoeding voor verblijfskosten*

Art. 192. § 1. De gewestelijke ontvanger krijgt jaarlijks een vergoeding voor verblijfskosten van 849,66 euro. Dit bedrag ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regels voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Het wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Deze forfaitaire vergoeding wordt maandelijks en na verlopen termijn uitbetaald. Ze wordt in dertigsten verrekend als ze niet voor de volledige maand verschuldigd is. Ze kan niet worden toegekend voor periodes van dienstonderbrekingen van meer dan veertien werkdagen, met dien verstande dat het jaarlijks verlof niet gelijkgesteld wordt met deze onderbrekingen.

De vergoeding voor verblijfskosten ondergaat dezelfde schommelingen als de wedde.

TITEL IV. — *Wijze van inning van de bijdrage van de lokale besturen aan de kosten van de gewestelijke ontvangsten*

Art. 193. Het Gewest deelt het lokaal bestuur dat een beroep doet op een gewestelijke ontvanger per aangetekend schrijven het bedrag mee van de bijdrage die het verschuldigd is voor het vorige kalenderjaar.

Het lokaal bestuur bedraagt de bijdrage binnen de zes maanden volgend op het aangetekend schrijven.

Bij ontstentenis van betaling is de minister of zijn afgevaardigde gemachtigd om dit bedrag in te houden op elke dotatie waarop het lokaal bestuur aanspraak kan maken, met name de dotaties vermeld in artikel L1332-2 van het Wetboek.

Art. 194. De bijdrage kan geïnd worden via voorschotten, die maandelijks aangerekend worden aan de lokale besturen die een beroep doen op een gewestelijke ontvanger. Deze maandelijksse voorschotten worden berekend op basis van de wiskundig gemiddelde wedde van de gewestelijke ontvanger, met inbegrip van de bijdragen.

Deze gemiddelde wedde wordt op dezelfde wijze als vastgelegd in artikel 193 verdeeld onder de lokale besturen die een beroep doen op een gewestelijke ontvanger.

TITEL V. — *Slotbepalingen*

HOODSTUK I. — *Opheffingsbepaling*

Art. 195. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 2 april 1979 tot vaststelling van de voorwaarden en de wijze van benoeming van de gewestelijke ontvangers, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 januari 1997;

2° het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2010 tot vastlegging van de weddeschaal van de gewestelijke ontvangers overeenkomstig artikel 1124-37 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de decentralisatie, gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014;

3° het ministerieel besluit van 16 juli 1979 tot vaststelling van het reglement van orde betreffende vergelijkend examens voor gewestelijke ontvanger;

4° het ministerieel besluit van 16 juli 1979 tot vaststelling van het reglement van orde betreffende vergelijkend examens voor gewestelijke ontvanger;

5° het besluit van de gouverneur van de provincie Luik van 20 januari 1966 houdende het statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Luik;

6° het besluit van de gouverneur van de provincie Henegouwen van 1 maart 1982 tot vastlegging van het administratief statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Henegouwen;

7° het besluit van de gouverneur van de provincie Namen van 30 december 2004 tot vastlegging van het administratief statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Namen;

8° het besluit van de gouverneur van de provincie Luxemburg van 10 juni 2005 tot vastlegging van het administratief statuut van de gewestelijke ontvangers van de provincie Luxemburg;

9° het besluit van de gouverneur van de provincie Waals-Brabant van 10 juni 2005 betreffende het statuut van de gewestelijke ontvangers in Waals-Brabant;

HOOFDSTUK II. — *Vrijwaring van verkregen rechten*

Art. 196. De gewestelijke ontvanger die benoemd is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit behoudt de gunst van de voordelen andere dan de jaarlijkse wedde waarop hij recht heeft in toepassingen van de besluiten vermeld in artikel 195, 5° tot 9°, tenzij dit besluit hem recht geeft op een voordeel van dezelfde aard dat minstens gelijk is aan het voordeel dat hij voor de inwerkingtreding genoot.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding en tenuitvoerlegging*

Art. 197. Met uitzondering van artikels 188 en 194, die in werking treden op 1 januari 2020, om de afrekening te berekenen van de door de lokale besturen die in de loop van kalenderjaar 2019 een beroep hebben gedaan op een gewestelijke ontvanger verschuldigde bijdrage, treedt dit besluit in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die begint te lopen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 198. Artikel 2 van het decreet van 30 april 2019 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie betreffende de gewestelijke ontvangers treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die begint te lopen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 199. Artikel 6 van het decreet van 30 april 2019 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie betreffende de gewestelijke ontvangers treedt in werking op 1 januari 2020.

Art. 200. De minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2019.

Voor de Regering:

De minister-president,
W. BORSUS

De minister van Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Bijlage I

Weddeschaal op jaarbasis aan index 138,01, in uitvoering van artikel L1124-37 van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en decentralisatie

GEWESTELIJKE ONTVANGERS	
	20/1 x 742,85 1/1 x 743
0	37.050,00
1	37.792,85
2	38.535,70
3	39.278,55
4	40.021,40
5	40.764,25
6	41.507,10
7	42.249,95
8	42.992,80
9	43.735,65
10	44.478,50
11	45.221,35
12	45.964,20
13	46.707,05
14	47.449,90
15	48.192,75
16	48.935,60
17	49.678,45
18	50.421,30
19	51.164,15
20	51.907,00
21	52.650,00
22	52.650,00